



AVR 30 1970



EPSON
0000000000

057

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa



1710

Developpement aux A. & L.
26. articles de dem. arrêtés par
le Sénat. Paris, le 26 Janvier
1788.

Coll. spec.

TRADITION

DES FAITS,

Qui manifestent le système d'indépendance que les Evêques ont opposé dans les différens siècles aux principes invariables de la justice souveraine du Roi sur tous ses Sujets indistinctement ; & la nécessité de laisser agir les Juges Séculiers contre leurs entreprises , pour maintenir l'observation des Loix, & la tranquillité publique.

INTERNATIONAL

OFFICE

NEW YORK

1950

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

CSP

BR

845.

.C412

1753

AVERTISSEMENT.

D EPUIS que les 22 Articles arrêtés dans l'Assemblée des Chambres du 25 Janvier dernier ont été répandus dans le Public, toute la France attend avec une sorte d'impatience les Remontrances où ces Articles doivent être traités. Cela n'est point étonnant. Peut-on être Chrétien & Citoyen sans s'intéresser aux troubles qui agitent l'Eglise & l'Etat; sans désirer d'être instruit sur les importants objets qui causent de si grands troubles? Or on ne peut l'être plus sûrement que par notre auguste Sénat. Ses lumières supérieures; sa fidélité constante à parler à son Souverain suivant la plus exacte vérité, excluent toute crainte d'être trompé.

On peut dire qu'il a tout renfermé dans ces 22 Articles. Qu'il seroit à souhaiter que les bornes que doivent avoir des Remontrances au Roi, lui eussent permis de les traiter à fond ! Mais la matière est trop vaste. Le quatrième Article rempliroit seul un gros volume. Il s'agit de développer par les faits le système suivi d'indépendance, que des Ecclésiastiques ont opposé dans les différens siècles aux principes invariables (de l'autorité souveraine du Roi sur tous ses Sujets :) & ces faits sont presque innombrables. Le Parlement ne peut donc, pour ainsi dire, que les indiquer. Cependant cet Article est en un sens le plus intéressant ; puisque, tout bien considéré, l'esprit de domination qui possède toujours nos Evêques, est la véritable source de tous les maux

qui nous affligent. On ne s'attend pas sans doute que dans un Avertissement nous donnions les preuves de cette proposition : mais quiconque voudra se convaincre qu'elle est exactement vraie , n'aura qu'à lire ce qu'a écrit le Grand Arnaud (Apologie pour les Relig. de P. R. 2. P. ch. 14.) sur ce qu'il appelle l'Hérésie de la domination. L'application s'en fait tout naturellement à ce qui se passe sous nos yeux.

Il étoit donc de la dernière importance de montrer avec une juste étendue que le grand mobile qui , depuis le huitième siècle jusqu'à présent , a fait agir la plupart de nos Evêques , n'est autre qu'une passion violente de dominer : c'est ce qu'on s'est proposé dans cet Ecrit. Par-là tombera le masque de Religion dont ils couvrent toutes leurs entreprises.

Par-là s'évanouiront les vains scrupules qui attachent une infinité de personnes à leurs prétentions ; par la fausse crainte de résister à l'autorité spirituelle établie de Dieu pour gouverner l'Eglise. Les justes bornes de cette autorité une fois fixées ; les usurpations de toute espèce qu'ont faites les Ecclésiastiques ; une fois bien manifestées , il en doit résulter naturellement qu'on retranchera les abus par le rétablissement des règles & des vraies maximes ; qu'on fera cesser les vexations ; qu'on réprimera les oppresseurs ; qu'on rendra la liberté aux opprimés ; & que par-là même on rendra la paix à l'Eglise & à l'Etat. Telles sont les vûes qui nous ont fait entreprendre cet Ouvrage , qui n'est qu'un Supplément au quatrième Article des Remontrances que le Parlement a arrêté de présenter au Roi.

TRADITION

DES FAITS,

Qui manifestent le système d'indépendance que les Evêques ont opposé dans les différens siècles aux principes invariables de la justice souveraine du Roi sur tous ses Sujets indistinctement ; & la nécessité de laisser agir les Juges Séculiers contre leurs entreprises , pour maintenir l'observation des Loix & la tranquillité publique.

DANS quelque époque de l'Histoire de cette Monarchie que nous nous placions , il est impossible de ne pas reconnoître dans les Ecclésiastiques cet esprit d'empire & de domination , si éloigné des Préceptes de l'Evangile , si contraire aux exemples

donnés par Jesus - Christ lui-même , si religieusement observés par ses Disciples & par ses Apôtres.

Dans le berceau de l'Eglise , ses Ministres méritèrent la confiance des Peuples par leur sainteté , par leur sagesse , par leurs salutaires instructions & par leur amour pour la paix. Uniquement occupés à contenir les Fidèles unis par les liens de la charité , ils alloient au-devant de leurs contestations , ils s'en rendoient les arbitres & les conciliateurs.

Mais lorsque les beaux jours de l'Eglise furent passés ; quand la possession des richesses eut fait perdre aux Ecclésiastiques le véritable esprit de leur vocation ; quand les vûes d'ambition & de domination en eurent pris la place , ils s'arrogèrent la connoissance de toutes les affaires , sans autre titre que la foiblesse des Rois & la profonde ignorance de leurs Sujets.

M. Fleury dans son troisième Discours sur l'Histoire Ecclésiastique , art. ix. remarque que les Seigneuries temporelles de l'Eglise donnoient beaucoup de part aux Evêques de

France dans les affaires d'Etat, lorsque le Gouvernement étant féodal, ces affaires se traitoient dans des Assemblées générales, où les Evêques, comme plus instruits, étoient plus utiles que les autres Seigneurs, & avoient par conséquent plus d'influence. » De-là vient, dit-il, ce mélange » de temporel & de spirituel, si per- » nicieux à la Religion.

Il ajoute que les maximes des Anciens sur la distinction réelle & sensible des deux Puissances; ces maximes établies entr'autres dans la Lettre de Synesius * & dans le fameux passage du Pape Gelase ** subsistoient encore en leur entier au huitième siècle, dans la seconde Lettre du Pape

* Synesius Evêq. de Prolemaïde en 411. Ep. 57. Voyez M. Fleury, t. 5. Liv. 22. n. 45.

** Gelasius tom. de anathematis vinculo. depuis l'avènement de Jesus-Christ.

Nec Imperator Pontificis nomen imposuit, nec Pontifex regale fastigium vindicavit.

Et dans l'Epître 8. ad Anastasium Imperatorem tom. 4. des Conciles. Duo sunt, Imperator Auguste, quibus hic mundus principaliter regitur, autoritas sacra Pontificum & Regalis potestas.

Nota. A la fin du cinquième siècle.

Gregoire II. à Leon Isaurien. *

» Mais depuis que les Evêques (de
 », France) continue M. Fleury (Disc.
 », 4. n. x.) se virent Seigneurs & admis
 », en part du gouvernement des Etats ,
 », ils crurent avoir comme Evêques ce
 », qu'ils n'avoient que comme Sei-
 », gneurs; ils prétendirent juger les Rois,
 », non-seulement dans le Tribunal de
 », la Pénitence , mais dans les Conci-
 », les... . La cérémonie du Sacre , in-
 », troduite depuis le milieu du huitième
 », siècle , servit encore de prétexte. Les
 », Evêques , en imposant la Couronne ,
 », sembloient donner le Royaume de la
 », part de Dieu.

De-là les Evêques de France , après
 avoir soumis Louis le Débonnaire à
 la pénitence publique, supposant qu'elle
 ne lui permettoit plus de reprendre la
 dignité Royale , portèrent leur atten-
 tat jusqu'à l'en dégrader & à le dé-
 poser en 833. Ils ordonnèrent que
 chacun des Prélats qui avoient con-
 couru à cette déposition , en dresse-

* Greg. II. Ep. 2. ad Leonem Isauricum: alia
 est Ecclesiasticarum rerum constitutio, & alius
 sensus secularium.

roit une relation signée de lui ; & que de toutes ces relations particulières on en formeroit une sommaire , qui seroit soussignée de tous.

C'est ainsi , dit le Père Daniel , (p. 628. *in-f.*) que des Evêques se jouèrent de la Majesté impériale , sous prétexte du zèle spécieux de l'observation des Canons & du salut de cet infortuné Prince , le moins digne d'être traité de la sorte par des personnes de ce caractère. Car jamais Prince n'honora plus la dignité & la personne des Evêques , ne prit plus volontiers & plus souvent leurs conseils , ne déféra plus à leur autorité. *Mais en y déférant beaucoup , il n'eut pas assez de soin de la sienne.* C'est un défaut qui régna toujours dans sa conduite , & qui fut la source de tous ses malheurs.

L'Evêque de Lyon (Agobard) & Vala (Abbé de Corbie) furent les deux instrumens dont la politique de Lothaire se servit pour imposer aux peuples , &c.

Ce Vala , dit-il ailleurs , (p. 612.) étoit un de ces esprits entiers & indomptables , & un de ces prétendus

Saints qui s'entêtent sans retour , prêts à tout souffrir plutôt que d'avouer qu'ils ont failli.

La postérité détestera à jamais cette entreprise énorme des Evêques sur la Puissance temporelle sous prétexte de pénitence. C'étoit le second exemple d'un tel forfait. Car vers la fin du septième siècle de l'Eglise * les Evêques s'étoient mis en possession d'exclure des fonctions civiles & militaires, & même du Mariage, ceux que l'Eglise mettoit en pénitence publique, afin qu'elle fût plus humble & plus parfaite. Saint Leon Pape l'avoit conseillé : ses Successeurs en firent une Loi, & les Conciles de Tolède la reduisirent en pratique à l'égard de leurs Rois mêmes.

Vamba Roi d'Espagne étant tombé malade , & ayant perdu connoissance , l'Archevêque de Tolède s'empressa de lui donner l'habit Monastique. Ce Roi étant revenu à lui , fut obligé de demeurer en cet état & de renoncer à la Couronne ; parce qu'Ervige son Suc-

* Ab. de Mezerai , t. I. p. 432.

ce fieur engagea les Evêques à délier tous les Sujets de Vamba du serment de fidélité, sous prétexte qu'il s'étoit engagé à faire pénitence. Ils s'y prêtèrent avec docilité dans un Concile tenu à Toléde en 681. Ervige, qui leur devoit la déposition de Vamba, n'hésita point à leur devoir aussi la confirmation de la Couronne: il leur présenta un Ecrit, par lequel il les prioit de lui assurer le Royaume qu'il tenoit de leurs suffrages.

Les Ecclésiastiques, qui depuis Louis le Débonnaire s'étoient mis en possession de déposer leurs Souverains & de les rétablir à leur gré *, sous prétexte de la prééminence de la Puissance spirituelle au dessus de la temporelle, ** firent éprouver (en 843) à Lothaire lui-même, en faveur duquel ils avoient violé, du vivant de l'Empereur, toutes les Loix divines & humaines, combien il est dangereux de leur laisser usurper un droit si contraire à leur institution. Assemblés à Aix-la-Chapelle, ils le déclarèrent déchu de

Daniel, page 685.

** Idem, page 670.

la part que Louis le Débonnaire lui avoit donnée dans ce Royaume par son testament, en punition des crimes qu'il avoit commis contre l'Eglise, contre son Père & contre ses frères (Charles le Chauve & Louis de Bavière.) Après avoir fait promettre à ces deux Princes de ne pas imiter Lothaire dans sa manière de gouverner, ils leur adjudèrent ses Etats, & les en investirent en cette forme, qui marque bien qu'ils se croyoient en droit de disposer de la Couronne à leur gré :

» Recevez le Royaume par l'autorité
 » de Dieu, & gouvernez-le selon sa
 » divine volonté, nous vous en aver-
 » tissons, nous vous y exhortons,
 » nous vous le commandons ».

De tels exemples d'infidélité, d'attentats & d'usurpations de la part des Evêques pouvoient-ils manquer d'encourager les Papes à se soumettre les Souverains ?

La honte des mauvais succès put faire repentir Gregoire IV d'être venu en France à la sollicitation des Prélats factieux, * pour fomentier les divi-

* Hist. de France du P. Chalons. t. 1. p. 131.

sions entre Louis le Débonnaire & ses enfans , & les animer à cette guerre civile qui ruina l'Empire François ; mais il retourna à Rome plus persuadé qu'auparavant , qu'il étoit le maître de toutes les Couronnes , le Juge de tous les hommes ; & que lui seul n'en avoit point d'autre que Dieu. Comment le Chef visible de l'Eglise n'eût-il pas crû avoir sur les Souverains un droit que s'attribuoient les autres Evêques , quoique nés leurs Sujets ? Ceux-ci lui répétoient sans cesse que ce droit lui appartenoit plus qu'à eux , & qu'il devoit le faire valoir. Car , qu'on y fasse attention , aucune Bulle contraire à nos libertés n'a paru en France , aucune entreprise n'y a été faite par les Papes , qui n'ayent été attirées , provoquées ou au moins préparées par des Ecclésiastiques séditieux.

„ Les Papes croyant avec raison ,
 „ (dit M. Fleury , Disc. 3. n. x.)
 „ avoir autant & même plus d'autorité
 „ que les Evêques , entreprirent bien-
 „ tôt de régler les différends entre les
 „ Souverains , non par voie de mé-

„ diation & d'intercession seulement ;
 „ mais par autorité ; ce qui étoit en
 „ effet disposer des Couronnes. C'est
 „ ainsi qu'Adrien II. défendit à Char-
 „ les - le - Chauve de s'emparer du
 „ Royaume de Lothaire son neveu ,
 „ & trouva fort mauvais qu'il n'eût
 „ pas laissé de s'en mettre en posses-
 „ sion.

L'exemple de Louis le Débonnaire auroit dû faire prendre des mesures à ses Successeurs , pour diminuer le crédit & le pouvoir des Ecclésiastiques de leur Royaume. Ils n'en sentoient que trop la nécessité : mais quel moyen d'y remédier, lorsqu'on les a laissé parvenir à un aussi grand excès ?

Le Roi Louis VI. (dit le Gros) en fournit une preuve bien sensible. Ce Prince qui avoit toujours protégé les Ecclésiastiques contre les entreprises des Seigneurs de son Royaume ,
 * s'aperçut bientôt que les Evêques vouloient se rendre indépendans. Ils s'opposèrent à ce qu'il nommât aux

* Hist. du Droit Pub. Ecclef. François in-12.
 A Londres 1751. T. I. p. 246.

Bénéfices , [a] & lui firent un crime de ce qu'il prétendoit faire contribuer le Clergé aux charges de son Etat. Ce Prince , connoissant son autorité , continua , malgré leurs oppositions , à se conduire comme il avoit toujours fait jusqu'alors ; il saisit même le temporel de quelques Evêques , & en exila plusieurs de leurs Diocèses. Cette punition ne servit qu'à les aigrir davantage ; & ils osèrent en 1130 , excommunier leur Roi.

St. Louis , le Prince du monde qui aimait le plus l'Eglise , ne fut presque jamais sans différends avec ses Ministres. C'est qu'il savoit parfaitement distinguer les véritables droits de l'Eglise d'avec les usurpations qui la dishonorent , & que ceux qui l'aiment véritablement , ne sauroient trop réprimer.

Ce saint Roi avoit vû son Royaume en interdit , [b] pour avoir saisi le temporel de l'Evêque de Beauvais , (1233) en conséquence du refus per-

[a] Mezeray , in 4^e. Abregé de l'Hist. de France , t. 1. p. 364.

[b] Hist. de St. Louis , par la Chaise.

févéramment fait par ce Prélat, de payer le droit de gîte qu'il lui devoit. Un abus aussi énorme du pouvoir des Clefs, lui ayant fait sentir la nécessité d'arrêter les usurpations des Ecclésiastiques, il voulut en prendre connoissance.

Déjà ils s'étoient affranchis en toutes choses de la Jurisdiction séculière, & ne répondoient que par des Censures à quiconque osoit les y citer. Le Chapitre de Soissons en particulier étoit actuellement dans le cas. Saint Louis le força par la saisie de son temporel, à reconnoître l'autorité Royale.

Des Bourgeois de Rheims, qui relevoient de l'Archevêché, eurent avec Henri de Dreux, qui l'occupoit alors, des contestations si vives, qu'elles allèrent jusqu'à la sédition. Le Prélat, muni de l'autorité du Pape, excommunia, & ces Bourgeois & tous ceux qui leur donneroient quelque appui. Le mépris qu'on marqua pour cette excommunication, l'obligea de recourir au Roi pour soumettre les mutins. Mais il vouloit que

d'abord sans autre examen , ils passassent pour bien excommuniés. Le Religieux Prince , convaincu au contraire qu'un démêlé temporel ne peut fonder une juste censure , refusa d'agir contre les peuples de cette Province , jusqu'à ce que le fond de la cause eût été éclairci devant lui.

Les Ecclésiastiques crièrent à l'arbitraire ; ils prétendirent que c'étoit mettre la main à l'arche , comme ils ont toujours fait , lorsqu'on s'est opposé à leurs prétentions , & qu'on ne les laisse pas seuls Juges dans leurs propres causes.

Ils furent blessés , que ce Saint Roi souffrît que des gens excommuniés intentassent des procès devant les Juges : car les habitans de Rheims entr'autres avoient appelé devant lui , & accusoient leur Prélat de meurtre & de quantité d'autres crimes.

L'Archevêque & les Suffragans s'assemblèrent à St. Quentin. Ils y arrêtrèrent d'aller en corps se présenter au Roi , qui étoit à Melun , pour lui demander justice sur plusieurs articles. Le Roi , après les avoir écoutés , les

remit à quelques jours pour avoir le tems d'en délibérer. Les Prélats y consentirent ; mais en lui faisant une monition dans les formes sur le rappel d'un Chantre de la Cathédrale de Rheims qu'il avoit banni , & sur l'appui que l'Archevêque demandoit contre les Bourgeois.

Une seconde monition suivit de près cette première , & donna lieu de penser que leurs procédures n'étoient pas prêtes de finir.

Pour en arrêter le cours , St. Louis assembla les Grands de son Royaume à St. Denis. Ils y dressèrent une grande Lettre au Pape , où étoient exposés tous les sujets de plainte que la Noblesse de France avoit à faire contre les usurpations des Ecclésiastiques , dont aucun ne vouloit plus entendre parler de Justice séculière. L'Archevêque de Rheims , l'Archevêque de Tours & l'Evêque de Beauvais s'y trouvoient particulièrement chargés. Les Barons demandoient au Pape de ne pas porter atteinte aux droits de la Couronne & aux leurs , comme ils n'avoient eux-mêmes d'autre dessein

que de conserver à l'Eglise ce qui lui appartenait légitimement. Ils finissoient par dire , que si ce désordre continuoit , il ne falloit pas espérer que le Roi ni eux le souffrissent plus long-tems. Il est à remarquer que cette Lettre , dressée en présence du Roi , ne porte ni son nom ni son sceau , & est seulement soussignée par 26 des plus grands Seigneurs du Royaume. C'est que le Roi savoit qu'il n'avoit pas besoin de mandier une autorité étrangère , & que la sienne suffisoit pour rétablir l'ordre & faire observer les Loix. S'il permettoit de porter des plaintes au Père commun contre les Evêques , c'étoit afin qu'il les exhortât à prévenir les effets de sa justice souveraine.

Aussi , sans attendre que le Pape'y pourvût , le Roi ordonna dans la même assemblée , de l'avis de tous les Barons , qu'à l'avenir , nul de leurs Vassaux ne seroit obligé de répondre au Tribunal Ecclésiastique en matière civile : [a] que si les Juges d'Eglise

[a] La Chaise , vie de St. Louis.

les excommunioient pour cela , ils feroient forcés de lever l'excommunication , par la faifie de leur temporel ; & qu'à l'égard de leurs Vaffaux Clercs, ils feroient obligés de comparoître devant les Juges féculiers pour toutes caufes civiles qui regarderoient leurs fiefs.

Grégoire IX. choqué de ce Règlement , en marqua fon réffentiment de toutes les manières. Il accorda aux trois Prélatz , nommés dans la Lettre des Barons & des grands du Royaume , une pleine confirmation de tout ce qu'ils prétendoient ; il employa menaces & prières , pour obtenir du Roi la révocation du Règlement , comme contraire aux libertés accordées par une prétendue Loi de Théodofe (au Code Théodofien , Livre 16. Titre 11.) * laquelle a été depuis démontrée fauffe & fupposée ; il lui envoya une excommunication fulminée , 15 ans auparavant , par Honoré III. contre ceux qui violeroient les libertés de l'Eglife , s'ils ne fe cor-

* Voy. le Code Théodof. [de Godefroy.]

rigeoient dans deux mois ; il écrivit au Roi , aux Barons & aux Evêques dans le même style : mais tout cela demeura fans effet. Le même Règlement fut renouvelé onze ans après.

[a] Les Princes & les Barons firent une ligue entr'eux , pour la défense de leurs droits contre le Clergé , & convinrent de n'avoir aucun égard aux excommunications , lorsqu'elles seroient injustes , & ne seroient pas reconnues pour valables par deux ou quatre d'entr'eux qu'ils nommeroient pour les examiner.

L'Archevêque de Rheims , reconnoissant à la fin qu'il obtiendrait plus sûrement ce que lui devoient les Bourgeois de Rheims , [b] par la voye de la Justice séculière que par celle des excommunications , & même par le crédit du Pape , se soumit enfin au Roi , qui fit examiner les demandes de part & d'autre , & donna gain de cause au Prélat.

Les Croisades & les Guerres du

[a] Preuves des libertés, ch. 7. n. 7. 8. & 9.

[b] La Chaise.

Royaume , ne laisserent ni le tems ni les moyens de rétablir les choses parfaitement dans l'ordre , comme Saint Louis le désiroit , & l'avoit commencé.

Les Ecclésiastiques profitèrent de l'indolence de ses Successeurs & de la stupidité de leurs Sujets pour tout envahir par des voyes injustes & criminelles.

Si on leur contestoit quelques droits , quelques possessions ; si on les vouloit dépouiller de quelques usurpations , ils mettoient des Villes entières en interdit. * Pour exciter partout le trouble & la sédition , & soulever les Peuples contre ceux qui leur avoient donné de prétendus sujets de plaintes , ils portoient au milieu d'un Champ les Croix , les Vases Sacrés , les Ornemens , les Reliques des Eglises qu'il desservoient ; formoient autour une enceinte de ronces & d'épines , & s'en alloient. La superstition & la terreur les faisoient promptement rappeler , & ils

* Du Cange , au mot. *Reliquiarum* obtenoient

obtenoient tout ce qu'ils vouloient. Ce ne fut que dans le Concile de Lyon, sous Grégoire X. vers 1274. que cet usage fut aboli.

Quoiqu'ils eussent acquis un grand empire sur l'esprit des Peuples, ils n'osèrent plus tenter de s'emparer du souverain pouvoir, comme ils avoient fait sous le regne de Louis le Débonnaire : mais ils n'eurent pas la peine à s'attribuer la juridiction & l'exercice de la Justice, qui en est le plus ferme appui & l'un des principaux droits. Ils attirèrent à eux la connoissance de toutes les affaires, de quelque nature qu'elles fussent, sous le prétexte du serment qui étoit contenu dans les obligations. Parce que tout étoit susceptible de péché, & qu'il y avoit peu d'actions & de conventions humaines qui en fussent exemptes, ils s'imaginoient que tout étoit de leur compétence, *à raison du péché, dont personne de bon sens* (disoit le Pape Innocent) *(a) ne peut ignorer que la connoissance appartient à notre ministère.*

(a) 3. In Cap. Novit. de Judiciis.

Si on vouloit décliner leur Tribunal, se pourvoir devant les Juges séculiers, Parties & Juges, tous étoient sur le champ accablés de censures & d'excommunications. Si on entreprenoit de disputer sur l'étendue des droits & immunités de l'Eglise, on étoit traité d'impie & de sacrilège.

Les Juges séculiers essayèrent encore vers la fin du treizième siècle ; de restreindre les bornes de la Jurisdiction Ecclésiastique : mais les préjugés étoient encore trop forts, & les Laïcs trop peu instruits pour y parvenir.

Simon de Brie, Cardinal & Légat en France du Pape Grégoire X. (a) tint, à la priere de quelques Prélats du Royaume, un Concile à Bourges, en Septembre 1276, où furent publiés seize articles, qui tendoient principalement à maintenir la Jurisdiction & l'immunité Ecclésiastique dans l'étendue dont le Clergé étoit alors en possession. (b)

(a) Histoire Ecclésiast. de M. Fleury in-4°. Paris, 1720. Tom. 18 F°. 258. & suiv.

(b) Pere Lab. Conciles, T. II. Part. I. F°. 1019.

Il n'y a presque point d'article qui ne confirme les Evêques dans un pouvoir arbitraire , absolu & despotique ; & qui ne prononce des censures contre quiconque seroit assez osé pour les troubler dans leur possession (abusive.)

Il est défendu aux Juges Laïcs de prendre connoissance de la justice ou de l'injustice des censures , ou de quelque autre cause (prétendue) spirituelle que ce soit : (a)

De contraindre les Ecclésiastiques à comparoître devant les Tribunaux séculiers , après qu'ils auront allégué leurs privilèges : (b)

Enfin , de rejeter les Testamens , pour n'avoir pas été faits en présence des Echevins ou des Officiers Laïcs. (c)

A la fin , les abus devinrent si crians , que Pierre de Cugnères , Avocat du Roi au Parlement , en porta ses plaintes au Roi (Philippes de Valois) en 1329 : ce qui donna lieu à la célèbre conférence du Bois de Vincennes , du 15 Décembre , où

(a) Cap. 7.

(b) Cap. 13. (c) Cap. 9.

il fit voir les usurpations des Ecclésiastiques sur les droits de la Justice Royale.

Pierre du Roger, élu Archevêque de Sens , & Pierre Bertrand , Evêque d'Autun , parlerent pour le Clergé.

Pierre du Roger commença son discours par une protestation qu'il fit au nom du Clergé ; » qu'il n'alloit » parler que pour instruire le Roi & » ceux qui l'assistoient , & non pour » subir aucun jugement : « *protestatione præmissâ*, dit-il, *quod quidquid dicturus sum , volo dicere non ad finem subeundi quodcumque judicium , sed solùm duntaxat ad Domini Regis & aliorum conscientiam informandam*. Il expliqua ensuite à sa mode le passage cité par Pierre de Cugnères , *subjecti estote omni humanæ creaturæ propter Deum* , & s'efforça de faire sentir par mille sophismes la supériorité du pouvoir des Evêques sur celui des Princes.

Il entreprit d'établir , que pour rendre à Dieu ce qui étoit sien , il falloit conserver l'Eglise dans la juridiction qu'elle possédoit , & qu'il sou-

tint lui appartenir de droit divin , de droit naturel , selon le droit civil & canonique , & enfin par la force de la coutume & par la faveur des privilèges que Charlemagne & plusieurs autres Rois ses successeurs lui avoient accordés.

Se faisant ensuite l'objection , que l'on ne peut tenir par coutume & par privilège , ce que l'on a de droit divin , de droit naturel , & selon le droit civil & canonique , il crut y répondre , en disant , que cette coutume & ce privilège ne donnoient point à l'Eglise un droit nouveau , mais confirmoient son droit ancien & naturel , & n'accordoient proprement à l'Eglise que l'exercice & l'exécution de ce qu'elle avoit de droit.

Il s'objecta encore que les Eglises des autres nations ne reclamoient point un droit pareil ; ce qu'elles feroient , si ce droit étoit propre & naturel à l'Eglise.

Comment répondre à cette difficulté ? Il crut s'en tirer en disant que cette distinction en faveur des Evêques de France , étoit une des pré-

rogatives dont ils jouissoient dans le Royaume ; » que sans cela ils devien-
 » droient les plus pauvres & les plus
 » malheureux , puisque dans l'exer-
 » cice de cette juridiction consistoit
 » une grande partie de leurs revenus.

46. *Si ergo Prælati regni non haberent istud jus, sed tolleretur ab eis, jam perderet Rex & regnum unam de conditionibus per quam multum nobilitatur, scilicet Prælatorum solemnitatem. Tunc enim non essent solemniores, sed pauperiores omnibus aliis, cum in hoc consistat magna pars emolumentorum suorum.*

Motifs assurément bien nobles, bien désintéressés & bien conformes à cet esprit de charité, qui dans l'origine avoit fait préférer l'arbitrage gratuit des moindres personnes de l'Eglise à l'éclat couteux des Tribunaux, suivant le conseil de S. Paul: *Sæcularia igitur judicia si habueritis, contempnibiles qui sunt in Ecclesiâ, illos constituite ad judicandum. 1. Cor. ch. 6.*

L'Evêque d'Autun, qui parla le 29 Décembre, voulut aussi prouver que la connoissance des causes civiles

appartenoit aux Ecclésiastiques de droit divin & humain , & par la coutume , & par privilège. Il répéta ce qu'avoit dit Pierre du Roger ; il protesta comme lui , que sa réponse n'avoit pour objet que „ d'éclairer la conscience du Roi , & de lui donner conseil , mais non de subir aucun jugement , ou de recevoir de lui aucune réponse , qui pût donner lieu à quelque Sentence , Ordonnance , Statut ou autre Règlement , ou acquérir un nouveau droit à quelque personne que ce fût „ .

Il soutint en particulier , qu'il n'est permis à aucun Juge séculier , dans quelque cas que ce soit , de faire emprisonner des Clercs ; & qu'il n'appartenoit qu'à l'Eglise de connoître de leurs crimes , de quelque nature qu'ils fussent.

Il est vrai que Philippe de Valois ne décida rien , & qu'il se contenta d'ordonner au Clergé de se réformer : mais cette dispute commença au moins à faire ouvrir les yeux sur la conduite des Ecclésiastiques , à éclair-

rer leurs déréglemens , leur ambition , leur penchant pour la domination & l'indépendance absolue.

En effet , en lisant les 66 Articles , proposés par Pierre de Cugnères contre le Clergé , & les réponses des Pré-lats , on voit que distinguant la puissance spirituelle de la temporelle , ils n'admettoient aucun cas où la première ne dût intervenir.

Aussi , selon eux , tout étoit de son ressort. L'exécution des testamens devoit leur appartenir , parce qu'il s'agissoit de l'exécution des volontés d'un défunt qui avoit subi son jugement devant le Tribunal de Dieu.

Omettre de tester en faveur des Ministres de l'Eglise étoit un péché énorme : & les dispositions de dernière volonté où les Ecclésiastiques n'étoient pas avantagés , demeuroient sans effet.

Les scellés & les inventaires étant les accessoires des Testamens , il n'y avoit qu'eux qui pussent les faire. Ils se mettoient en possession des biens ; & les contestations qui naissoient à l'occasion de ces biens , ne pouvoient

être portés qu'aux Tribunaux Ecclésiastiques.

Il n'étoit pas permis aux Laïcs mêmes de procéder devant d'autres Juges que devant des Ecclésiastiques ; ou bien ils devoient s'attendre , ainsi que les Juges , à être accablés de censures.

Quelques crimes qu'eussent commis les Clercs , (& presque tout le monde étoit Clerc) il n'étoit pas permis aux Juges séculiers de les emprisonner , & de leur faire leur procès. Les excommunications retenoient les Juges ; il falloit rendre le coupable à l'Official , & l'Official rendoit le coupable à la Société sans l'avoir vengée.

Les discours de l'Archevêque de Sens & de l'Evêque d'Autun , pour défendre les usurpations du Clergé qui étoient attaquées par Pierre de Cugnères , montrent manifestement , que l'exercice d'un pouvoir aussi étendu , que l'étoit celui qu'ils vouloient conserver , ne fervoit pas seulement à satisfaire leur ambition , mais encore à assouvir impunément leur cupidité & leur avarice. Les abus qu'el-

les leur faisoient commettre , se soutinrent même long-tems après qu'on eut commencé à en reconnoître l'excès.

Ils levoient des amendes , non-seulement sur les adultères qui avoient été en commerce avec les femmes des autres , mais sur ceux mêmes qui avoient habité avec leurs propres femmes. (a)

Les Habitans d'Amiens rendirent plainte au Parlement des vexations de leur Evêque. Le Parlement lui ordonna de les faire cesser , à peine de saisie de son temporel : l'Evêque n'en tint compte , quoique cette injonction lui eût été faite en présence du Roi. Philippe de Valois fit expédier des Lettres en forme de Mandement , le 10 Juillet 1336 , pour l'y contraindre par la saisie de son temporel.

Il faut croire que ce Prélat se soumit : mais à l'égard de ses Successeurs , il est certain qu'ils continuèrent leurs

(a) Ordonnance du Louvre, de Lauriere ;
t. 2. p. 117.

exactions ; puisque Charles VI. adressa un Mandement au Bailly d'Amiens, le 5^e Mars 1388, où l'on voit qu'au mépris des Arrêts précédens les Ecclésiastiques levoient des amendes, exerçoient routes sortes de vexations sur les gens mariés ; qu'ils forçoient au paiement des sommes qu'ils exigeoient, par des censures & des excommunications.

Le Bailly fut commis pour informer de ces odieuses pratiques, en faire rapport à la Cour à ce qu'elle y pourvût. Malgré ces précautions, les habitans d'Abbeville porterent encore leurs plaintes au Parlement de la continuation de ces abus en 1401.

La Cour fit le 1. Mars un règlement provisoire pour les honoraires des Fiançailles & des Mariages, & accorda la récréance aux nouveaux mariés, (a) auxquels il étoit interdit de coucher ensemble les trois premières nuits de leurs nœces. *Quant à non coucher de trois nuits avec sa femme au commencement du mariage, les demandeurs auront la récréance, le*

(a) Regl. du Parlement.

*procès pendant, & pourront les époux
se coucher franchement les trois pre-
mières nuits avec leurs femmes.*

Enfin, le 19. Mars 1409, intervint un Arrêt définitif, à la requête des Maire & Echevins d'Abbeville, (a) portant *défenses à l'Evêque d'Amiens & aux Curés de ladite Ville, de prendre ni exiger argent des nouveaux mariés, pour leur donner congé de coucher avec leurs femmes, la première, seconde & troisième nuit de leurs nœces, & fut dit que chacun desdits habitans pourroit coucher avec sa femme, sans la permission de l'Evêque & de ses Officiers.*

L'exécution des testamens, & les exactions contre les héritiers de ceux qui étoient morts intestats, (b) étoient encore les moyens que le Clergé employoit le plus utilement pour s'enrichir & exercer son despotisme.

Sous nos premiers Rois, les testamens contenoient des peines très-graves contre les héritiers qui man-

(a) Regl. du Parlement.

(b) Lauriere, Glossaire François, au mot *Exécuteurs testam.*

queroient à exécuter fidelement les volontés des testateurs.

Une des formules ordinaires étoit de faire demander par celui qui testoit, qu'en cas d'inexécution de ses dispositions, ses héritiers fussent excommuniés.

Les Conciles prononcèrent anathème contre ceux qui retiendroient les choses léguées aux Eglises, sous quelque prétexte que ce fût, même de nullité des testamens.

Nos Rois consentirent ensuite que les Evêques se missent en possession des biens des défunts, & en dépouillassent les héritiers, si ces héritiers ne vouloient point accomplir ce qui leur étoit ordonné par les testamens.

Les Papes confirmèrent ces droits aux Evêques comme un privilège émané du Saint Siège; & même le Concile de Trente (Canon 8. Sess. 22.) déclare tous les Evêques Exécuteurs testamentaires, comme délégués du Saint Siège, quand il n'y a point d'exécuteurs nommés par les testamens : déclaration qui suffiroit (n'y eût-il pas une infinité d'autres raisons) pour

empêcher ce Concile d'être reçu en France.

Ce progrès est remarquable. Nos Rois permettent aux Evêques de se mettre en possession des biens des défunts , dans le cas seulement où les héritiers négligeroient d'exécuter les volontés des Testateurs. Les Papes veulent que les Evêques tiennent d'eux ce privilège , & les Evêques n'ont garde de les contredire & de reconnoître tenir ce droit de nos Rois, afin de s'affranchir plus aisément de la condition sous laquelle il leur avoit été accordé.

De-là ils firent aisément un autre pas, & se prétendirent fondés à régler les successions de ceux mêmes qui étoient morts intestats.

Ils introduisirent ensuite l'obligation indispensable de faire des legs en faveur de l'Eglise ; & pour forcer plus sûrement les mourans à la remplir, ils *refuserent l'absolution, le Viatique & la sépulture* à ceux qui n'avoient pas voulu laisser une partie de leurs biens à l'Eglise.

Tout homme qui mouroit subite-

ment sans avoir eu le tems de lui faire quelque don , étoit censé avoir encouru la punition de sa mauvaise vie ; & ses biens-meubles étoient confisqués d'abord au profit des Seigneurs , & par la suite appliqués par les Evêques à des œuvres pies.

On présuinoit qu'un homme qui n'avoit pas fait de testament , ou qui avoit négligé de disposer au profit de l'Eglise , avoit voulu laisser à ses parens & héritiers le soin de l'en dédommager. Sur ce fondement , après la mort du Testateur ou de l'Intestat , les Evêques ou les Officiaux commettoient des Ecclésiastiques pour faire ce que le défunt n'avoit point fait , & ce que , selon eux , il auroit dû faire. De concert avec ces parens & amis , ils rédigeoient à leur fantaisie un testament qu'il falloit exécuter.

Pour peu que les héritiers se rendissent difficiles, le corps du défunt demuroit sans sépulture. Cette privation attiroit aux héritiers des reproches & des affronts si grands, que personne n'osoit refuser de souscrire aux testamens qu'il plaisoit aux Evêques,

ou à ceux par eux commis, de rédiger. On leur abandonnoit encore la propriété des meubles : & nonobstant toutes ces déférences , il falloit en outre payer à l'Evêque un droit pour obtenir de lui la permission d'enterrer un homme qui avoit osé mourir sans avoir disposé d'une partie de son bien en faveur de l'Eglise.

Telles sont les voyes par lesquelles on a acquis à l'Eglise une partie des biens qu'elle possède. Méritent-ils le beau nom que leur donne aujourd'hui le Clergé, de *biens consacrés à Dieu*, de *patrimoine de J. C.* auquel on ne peut toucher sans sacrilège , même pour les besoins les plus pressans de l'Etat ?

Cet abus fut un de ceux qu'on eut le plus de peine à déraciner (a). En effet on voit dans ces deux mêmes Arrêts cités des 1 Mars 1401, & 19 Mars 1409, (b) qu'il est *ordonné que les intestats pourront être enterrés & en-*

(a) Lauriere , *loco citato*.

(b) *Nota*. L'Arrêt du 19 Mars 1409 est en Latin dans le Registre coté 56. pièce 67. fol. 219. & en Franç. dans Lauriere, gloss. Franc.

sevelis sans le congé de l'Evêque & de ses Officiers, s'il n'y a empêchement canonique & autres; que les héritiers du testament d'aucun trépassé ne pourront être contraints d'obéir, ne accomplir les Ordonnances faites par les Officiers dudit Evêque, ne par lui, au regard des testamens faits par lesdits intestaux : mais les pourra ledit Evêque admonester charitablement qu'ils fassent bien pour l'ame dudit intestat ; & que les héritiers ou Exécuteurs du Testament d'aucun trépassé pourront, dedans l'an du trépassement, soumettre l'exécution d'icelui à la Justice Laïque ou d'Eglise.

Cette coutume avoit encore lieu plus de cent cinquante ans après, même dans la ville de Paris.

On trouve dans les Registres du Parlement (a) un Arrêt du 21 Juin 1505. Les vers, ou d'autres accidens, l'ont rendu assez difforme : mais tout défiguré qu'il est, il en reste assez pour y reconnoître l'avidité des Ecclésiastiques.

» Du Samedi 21 Juin 1505. Ce

(a) Règlement du Parlement.

„ jour Maître (Olivier) Avocat du
 „ Roi , a remontré à la Cour qu'il est
 „ venu à sa connoissance , que en la
 „ Paroisse Saint Germain l'Auxerrois
 „ à Paris , étoit décedée. la-
 „ quelle les Vicaires dudit Saint Ger-
 „ main avoient différé d'inhumer . . .
 „ *que on leur eût montré & exhibé le*
 „ *testament* de ladite de autres
 „ Vicaires & Curés des Eglises Pa-
 „ roissiales de cette Ville *de ainsi*
 „ *faire & retarder les sépultures des*
 „ *trépassés, jusqu'à ce que on leur eût*
 „ *exhibé & montré les testamens des*
 „ défunts , & même quand une (per-
 „ sonne) va à trépas , qui n'a de quoi
 „ payer ce que les Curés demandent
 „ *ils ne la veulent inhumer ,*
 „ *mais faut quester pour le défunt . . .*
 „ qu'ils demandent , qui est un abus
 „ scandaleux & pour les Vicai-
 „ res & Officiers principaux de l'Evê-
 „ que de Paris Vicaires s'excuse-
 „ sent & disent , que s'ils faisoient au-
 „ trement ils s . . . (s'exposeroient)
 „ que défenses leurs soient faites &
 „ publiées par toutes les Paroisses
 „ ou retarder dorenavant la sepulture

» de leurs Paroissiens q Ca-
 » tholiques , sous couleur de l'exhibi-
 » tion desdits testamens payer
 » ce qu'ils prétendent pour les droits
 » de sépulture me les Vicaires
 » & autres principaux Officiers de
 » l'Evêque de Paris , & aussi les Vi-
 » caires dudit Saint Germain seront
 » mandés venir icelle.

Vraisemblablement le Parlement ne remédia point pour lors à ce désordre. Car l'Evêque de Paris fit un Statut en 1515 , qui portoit défenses d'inhumer sans sa permission , ceux qui mourroient intestats : & ce Statut étoit encore en vigueur en 1552 , ainsi qu'il résulte de l'Arrêt suivant (plus complet que le précédent).

» Du Lundi xiiij. Juin 1552. [a]
 » Entre le Procureur Général du Roi,
 » appellant comme d'abus de certain
 » Statut fait en l'an 1515 , par feu M.
 » Etienne de Pontcher en son vivant ,
 » & lors Evêque de Paris , & depuis
 » Archevêque de Sens , portant icelui
 » Statut défenses de ne recevoir au-

[a] Règlement du Parlement , matinées.
 t. 91. fol. 243. V^o.

» cun décédé *ab intestat*, en sépulture
 » sans dispenses; ensemble du refus
 » fait de mettre en sépulture les corps
 » des défunts... Guyard, Conseiller
 » du Roi au Châtelet de Paris, & Ph..
 » Couet, Avocat en ladite Cour de
 » Parlement; de la dispense octroyée
 » à cet effet, le tout suivant ledit
 » Statut d'une part: & l'Evêque de
 » Paris Intimé, d'autre. Après que
 » Seguier pour le Procureur Général
 » du Roi, a récité son appel comme
 » d'abus, interjetté judiciairement...
 » le... jour... de... dernier passé,
 » & conclu à ce qu'il fût dit mal &
 » abusivement statué, mal & abusi-
 » vement..... en vertu dudit Sta-
 » tut fait en 1515, pour bailler la dis-
 » pense de ensepulturer les corps
 » morts, sur ce prétexte que les dé-
 » funts n'avoient testé par écrit; &
 » que défenses fussent faites à tous les
 » Curés du Ressort de cette Cour de
 » plus refuser bailler la sépulture aux
 » corps morts, sur ce prétexte qu'ils
 » n'avoient fait testament par écrit; &
 » que l'Arrêt qui interviendrait fût pu-
 » blié par toutes les Sénéchaussées &

» Bailliages d'icelui Ressort , à ce
 » qu'aucun n'en pût prétendre cause
 » d'ignorance : & que de Thou pour
 » l'Evêque de Paris a dit , que ledit
 » Statut fut fait du tems de feu M^e.
 » Etienne Pontcher , lors Evêque de
 » Paris , & depuis Archevêque de
 » Sens , & étant l'Evêque de Paris ,
 » pour lequel il parle , averti dudit
 » Statut & de l'appel du Procureur
 » Général du Roi , il auroit voulu
 » délibérer à sçavoir si ledit Statut
 » étoit soutenable ou non ; & ayant
 » trouvé qu'il n'y avoit que tenir pour
 » icelui , il auroit fait entendre au
 » Révérendissime Cardinal de Bour-
 » bon , Archevêque de Sens , Métro-
 » politain en cette Ville , étant en-
 » semble , la déclaration sur icelui fai-
 » te , à ce que son bon plaisir fût
 » d'assembler tous ses Suffragans , &
 » faire un Concile Provincial pour
 » aviser & ordonner de ce qui étoit à
 » faire sur ce & autres choses Ecclé-
 » siastiques ; & a trouvé ledit Sei-
 » gneur Cardinal en bonne volonté
 » de sa part d'y pourvoir : ce que le-
 » dit Evêque de Paris a fait entendre

„ au Procureur Général du Roi. Car
 „ quant audit Evêque de Paris, il ne
 „ vouloit soutenir chose qui portât
 „ scandale. *Mais de publier l'Arrêt*
 „ *qui interviendra, ce seroit engen-*
 „ *drer scandale pour ledit Evêque de*
 „ Paris qui n'a fait ce Statut, & étoit
 „ d'avis que l'on fit appointment par
 „ écrit, & l'on le passeroit audit Pro-
 „ cureur Général; ce qu'il a toujours
 „ offert faire. Sur quoi a dit Seguier,
 „ *qu'il étoit besoin que l'Arrêt de la*
 „ *Cour fût sur ce judiciairement don-*
 „ *né.* La Cour a dit, après que le Pro-
 „ cureur Général du Roi a conclu en
 „ son appel, & que le Procureur & l'A-
 „ vocat de l'Evêque de Paris n'ont
 „ voulu défendre ne soutenir à l'en-
 „ contre, qu'elle a déclaré & déclare
 „ ledit Statut fait par l'Evêque de Pa-
 „ ris en 1515, que aucun corps mort
 „ *ab intestat* ne seroit reçu à sépulture
 „ sans avoir de lui dispense de l'ensé-
 „ pulturer, ensemble le refus fait par
 „ les Curés ou par leurs Vicaires de
 „ bailler la sépulture aux corps morts
 „ intestats, & les dispenses baillées
 „ pour les ensepulturer, en vertu du-

» dit Statut abusif, & entérinant la Re-
 » quête du Procureur Général du Roi,
 » fait ladite Cour défenses à toutes
 » personnes Ecclésiastiques de dénier
 » aux corps morts intestats la sépul-
 » ture , sous le prétexte seulement
 » qu'ils n'ont fait aucun testament.

Si ces désordres se commettoient long-tems , même après que le Parle-
 ment avoit commencé à dépouiller les
 Ecclésiastiques d'une partie de leurs
 usurpations, il est aisé de comprendre
 à quels excès elles étoient portées du
 tems de Pierre de Cugnères , lorsque
 l'on étoit assez stupide pour n'oser y
 apporter aucun obstacle.

Pour parvenir à une réforme utile
 & nécessaire , il falloit désabuser les
 peuples de la vaine terreur des censu-
 res que les Ecclésiastiques fulminoient
 toujours pour leur intérêt personnel,
 & jamais pour celui de la Religion.

Les querelles de Boniface VIII.
 avec Philippe - le - Bel , leur avoient
 donné occasion de connoître l'abus
 dangereux qu'ils peuvent faire du pou-
 voir des clefs. Ce Pape par ses Bulles
Clericis Laicos & *Unam sanctam* ,

avoit osé avancer que le Roi n'a aucune puissance sur les personnes & sur les biens Ecclésiastiques ; & qu'il avoit encouru l'excommunication , pour avoir violé la liberté Ecclésiastique. Le Roi fit une réponse en son nom , qui contient les principes les plus solides pour établir le droit que les Souverains ont sur les biens & sur les personnes Ecclésiastiques.

Mais ce qui est bien digne de remarque , & sert à montrer que dans tous les tems les Ecclésiastiques en général ont toujours affecté cet esprit de domination & d'indépendance , c'est qu'il n'y eut que l'Archevêque de Rheims & ses Suffragans qui écrivirent au Pape en 1297 pour le ramener , & le faire condescendre à la volonté du Roi : & encore , en faisant instance auprès de lui , pour l'engager à se relâcher de la rigueur de sa Bulle *Clericis Laicos* , ils ne combattent point les fausses maximes dont la Bulle étoit remplie. Ils se contentent d'exposer le scandale qu'elle cause dans le Royaume ; afin que l'on pût dire que si ce Pape la révoquoit, c'étoit plutôt sur
les.

les instances mêmes du Clergé , que par la conviction de l'abus de sa prétendue puissance. Aussi la Bulle qu'il donna ensuite le dernier Juillet 1297 , montre assez que s'il se relâchoit sur quelques points , il ne se départoit point des autres ; en quoi elle ne méritoit pas moins que la première l'indignation de tous les bons François.

Il n'y avoit qu'un corps toujours subsistant , chargé de veiller sans relâche au maintien des Loix & des maximes du Royaume , armé de toute l'autorité du Roi , avec une pleine liberté d'agir contre tous ceux qui voudroient y porter atteinte ; il n'y avoit , dis-je , qu'un Parlement qui pût empêcher le renversement prochain des droits de la Royauté & de la liberté légitime des Sujets.

C'est ce que fit si sagement Charles V. & il faut convenir que depuis son regne les entreprises des Ecclésiastiques ont toujours été en diminuant. S'ils ont fait des tentatives , soit pour se soustraire à la Jurisdiction Royale , soit pour se maintenir par des censures

dans celles qu'ils avoient usurpées ; ils ont trouvé dans le Parlement une barrière si forte, si constante & si impénétrable , qu'à la fin la puissance du Roi & sa Jurisdiction Souveraine ont été rétablies dans leur intégrité.

Sous le regne de Charles V. les Ecclésiastiques se voyant attaqués sur leur prétendue Jurisdiction , comme ils n'en trouvoient aucun vestige dans l'Evangile , ils tentèrent de l'appuyer sur les Loix mêmes de l'Empire. Ils insinuèrent que ces Loix ayant accordé des privilèges , des immunités à l'Eglise , en la possession desquelles elle s'étoit si long-tems maintenue , les Rois, ni leurs Parlemens ne pouvoient y déroger.

On leur fit voir que le Roi est Empereur dans son Royaume ; que toutes Juridictions sont émanées de sa puissance ; que l'Eglise n'a aucun pouvoir sur le temporel , & que si elle en prend connoissance , il y a de sa part abus , nullité & entreprise. On trouve ces maximes établies dans un ancien livre intitulé : *Le songe du Vergier* , ou *la dispute du Clerc & du Cheva-*

lier, que Dumoulin, sur l'Edit des petites dates de Henri II. & d'autres Auteurs prétendent avoir été composé par l'ordre du Roi Charles V. Quoi qu'il en soit, ces maximes commençoient dès-lors à s'accréditer dans l'esprit des peuples, & à intimider les Evêques eux-mêmes.

Un Archevêque de Bourges s'étant avisé de publier dans un de ses Statuts Synodaux, que les Juges Séculiers ne pouvoient, sans encourir l'excommunication, juger civilement ou criminellement des Clercs prévenus de crimes, reconnut qu'il méritoit d'être puni comme criminel de léze-Majesté. Pour se mettre à couvert des peines que méritoit cet attentat, il eut recours au Duc de Berry, frère de Charles V. & son Lieutenant Général dans le Royaume, pour en obtenir des Lettres d'abolition, qui lui furent accordées au mois d'Avril 1369 (a). Mais craignant que ces Lettres ne fussent pas suffisantes, il en demanda la confirmation à Charles V. lui-

(a) Pr. des Lib. ch. 35 n. 21.

même , & elle lui fut accordée.

C'est dans cette même année 1369, le 5 Janvier, que Charles V. fit des défenses (a) d'user d'excommunications & censures contre les Officiers du Roi; & le 14 Mai 1370, le Parlement donna une commission pour contraindre, par saisie de son temporel & par ajournement personnel, l'Archevêque de Rouen & son Official, d'absoudre & révoquer les censures par eux fulminées contre le Bailli de Rouen, pour avoir refusé de rendre audit Official un prisonnier Clerc marié, & l'avoir fait exécuter par justice.

Par un autre Arrêt du 8 Mars 1371, il est interdit aux Ecclésiastiques (b) *de prendre Cours ne Jurisdiction des causes & actions réelles, & autres appartenant à la justice temporelle.*

Dès-lors les Sujets vexés par les Ecclésiastiques ne redoutèrent plus tant leur pouvoir, & eurent recours au Roi ou à son Parlement, pour les délivrer de l'oppression.

(a) Preuv. des Lib. ch. 5. n. 2. & 3.

(b) Ibid. ch. 7. n. 27.

L'Archidiacre de Sens plaida contre son Archevêque , & craignant qu'il ne lui *méfît ou fît méfaire* , (*a*) demanda & obtint la Sauvegarde du Roi , qui ordonna au premier Président de la signifier audit Archevêque ; ce qu'il fit en plein Parlement , *de par le Roi & sa Cour*.

On trouve encore un Arrêt du 13 Avril 1372 , avant Pâques , (*b*) dans lequel on voit que l'Archevêque de Rouen & son Official furent condamnés en des amendes considérables , & leur temporel saisi , jusqu'à ce qu'ils les eussent payées , & levé les excommunications par eux fulminées contre des Parties qui s'étoient adressées aux Bailli & Officiers Royaux , & en avoient obtenu un Bref , qui étoit une espèce d'Arrêt en règlement de Juges , au préjudice duquel il n'étoit pas permis de procéder en Cour Ecclésiastique.

On voit dans cet Arrêt , qui est d'une excessive longueur , que le Procureur du Roi revendiquoit les droits

(*a*) Dernier Fév. 1372. Reg. du Parl.

(*b*) Liv. Rouge 3. du Châtelet , f. 37. v°.

de la Justice Séculière , & de la Normandie en particulier ; & se plaignoit de plusieurs attentats de la part des Ecclésiastiques qui réclamèrent encore , mais en vain , leur possession abusive.

Les 28 Juin & 6 Août 1373 (a) le temporel de l'Archevêque de Rouen fut encore saisi pour rebellions & désobéissances à la justice Séculière. En un mot , on n'hésita plus à tenir pour vérité constante , que quand *par censures la Jurisdiction temporelle est perturbée , le Roi y peut pourvoir.* (b) Malgré les efforts du Clergé , les abus furent presque entièrement réformés sous le règne de Charles V.

On trouve dans les Arrêts rendus sous le règne de Charles VI. son fils & son successeur , un langage assuré & conforme aux véritables maximes. On y apperçoit les principes de la protection que les Rois doivent à leurs Sujets contre les vexations des Ecclésiastiques. Ils sont si disertement exposés dans les Lettres du 14 Août

(a) Pr. des Lib. t. 1. pag. 63. & 64.

(b) Pr. des Lib. 4. Part. p. 88. 153.

1385 , (a) accordées par le Roi au Duc de Bourgogne contre l'Evêque de Châlons , que nous croyons devoir en donner un extrait.

» Il est de notre devoir , dit Charles
 » VII. de défendre les droits qui cor-
 » cernent la Jurisdiction temporelle ,
 » & de faire cesser tous les abus &
 » toutes les entreprises faites par la
 » Puissance spirituelle au préjudice de
 » la temporelle. Nous sommes obligés
 » de mettre à couvert de ces entre-
 » prises , non-seulement les Pairs de
 » France , mais tous & chacun de nos
 » vassaux , tant nobles que roturiers ,
 » puisqu'on nous reconnoît comme la
 » source de toute Jurisdiction tempo-
 » relle. Dieu , l'Auteur souverain de
 » toute autorité , a établi le Sacerdoce
 » & l'Empire , comme les deux bras
 » qui doivent soutenir les États par le
 » bon ordre & par la police. Ces
 » deux Puissances , qui viennent éga-
 » lement de lui , sont très-distinctes ,
 » & entièrement séparées l'une de
 » l'autre. Notre Puissance temporelle

„ n'est nullement subordonnée à la
 „ Puissance spirituelle ; puisque nous
 „ ne reconnoissons personne sur la
 „ terre au-dessus de nous. Ensorte que
 „ l'on peut & l'on doit nous appeller
 „ le Vicaire de Dieu , quant à la puis-
 „ sance temporelle ; que les droits
 „ Royaux nécessaires pour maintenir
 „ notre supériorité , ne peuvent ni
 „ prescrire ni être éteints par le plus
 „ long espace de tems , ni nous être
 „ enlevés sous quelque prétexte que ce
 „ soit ; & que nous ne pouvons pas
 „ même les abdiquer. «

Les droits de la Royauté commen-
 çant à être aussi parfaitement connus ,
 (a) on ne doit pas s'étonner de la
 fermeté avec laquelle le Roi & la Na-
 tion se comportèrent pendant le Schis-
 me d'Avignon , & de la manière dont
 furent traités la Bulle de Benoît , &
 ceux qui l'avoient apportée en 1408.
 Cette Bulle excommunioit tous ceux
 qui empêcheroient l'union de l'Eglise,
 ceux qui appelleroient de lui ou de ses

(a) Histoire du Schisme depuis 1378.
 jusqu'en 1428. par M. Dupuy. p. 352. Pr.
 des Lib. ch. 7. & 8.

successeurs Evêques de Rome, & ceux qui favoriseroient telles appellations, fussent-ils Cardinaux, Empereurs & Rois. La Bulle fut lacérée, & les porteurs furent promenés ignominieusement dans Paris dans des tombereaux avec des mitres de papier sur leurs têtes, où étoient écrits ces mots : *Ceux-ci sont des loyaux à l'Eglise & au Roi.*

Charles VII. ne soutint pas moins vivement les droits de sa Couronne contre les entreprises des Papes & du Clergé, par sa Pragmatique en 1438, & par ses Déclarations des 2 Septembre 1440, & 7 Août 1441, enregistrées au Parlement, (a) par lesquelles il défendoit d'avoir égard aux censures & excommunications décernées contre les Officiers de ses Cours. Il ne donna d'exécution au Concile de Basse qu'à compter de la date de sa Pragmatique.

Nonobstant une aussi longue suite de preuves de l'autorité exercée par nos Rois dans les matières & sur les personnes Ecclésiastiques, tant envers les

(a) Pr. des Lib. ch. 20. n. 25. & ch. 14. n. 2.

Papes qu'à l'égard des Conciles ; l'Evêque de Nantes en 1454, oubliant qu'un Archevêque de Bourges, pour avoir décliné la juridiction séculière, ne s'étoit cru à l'abri d'être poursuivi comme criminel de lèse-Majesté, qu'en obtenant des Lettres de grace, (a) osa décliner aussi la Jurisdiction Royale, & prétendre que les Evêques ne reconnoissent point de Supérieurs.

Par un premier Arrêt du 22 Février 1454, (b) » Il lui fut fait défenses de
 » jamais proposer pareil *déclinatoire*,
 » *à peine de désobéissance*, & de pri-
 » vation des fruits du temporel de son
 » Evêché sa vie durant ; (c) & est de
 » plus déclaré ledit Evêque être sujet,
 » & pour le regard du temporel de son
 » Evêché, être du ressort & souverai-
 » neté de la Cour ; enjoint aussi ladite
 » Cour audit Evêque, sur peine d'être
 » réputé rebelle & désobéissant, &
 » de mille marcs d'or & perte du tem-
 » porel de son Evêché, de faire pu-
 » blier l'absolution donnée par l'Ar-

(a) Preuv. des Lib. ch. 35. n. 21.

(b) Mss. Tab. du Tr. des Char. de M. Dupuy.

(c) Pr. des Lib. ch. 9. n. 5. & 6.

» chevêque de Tours à M. d'Albret
 » de Thoars, Appellant, & à sa fa-
 » mille ; ordonné que ledit Evêque,
 » & aucuns de ses Officiers comparoi-
 » tront en personnes, pour répondre
 » au Procureur Général «.

Autre Arrêt du 25 Juin 1455, ren-
 du en conséquence du précédent, par
 lequel ledit Evêque de Nantes » est dé-
 » claré contumax, rebelle & désobéif-
 » sant ; & pour réparation de ce, con-
 » damné en 20000 tournois envers le
 » Roi, & 4000 liv. envers ledit d'Al-
 » bret ; ordonné que tous les biens du-
 » dit Evêque, & le temporel de son
 » Evêché seront saisis ; ledit d'Albret
 » déclaré exempt de la Jurisdiction du-
 » dit Evêque de Nantes, tant qu'il se-
 » ra Evêque : & d'autant qu'il est ap-
 » paru que ledit Evêque auroit ap-
 » pellé de la Cour de Parlement à la
 » Cour de Rome, est ordonné que
 » ledit Evêque comparoitra en per-
 » sonne, sur peine d'être déclaré re-
 » belle, & banni du Royaume, & de
 » la confiscation de tous ses biens &
 » du temporel de son Evêché ».

Le Procureur Général disoit que,

„ selon les Loix , *le Roi étoit Empe-*
 „ *reur en son Royaume , & qu'aucun*
 „ *n'y avoit droit de supériorité ; que*
 „ *cette supériorité étoit son propre ,*
 „ *& qu'il ne reconnoissoit aucun su-*
 „ *périeur que Dieu . . . que le Roi*
 „ *tenoit toutes les Eglises Cathédrales*
 „ *de son Royaume , & que toutes*
 „ *leurs temporalités lui sont sujettes*
 „ *& sont en sa garde ; & enfin quod in*
 „ *juribus domanialibus jure superio-*
 „ *ritatis & minoribus intervenire non*
 „ *poterat aliqua præscriptio.*

L'Evêque disoit que , „ *tout Evê-*
 „ *que étoit fondé de droit commun à*
 „ *ne connoître aucun Prince temporel*
 „ *pour Supérieur ; que les Arrêts ne*
 „ *sont en cela d'aucune considération.*

Le Procureur Général, sur ces mau-
 vaises maximes, conclut „ à ce que
 „ les appellations en Cour de Rome
 „ soient déclarées nulles , comme fai-
 „ tes contre l'autorité & supériorité
 „ du Roi , de la Cour & de ses Ar-
 „ rêts ; que ledit Evêque sera con-
 „ traint par *emprisonnement* de sa
 „ personne , sous peine d'être banni à
 „ perpétuité de ce Royaume , & de

„ deux mille marcs d'or , de s'y sou-
 „ mettre. Et d'autant qu'il avoit fait
 „ plaider & qu'il plaide contre ledit
 „ appel , requiert que ledit Evêque
 „ soit condamné de déclarer en public
 „ en ladite Cour & au Parquet d'icel-
 „ le , qu'inconsidérément & obstiné-
 „ ment il avoit fait proposer ledit ap-
 „ pel ; qu'il s'en repentoit & en *de-*
 „ *mandoit pardon* au Roi , à la Cour
 „ & à la Justice ; & que de ce il en fit
 „ faire *deux tableaux* , (*a*) l'un pour
 „ mettre à la porte de l'Eglise de Nan-
 „ tes , & l'autre en la Grand'-Cham-
 „ bre du Parlement ; & de plus , que
 „ ledit Evêque , comme criminel de
 „ léze-Majesté , ou du moins , com-
 „ me rebelle & désobéissant , sera ban-
 „ ni à perpétuité du Royaume , &
 „ tous ses biens acquis & confisqués
 „ au Roi , & pour les réparations des
 „ excès & rebellions , il fût condam-
 „ né en l'amende de 50 mille écus
 „ d'or , & à tenir prison fermée jus-

(*a*) Conclusions à l'amende honorable ,
 au bannissement , à l'amende , à la confisca-
 tion , &c. pour n'avoir pas voulu reconnoître
 la Justice Royale.

» jusqu'à entier paiement «.

Il est à observer que ces deux Arrêts se trouvent dans le Recueil des preuves des libertés; & qu'il est dit à la fin, qu'ils ont été tirés du trésor des Chartes. *Bretagne, Coffre n^o. 105 & 106*: ce qui prouve qu'ils ont été mis à exécution.

Enfin, par un autre Arrêt du 17 Septembre 1457, on voit qu'il fut
 » ordonné que les précédens seroient
 » exécutés, nonobstant tous Res-
 » crits de Cour de Rome (a) obte-
 » nus par ledit Evêque, contre &
 » au préjudice desdits Arrêts, & op-
 » positions & appellations; & que
 » lesdits Rescrits & Bulles impétrés
 » contre la teneur desdits Arrêts, se-
 » ront mis & arrêtés en la main du
 » Roi, les porteurs & exécuteurs
 » d'iceux Rescrits, seront pris & em-
 » menés prisonniers en la Concier-
 » gerie du Palais, avec défenses au-
 » dit Evêque & à tous autres, sur
 » peine de cent marcs d'or, & d'être
 » tenus & réputés rebelles & désobéissans au Roi, qu'ils n'exécutent

(a) Reg. du Parlement.

» ou fassent exécuter lesdits Rescripts,
 » Bulles, &c. Et au surplus, icelui
 » Evêque ajourné à comparoir en
 » personne, pour répondre au Pro-
 » cureur du Roi, sur ses rebellions &
 » défobéissances «.

Il n'y a point de moyens que les Ecclésiastiques n'ayent tentés pour secouer le joug de l'inspection & de la juridiction des Magistrats séculiers; & sans le secours salutaire de l'appel comme d'abus, & la persévérance des Cours Souveraines à contenir les Prélats dans les justes bornes de leur ministère, ils auroient fait servir les armes qui ne leur sont confiées que pour ramener les pécheurs endurcis à la pénitence, à se rendre aussi puissans & aussi redoutés qu'ils l'étoient autrefois, avant que l'on connût le légitime usage de leur autorité spirituelle, & l'inefficacité des censures, lorsqu'elles n'ont pas pour objet l'intérêt de la Religion.

On feroit un volume immense de tous les Arrêts rendus par le Parlement, qui déclarent nulles & abusives des excommunications, qui n'avoient

que des motifs de passion & d'intérêt purement humain : nos livres en sont remplis. Nous ne pouvons nous dispenser d'en rapporter un qui a quelque trait aux affaires présentes, & montre l'abus que les Ministres de l'Eglise sont capables de faire des choses les plus saintes pour leur utilité personnelle.

Les trois Etats du Vellay étoient en procès avec l'Evêque du Puy : (a) ils se plaignoient des exactions du Prélat & de ses Officiers, pour absoudre les excommuniés, pour la permission d'enterrer les morts, pour celle de quêter, pour le sceau des actes, pour des espèces de taxes qu'on leur imposoit, lorsqu'ils n'avoient pas entendu la Messe de Paroisse, les Fêtes & les Dimanches, &c.

L'Evêque soutenoit, que *s'agissant de Sacremens*, le Parlement n'en pouvoit connoître. On lui répondoit que ce Tribunal étoit compétent, » attendu les abus & les exactions par » lui commis dans l'administration » des Sacremens, & parce qu'il étoit

(a) Reg. du Parlement.

» dans l'usage de connoître de ce qui
 » regarde les sépultures & les mor-
 » tuaires. »

Le Parlement , le premier Août 1408 , appointa l'affaire (a) après un grand plaidoyer du 17 Décembre précédent : mais par provision , il fit un règlement peu honorable pour l'Evêque.

Les Ecclésiastiques essayèrent de lancer des censures contre les Officiers Royaux : mais cette voye ne leur réussit pas mieux. (b) Par l'Arrêt du 10 Juillet 1437 , il fut fait défenses à l'Evêque de Troyes , à peine de cent marcs d'or , de procéder par censures & excommunications contre les Officiers Royaux , pour raison des procédures & exploits qu'ils feront contre lui. Ils tentèrent de fortifier leurs entreprises par des Brefs & des Bulles des Papes : mais le Parlement n'eut pas plus de ménagement pour des condamnations injustes émanées d'une Puissance étrangère , que pour

(a) Pr. des Lib. t. 2. p. 80.

(b) Voy. les Reg. du Parl.

Et le Ch. 5. des Pr. des Libert.

celles prononcées par les Evêques du Royaume.

» Le 18 Août 1485 , sur les re-
 » montrances faites à la Cour par le
 » Procureur Général du Roi, (a) tou-
 » chant un Courier , qu'il disoit être
 » venu de la part du Pape , & avoir
 » apporté aux Prélats de ce Royau-
 » me , certains Brefs , par lesquels il
 » leur défendoit, *sub pœnâ excommu-*
 » *nicationis latae sententiæ* , de se
 » trouver en une assemblée , que le
 » Roi avoit ordonné être faite à
 » Paris , touchant le fait des moni-
 » tions , qui étoit une très - grande
 » entreprise sur l'autorité du Roi , &
 » de ses droits & prééminences ; la
 » Cour conclut & ordonna , que
 » commission seroit baillée audit Pro-
 » cureur Général , pour contraindre
 » tous les Prélats de ce Royaume ,
 » & chacun d'eux , sur peine de pri-
 » vation de leur temporel , & nonob-
 » stant oppositions ou appellations
 » quelconques , faites ou à faire , à
 » apporter lesdits Brefs devers ladite
 » Cour ; & au surplus , que com-

» mission fera donnée pour informer
 » des abus faits en cette partie, pour
 » en ordonner comme il apparten-
 » dra. »

Ensuite furent mandés les Evêques
 de Paris & de Lombès, & l'Abbé de
 S. Denis, auxquels » la Cour en-
 » joignit, sur peine de privation de
 » leur dit temporel, de rendre & rap-
 » porter les Brefs, si aucuns leur
 » avoient été envoyés, & ledit Evê-
 » que de Paris contraint à envoyer
 » querir celui qui avoit été apporté,
 » & le mettre devers la Cour. »

Les Papes, sûrs de trouver dans la
 France, des Partisans aussi zélés de
 leur autorité que l'ont toujours été
 les Ecclesiastiques, au préjudice de
 l'autorité des Rois & du repos de leurs
 Sujets, ne se rebutèrent point du
 mauvais accueil que les Magistrats
 faisoient à leurs Bulles, leurs Brefs &
 leurs monitoires. Ils ne cessèrent de
 chercher l'occasion d'étendre leur
 domination, & de se faire reconnoître
 pour Supérieurs à tous les Souverains
 de la terre, en mêlant leur puissance
 spirituelle dans des négociations & des

affaires purement temporelles.

Les Flamands s'étant saisis de Maximilien , & ayant fait mourir plusieurs de ses Créatures en 1488 , (a) le Pape Innocent VIII. les excommunia. Le Procureur Général appella de cette censure au mois de Mars de la même année , soutenant que les Flamands n'avoient point d'autre Souverain que le Roi , qui les avouoit de ce fait.

Jules II. jaloux du succès des armes de Louis XII. se ligua avec l'Empereur & les Venitiens contre la France , (b) pour empêcher le Roi de devenir trop puissant en Italie. Cherchant quelque prétexte de rupture , il demande au Roi des Villes sur lesquelles le Saint Siége avoit quelques prétentions ; & sur le refus que fait Louis de les lui livrer , il l'excommunie , met son Royaume en interdit , & le donne au premier qui pourroit s'en saisir. Il fulmine la même excommunication contre tous les Princes qui tiendroient le parti du Roi , &

(a) Pr. des lib. t. 1. p. 28.

(b) Lib. de Mczeray , p. 823 & 824. Ed. in-40.

donne aussi leurs terres à ceux qui pourroient les envahir. (1512.)

On s'imagine bien le peu de cas que le Roi & ses Sujets firent des Bulles d'excommunication de cette espèce. Elles n'eurent d'autre effet , que celui de faire mépriser leur Auteur.

Les Successeurs de Jules profitèrent de toutes les circonstances qui se présentèrent pour élever leur autorité sur les ruines de la Puissance Royale ; & ils ne furent que trop bien secondés par les Ecclésiastiques Regnicoles.

Le prétexte des troubles de la Religion , n'étoit que trop favorable à leurs prétentions & à celles du Clergé. Au lieu d'employer les moyens de douceur & d'affection paternelle pour ramener les hérétiques à la véritable croyance , ils furent les premiers à allumer partout le feu de la discorde. Ils armèrent le Roi contre ses Sujets , & les Sujets contre le Roi ; ils firent du Royaume un tombeau. Au lieu d'instruire , au lieu d'exhorter à la paix , à l'union , à la charité , ils ne prêchèrent que révolte & désobéis-

fance, & en donnèrent les premiers l'exemple. Les Textes sacrés de l'Ecriture, les Tribunaux de la pénitence, nos Myftères les plus redoutables, tout fut employé pour servir leur paffion : & dans leur aveuglement ils croioient fuivre les mouvemens d'une confcience éclairée. On ne pouvoit, fclon eux, efpérer de falut, qu'autant qu'on époufoit leurs fureurs. Indépendamment de la peinture affreufe mais trop vraie, que tous nos Hiftoriens nous font de ce tems malheureux, l'extrait que nous allons donner de deux pièces peu connues, pourra fuffire pour s'en former une juftte idée.

La première fe trouve dans un Mss. de M. Dupuy, n°. 543. C'est une Lettre circulaire, écrite par les Députés de l'Archevêque de Rheims pour détourner le Clergé d'accorder à Henri III. les fubfides qu'il demandoit, dans le tems que ce Roi avoit le plus grand befoin de finances pour foutenir les guerres que les Eccléfiastiques avoient allumées dans le fein de fon Royaume. Cette Lettre annonce l'ufage que

Les Ecclésiastiques entendoient faire de leurs armes spirituelles , en cas que Sa Majesté persistât à leur demander des subventions.

Les Députés de Rheims écrivent aux Prélats & Ecclésiastiques de cette Province , „ qu'ils sont d'avis de se „ promettre réciproquement les uns „ aux autres de s'unir dans l'opposi- „ tion à la Bulle qui permettoit l'a- „ liénation de 60000 écus de rentes „ des biens du Clergé , employant les „ voyes que Dieu leur a mises entre les „ mains , commençant par les *excom- „ munications* , *fèrmant les Eglises* , „ admonestant la Noblesse & le Tiers- „ Etat de vouloir conserver leur Re- „ ligion , leur Eglise , leurs Prêtres , „ s'unir & s'obliger ensemble de se „ maintenir les uns les autres en la „ Religion Catholique , Apostolique „ & Romaine ; & cependant députer „ vers sa Sainteté , pour la supplier „ de vouloir les prendre sous sa pro- „ tection , lui faire entendre le dé- „ sordre que sa Bulle leur a apporté , „ & quelle est la ruine du Clergé. „ Leur union parachevée , ils pour-

„ ront porter les autres Provinces
 „ à se joindre à eux , par des Députés
 „ qu'ils enverront au nom de toute
 „ la Province, même leurs mémoires
 „ & la forme dont ils auront usé , si
 „ les premiers moyens , avisés pour
 „ empêcher une violente perte du
 „ *bien consacré à Dieu*, ne retiennent
 „ les invasions : à toute extrémité , &
 „ pour dernier remède , suivre l'an-
 „ *cienne pratique de l'Eglise*.

Ensuite est écrit de la main de l'E-
 vêque de Senlis : *L'Evêque de Senlis*
souffigné , qui promet le consentement
des Députés en son Diocèse.

On y trouve de plus la note suivante.

Cette Lettre est du Cardinal de
Guise , Archevêque de Rheims , ainsi
qu'il paroît par les actes de consente-
ment & adhésion des Evêques d'A-
miens , Laon , Soissons & Châlons ,
& leur Clergé , signé de leur propre
main.

On trouve dans le même Mss. 543.
 les différens avis des Provinces plus
 ou moins emportées , mais toujours
 tendans au parti des censures , &c.
 pour se dispenser de payer la subven-
 tion demandée.

Voilà

Voilà comme ces Ministres de l'Eglise, pour se défendre de contribuer aux charges de l'Etat, menacent d'employer *les voyes que Dieu leur a mises en main*. Est-ce là la destination de ces voyes ?

Ils *excommunieront*, ils *interdiront les Eglises*, ils *soulèveront la Noblesse & le Tiers-Etat*, ils feront des ligues & des *associations* prohibées par toutes les Loix : pourquoi ? Pour être dispensés de payer une subvention. C'est ce qu'ils appellent *conserver la Religion, l'Eglise & les Prêtres*.

L'Acte qu'on va lire n'est pas moins odieux. Il a été conservé dans les Archives du même Archevêque de Rheims, & imprimé dans différens Ouvrages (a) sur la matière des refus de Sacremens & des Billets de Confession.

Les Chanoines de l'Eglise & Diocèse de Rheims, qui gouvernoient le Diocèse après la mort du Cardinal de Guise, annoncent dans un Mande-

(a) onse de M * * *. Conseiller au Par-
la Lettre de M. l'Archevêque de * * *.
&c.

ment que » Henri (III.) de Valois
 » ayant encouru les censures & ex-
 » communications Ecclésiastiques, par
 » lesquelles le Peuple François est
 » non - seulement absous de tout ser-
 » ment de fidélité qu'ils lui ont juré ,
 » *mais encore obligé, sous pareilles pei-*
 » *nes d'excommunication, de se pour-*
 » *voir & se déclarer contre ledit Henri*
 » *& ses adhérens*, tant pour mettre fin
 » à ses cruels & impies desseins, que
 » pour poursuivre la justice des par-
 » jures, cruautés & barbarie par lui
 » commises, c'est en sorte que dans
 » ce mois, après la connoissance du
 » forfait, les Villes mêmes avec les
 » habitans, tant en général qu'en par-
 » ticulier, *sont interdits par les saints*
 » *Canons*, en cas qu'ils favorisent ou
 » ne se déclarent à l'encontre de ceux
 » qui en sont les auteurs; ce qui ne
 » se peut autrement faire qu'en en-
 » trant dans l'union générale des Ca-
 » tholiques de la France, en la jurant
 » solennellement suivant le Formu-
 » laire qui en a été arrêté & juré....
 » ainsi sur toutes choses il faut se
 » donner de garde de donner le Saint

« aux chiens, & profaner les Sacrements
 « de l'Eglise, par l'abus qu'en feroient
 « ceux qui se présenteroient indigne-
 « ment. Pour ces causes, ensemble pour
 « obvier au péril éminent, tant de la
 « cause publique de notre sainte Reli-
 « gion Catholique, Apostolique & Ro-
 « maine, que des ames, particuliere-
 « ment de ceux qui, faure de s'acquit-
 « ter de ce devoir, encourroient une
 « damnation plus grande par l'indigne
 « Communion qu'ils feroient du Corps
 « & du Sang de Jesus-Christ; & aussi
 « pour les retenir au sein & giron de
 « leur Mere, & les conduire à ce à
 « quoi non-seulement la profession de
 « Chrétien & leur Baptême, ains aussi
 « le nom de très-Chrétien & de Fran-
 « çois les oblige, qui est d'employer
 « tout ce qui est en eux, corps &
 « biens, pour la défense de notre Re-
 « ligion; ayez à publier & faire pu-
 « blier à vos prônes & prédications,
 « tant par vous que par vos Commis,
 « à toutes personnes, de quelque qua-
 « lité & condition qu'ils soient, l'o-
 « bligation qu'ils ont d'obéir aux sain-
 « tes Constitutions Ecclésiastiques,

» portées par les Canons, *lib. 5. sexti*
 » *Decretal. tit. 2. de homicidio, capit.*
 » *pro humani redemptione generis. Ibid.*
 » *tit. de pœnit. capit. seq. record. apud*
 » *Gratianum 15. quæst. 6. Can. Nos*
 » *Sanctorum*, & autres ; à ce qu'ils
 » n'en prétendent cause d'ignorance ,
 » avec défenses & inhibitions expres-
 » ses, à ceux qui n'auront juré ladite
 » union, & en la manière qu'il a été
 » dit ; ou, qui pis est, ont donné fa-
 » veur & secours au parti contraire ,
 » tant par port d'armes & intelligen-
 » ce, qu'autres voyes quelconques ,
 » comme *excommuniés & anathématisés*
 » *qu'ils sont, & indignes d'avoir*
 » *part aux graces chrétiennes* ; qu'ils
 » n'ayent à se présenter *aux Sacre-*
 » *ments de l'Eglise* ; vous ordonnant
 » expressément, *comme tels, les leur re-*
 » *fuser*, même à ces Fêtes de Pâques ,
 » tant pour l'absolution que pour la
 » Communion du Corps & du Sang
 » de Jesus-Christ. Nous enjoignons au
 » surplus de nous informer de
 » ce que vous aurez fait pour ce re-
 » gard, & fidèlement nous rapporter
 » les noms, surnoms, qualités & de-

» meures de ceux qui étant sous votre
 » charge, auront été par vous rebu-
 » tés de la Communion du S. Sacre-
 » ment pour les raisons susdites, sans
 » aucune acception de quelque per-
 » sonne que ce soit. **DONNE'** à Reims
 » ce Lundi 20 Mars 1589.

Peut-on n'être pas saisi d'horreur, en voyant des Ecclésiastiques (dont un des devoirs principaux est d'enseigner & d'observer la plus religieuse obéissance envers leurs Souverains) prêcher ouvertement la sédition, exclure du sein de l'Eglise ceux qui seront soumis à leur Roi, regarder comme des chiens & des profanateurs du Sang de Jesus-Christ ceux qui ne signeroient pas le monument infâme de la rebellion ?

Est-il possible de faire un abus plus criant de la dispensation des choses saintes ? Ces Ministres infidèles de la Religion ne sont-ils Pasteurs que pour égarer leur troupeau dans des voyes des perdition ? Et le pouvoir d'enseigner, & d'administrer la Pénitence & l'Eucharistie leur a-t'il été confié pour faire servir la distribution de ces se-

cours salutaires à satisfaire leurs vengeances & leurs animosités personnelles ?

Ce n'étoit pas la première fois que les Ecclésiastiques avoient abusé des Textes sacrés, & porté leur fureur & leur aveuglement jusqu'à priver des choses saintes ceux qui n'épousoient pas leurs sentimens criminels.

Durant les factions des Ducs de Bourgogne & du Duc d'Orléans en 1407. Jean Petit osa justifier l'assassinat du Duc d'Orléans, & avancer comme une maxime reçue & indubitable, que *tout Vassal & tout Sujet peut & doit tuer un Tyran, c'est-à-dire, quiconque gouverne mal ses Etats; qu'il fait une action permise & méritoire en le tuant, même par surprise & trahison, nonobstant tout serment ou tout engagement contracté entre ses mains, sans attendre qu'il soit condamné par aucun Jugement.*

Quel étoit le traitement que faisoient les Ecclésiastiques à ceux qui ne professoient pas ouvertement une doctrine aussi détestable? (1) Nous l'apprenons dans des Lettres-patentes du 27

(1) Gerson. pag. 338. Edit d'Anvers 1706.

Décembre 1414. portant condamnation de la Proposition de Jean Petit , *Quilibet tyrannus.* « On refusoit le Baptême aux enfans , la Confession aux mourans , la sépulture aux défunts. » *Negabatur Baptisma infantibus, Confessio morientibus, sepultura, etiam profana, defunctis.* Aucun âge , aucun sexe , aucune liaison , aucune retraite n'étoit à l'abri de cette aveugle fureur , *nulla etas securafuit, nullus sexus, nulla cognatio, nullus sacer locus.*

Au milieu de ces affreux troubles , il ne se trouve pas un seul Evêque qui ose élever sa voix pour ramener les Sujets à leur devoir. Ce n'est que , lorsque l'embrasement devenu général menace tous les ordres indistinctement , que nos Prélats ouvrent enfin les yeux. Effrayés alors du péril où ils peuvent être enveloppés eux-mêmes , ils cherchent leur sûreté dans les maximes qu'ils avoient combattues ; ils prêchent au Peuple pour l'apaiser , les préceptes Evangéliques sur l'obéissance dûe aux Souverains de la terre ; ils se déclarent même

contre ceux qui veulent les contester. C'est ainsi qu'en 1411. Pierre de Montaigu , Evêque de Paris , se donna de grands mouvemens pour faire censurer par l'Université les Propositions de Jean Petit. (a).

Ce ne fut de même que sur la fin de la Ligue , après le célèbre Arrêt du Parlement du 28 Juin 1593. qui acheva d'assurer la Couronne sur la tête de Henri I V. lorsque la misère força les Peuples , victimes de l'ambition des Guises & des intrigues des Espagnols , à désirer la paix : ce ne fut qu'alors , dis-je , que l'Archevêque de Bourges & trois Evêques montrèrent quelque zèle pour faire reconnoître ce Prince & rétablir le calme. Jusques-là les fureurs de la Ligue avoient été fomentées par les cabales des Ecclésiastiques du premier & du second ordre. Les plus modérés de nos Evêques demouroient dans le silence : mais plusieurs , comme Guillaume Roze Evêque de Senlis , Despinac Archevêque de Lyon , de la Martonie Evêque d'A-

(a) Hist. du Concile de Constance par Lefant.

miens , avoient mis le Royaume à deux doigts de sa perte par leurs cabales & leur déchaînement. Et on ne trouva pas un seul de leurs Confrères qui se soit déclaré contre leur fanatisme.

C'est par nos Prélats que furent sollicitées ces Bulles qui deshonorèrent à jamais la mémoire des Papes qui les ont accordées.

Le Cardinal de Pellevé , l'organe des rebelles , sollicita & obtint de Sixte V. en 1585. un Bref d'excommunication contre le Roi de Navarre & le Prince de Condé. Il les déclaroit incapables de toutes dignités & déchûs de tout droit à quelque Principauté que ce fût , & spécialement au Royaume de France ; il menaçoit d'excommunication ceux qui leur prêteroient secours , ou les aideroient même de leurs conseils. Ce décret fut publié à Paris sur la fin de Septembre ; il se trouve au Tome premier des Mémoires de la Ligue , pag 236.

(a) Henri IV. s'opposa à la Déclara-

tion & Excommunication de Sixte V. soit-disant Pape de Rome , la maintint fausse , & en appella comme d'abus en la Cour des Pairs de France , desquels il a cet honneur d'être le premier.... protesta de nullité & de recourir contre, lui & ses successeurs , pour réparation d'honneur de l'injure qui lui étoit faite & à toute la Maison de France. « Que si par » le passé, les Princes & Rois ses » prédécesseurs, ont bien sçu châtier » la témérité de tels gallans, comme » est ce prétendu Pape Sixte, lorf- » qu'ils se sont oubliés de leur devoir » & passé les bornes de leur vocation, » confondant le temporel avec le spi- » rituel , ledit Roi de Navarre , qui » n'est en rien inférieur à eux , espère » que Dieu lui fera la grace de venger » l'injure faite à son Roi , à sa Maison » & à son Sang , & à toutes les Cours » de Parlement de France , sur lui & » sur ses successeurs , &c.

(a) Henri IV. fit afficher cette protestation aux portes du Vatican. (On a sçu (b) depuis que ce fut par Bon-

(a) Hist. de France par Chalons.

(b) Baile. Dict. crit.

gars , qui fut ensuite employé par ce Prince dans des négociations importantes.) Cette démarche hardie fit concevoir à Sixe V. lui-même une haute opinion du Roi de Navarre.

La Cour de Parlement (a) fit des Remontrances au Roi , très-graves & très-dignes du rang qu'elle tient & de l'autorité qu'elle a en ce Royaume : « disant (b)
 » pour conclusion , que la Cour avoit
 » trouvé le stile de cette Bulle si nouveau & si éloigné de la modestie des
 » anciens Papes , qu'elle n'y reconnoissoit aucunement la voix d'un
 » Successeur des Apôtres. Et d'autant
 » qu'elle ne trouvoit point par les Registres , ni par toute l'antiquité , que
 » les Princes de France eussent jamais
 » mais été sujets à la Justice du Pape ,
 » qu'elle ne pouvoit délibérer en ce
 » fait , que 1°. le Pape ne fût apparoir
 » du droit qu'il prétendoit avoir en
 » la translation des Royaumes , établis & ordonnés de Dieu avant
 » que le nom du Pape fût au monde ;
 » qu'il n'ait déclaré à quel titre il s'en-

(a) Mém. de la Ligue. Tom. I. pag. 248.

(b) Journal de Henri III. pag. 465. Tom. L

» tremêle de la succession d'un Prin-
 » ce plein de jeunesse & de vigueur ...
 » qu'il n'ait instruit notre Religion
 » avec quelle apparence de justice ou
 » d'équité il dénie le droit des Gens
 » aux prévenus d'hérésie, contre la
 » disposition des saints Canons & an-
 » ciens Decrets, *lesquels ne permettent*
 » *qu'aucun soit tenu pour hérétique qu'il*
 » *n'ait été librement oui en ses raisons,*
 » *& qu'il n'ait été admonesté par plu-*
 » *sieurs Synodes, & jugé par un Con-*
 » *cile légitimement assemblé.* Il faut
 » qu'il enseigne avec quelle espèce de
 » justice & sainteté il donne ce qui
 » n'est pas sien, il ôte à autrui ce qui
 » lui appartient si légitimement, il
 » mutine les Vassaux & les Sujets con-
 » tre leurs Seigneurs & Princes Sou-
 » verains, & renverse les fondemens
 » de toute justice & ordre politique.
 » Bref, il doit montrer en quelle au-
 » torité, SIRE, il entreprend de con-
 » damner votre Sang au feu I.a
 » Cour ne peut délibérer plus longue-
 » ment l'homologation d'une telle
 » Bulle, si pernicieuse au bien de
 » toute la Chrétienté & à la souverai-

» neté de votre Couronne , jugeant
 » dès-à-présent qu'elle ne mérite au-
 » cune récompense que celle qu'un de
 » vos Prédécesseurs nous fit faire à
 » une pareille Bulle (Charles VII. en
 » 1408) qu'un Prédécesseur de ce Pape
 » leur avoit envoyée , à sçavoir de la
 » jeter au feu en présence de toute
 » l'Eglise Gallicane ; & enjoignit à
 » votre Procureur Général de faire di-
 » ligente perquisition de ceux qui en
 » ont poursuivi l'expédition en Cour
 » de Rome , pour en faire si bonne &
 » briève justice qu'elle serve d'exemple
 » à toute la postérité.

Voilà le langage que tenoit dès-lors
 le Parlement. Tandis que cette Cour
 exposoit avec sa fermeté ordinaire les
 maux du Royaume , aucun Evêque ne
 concouroit avec elle pour en prévenir
 les suites. Au contraire , parmi les
 Ecclésiastiques , les uns agissoient ou-
 vertement pour affoiblir la Puissance
 Royale ; & les autres , quoique plus
 tranquilles à l'extérieur , n'en étoient
 pas au fond moins jaloux de l'agran-
 dissement de leur Ordre.

Le Clergé garda d'abord le même

silence sur les Bulles monitoriales de Gregoire XIV. en 1591. Si dans la suite quelques Evêques en marquèrent du mécontentement, c'est parce qu'ils s'apperçurent qu'elles nuisoient plus à la Ligue qu'aux intérêts du Prince qu'on vouloit détrôner. Le Pape, par ces Bulles excommunioit les Princes, Cardinaux, Prélats, Officiers de la Couronne, & généralement tous ceux du Clergé, de la Noblesse & du Tiers-Etat, qui demeureroient sous l'obéissance de Henri IV.

Le Roi, par ses Lettres-Patentes du 4 Juillet 1591, * se repose sur ses Parlemens & sur le Clergé de son Royaume pour le venger de cet attentat. » Il enjoint à ses Parlemens
 „ auxquels la garde & conservation
 „ des Loix & Coutumes du Royaume
 „ appartient naturellement, de pro-
 „ céder contre le Nonce (Landriano)
 „ qui avoit publié ces Bulles, selon
 „ ce qu'ils verront être à faire par
 „ raison & justice. Il exhorte les Pré-
 „ lats de son Royaume de s'assem-
 „ bler & aviser à se pourvoir par les

* Pr. des Lib. ch. 4. folio 29.

„ voyes de droit , & selon les saints
 „ Décrets & Canons , contre leſdites
 „ monitions & cenſures indûement ob-
 „ tenues & exécutées ; & à ce que la
 „ diſcipline Eccléſiaſtique ne ſoit au-
 „ cunement intermiſe , ni les peuples
 „ deſtitués de leurs Paſteurs , & des
 „ ſaints Myſtères & Offices qu'ils doi-
 „ vent attendre d'eux.

Le parallèle entre le Parlement & le Clergé ne ſera pas ici encore à l'avantage de ce dernier.

Le Parlement , transféré à Tours , rendit un Arrêt * le 5 Août , par lequel il déclara » le Pape ennemi de
 „ la paix de l'Egliſe , & fauteur des
 „ rebelles ; ſes Bulles monitoriales ,
 „ nulles , abuſives , ſéditieuſes , dam-
 „ nables , &c. en ordonna la lacéra-
 „ tion par l'Exécuteur de la Haute-
 „ Juſtice ; défendit de faire tenir or ni
 „ argent à Rome pour avoir Bulles ,
 „ proviſions , &c. décréta le Nonce
 „ de priſe de corps.

Le Parlement , ſéant à Châlons , n'avoit pas attendu la publication des

* Pr. des Lib. ch. 4. n. 31.

Lettres-Patentes du Roi * pour faire éclater son indignation contre ces Bulles. Dès le mois de Juin 1591, il avoit rendu un Arrêt portant » outre
 ,, les dispositions qu'on vient de lire
 ,, dans celui du Parlement de Tours ,
 ,, qu'il seroit payé 10000 liv. à celui
 ,, qui livreroit le Nonce à la Justice ;
 ,, des défenses à tous Archevêques ,
 ,, Evêques & autres Ecclésiastiques ,
 ,, de publier aucunes procédures venant de la part du Nonce , à peine
 ,, d'être punis comme criminels de
 ,, léze-Majesté ; & à toutes personnes , de quelque état & condition
 ,, qu'elles fussent , de récéler le prétendu Nonce , à peine de la vie.

„ Ce même Arrêt déclara les Cardinaux étant à Rome , Archevêques , Evêques & autres Ecclésiastiques qui ont conseillé & signé la Bulle & excommunication , & qui ont approuvé le très-inhumain , très-abominable & très-détestable parricide proditoirement commis en la personne du défunt Roi (Henri. III.) déchus du possessoire des Bénéfices

* Mem. de la Lig. t. 4. folio 395.

„ néfices par eux tenus en ce Royaume ;
 „ enjoignant au Procureur - Général
 „ de les faire saisir ; lui donne acte de
 „ l'apel par lui interjetté au futur Con-
 „ cile , légitimement assemblé , de
 „ l'institution de Gregoire XIV. au
 „ Saint Siège Apostolique.

Telle fut la conduite du Parlement tant à Châlons qu'à Tours. Un Pape qui se déclare ouvertement contre le légitime successeur de la Couronne ; qui entretient les rébellions dans son Royaume ; qui en dispose comme d'un bien qui lui appartient ; qui lève lui-même des troupes pour aider les ennemis de l'Etat à détrôner le Roi, qui abandonne les fonctions de Père commun des Fidèles , pour allumer dans tous les cœurs le feu de la discorde & de la sédition , ne méritoit assurément aucun ménagement.

Cependant les Ecclésiastiques , ceux mêmes qui s'étoient rapprochés du Roi , osèrent censurer la conduite du Parlement , & trouvèrent mauvais que cette Cour eût fait brûler la Bulle ; qu'elle eût défendu , sous peine de crime de léze-Majesté , de s'adresser à

Grégoire XIV. en un mot, qu'elle eût fait tout ce qu'elle avoit déjà fait très-compétemment sous les Rois Philippe le Bel, Charles VI. Charles VII. & Louis XII.

Le Clergé, assemblé d'abord à Mantes & ensuite à Chartres, voulut faire changer les expressions de l'Arrêt de Tours, & prétendit que, comme la Bulle concernoit les personnes & choses Ecclésiastiques, le Parlement n'avoit pû rien prononcer contre elle.

Le Roi avoit ordonné que le Clergé s'assembleroit à l'effet de pourvoir aux provisions des Bénéfices, confirmant par-là la disposition de l'Arrêt de son Parlement, qui défendoit d'en obtenir en Cour de Rome. Au lieu de se conformer à cet ordre, ils voulurent déclarer nu's les Arrêts. (a) A la fin ils reconnurent eux-mêmes l'inutilité d'une pareille tentative. Ils se réduisirent donc à faire une déclaration (b)

(a) Voy. un mémoire sur ces tentatives. Mss. Dupuy, n. 17

[b] Hist. de M. de Thou. traduction, t. XI. p. 372. & 375.

sur les Bulles qu'ils qualifièrent de nulles, injustes, & contraires au bien de l'Eglise. Mais en même tems, loin de regarder le Pape comme ennemi déclaré du Roi & de l'Etat, & de rompre avec lui tout commerce, ainsi qu'il étoit ordonné par les Arrêts, & que la fidélité dûe à leur Souverain sembloit l'exiger, ils arrêterent qu'il seroit député au Pape deux Prélats pour lui remontrer que les maux de la France avoient besoin de remèdes plus doux.

Si le Roi dans des circonstances aussi critiques que celles où il se trouvoit, ne leur marqua point de mécontentement de ce qui s'étoit passé dans le cours de l'assemblée de Chartres, il ne leur dissimula point qu'il désapprouvoit infiniment que le Pape ayant une armée sur pied pour lui faire la guerre, aucuns de ses Sujets eussent communication avec lui; & leur défendit par provision d'exécuter la-dite députation.

Dans la réponse que lui fit le Cardinal de Bourbon, il renouvela au nom du Clergé ses plaintes ordinaires

contre le Parlement. » Ne sont rece-
 vables Messieurs du Parlement ,
 dit-il , d'entreprendre sur l'état de
 l'Eglise , ni d'en connoître *hors pro-*
cès , en la moisson de laquelle Sa
 Majesté ne permettra qu'ils mettent
 leur faulx , non plus que les Ecclé-
 siastiques mettent la leur en la mois-
 son desdits sieurs du Parlement. «

On reconnoit là le langage ordinaire
 du Clergé , toutes les fois que le Par-
 lement , chargé de maintenir le bon
 ordre & la police générale , & de faire
 exécuter les Loix du Royaume , les a
 voulu contenir dans les bornes de leurs
 fonctions , & a réprimé leurs entrepri-
 ses. Est-ce mettre la faulx dans leur
 moisson , que de les obliger à remplir
 les obligations pour lesquelles ils sont
 institués ? Et lorsqu'ils ne voudront
 pas s'en acquitter , sera-t'il dit que dans
 un Etat policé , il n'y aura aucun
 moyen pour les y contraindre , ou
 aucune ressource pour suppléer à leur
 négligence & à leur mauvaise vo-
 lonté ?

Lorsque (même après la conversion
 de Henry IV.) il ne plaisoit pas à plu-

seurs Evêques d'enjoindre à quelques Communautés Religieuses de faire pour le Roi les Prières ordinaires, les Parlemens devoient-ils, dans la crainte de mettre la faux dans une moisson étrangère, demeurer tranquilles spectateurs d'un scandale aussi odieux? Falloit-il qu'ils laissassent subsister des preuves aussi éclatantes de l'esprit de faction & de révolte que les Ecclésiastiques nourrissoient dans leur cœur, prêts à en allumer l'incendie à la première occasion?

C'est une chose qu'on ne pourroit pas croire, si on n'en avoit la preuve. En 1606. il y avoit encore des Eglises & des Monastères où l'on ne faisoit point les prières ordonnées pour le Roi. * Le Parlement de Toulouse fut obligé de rendre un Arrêt, le 7 Juin, pour contraindre les Prêtres de son Ressort à prier pour le Roi au Canon de la Messe, & leur faire défenses de se servir de certains Missels, imprimés depuis trois ans ou environ dans les Villes de Paris, Bordeaux & Lyon,

* Mss. Dupuy. N°. 493.

dans lesquels la prière pour le Roi avoit été surprimée.

On voit dans une Lettre du premier Président de Toulouse établi à Béziers, en date du 15 Septembre 1593. le scandale que donnèrent les Capucins & les Carmes qui aimèrent mieux sortir de leur Couvent & de la Ville, que de prier pour le Roi. Les circonstances en sont remarquables. Le 27 Juillet 1593. il fut ordonné par Arrêt de ce Parlement à l'Evêque de Béziers, de faire faire des prières publiques par son Clergé pour la santé & prospérité du Roi, & pour qu'il plût à Dieu de le confirmer dans la résolution qu'il avoit prise de se réconcilier à l'Eglise : pareille injonction aux Archevêques & Evêques du Ressort. Le peu de cas que l'on parut faire dans le Clergé de ce premier Arrêt, obligea le Parlement à en rendre un second ; & bientôt après on reçut la nouvelle de l'abjuration faite par le Roi. Le Parlement ordonna des prières publiques & des réjouissances. Les Capucins ne vouloient pas s'y trouver ; à la fin „ ils y „ assistèrent en conséquence de la

5 communication qui leur fut faite
 „ par l'Evêque de l'Ordonnance du
 „ Parlement. Depuis, dit le premier
 „ Président, voyant je ne sçais quelle
 „ pésanteur en la continuation des
 „ prières publiques, la Cour députa
 „ deux Conseillers pour aller trouver
 „ ledit sieur Evêque, à ce qu'il fit
 „ faire lescdites prières; & se trouva
 „ un Acte signé par un Notaire sien
 „ Secrétaire, qu'on les faisoit partout.
 „ Mais lescdits Commissaires ayant
 „ mandé deux Religieux de chacun
 „ Couvent pour sçavoir comme on y
 „ avoit procédé, trouvèrent bien le
 „ contraire: car les Capucins refusè-
 „ rent tout-à-fait de faire lescdites priè-
 „ res; comme aussi firent les Carmes
 „ qui furent assignés au lendemain 7
 „ Septembre où leur furent faites les
 „ remontrances les plus douces & les
 „ plus honnêtes qu'on pût..... mais
 „ on ne put les faire condescendre à
 „ ce point-là... Ils sortirent le même
 „ jour de la Ville, & s'en allèrent à Nar-
 „ bonne Ville rébelle, & semèrent
 „ dans le Peuple des propos contre
 „ l'autorité du Roi & celle du Parle-

„ ment qu'ils dirent ne vouloir reconnoître. * Ils tinrent ce Discours le premier Février 1594. au premier Président lui-même qui les avoit mandés , ajoutant que le Parlement n'avoit point de pouvoir sur eux.

Il paroît que le Roi empêchoit qu'on n'usât envers ces Religieux de la sévérité que demandoit leur insolence. Les Jésuites & les Cordeliers souffloient le feu de la sédition ; il y avoit encore des Villes rebelles ; l'absolution du Roi se traitoit à Rome : toutes ces circonstances obligeoient sans doute de tirer en longueur & de fermer les yeux sur les excès les plus condamnables : car on ne voit point que ces rebelles aient été punis comme ils le méritoient.

Les Evêques , bien loin de les réduire , les autorisoient par leur silence , par leur inaction , & même par leur exemple. Il fallut que les Parlemens rendissent des Arrêts pour les forcer , eux & les Ecclésiastiques de leur Diocèses , *à faire mention en leurs Oraisons*

* Mss. Dupuy. N°. 493.

du Roi sur paine de saisie du temporel, &c. * C'est ce que l'on voit en particulier, par un Arrêt du Parlement d'Aix du 28 Mas 1594.

Par esprit de révolte les Ecclésiastiques ne veulent point prier pour Henri IV. Par esprit d'indépendance pour se soustraire à l'autorité Royale, nous allons les voir retrancher des prières ordinaires de l'Eglise les Versets qui pouvoient établir que le Roi étoit reconnu Roi des Clercs ainsi que des Laïcs.

Au commencement du dernier siècle, on remarqua plusieurs changemens dans le Missel de Rouen. On avoit ôté des Litanies le Verset : *Ut Regem nostrum custodire digneris*, & la Collecte *quæsumus ut famulus tuus Rex noster Ludovicus*, &c.

On avoit ôté à Saint Louis, honoré des titres de Roi & de Confesseur, la première qualité, & on ne lui avoit donné que la deuxième.

Dans une Oraison du Vendredi-Saint, on avoit substitué ces mots,

* Ibid.

respice ad Romanum benignus imperium,
à ceux-ci , *respice ad Christianum benignus imperium.*

Pour faire entendre que le pouvoir du Pape n'avoit pas pour unique objet le spirituel , de l'Oraison de la Fête de Saint Pierre , *Deus , qui B. Petro dedisti potestatem animas ligandi & solvandi* , on avoit retranché *animas*.

Le Ministère public s'éleva contre ces attentats. En 1631, un Archidiacre fut décrété d'ajournement personnel : * il déclara publiquement n'avoir eu aucune part à ces Missels , & la réformation en fut ordonnée.

Il faut que les Ecclésiastiques conviennent eux-mêmes que tout ce qu'ils ont entrepris pour fonder leur prétendue indépendance , n'a servi qu'à en montrer plus visiblement l'abus , & à éclairer sur le danger de laisser accréditer une prétention aussi absurde.

Par ces Actes d'autorité , les Parlements se sont attiré l'envie & la haine des Ecclésiastiques. Ceux-ci pour restreindre le pouvoir de la Justice sécu-

* Le Guidon des Prélats & Boucliers des Pasteurs , par Pierre Morestel. page 304.

lière , ont tout mis en usage : censures , déclamations , libelles , prédications , tout a été employé. Ils se sont imaginé que par leurs menées sourdes ou publiques ils feroient perdre aux Magistrats dans l'esprit des Peuples le credit & le respect qu'inspirent leur vigilance & leur attention continue à venger l'autorité du Roi , & à protéger ses Sujets. Les Peuples n'ont point pris le change. Ils ont senti de tout tems l'importance dont il étoit pour eux d'avoir une ressource dans le Prince ou dans ceux à qui il confie son autorité , pour se garantir d'une injuste oppression. Les démarches & les actions des Ecclésiastiques ont autant servi à donner de la méfiance contr'eux , que celles des Parlemens pour réprimer leur entreprises ont inspiré de confiance pour les Magistrats.

Pour justifier ce sentiment de méfiance contre les Ecclésiastiques , on n'a qu'à lire les Bulles appellées *in Cænâ Domini* , & se représenter tous les efforts que le Clergé a fait pour donner une exécution en France à des

Décrets aussi contraires à l'autorité du Roi qu'au repos de ses Sujets.

La première Bulle appelée *in Cœnâ Domini*, est celle du Pape Paul III. en 1536. Elle est rapportée par Rebuffe dans sa Pratique Bénéficiale, & se trouve dans le premier tome du Bullaire imprimé à Lyon en 1673, page 714, & page 118 de l'Édition de 1727. Elle commence par ces termes : *Consueverunt Romani Pontifices*, & contient 24 Paragraphes.

Il seroit inutile de rapporter la disposition de chacun : voici ce que contiennent les plus remarquables.

Par le premier, le Pape excommunie les Hérétiques, leurs auteurs & ceux qui liront leurs livres.

Par le second, il excommunie les Pirates, & sur-tout ceux qui osent aller en courte sur les mers du Pape, *qui mare nostrum discurrere præsumunt*.

Dans le troisième, on excommunie ceux qui imposent dans leurs terres de nouveaux péages.

Par le dixième, on excommunie ceux qui, en quelque manière que ce puisse être, empêchent l'exécution des

Lettres Apostoliques , soit qu'elles accordent des graces , ou qu'elles prononcent des peines , *seu gratiam , seu justitiam continent.*

Par le onzième , on excommunie les Juges Laïcs qui jugent les Ecclésiastiques , & les tirent à leur Tribunal , soit que ce Tribunal s'appelle Audience , Chancellerie , Conseil , ou Parlement , *Audientiam , Cancellariam , Consilium , vel Parliamentum.*

Par le douzième , on excommunie tous ceux qui ont fait ou publié , feront ou publieront des Edits , Réglemens , pragmatiques , par lesquels la liberté Ecclésiastique , les droits du Pape & ceux du Saint Siège seront blessés ou restreints en la moindre chose tacitement ou expressément.

Par le quatorzième , on excommunie les Chanceliers , Conseillers ordinaires ou extraordinaires , de quelques Rois & Princes que ce puissent être , les Présidens des Chancelleries , Conseils , Parlemens , comme aussi les Procureurs Généraux , qui *évoquent à eux les causes Ecclésiastiques.*

Les mêmes sont aussi excommu-

niés , s'ils empêchent l'exécution des Lettres Apostoliques , même quand ce seroit sous prétexte d'empêcher quelque violence.

Par le même Paragraphe le Pape se réserve à lui seul de pouvoir absoudre lesdits Chanceliers , Conseillers , Procureurs Généraux & autres excommuniés : encore veut-il qu'ils ne puissent être absous qu'après qu'ils auront publiquement révoqué leurs Arrêts , & les auront arrachés des Registres.

Par le Paragraphe 20, on excommunie ceux qui auront la présomption de donner l'absolution aux excommuniés ci-dessus.

Et afin que personne n'en puisse prétendre cause d'ignorance , il est ordonné par le Paragraphe 21 , que cette Bulle sera publiée & affichée à la porte de la Basilique du Prince des Apôtres , & à celle de Saint Jean de Latran.

Le Paragraphe 22 ordonne à tous Patriarches , Primats , Archevêques & Evêques , en vertu de la sainte Obédience , de publier solennelle-

ment cette Bulle , au moins une fois l'an.

Le Paragraphe 24 porte , que si quelqu'un oïe aller contre la disposition de cette Bulle , qu'il sçache qu'il va encourir l'indignation de Dieu tout-puissant , & celle des bienheureux Apôtres Saint Pierre & Saint Paul.

Les autres Bulles postérieures , appelées aussi *in Cœnâ Domini* , parce qu'elles se lisent le Jeudi Saint , ne sont que des ampliations de celle-là.

Parmi ces dernières , celle de Pie V. de l'année 1567 , a fait le plus d'éclat dans le monde Chrétien.

Cette Bulle , outre les dispositions contenues dans la précédente , déclare plus nettement chap. 21. que tous les Princes qui mettent dans leurs Etats de nouvelles impositions , de quelque nature qu'elles soient , ou qui augmentent les anciennes , à moins qu'ils n'en ayent obtenu l'approbation du Saint Siège , sont excommuniés *ipso facto*.

On peut voir dans l'Histoire de Naples de Giannone , tome 4. de la Traduction imprimée *in-4°*. en 1742. les

désordres que les Ecclésiastiques causèrent dans ce Royaume , & toutes les vexations qu'ils exercèrent (toujours par principes de conscience) sur tous les Sujets du Roi. Autorisés par cette Bulle , ils allèrent jusqu'à empêcher la levée des impôts. Le refus d'absolution & des Sacremens fut un des principaux moyens dont ils se servirent pour parvenir à faire recevoir cette Bulle dans le Royaume de Naples , & à l'y faire exécuter : ce que la sagesse du Vice-Roi & des Magistrats empêcha avec bien de la peine.

C'est cette même Bulle qu'ils voulurent faire publier en France en 1380. Ils choisirent le tems des vacances , espérant de n'être pas veillés de si près ; * mais le Procureur Général ayant eu avis de cette Bulle , qui étoit sous le titre *Littera processus* , s'opposa à ce qu'elle fût publiée. Et le Parlement (en vacations , présidées par le Président Brissou) suivant la fermeté & la liberté de ses Ancêtres , rendit un Arrêt qui “ enjoignoit à tous

* Preuves des Libertés , chap. 7. n. 55.

» les Gouverneurs de s'informer quels
 » étoient les Archevêques , Evêques
 » ou les Grands Vicaires qui avoient
 » reçu ou cette Bulle, ou une copie sous
 » ledit titre *Litteræ processus* , & quel
 » étoit celui qui la leur avoit envoyée
 » pour la publier ; d'en empêcher la
 » publication , si elle n'étoit pas en-
 » core faite ; d'en retirer les exemplai-
 » res & de les envoyer à la Cham-
 » bre ; & en cas qu'elle fût publiée ,
 » d'ajourner les Archevêques , les Evê-
 » ques ou leurs Grands Vicaires à
 » comparoître devant la Chambre ,
 » & à répondre au Réquisitoire du
 » Procureur Général ; & cependant
 » de saisir leur temporel , & de le
 » mettre sous la main du Roi ; de faire
 » défenses d'empêcher l'exécution de
 » cet Arrêt , sous peine d'être puni
 » comme ennemi de l'Etat & criminel
 » de léze-Majesté , avec ordre d'im-
 » primer cet Arrêt , & d'ajouter foi
 » aux copies collationnées par des
 » Notaires , comme à l'original mê-
 » me. « *

* L'Arrêt est du 4 Octobre 1580.

La troisiéme Bulle *in Cænâ Domini*, est celle de Paul V. en 1610. elle commence : *Pastoralis Pontificis Romani vigilantia*. Elle contient trente Paragraphes, dont les dispositions répètent celles de la précédente.

La dernière Bulle *in Cænâ Domini*, qu'on trouve dans le Bullaire, est du Pape Urbain VIII. Elle est conçue à-peu-près dans les mêmes termes que les autres ; & commence aussi par ces mots, *Pastoralis Romani Pontificis vigilantia*.

Le Pape déclare qu'à l'exemple de ses Prédécesseurs, pour maintenir inviolablement l'intégrité de la Foi, la justice & la tranquillité publique, il se sert du glaive spirituel de la discipline Ecclésiastique pour excommunier en ce jour, qui est l'anniversaire de la Cène du Seigneur,

1°. Les Hérétiques ; 2°. ceux qui appellent du Pape au futur Concile ; & le reste comme dans les précédentes. Cette Bulle est du premier Avril 1627.

Celle qu'on lit à présent, est de plus fraîche date, & on y a fait quelques additions.

On voit que ces Bulles condamnent expressement nos appels comme d'abus ; exemptent les Ecclésiastiques de la puissance du Magistrat Politique, & par conséquent de la Jurisdiction de leur Roi légitime, & rendent le Pape Monarque absolu de l'Eglise : » Maximes , dit Giannone , tom. 4. pag. 269 , contraires à l'obligation précisée dans laquelle les Souverains de la terre sont de veiller , pour la conservation de leurs Etats , aux nouveautés que Rome voudroit introduire , & de s'opposer aux atteintes qu'on entreprendroit de porter à leurs droits , comme à ceux de leurs Sujets.

Quand on a lû les dispositions de ces Bulles , conçoit-on que des François , qui par leur serment & leur seule naissance , sont tenus à une fidélité inviolable envers leur Souverain , fassent tous leurs efforts pour donner autorité à des Décrets qui lui enlèvent toute sa puissance ? En voici quelques preuves.

Les Ecclésiastiques n'ayant pû parvenir à faire recevoir les Bulles in

Cœna Domini, dans le Royaume, essayèrent de les mettre eux-mêmes à exécution, comme si elles y eussent été reçues : mais leurs tentatives à cet égard n'ont pas eu plus de succès.

Un Evêque de Castres, en 1599. * s'avisa d'excommunier deux Conseillers du Parlement de Toulouse, chargés d'exécuter un Arrêt qui le condamnoit à contribuer aux réparations des Eglises ruinées par les guerres de Religion. Il fut obligé de lever son excommunication dès le lendemain du jour qu'il l'avoit prononcée. Le Parlement fit informer, & sur l'information il rendit Arrêt le 9 Septembre 1599. par lequel » il déclara y avoir
 „ abus dans cette excommunication &
 „ dans l'absolution ; & pour l'en-
 „ treprise, condamna l'Evêque en
 „ 2000 livres d'amende envers le
 „ Roi, applicables aux réparations
 „ du Palais, au paiement de laquelle
 „ il seroit contraint par la saisie de
 „ son temporel ; ordonna en outre,
 „ que tout ce qui, pour ce regard,

* Preuv. des Lib. chap. 5. n. 14. Maynard, l. 1. chap. 6.

» auroit été écrit & mis ès Registres
 » & Greffe dudit Evêché, en sera tiré
 » & ôté, ou tellement rayé & biffé
 » sur ledit Registre, que rien n'en
 » puisse paroître, ni être lû; fit dé-
 » fenses à l'Evêque de récidiver, à pei-
 » ne de dix mille écus, & autres peines
 » arbitraires; ordonna que ledit Evê-
 » que seroit ajourné à comparoître en
 » personne pour répondre aux con-
 » clusions que le Procureur Général
 » voudroit prendre contre lui.

Le Parlement de Provence ayant
 condamné au dernier supplice un
 Prêtre convaincu d'un crime abomi-
 nable, & l'ayant fait exécuter sans l'i-
 nutile cérémonie de la dégradation
 à laquelle l'Archevêque d'Aix, quoi-
 que sommé de la faire, n'avoit pas
 voulu consentir, ce Prélat piqué de
 ce que, suivant lui, cette condamna-
 tion rendue par *un Tribunal séculier*
 violoit l'immunité Ecclésiastique, fit
 défenses aux Confesseurs de la ville de
 confesser & d'absoudre tous ceux qui
 avoient participé à ce jugement, &
 à son exécution Le Parlement déclara
 ces défenses abusives, & ordonna,

par Arrêt du 5 Mai 1601 , de les révoquer , à peine de 4000 écus d'amende ; lui défendit d'en faire à l'avenir de semblables , sous peine d'être procédé contre lui comme infracteur des Loix & des Privilèges du Royaume.

L'Archevêque (a) n'ayant pas satisfait à cet article , le Parlement saisit son temporel : ce Prélat obéit , & leva ses défenses.

L'année suivante , en 1602 , le Cardinal de Sourdis , Archevêque de Bordeaux , excommunia le premier Président & un Président de ce Parlement , dans l'Eglise où ils entendoient la Messe , y étant venu avec le S. Sacrement & la croix Episcopale (b). Le motif de cette excommunication étoit que le Parlement sur la demande qui en avoit été faite par le Chapitre , avoit ordonné de reconstruire dans cette Eglise Cathédrale un autel que ce Prélat avoit fait démolir. Le

(a) Preuv. des libertés , chap. 5. n. 12. Mezeray , Abregé. tom. 3. pag. 408. *in-4°*.

(b) Abregé de Mezeray , tom. 3. *in-4°*.
Preuv. des libertés , chap. 5. n. 16.

Parlement lui enjoignit de révoquer ses censures , à peine de 4000 écus d'amende. Mais le Roi évoqua à lui la connoissance de cette affaire ; par ce moyen le délit de l'Archevêque demeura *impuni* , & il se crut en droit de se rendre indépendant de toute Justice Séculière , comme il fit de nouveau en 1606.

Le Parlement de Bordeaux avoit déclaré abusive une Ordonnance de ce Prélat. L'Arrêt lui ayant été signifié *, il fit par écrit une réponse très-injurieuse au Parlement. Deux Députés qui lui furent envoyés par cette compagnie , apprirent de lui-même qu'elle étoit son ouvrage , & qu'il étoit prêt de le signer de son sang. Non content d'une réponse aussi violente , il donna à tous les Confesseurs de la ville une liste des Juges qui avoient rendu l'Arrêt , & leur défendit de les absoudre , réservant leur absolution à lui , & à son Pénitencier.

Le Parlement de Bordeaux ne laissa pas cet attentat impuni. Par Arrêt du 30

* Preuv. des lib. chap. 5. n. 19.

Décembre 1606 , il déclara abusives , &c. lesdites défenses faites aux Confesseurs , & la réserve de l'absolution ; leur défendit d'y déferer ; leur enjoignit de recevoir au Sacrement de Confession ceux qui étoient compris dans la liste , & de leur impartir le *bénéfice de l'absolution* , à peine d'être punis comme perturbateurs du repos public : il flétrit la réponse du Cardinal , & le condamna en 5000 liv. d'amende ; lui fit défenses , & à tous autres d'user de semblables voyes contre les Officiers du Roi exerçant leurs offices.

On voit par ce peu d'exemples que depuis l'extinction de la Ligue, pendant laquelle les Partisans de la Cour de Rome & les Ultramontains avoient fait de grands progrès , l'Eglise Gallicane se rétablissoit dans ses libertés par la protection de Henri IV. & par la vigilance des Parlemens , qui étoient fort attentifs à empêcher l'exécution des Bulles *in cœna Domini* , que les Prélats vouloient y introduire.

Henri IV. accorda même sa protection , comme l'on fait , à la République

blique de Venise dans le différend qu'elle eut avec le Pape Paul V. qui avoit jetté un interdit sur cet Etat. Frapaolo défendit la République : il écrivit, & fit imprimer deux Traités de Gerson sur les excommunications. Bellarmin entreprit d'y répondre : mais ses énormes principes révoltèrent la Faculté de Théologie de Paris

Richer, (a) Grand-maître du Collège du Cardinal le Moine, qui avoit été fait Réformateur & Censeur général de l'Université de Paris, par ordre du Roi & du Parlement, composa pour lors son apologie pour Gerson, par laquelle il fait voir contre Bellarmin, que la doctrine de Gerson & de la Faculté de Paris touchant la puissance du Pape étoit autorisée par le droit Divin & naturel, par la tradition ancienne de l'Eglise, & par un usage suivi & constant des premiers Conciles généraux ; & qu'elle avoit été depuis pleinement

(a) Vie d'Edmond Richer par M. Baillet, Bibliotécaire de M. le premier Président de Lamoignon.

rétablie par celui de Constance.

Ce fut en conséquence des maximes Ultramontaines débitées par les Nonces malheureusement protégés par le Clergé de France, qui traversoient autant qu'ils pouvoient la publication des maximes contraires, qu'arriva l'assassinat de Henri IV.

Bellarmin, au milieu des larmes que la France répandoit sur la perte d'un aussi grand Roi, prit l'occasion du détestable parricide qui l'avoit enlevé, pour publier son livre de la puissance du Pape sur le temporel, contre Barclay, où ce Cardinal sembloit assez ouvertement approuver le crime de Ravallac.

L'Auteur d'un livre aussi détestable auroit-il jamais osé le mettre au jour dans de pareilles circonstances; s'il n'avoit été informé que les Religieux & autres, dans leurs livres & dans leurs thèses, soutenoient sa doctrine; que le Nonce Ubaldin, successeur de Barberin travailloit par toutes sortes d'intrigues à faire reconnoître la puissance absolue du Pape, & son infailibilité en France; enfin que plusieurs

des Ecclésiastiques & des Prélats que le respect pour Henri I V. avoit retenus dans le devoir , levoient le masque , & cherchoient à brouiller l'Etat & l'Eglise ?

Après le supplice de Ravaillac , le Parlement avoit ordonné le 27 Mai 1610 , que la Faculté de Théologie renouvelleroit son ancien Décret contre la doctrine meurtrière qui mettoit dans un danger continuel la vie des Souverains.

M. le premier Président dit aux Docteurs mandés , que l'exécution de
 » cet ancien Décret (contre les Pro-
 » positions de Jean Petit) étoit très-
 » nécessaire en ce temps , auquel im-
 » punément sont exposés en vente des
 » Livres contenant des Propositions
 » Schismatiques , & pleines d'impie-
 » tés , & entr'autres *que ceux qui ont*
 » *le caractère clérical , sont exempts non*
 » *seulement de toute juridiction sécu-*
 » *lière , mais de Puissance Souveraine :*
 » ce qui renverse tous les Etats des
 » Monarchies , & autres grands Etats
 » Souverains , faisant ouverture de l'im-
 » punité de tous les plus énormes &

» détestables crimes qui pourroient
 » être commis par des Clercs».

La Faculté , pour obéir aux ordres du Parlement , avoit fait un Décret le 4 Juin , conforme aux saines maximes. Mais Henri de Gondy Archevêque de Paris , Rose Evêque de Clermont, & Miron Evêque d'Angers, empêchèrent par leurs cabales & leurs intrigues , que ce Décret ne fût publié. Ces Prélats , suivis d'une bonne partie du Clergé , voyant la foiblesse du Gouvernement durant la minorité , travailloient pour la Monarchie absolue du Pape ^(a) au préjudice de l'indépendance & de la Souveraineté de la Puissance Royale & Séculière. C'étoient eux mêmes , qui par le devoir de leurs charges étoient obligés de faire tout le contraire. Ils traitoient d'Hérétiques & de Schismatiques ceux qui s'opposoient à leur pernicieuse doctrine : comme si c'étoit hérésie ou schisme de défendre l'autorité des Rois , & de maintenir qu'il n'est pas permis de les assassiner.

(a) Vic d'Edmond Richer.

Ils faisoient de vives plaintes contre le Parlement & contre les appellations comme d'abus. Ils obtinrent même une Déclaration au mois de Septembre 1610, qui leur étoit favorable en bien des points : mais ils n'en demandèrent l'enrégistrement qu'en 1612. Le Parlement, toujours attentif à la conservation du droit de protection qui appartient au Souverain, n'enregistra l'article 4*, qui donne aux Ecclésiastiques la connoissance de toutes les matières purement spirituelles, qu'avec cette modification : *sans déroger à la juridiction des Juges laïcs en ce qui dépend du possessoire, es causes spirituelles es cas où il pourroit échoir.* &c.

Les Prélats ne désespérant pas de se rétablir dans le rang dont ils se voyoient déchûs par les entreprises des laïcs, s'assemblèrent chez le Cardinal de Joyeuse : & là, sous le nom d'une sainte union & d'une bonne intelligence ils se liguèrent contre ce qu'ils appelloient la *Scète des Parle-*

*Nouv. Neron, pag. 542.

mentaires. Le Cardinal de Joyeuse pria le Cardinal du Perron Archevêque de Sens , dont Paris étoit encore Suffragant , de vouloir entrer dans cette union , à laquelle il sçavoit que son autorité & son mérite donneroient beaucoup de poids. Il n'eut pas de peine à l'obtenir. Cette Eminence abandonna par inclination les intérêts de l'Eglise Gallicane , pour prendre ceux de la Cour de Rome.

Les Ultramontains crurent devoir profiter de cette disposition des esprits pour étendre leurs prétentions. Ils publièrent le fameux livre de Belarmin *sur la puissance du Pape dans les choses temporelles* : ils firent répandre sourdement cette étrange maxime , que *les enfans des Hérétiques sont incapables de régner*. Le Parlement eut senti le danger. Le 26 Novembre 1610 , il condamna le livre de Belarmin à être lacéré & brûlé par la main du Bourreau.

Le Nonce & ses adhérens se donnèrent toutes sortes de mouvemens pour empêcher l'exécution de cet Arrêt. Il flétrissoit un livre où la f

reté & l'indépendance des Souverains étoient ouvertement attaquées. Cette détestable doctrine venoit de faire périr le meilleur de tous les Rois ; elle tendoit à faire détrôner son fils : & nos Prélats fascinèrent les yeux de la Reine Régente , veuve de l'un , mère de l'autre , au point de l'engager à mander le premier Président pour lui faire les plus vifs reproches sur cet Arrêt. Plût à Dieu qu'on ne vît plus d'exemples d'une pareille séduction de la part de ceux que nos Princes , par une suite de leur respect pour la Religion , honorent de leur confiance !

Cependant l'Arrêt subsista. * Achille de Harlai parla à la Reine avec tant de force , qu'elle apperçut ses vrais intérêts. *Serai-je réduit* , lui dit ce grand Magistrat , *à une condition si déplorable , que si je vois porter le couteau dans le sein de mon Roi , il ne me soit pas permis de mettre la main au-devant ? Le principal effet de ce livre est de donner permission aux Sujets de tuer les Rois.*

* Preuv. des lib. chap. 4. n. 44. & 45.

En 1611. le Clergé eut une nouvelle occasion de faire éclater son zèle pour le Pape & contre le Roi. Le Nonce engagea les Jacobins à soutenir des Thèses où on lisoit cette Proposition : *Le Pape ne peut errer dans la Foi ni dans les mœurs. Le Concile , en quelque cas que ce soit , ne peut être au-dessus du Pape.*

Il faut lire dans la vie d'Edmond Richer le détail de ce qui se passa à cette Thèse en présence du Nonce , du Cardinal du Perron & de plusieurs Prélats ; le courage , avec lequel le Syndic s'opposa à l'assertion ci-dessus ; la fermeté avec laquelle il répondit au Cardinal qui prétendoit que cette question étoit problématique , & pouvoit se soutenir. Richer lui alléguait entre autres choses que le vingt-troisième article de la réformation de l'Université , homologuée au Parlement , portoit ordre de punir le Syndic , le Président & le Répondant , si l'on soutenoit dans des Thèses quelque chose de contraire aux droits & aux maximes du Royaume.

Le Cardinal du Perron , irrité de ce

ce qu'avoit fait Richer aux Jacobins contre l'assertion touchant l'infailibilité du Pape, se fit accompagner de quelques Evêques, & alla trouver le Chancelier & M. de Villeroy, Ministre, auxquels il n'eut pas honte de dire, *qu'il étoit autant permis de révoquer en doute l'état du Mariage de la Reine & de ses enfans, que la puissance du Pape qui avoit donné à Henri IV. la dispense pour se remarier.* Les Ministres furent indignés d'une comparaison aussi odieuse : néanmoins il ne fut rien fait en conséquence. Le Cardinal du Perron & les Evêques continuèrent à faire tous leurs efforts pour élever la puissance du Pape sur les débris de la Puissance Royale.

Heureusement pour la France, ils trouvèrent toujours en leur chemin le Parlement, qui, au milieu des contradictions les plus vives, conserva avec soin le précieux dépôt de nos libertés.

Le Livre, *sur la Puissance Ecclésiastique & Politique*, composé par Richer pour la défense de nos maximes sur l'indépendance de la Couronne, ex-

cita toute l'indignation du Clergé. Dirigé par le Cardinal du Perron, il censura cet excellent ouvrage avec une mauvaise foi, & une passion qu'on ne peut lire de sang froid dans la vie de l'Auteur par M. Baillet, & sur-tout dans l'Histoire du Syndicat de Richer, composée par Richer même. Cependant, comme si cette Censure eût été trop douce, on engagea l'Archevêque d'Aix à assembler quelques-uns de ses Suffragans pour en faire une autre qui fût entièrement conforme aux prétentions de la Cour de Rome. Ce Prélat, (a) accablé de dettes, & ne pouvant fournir aux frais de cette Assem-

(a) C'est ce même Archevêque [Herault de l'Hopital, qui fut accusé en 1618. par Françoise de Liand, fille du Comte de la Brosse, de l'avoir séduite au point de contracter un Mariage avec lui. On voit dans sa Requête au Parlement d'Aix du 30. Mars 1618. & dans celle qu'elle présenta au Nonce & au Clergé, tous les artifices sacrilèges & infâmes que le Prélat employa pour la séduire & lui persuader, par des Textes de l'Ecriture sainte, qu'il lui étoit permis de l'épouser en secret; comment il lui jura & lui fit jurer la foi conjugale pendant la Messe qu'ils entendirent ensemble à cet effet; les voyes qu'il mit en usage, pour corrompre l'Avocat de cette fille, & lui enlever les preuves de ses infamies. Ce Prélat mourut en 1624. Il est vraisemblable qu'on étouffa ce scandale.

blée, l'Evêque de Paris lui donna une partie des fonds qu'il avoit fait faire par le Clergé, pour poursuivre la condamnation de Richer.

Arrivé dans son Diocèse, il convoqua les Evêques de Riez, de Fréjus & de Sisteron; leur proposa une Censure toute dressée qu'ils signèrent aveuglément le 24. Mai 1612. Il voulut faire publier la Bulle *in Cœna Domini* avec cette Censure. C'est que celle-là établissoit presque tous les articles de celle-ci; de même que le Livre de Richer les combattoit tous. Mais il démontroit principalement la fausseté de celui qui déclare tous les Clercs Sujets du Pape seulement, comme étant Monarque absolu de toute l'Eglise, & par conséquent indépendans de toute Puissance temporelle. C'est ce qui avoit mis le Clergé en fureur contre ce Livre.

Le Premier Président du Parlement d'Aix (Guillaume du Vair, qui fut depuis Garde des Sceaux) arrêta par son invincible fermeté la publication de ces deux pièces. Il députa au Roi Nicolas-Claude Fabri de Peiresse,

Conseiller , homme célèbre dans la littérature , pour se plaindre au nom de la Compagnie des entreprises de l'Archevêque. Bientôt après Richer lui fit signifier un acte d'appel qu'il avoit interjetté de sa Censure , & dont l'acte étoit passé devant deux Notaires du Châtelet.

Les Prélats , ayant vû échouer tous leurs efforts par la vigilance des Parlemens , prirent le tems des vacances , en 1641. (a) pour faire venir la Constitution *super preservatione juris Sedis Apostolicæ* , qui confirmoit la Bulle *in Canâ Domini*. Mais ils éprouvèrent que les Chambres des Vacations ne sont pas moins attentives que le Parlement en entier à la conservation de la Police générale. (Les beaux monumens qui nous restent de celle de 1752. en seront à jamais une preuve bien authentique.

Il fut ordonné le 18. Septembre 1641. sur les Conclusions du Procureur Général , » qu'il seroit fait com-
» mandement aux Baillifs , Sénéchaux
» ou leurs Lieutenans du Ressort de

(a) Pr. des Lib. chap. 7. n. 87.

» la Cour où il y a siège Episcopal ,
 » ou Archiéiscopal , de s'enqué-
 » rir diligemment , si les Archevêques
 » & Evêques , ou leurs Vicaires ont
 » reçu ladite Bulle , & par qui elle leur
 » a été envoyée , dont ils dresseront
 » procès-verbaux , & les enverront
 » au Greffe de ladite Cour , ensemble
 » ladite Bulle ou copie d'icelle , pour ,
 » icelles vûes & examinées , procé-
 » der suivant la rigueur des Ordon-
 » nances. Cependant , défenses à tous
 » Archevêques , Evêques , &c. de la
 » publier , sur peine d'être déclarés
 » rebelles au Roi & criminels de Léze-
 » Majesté.

Les tentatives faites de nos jours
 n'ont pas été plus heureuses. Le Par-
 lement d'Aix , également attentif à
 proscrire tout ce qui pourroit tendre
 à l'exécution d'une Bulle aussi contrai-
 re à nos libertés , supprima par Arrêt
 du 21. Avril 1716. (a) une Ordonnan-
 ce de l'Evêque de Marseille , & fit dé-
 fenses à toutes personnes , notamment
 aux Curés & Vicaires du Diocèse de

[a] Dict. des Ar. l. 1. p. 994.

Marseille , de publier ou afficher ladite Ordonnance , par laquelle il tenoit pour excommuniés tous ceux qui empêchent ou déclinent la Jurisdiction Ecclésiastique.

Le fameux Arrêt du Parlement de Paris du 9. Août 1719. contre la Lettre de l'Evêque de Soissons à M. le Duc d'Orléans , pré édé du beau Réquisitoire de M. de Lamoignon , aujourd'hui Chancelier , est encore une preuve de l'opiniâtreté des Ecclésiastiques à suivre les maximes contenues dans la Bulle *in Canâ Domini* , & de la constance du Parlement à s'élever contre tout ce qui attaque directement ou indirectement nos maximes auxquelles cette Bulle est diamétralement opposée.

Peut-être eût-on été moins attentif à tenir les Ecclésiastiques sous le joug de la Jurisdiction Séculière , s'ils eussent paru moins disposés à abuser de l'indépendance qu'ils vouloient usurper. Mais , on ne peut le dissimuler , des exemples fréquens ont fait voir qu'elle n'auroit servi qu'à procurer l'impunité aux plus grands crimes.

Nous n'en rapporterons qu'un.

Vers la fin du dernier siècle , un Prêtre du Diocèse de Clermont , accusé de crimes , fut renvoyé à l'Official par le Lieutenant Criminel de cette Ville , à la charge du cas privilégié. L'Official mit le Prêtre en liberté , sans en avoir averti le Juge Royal. Sur la Requête présentée par le Procureur du Roi , le criminel fut remis dans les Prisons ; mais non sans violence , parce que ce Prêtre commit rébellion. L'Evêque de Clermont fit dire aux Juges du Présidial , qu'ils se gardassent bien de se présenter à la Communion Paschale , attendu la violence commise en la personne de ce Prêtre. Sur l'appel comme d'abus interjetté par le Présidial , (a) & sur les conclusions de M. l'Avocat Général Bignon , cette espèce d'excommunication fut déclarée abusive par Arrêt du 17 Janvier 1662.

Cette voye de l'appel comme d'abus est celle que les Parlemens ont le plus souvent opposée aux entreprises

(a) Rec. d'Arrêts de 1667. verbo *Excommunication*.

du Clergé : c'est aussi contre elle qu'il a dirigé ses plus grands efforts. En 1606. il demanda à Henri IV. un Règlement sur cette matière. Ce Prince, qui en connoissoit la nécessité, pour maintenir l'exécution des Saints Décrets des Conciles, & des Constitutions Canoniques, l'autorité Royale, sa Jurisdiction, les Loix du Royaume, les Droits, les Libertés & les Privilèges de l'Eglise Gallicane, les Ordonnances & Arrêts des Parlemens, (a) leur dit qu'il n'étoit pas possible de régler & de définir ce qui provient de causes si générales.

Miron Evêque d'Angers, osa prêcher publiquement, que ceux qui favorisent les appels comme d'abus sont plus dommageables à l'Eglise que les Hérétiques. En 1623. il excommunia l'Archidiacre de sa Cathédrale, (b) parce qu'il avoit appelé comme d'abus des procédures contre lui faites par ledit Evêque.

» Le Parlement, par Arrêt du 30.
» Juin 1623. déclara qu'il y avoit

(a) Preuv. des lib. part. 1. p. 223. [ou 123.]

(b) Pr. des lib. p. 1. pag. 214.

» abus d'avoir procédé par excommu-
 » nication contre ledit Archidiacre ,
 » pour s'être pourvu en la Cour par
 » appel comme d'abus , des Jugemens
 » & Ordonnances dudit Evêque ,
 » lequel elle a condamné & condamne
 » à révoquer & rétracter ladite ex-
 » communication & faire rayer
 » de ses Registres lesdits Jugemens &
 » Ordonnances , en sorte que rien n'en
 » puisse être lû : & jusqu'à ce qu'il ait
 » satisfait au présent Arrêt , ordonne
 » que le revenu temporel dudit Evê-
 » que , & autres Bénéfices dont il est
 » pourvu , sera saisi & mis en la main
 » du Roi : lui a fait inhibitions &
 » défenses de procéder à l'avenir par
 » telles voyes *au préjudice des Loix*
 » *fondamentales* de ce Royaume , de
 » *la souveraineté du Roi & obéissance*
 » *qui lui est dûe par tous ses Sujets tant*
 » *Ecclésiastiques que Laïcs , de quelque*
 » *qualité & condition qu'ils soient , **
 » sur peine , en cas de contravention ,
 » d'être procédé contre lui par la ri-
 » gueur des Ordonnances. «

* Pr. des lib. chap. 9. n°. 10.

L'Evêque, mécontent de cet Arrêt, crut qu'il pourroit faire réussir plus sûrement son entreprise en s'appuyant de la Cour de Rome. En effet cette Cour qui ne se départ jamais de ses desseins, quelque peu de succès qu'ils aient eu par le passé, adressa à l'Evêque un Bref du trente Janvier mil six cent vingt-six, qui fait un cas réservé au Saint Siège, du recours aux Juges Séculiers par les Ecclésiastiques, comme du crime le plus énorme *. Mais on vit en cette occasion, comme en bien d'autres, que les Juges Royaux inférieurs, lorsqu'on leur laisse la liberté d'agir, ne sont pas moins attentifs que les Juges Supérieurs au maintien de nos libertés & à l'exacte observation des Ordonnances.

Le 3. Février 1626. les Gens du Roi de la Sénéchaussée & Siège Préfidal d'Angers, après avoir exposé » à ce Tribunal, qu'on répandoit » dans la ville la copie de ce Bref, » signée du Grand Vicaire de l'Evêque d'Angers, laquelle avoit été

*. Preuv. des lib. chap. 7. n. 88.

» publiée de son ordonnance dans
 » toutes les Paroisses de cette Ville,
 » le Procureur du Roi demanda à en
 » être reçu appellant comme d'abus.
 » Sur quoi le Présidial lui donna acte
 » de la représentation de copie dudit
 » Bref, & de son appel comme d'a-
 » bus ; & cependant jusqu'à ce que
 » par nos Seigneurs de la Cour en
 » eût été ordonné, fit défenses à tou-
 » tes personnes d'imprimer, publier
 » & afficher ledit Bref avec ladite
 » clause ; & à tous Prédicateurs de
 » tenir en leurs prédications aucuns
 » propos ni maximes sur le sujet de
 » ladite clause, contraires & préju-
 » diciables aux droits & justice de Sa
 » Majesté.

Qu'on n'eut pas arrêté dans leurs
 principes des tentatives si préjudicia-
 bles à l'autorité du Roi, à la liberté
 & au repos de ses Sujets, on auroit
 bientôt vû la pleine exécution des
 Bulles *in Canâ Domini* ; & une Puif-
 sance étrangère regner souveraine-
 ment dans le sein du Royaume. On
 auroit vû tenir pour criminels, &

frapper d'anathêmes ceux qui auroient eu recours à la voye de l'appel comme d'abus , qui fut toujours considéré comme le bouclier de la France.

Les Evêques assemblés à Trente ; n'avoient garde de laisser passer une si belle occasion, sans faire de nouveaux efforts pour établir leur systême de despotisme & d'indépendance. Ils se flattèrent que le respect dû à une Assemblée si canonique feroit recevoir aveuglément toutes leurs décisions ; & que les Réglemens de discipline passeroient pour l'ouvrage du Saint Esprit , comme les Jugemens sur le dogme & sur les mœurs.

D'abord on proposa * un Chapitre entier touchant la réformation des Princes. Il étoit conçu en 12. articles, qui tous tendoient à dépouiller les Souverains de leur autorité , & à assurer aux Ecclésiastiques tous les privilèges , toutes les exemptions qu'ils ont toujours voulu s'attribuer,

* Instructions , Lettres , Actes & Mémoires concernant le Concile de Trente , imp. 12-4°. en 1654. par les soins de M. Dupuy. fol. 580.

particulièrement celle de n'être point
sujets à la Jurisdiction Séculière*.

Il y eut de la part de nos Ambaf-
fateurs une vive réclamation contre
la proposition de ce Chapitre : mais
le Cardinal de Lorraine voulut leur
faire un crime des vrais principes
qu'ils avoient avancés , & de la con-
duite qu'ils avoient tenue par l'or-
dre exprès du Roi (Charles IX.) L'un
& l'autre fait est constaté par deux
Lettres de ce Prince à MM. de Fer-
rier & Pibrac. Dans la première du
28. Août 1563. il leur ordonnoit de
se retirer à Venise , après qu'ils au-
roient fait leur opposition aux douze
articles. La deuxième , du 19. Novem-
bre de la même année , étoit conçue
en ces termes ** : *J'ai eu une Lettre de*
» mon cousin le Cardinal de Lorraine ,
» qui me mande qu'il trouvoit votre op-
» position bien étrange ; & même que
» vous l'eussiez faite sans l'avoir averti ;
» & que l'Evêque d'Orléans , qui étoit

* N Ces 12. articles sont discutés dans un
Mémoire envoyé au Roi par M. Boitaille 16.
pag. 568.

** Ibid. fol. 537.

» parti pour me venir trouver, m'éclair-
 » ciroit si bien de tout ce qui s'étoit passé
 » au Concile, que là dessus je pourrois
 » aisément faire jugement du peu de
 » raison & occasion qu'il y a eu à la-
 » dite opposition. «

Les Evêques François, loin de marquer quelque zèle pour la défense des droits du Roi dans le Concile *, suivirent tous, à l'exception de huit, le Cardinal de Lorraine qui partit de Trente le 19. Septembre. Cependant le Roi leur avoit fait sçavoir par ses Ambassadeurs, que sa volonté étoit qu'ils y restassent **, pour faire toujours le mieux qu'ils pourroient.

Les 12. articles n'ayant pû passer à cause de l'opposition qui y fut faite au nom de l'Empereur & du Roi, les Prélats ne se départirent point de leurs prétentions; mais ils s'étudièrent à les renfermer toutes dans un seul article. C'est le vingtième de la session 25. Il porte que les Pères du

* Lettre des Ambassadeurs à Charles IX. du 25. Septembre 1563.

** Lettre de Charles IX. à ses Ambassadeurs du 28. Août 1563.

Saint Concile se promettent que non seulement les Princes Séculiers feront restituer à l'Eglise *tous ses droits* , mais qu'ils feront rendre au Clergé par leurs sujets le respect qui lui est dû ; qu'ils ne permettront pas que leurs Officiers ou les Magistrats violent les immunités de l'Eglise & des personnes Ecclésiastiques ; & qu'eux-mêmes , & leurs Officiers à leur exemple , *se montreront obéissans aux Constitutions des Papes & des Conciles.*

Les Princes , & singulièrement les François , comprenant toute l'étendue de cet article , firent la célèbre protestation du 22. Septembre 1563 : En effet , pour obéir à toutes les constitutions des Papes en cette matière , il faudroit reconnoître leur pouvoir sur la Couronne des Rois , l'indépendance du Clergé de l'autorité des Princes , leur exemption de toutes les charges des autres sujets , &c. Cet article renfermoit donc tout l'esprit des douze ; on n'avoit supprimé que le détail qui avoit révolté tous les Souverains. N'y eût-il que cet article contraire à nos maximes , fau-

droit-il s'étonner que ce Concile n'ait jamais pû être reçu en France ? Et pourroit-on n'être pas indigné à la vue des efforts réitérés que nos Evêques ont faits pour vaincre la résistance de nos Rois & de nos Magistrats ?

* » En 1564. Charles IX. ayant été
» pressé par les Ambassadeurs du Pape ,
» du Roi d'Espagne & du Duc de Sa-
» voye de faire publier ce Concile ,
» s'en excusa après avoir ouï la Cour de
» Parlement qui s'y opposa.

» En 1572. le Cardinal Ursin , en-
» voyé par le Pape pour le même su-
» jet , ** ne put rien obtenir. «

M. de Marca observe que les points du Concile étant adoptés par nos Ordonnances , *** sont soumis à la Jurisdiction Séculière , en cas de contravention , par la voye de l'appel comme d'abus : au lieu » que si ces Décrets
» avoient été publiés sous le nom de
» Concile , la connoissance en seroit
» demeurée au Juge d'Eglise. «

* Mémoire de M. de Marca , *si le Concile doit être publié en France.*

** Mss. de Dupuy. No. 594.

*** M. de Marca. *Ibid.*

C'est peut-être cette raison qui a redoublé l'ardeur de nos Prélats, pour obtenir la publication de ces Décrets dans le Royaume.

En 1576. Despinac Archevêque de Lyon (l'un des plus déterminés Ligueurs) en fit la demande à Henri III. au nom du Clergé. * Pour engager ce Prince à y consentir, il acquiesça à ce que le Concile ne fût publié qu'avec les modifications qu'il plairoit à Sa Majesté & à ses Parlemens d'y apposer. Cette proposition fut rejetée. On sentit que les Décrets une fois reçus, les Evêques auroient voulu ou faire lever les modifications comme injurieuses à un Concile œcuménique, ou les rendre inutiles dans l'exécution par des interprétations arbitraires. Elles auroient donné lieu à mille discussions. On auroit mis en problème les points les plus impor-

* Discours sur la réception du Concile de Trente, imprimé en 1615. pag. 18. Extrait des Reg. des Etats. Brochure imprimée en 1594. Harangue de l'Archevêque de Lyon au nom de l'Etat Ecclésiastique, prononcée devant le Roi séant en ses Etats Généraux, imprimée en 1577. page 40.

tans de nos libertés , qui ne doivent être exposés à aucune contradiction.

Charles IX. en avoit reconnu le danger , lorsque , le 9 Novembre 1563. il écrivoit en ces termes * *au Cardinal de Lorraine* qui étoit alors au Concile : *Si l'on pensoit me contenter , de dire que l'on mettra sans & réservés mes droits , usages & autorités , & que sous cette couleur l'on voulût prétendre que je fusse tenu d'en faire apparoir , c'est chose à quoi je m'opposerai toujours pour ne le vouloir consentir ni souffrir aucunement.*

Les Evêques de Bazas & de Saint Brieu revinrent à la charge en 1579. au nom du Clergé , mais aussi inutilement que l'Archevêque de Lyon.

Celui de Bourges , député par l'Assemblée du Clergé en 1582. ** alla jusqu'à avancer contre la vérité & la notoriété publique , que l'Ambassadeur de France au Concile avoit juré au nom du Roi d'en publier les Décrets dans le Royaume & de les faire

* Mémoire du Concile de Trente par Dupuy. p. 510.

** Hist. de Thou. Traduc. Franç. l. 8. pag. 571.

observer religieusement. Henri III. se contenta de répondre que cette publication regardoit sur-tout son Parlement, & qu'il le consulteroit.

Le Roi assembla le Conseil des Princes & autres de son Conseil d'Etat ,
 * pour prendre avis sur ce qu'il devoit répondre au Pape & au Roi d'Espagne qui le sollicitoient de faire publier le Concile de Trente, & d'introduire l'Inquisition dans son Royaume.

* * Il est aisé de voir quel fut l'avis du Conseil, par la Lettre que ce Prince écrivit au Roi de Navarre le 3. Février 1583. Il l'assure qu'il n'a pas eu intention de faire publier le Concile de Trente; qu'il lui a seulement été proposé d'en extraire certains articles contenant la discipline Ecclésiastique, pour réformer les abus qui regnent dans cet ordre; *n'étant pas moins jaloux (dit ce Roi) de la conservation de mon autorité, & prééminence de l'Eglise Gallicane, que de mon Edit de paix.*

Le Parlement, auquel Henri III.

* Journal de Henri III. 1582. f. 359.

* * Mss. Dupuy. N°. 428.

avoit dit qu'il s'en rapportoit, connoissoit si bien le danger de recevoir en France le Concile de Trente , qu'il *refusoit* l'enregistrement de toute Bulle, même de Légation , où ce Concile étoit nommé. * Dans les permissions qu'il donnoit d'imprimer le Bréviaire de Rome selon le Concile de Trente, il ne manquoit jamais de mettre la réserve , *sans approbation dudit Concile* , &c.

En 1585. le même Roi (Henri III.) ayant fait demander au Clergé ** un principal de cent mille écus de rente, le Clergé crut que l'occasion étoit favorable pour obtenir les deux objets de ses vœux , un Règlement sur les appels comme d'abus , & la publication du Concile. Pour plus grande facilité, il offrit d'accepter les modifications déjà proposées aux Etats de Blois ; mais le Roi éluda leur demande , & insista sur celle qu'il leur avoit faite de plusieurs millions qui lui furent payés.

* Reg. du Parl. 7. Janvier 1573. 14. Août 1606. 9. Mai 1625. dernier Janvier 1584.

** Remontrances du Clergé du 14. Octobre 1585.

Le Clergé ne se rebuta point. Soutenu par le Nonce & par la Ligue, il continua ses poursuites. Henri III. vivement pressé, demanda avis à M^e. Jacques Faye, son Avocat Général au Parlement, » lequel lui fit (dit » L'étoile, mem. t. 1. p. 474.) une » belle & grave remontrance, * lui » faisant par icelle entendre, & par si » bonnes raisons & exemples, le tort » qu'il feroit à son Etat, s'il publioit » & recevoit ces Décrets en son Royau- » me que Sa Majesté après l'avoir » ouï, (comme il fit aussi, l'Archevê- » que de Vienne parlant au contraire) » dit à Messieurs les Ecclésiastiques, » qu'ils ne l'en importunassent plus, » & qu'il n'en vouloit ouïr parler jus- » qu'à ce que la guerre commencée fût » finie : le Clergé là-dessus se divise en » deux factions, dont l'une favorise le » Roi & l'autre le Pape ; tout va de » travers, &c. «

Les refus ne faisoient qu'irriter la passion de nos Prélats. Leurs brigues & celles de la Cour de Rome étant

* *Nota.* Cette Remontrance de Faye est dans la Bibl. Canon. au mot Concile.

devenues formidables, en 1573. ils oferent encore proposer aux Etats, par l'organe du Cardinal Pellevé, la publication du Concile de Trente. Le Président le Maître fut chargé par cette Assemblée, de faire un Mémoire sur les articles qui étoient contre les droits du Royaume * & les Libertés de l'Eglise Gallicane. Ce Mémoire étoit composé d'un si grand nombre d'articles, qu'on ne jugea pas à propos de rien arrêter.

On pourroit peut-être penser que le motif d'un zèle aussi infatigable de la part des Evêques étoit d'assurer dans ce Royaume la croyance des dogmes de notre Foi combattus par les Protestans. Mais qui ne sçait que François I. avoit autorisé, par une Loi du 3. Juillet 1543. enregistrée au Parlement, les célèbres ** Articles de la Faculté de Théologie de Paris, du 10. Mars 1542. où tous ces dogmes étoient disertement exposés : & que les Canons où ces dogmes sont définis par l'autorité infailible du Concile de Trente, ont été reçus

* Loix Ecclesiast. pag. 99.

** Fontanon. t. 2. p. 230.

au moins implicitement, par l'Ordonnance de Blois en 1579 ?

L'objet du zèle qui consumoit nos Evêques, n'étoit donc pas de faire accepter le joug de la foi, mais de secouer eux-mêmes celui de toute autorité temporelle. La circonstance de l'abjuration de Henri IV. ranima leurs espérances. Une des parties de la pénitence qu'on lui imposa, fut qu'il feroit publier le Concile de Trente; ou que s'il ne pouvoit l'entreprendre sans s'exposer à de nouveaux troubles, il en obtiendrait la dispense du Pape *. Ce Prince étoit trop éclairé pour se soumettre ni à l'un, ni à l'autre. Il écrivit au Cardinal d'Osat, qu'il » n'étoit pas tems » de parler de la publication de ce » Concile; qu'il faut observer aux » Corps des Etats les tems & les saisons, de même qu'il faut pour les corps humains. « Ce fut par de pareilles réponses qu'il éluda les nouvelles

* 22. Novembre 1595. Mss. Dupuy. p. 119.
Voyez Loix Eccl. 1. 99;

instances que lui fit le Clergé en 1599.
1606. 1608. & 1610. *

Tant de refus laisseront-ils enfin les Ecclésiastiques ? Nullement. Dès 1615. ils reviennent à leur projet. Les Etats du Royaume étant assemblés , & près de finir , le 19. Février l'Evêque de Beauvais vint à la Chambre du Tiers-Etat , & le pria au nom du Clergé de se joindre à lui , pour demander au Roi (Louis XIII.) la publication du Concile de Trente dans ce Royaume.

Le Président Miron lui répondit que le Cahier du Tiers-Etat étant clos & à la veille d'être présenté au Roi , il n'y avoit pas moyen de discuter toutes les oppositions qui ont été formées par nos Rois , par les Chapitres & les Communautés de la France à la réception de ce Concile , dont la discussion demanderoit une seconde tenue d'Etats. Il ajouta ? « La » bigarrure du tems auquel nous vi-

* Voyez l'Hist. de Henri IV. par Mathieu , pag. 160. tom. 1. Mercure François , tom. 1. fol. 97. v°. Ibid. 1608. fol. 293. Preuv. des lib. chap. 14. n. 3.

„ vous , apporte à vous & à nous
 „ la nécessité de rejeter la publica-
 „ tion de ce Concile , plutôt que de
 „ l'embrasser. *Neanmoins MM. du*
 „ *Clergé se peuvent mettre d'eux-mêmes*
 „ *dans ce Concile , * en pratiquer les ré-*
 „ *solutions en retranchant la pluralité des*
 „ *Bénéfices , & autres abus auxquels il*
 „ *a remédié.* Et sont très-humblement
 „ remerciés du zèle qu'ils témoignent
 „ pour l'augmentation de la Religion
 „ Catholique ; à quoi , comme enfans
 „ obéissans , nous nous conformerons
 „ très-volontiers , &c.

Les Députés des Provinces furent consultés. Ceux de Paris & de l'Isle de France , auxquels se conformèrent les autres en termes differens , furent d'avis “ que l'on n'y doit toucher ; que „ ce n'est le tems de le proposer ; & „ que les François à présent ne sont „ pas plus sages que leurs Prédéces- „ seurs ; qu'il y a plus de soixante „ ans que l'affaire a été mise sur le „ tapis ; que l'on a eu avis des plus „ grands Personnages qui nous ont

* Mercure François , tom. 3.

„ précédés , & n'ont jamais trouvé
 „ bon que l'on reçût ledit Concile ;
 „ qu'à présent il y a plus d'occasions de
 „ le refuser.

Cette occasion , plus grande de le
 refuser , étoit sans doute l'opposition
 scandaleuse que le Clergé venoit de
 former par la bouche du Cardinal du
 Perron au premier article du cahier
 du Tiers-Etat. Cet article ne portoit
 qu'une Déclaration authentique que
 „ le Roi ne reconnoît point de Supé-
 „ rieur au temporel , sinon Dieu seul ;
 „ qu'aucune Puissance n'a droit ni
 „ pouvoir de dispenser ses Sujets du
 „ serment de fidélité & obéissance
 „ qu'ils lui doivent , ni de le priver
 „ de son Royaume , ni d'attenter sur
 „ les personnes sacrées des Rois. Le
 Tiers-Etat vouloit qu'on reconnût ces
 maximes pour loix fondamentales du
 Royaume. Elles l'étoient déjà sans dou-
 te : mais ce qui engageoit à les renou-
 veller, c'est que, dans le cours de vingt
 années , la France venoit de perdre
 deux de ses Rois par d'horribles assas-
 sinats , & que depuis quatre ans seule-
 ment elle s'étoit vû enlever le Prince.

le plus cher à ses Peuples. On vouloit par cet article déraciner de tous les cœurs , s'il étoit possible , la doctrine meurtrière qui avoit produit ces détestables parricides.

Peut-on concevoir que le Clergé s'y soit opposé avec autant de vivacité que s'il se fût agi d'adopter l'Alcoran ? Cet objet fut presque le seul qui occupa nos Evêques pendant la tenue des Etats. Ils osèrent soutenir que ce sont des questions purement problématiques , de sçavoir si le Pape n'est pas en droit de disposer des Couronnes , & s'il n'est aucun cas où il soit permis de tuer son Roi. A la face de toute la Nation , le Cardinal du Peron porta l'audace jusqu'à menacer d'excommunication quiconque voudroit obliger à croire comme dogme révélé la doctrine qui met en sûreté la Couronne & la vie des Souverains.

Le soulèvement général qu'excitèrent ces excès du Clergé , engagea le Parlement à renouveler , par un Arrêt du 31 Décembre 1614. ceux du 2 *

* Reg. du Parlement.

Décembre 1561, du 29 Décembre 1594. du 7 Janvier & 19 Juillet 1595. 27 Mai, 8 Juin & 26 Novembre 1610. & 26 Juin 1614. Il ordonna qu'ils seroient observés selon leur forme & teneur, & fit défenses à toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles fussent, d'y contrevenir, sous les peines contenues en iceux.

Le Clergé dut être humilié de voir publier un monument qui lui reprocheroit à perpétuité d'avoir soutenu les mêmes maximes qui avoient fait condamner les Livres de Mariana, du Cardinal Bellarmin & de Suarés à être brûlés & lacérés par l'Exécuteur de la Haute Justice, Jean Tanquerel & Florentin Jacob à des amendes honorables & autres peines, les Jésuites au bannissement hors du Royaume, Jean Châtel & Ravailac aux derniers supplices. Mais moins jaloux de leur honneur que de (a) leurs prétentions, les Prélats s'emportèrent contre le Parlement, & tinrent au Roi, à la Reine, & aux Princes qui les accom-

paignoient , les discours les plus indé-
cens & les plus séditieux , pour faire
annuler l'Arrêt du 31 Décembre , qui
n'avoit été rendu que pour la sûreté
du Roi lui-même.

Leurs Majestés , quoique vivement
blessées , redoutant l'incendie que le
Clergé étoit prêt à allumer , firent
expédier un Arrêt du Conseil & des
Lettres-patentes , portant évocation
des différends survenus en l'Assemblée
des trois ordres des Etats sur l'article
proposé en la Chambre du Tiers-Etat ,
& surseance de l'exécution de la dé-
libération du 2 Janvier. Les Gens du
Roi , en présentant ces Lettres-paten-
tes par l'express commandement de
Sa Majesté , requirent que fidèle Re-
gistre fût fait de tout ce qui s'étoit passé
en cette affaire , *à ce que la postérité*
reconnoisse , que « la Cour & eux ont
» fait ce qui étoit dû pour la conser-
» vation des maximes de tous tems
» gardées en France , pour l'autorité
» & souveraineté temporelle dudit
» Seigneur , sûreté de sa vie & repos
» public ».

(a) La délibération sur ces Lettres-patentes dura deux jours. Et le 10 Janvier, la Cour arrêta « de ne rien ordonner sur icelles, se réservant aux occasions qui se présenteront à faire très-humbles remontrances au Roi.

Le grand zèle du Clergé pour élever les prétentions de la Cour de Rome au préjudice des droits & de la sûreté du Roi, leur mérita un (b) Bref de remerciement du Pape, auquel les Prélats répondirent par des protestations qu'ils continueroient de s'opposer courageusement aux entreprises des *ennemis de la foi*, pour les rendre inutiles, & les faire tourner à la gloire de l'Eglise.

La foiblesse du gouvernement, on ose le dire, étoit cause de cette téméraire audace. Le Roi & la Reine Régente marquèrent bien au Tiers-Etat leur satisfaction sur ce qu'il avoit fait pour le maintien de l'autorité Royale : mais leurs excessifs ménagemens pour le Clergé, faisoient gémir tous les

(a) Reg. du Parlement.

(b) Etats de 1614.

cœurs vraiment François. Le Roi voulut que l'article ne fût point inséré dans le Cahier du Tiers-Etat, & donna un Arrêt du Conseil, pour faire surseoir toutes délibérations à cet égard.

On adressa pareillement des Lettres-patentes au Parlement, pour arrêter la publication de son Arrêt de Règlement. Le Roi vit, sans les punir, des Evêques de son Royaume se déclarer ouvertement pour les droits chimeriques de la Cour de Rome, & qualifier d'*ennemis de la foi* ceux qui prenoient la défense des droits réels de la Royauté.

Cette incompréhensible timidité de la Cour fit croire à nos Prélats qu'ils pouvoient tout entreprendre. La publication du Concile de Trente ayant été arrêtée par la fermeté invincible du Tiers-Etat, ils prirent le parti de faire eux-mêmes, sans la permission du Roi, une acceptation solennelle de ce Concile. L'acte en fut inséré dans la remontrance qu'ils présentèrent au Roi. Ils y « reconnoissent & déclarent » unanimement être obligés par leur

» devoir & conscience de recevoir
 » ledit Concile , & promettent de
 » l'observer en tant qu'ils le peuvent
 » par leurs fonctions * & autorité spi-
 » rituelle & pastorale».

Une démarche aussi téméraire n'échappa point à la vigilance des Juges séculiers. Le Châtelet rendit une Sentence dont le dispositif est singulièrement remarquable. Elle est du 22 Août 1615.

» Il sera dit , oui sur ce le Procureur du Roi , que le Libelle portant
 » le titre de *Remonstrances sous le nom*
 » *du Clergé de France , faites au Roi*
 » *le 8 Août dernier* , sera supprimé ,
 » comme contenant plusieurs paroles
 » & propositions contraires au droit
 » commun tenu par l'Eglise Gallicane,
 » & l'autorité & puissance souveraine
 » du Roi , même une prétendue ré-
 » ception du Concile de Trente , faite
 » sans permission & autorité du Roi ;
 » avons fait inhibitions & défenses à
 » toutes personnes , de quelque qua-
 » lité & condition qu'elles soient , de
 » dire , proposer , écrire , ou publier

* P. des libertés. Chap. 14. N°. 3.

„ ledit Libelle , ni les maximes con-
 „ tenues en icelui Faisons défen-
 „ ses à tous Ecclésiastiques de ce Res-
 „ sort de tenir ledit Concile pour
 „ reçu , ni le publier en général ou en
 „ aucun article , sous prétexte de la-
 „ dite prétendue réception , ou de
 „ Concile provincial , ou de Synodes
 „ Diocésains ; & d'innover aucune
 „ chose en l'ordre & police Ecclé-
 „ siastique sans l'autorité & permission
 „ du Roi , à peine de saisie de leur tem-
 „ porel , & d'être déclarés criminels
 „ de Lèze - Majesté & pour avoir
 „ par ledit Jean Richer imprimé ledit
 „ Libelle sans privilège ni permis-
 „ sion , l'avons condamné en quatre
 „ cens livres parisis d'amende , & ban-
 „ ni pour trois ans de ladite Prévôté
 „ de Paris ; ordonnons que M^{re} Fran-
 „ çois de Harlay , Evêque d'Augusto-
 „ polis , fera oui sur le contenu audit
 „ Libelle.

Pour cette fois, les Evêques reconnurent leur faute. * En 1616. il déclarèrent que *ce qui avoit été fait en 1615. touchant le Concile de Trente, sans l'autorité du Roi, seroit réparé, & les choses*

* Merc. Fr. t. 4. p. 129. an. 1716.

remises en l'état qu'elles étoient auparavant. C'est qu'une entreprise si formelle contre les loix fondamentales de l'Etat avoit soulevé tous les esprits, & déterminé enfin le Roi même à laisser agir ses Cours pour réprimer le Clergé. Il avoit déjà fait dire par ses Commissaires, dans un des articles de la Conférence de Loudun, que “ *ce* „ *qui avoit été fait par le Clergé* sur la „ publication du Concile de Trente, „ n'avoit été approuvé par Sa Ma- „ jesté; qu'aussi n'avoit-il eu aucune „ suite; & qu'il ne permettroit pas „ qu'il y fût encore rien fait, sans „ ni contre son autorité,,. Le Roi ratifia cette Déclaration le 6 Mai 1616. dans l'article 2 du Traité de Loudun.

Nous avons déjà remarqué que l'ardeur inconcevable & si persévérante des Papes & de nos Evêques pour obtenir la publication du Concile de Trente dans le Royaume, venoit de ce que ce Concile leur assuroit tous les énormes privilèges qu'ils avoient voulu s'attribuer. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à en parcourir les différentes Sessions.

On y trouve d'abord que par une excessive attention à ne point blesser la délicatesse de la Cour de Rome, les Peres déclarent [a] que par tous les Réglemens qu'ils ont faits pour la réformation des Mœurs & la discipline Ecclésiastique, ils n'ont point prétendu restreindre en quoi que ce soit l'autorité du Saint Siège Apostolique : *salva sit & intelligatur semper in omnibus Sedis apostolica autoritas*. Ce qui est manifestement contraire à la maxime inviolable tenue en France, que le Concile général est supérieur au Pape, & que le Pape lui-même peut être réformé par le Concile.

2°. On attribue au Pape le droit de juger les causes des Evêques [b] & d'évoquer à lui les causes des Ecclésiastiques pendantes devant les Ordinaires. [c].

3°. On ordonne que conformément à la Bulle de Boniface VIII. *de Clericis conjugatis in sexto*, tous les Ecclé-

[a] Sess. 25. ch. 21.

[b] Sess. 13. ch. 8. Sess. 24. ch. 5. Sess. 25. ch. 14.

[c] Sess. 24. ch. 19.

siastiques à simple tonsure , même mariés , seront justiciables des Evêques en toutes causes civiles & criminelles. (a)

4°. On leur attribue (b) (aux Evêques) la connoissance des concubinages & des adultères tant contre les hommes Laïcs , que contre les femmes , & le droit de procéder (c) même contre les Laïcs , & de les contraindre par amende , saisie de biens , & prise de corps.

(d) 5°. On refuse aux Juges Séculars, même aux Parlemens , le pouvoir de contraindre les Ecclésiastiques à révoquer leurs censures.

6°. Pour lever toutes les barrières qui pourroient gêner les Evêques dans leurs entreprises , on anéantit les appels comme d'abus. On veut (e) que ce que feront les Evêques ait lieu , sans avoir égard à aucune appellation , à aucun privilège ou exemption.

[a] Sess. 23. ch. 6.

[b] Sess. 24. ch. 8.

[c] Sess. 25. ch. 3.

[d] *Ibid.*

[e] Sess. 8. ch. 5. & 7. Sess. 21. ch. 3. & 6. Sess. 23. ch. 18. Sess. 25. ch. 5. &c.

N'y eût-il autre chose , n'en est-ce pas assez pour pouvoir dire que ce Concile confirme toutes les prétendues immunités Ecclésiastiques portées par les Bulles *in Cænâ Domini*, Bulles que nous avons toujours rejetées avec horreur , comme capables d'entraîner la ruine de l'Etat ? Si nos Prélats se virent forcés de se désister de l'acceptation solennelle qu'ils avoient osé faire du même Concile sans le concours de l'autorité Royale , ils firent bientôt voir qu'il n'en étoient pas moins attachés à ces étranges immunités. Les faits sont si frappans , & ont une analogie si marquée avec ce qui se passe sous nos yeux , qu'on ne sera pas fâché d'en trouver ici quelque détail.

En 1625. la Société , qui fut toujours l'ennemie mortelle de nos libertés , enfanta trois Ouvrages Latins également détestables. Le premier avoit pour titre : *G. G. R. Theologi ad Ludovicum xiiij. Gallia Regem admonitio*. On l'attribua d'abord au Docteur Boucher , ce fameux Ligueur qui s'étoit retiré à Bruxelles après la ré-

duction de Paris : mais il fut bien constaté qu'il étoit du Jésuite André-Eudemonde Jean. Le plan de cet Auteur étoit de montrer qu'au sujet de la guerre de la Valteline , la France avoit fait une alliance honteuse & impie avec les Protestans , & entrepris contre les Catholiques une guerre injuste qu'elle ne pouvoit continuer sans détruire la Religion.

Le deuxième , intitulé : *Mysteria politica* , n'étoit qu'une invective soutenue d'un bout à l'autre contre la France. Jacques Keller Jésuite Allemand l'avoit vomie.

Dès que ces deux productions parurent , elles furent condamnées au feu par une Sentence du Châtelet de Paris , en date du 30 Octobre 1625. *

La Faculté de Théologie de Paris censura le 26 Novembre suivant l'*Admonition de G. G. R.* (prétendu) *Théologien*. Et le Clergé assemblé en 1626. publia le 13 Décembre , tant contre l'*Admonition* , que contre les *Mystères politiques* , une ample déclai-

* Mercure Jésuit. p. 781. & suiv.

ration en forme de censure. Elle avoit été dressée par Léonard d'Etampes , Evêque de Chartres.

Ces foudres , si subitement lancées , auroient dû fermer pour jamais toutes les bouches du corps audacieux d'où étoit sortie une Doctrine si abominable : il n'en devint que plus furieux. Il se hâta de répandre de toutes parts le Livre de Santarel l'un de ses membres, *sur l'hérésie & sur la puissance du Souverain Pontife* , où il enchérit sur tout ce que ses deux Confrères avoient écrit de plus affreux.

L'objet principal de ces trois Livres , étoit d'attribuer au Pape le souverain pouvoir sur la personne des Rois , & le droit même de les châtier par la dépossession de leurs Etats. On va voir cependant la plus grande partie du Clergé mettre en œuvre tout ce que l'intrigue & la cabale ont de plus subtil & de plus violent pour soutenir ces infâmes livres , & faire infirmer les Censures , les Sentences & les Arrêts qui les avoient flétris. On va voir la plupart de nos Prélats abuser de l'accès que la Religion leur donnoit aux pieds du Trône , pour armer le Sou-

verain contre lui même , & lui faire employer son autorité contre tous les moyens que de fidèles Magistrats pouvoient prendre pour la soutenir.

Le Parlement fit extraire plusieurs Propositions des chap. 30 & 31 du Livre de Santarel; & par un Arrêt solennel il les déclara fausses, scandaleuses & séditeuses, tendantes à la subversion des Puissances Souveraines ordonnées & établies de Dieu, & au soulèvement des Sujets contre leur Prince &c. Ordonna que le Livre seroit brûlé & lacéré par l'Exécuteur de la Haute-Justice, avec défenses de l'imprimer & exposer, à peine de crime de Lèze-Majesté, &c. & que le Provincial, trois Recteurs & trois anciens Jésuites seroient mandés venir à la Cour pour être oïis.

Ils comparurent au Parlement le 14 Mars 1626. & y furent interrogés sur leurs sentimens : ils firent, selon leur méthode, plusieurs réponses équivoques. Le Parlement voulut leur faire donner une déclaration nette & précise de leurs sentimens par rapport à l'autorité Royale ; mais ils éludèrent

& ;

& mirent ensuite tout leur crédit en usage pour s'en dispenser. Le comprendroit-on, si on avoit moins de preuves de la politique infernale de cette Compagnie ? Ils firent agir l'autorité même du Roi , pour n'être pas contraints de la reconnoître , & de désavouer la doctrine qui tend à l'anéantir.

* Le Roi envoya le 17 Mars 1626. le sieur de La-Ville-aux-Clercs , » Secrétaire d'Etat , au Parlement avec » une Lettre de Cachet , pour faire » entendre à la Cour , que le Roi avoit » eu avis de l'Arrêt par lequel ladite » Cour avoit ordonné que le Livre de » Santarel seroit brûlé , & qu'en conséquence a été ordonné aux Prêtres » du Collège de Clermont de signer » certains articles contraires aux maximes contenues audit Livre. Que » ledit Seigneur a eu grand contentement de la générosité de son Parlement , *en cette affaire qui regarde la sûreté de sa personne , la conservation de son Etat & de son autorité : néan-*

* Preuves des lib. chap. 7. n. 71. & suiv.

„ moins ledit Seigneur déſiroit qu'il
 „ fût ſurſis de délibérer juſqu'à de-
 „ main ſur cette affaire ; avoit fait bail-
 „ ler auxdits Prêtres & Ecoliers des
 „ articles qu'ils avoient promis faire
 „ ſigner à tous ceux de leur Compa-
 „ gnie : mais vouloit que toutes cho-
 „ ſes ceſſantes , il fût procédé à la vé-
 „ rification de ſon Edit des duels.

Le Parlement n'avoit garde , dans
 une affaire *qui regardoit la ſûreté de la*
perſonne du Roi , la conſervation de ſon
Etat & de ſon Autorité , de déſérer à
 une Lettre de Cachet , & de s'occuper
 d'autres objets.

Il ordonna que , ſans *s'arrêter à la*
Lettre de Cachet , „ la délibération
 „ commencée le Samedi 14 Mars , ſe-
 „ roit préſentement continuée , & qu'a-
 „ près icelle , s'il y avoit du tems ,
 „ ſeroit délibéré ſur l'Edit des duels.
 „ Le ſieur de La-Ville-aux-Clercs
 „ mandé , M. le P. P. lui fit entendre
 „ cette délibération.

Les articles propoſés aux Jéſuites
 pour les ſigner en Parlement étoient ,
 „ Que le Roi ne tient ſon état que
 „ de Dieu & de ſon épée.

„ Que le Roi ne reconnoit aucun
 „ Supérieur en son Royaume que Dieu
 „ seul.

„ Que le Pape ne peut mettre le
 „ Roi ni son Royaume en interdit,
 „ ni dispenser ses Sujets du Serment
 „ de fidélité qu'ils lui doivent, pour
 „ quelque occasion que ce soit.

Dès que M. de La-Ville-aux-Clercs fut retiré, on délibéra. Le Parlement prévoyant bien que les Jésuites parviendroient à obtenir dispense de signer ces trois articles, pensa à les leur faire adopter d'une autre manière.

Il fut donc arrêté „ que le Provincial
 „ des Jésuites assembleroit les Prêtres
 „ & les Ecoliers du Collège de Clermont dans trois jours, & leur feroit souscrire la Censure de la Faculté de Sorbonne, du premier jour de Décembre 1625. du Livre intitulé, *Admonitio* ; qu'ils bailleroient acte, par lequel ils désavoueroient & detesteront le Livre de Santarellus, contenant propositions & maximes scandaleuses & séditionnelles, tendantes à la subversion des Etats, à distraire les Sujets des Rois & Princes

„ Souverains de leur obéissance , &
 „ les induire d'attenter à leurs person-
 „ nes sacrées ; & en rapporteront
 „ acte trois jours après au Greffe ;
 „ comme aussi rapporteront pareils
 „ actes de tous les Provinciaux &
 „ Recteurs , & de six des anciens de
 „ chacun Collège de leur Compa-
 „ gnie qui sont en France , portant
 „ approbation de ladite Censure de
 „ Sorbonne , & le défaveu du Livre
 „ de Santarellus , lesquels ils mettront
 „ au Greffe deux mois après. Ordon-
 „ ne que le Provincial & les Prêtres
 „ dudit Collège commettront deux
 „ d'entr'eux , pour & au nom de leur
 „ Compagnie écrire dans la huitaine,
 „ & rapporter au Greffe dans ledit
 „ tems , ledit écrit , contenant ma-
 „ ximes contraires à celles dudit
 „ Santarellus. Autrement & à faute
 „ de ce faire , sera procédé à l'en-
 „ contre d'eux comme criminels de
 „ Léze-Majesté & perturbateurs du
 „ repos public.

Le 28 Mars * les Jésuites rapporté-

* P. des Lib. chap. 7. n. 73. &c.

rent l'acte de désaveu du Livre de Santarel , conçu en ces termes :

„ Nous soussignés déclarons & dés-
 „ avouons * & détestons la mauvaise
 „ doctrine , contenue dans le Livre
 „ de Santarellus *en ce qui concerne (a)*
 „ la personne des Rois , l'autorité de
 „ leurs Majestés , relevant (b) *indépen-*
 „ *damment de Dieu* ; comme d'épan-
 „ dre notre sang & exposer notre vie
 „ en toutes occasions pour la confir-
 „ mation de cette vérité : promet-
 „ tons de souscrire à la censure qui
 „ pourra être faite de cette pernicieuse
 „ doctrine par le Clergé & la Sorbonne,
 „ & ne proférer jamais opinions ni
 „ doctrine contraire à celle qui sera
 „ tenue en cette matière par le Clergé,
 „ les Universités du Royaume & la
 „ Sorbonne.

Il ne fut pas difficile aux Magistrats d'appercevoir que cette Déclaration étoit pleine de restrictions & d'équivoques ; qu'elle contenoit moins une

* Merc. Jéf.. p. 893.

(a) *En ce qui concerne* termes de restriction.

(b) *Indépendamment* terme équivoque & d'Escobarderie.

condamnation actuelle de la doctrine de Santarel, qu'une simple promesse de la condamner, supposé que le Clergé vînt à la censurer; ce qu'ils espéroient ne devoir jamais arriver. Aussi, quoique cette Déclaration fût accompagnée d'un acte portant adhésion à la censure du Livre intitulé *Admonitio*, la Cour ne s'en contenta point, & ordonna que les Jésuites signeroient la Déclaration de la Sorbonne, & que „ les trois anciens Prêtres des „ Maison & Collège de Clermont en „ rapporteroient l'acte au Greffe dans „ trois jours, & satisferoient au sur „ plus de l'Arrêt du 17 Mars, dans „ le tems porté par icelui, sous les „ peines y contenues.

La Sorbonne prononça le 4 Avril une censure très-ample du Livre de Santarel: & le 4 Mai suivant l'Université fit un Décret, portant que cette Censure seroit lûe publiquement chaque année avant la Procession du mois d'Octobre; qu'elle seroit enregistrée dans les Registres des quatre Facultés; & qu'il en seroit mis deux exemplaires dans les archives communes de l'Université, &c.

Toutes les Universités du Royaume se firent un devoir d'imiter celle de Paris. Le Livre de Santarel fut frappé de toutes parts de Censures & de Décrets : sa doctrine meurtrière ne fit que ranimer le zèle pour le dogme Evangelique de la soumission dûe aux Puissances temporelles , & pour la sûreté de la personne du Roi.

Parmi tous les Sujets il ne se trouve que des Evêques & autres Ecclésiastiques , mais en assez grand nombre , qui , loin de prendre part à un témoignage si éclatant , s'unissent aux Jésuites , pour énerver les Censures , ou empêcher qu'elles ne soient enregistrées & exécutées.

L'Archevêque de Sens donna le signal d'une contradiction si scandaleuse. Il s'éleva le premier contre la belle Censure , dressée par l'Evêque de Chartres , que l'Assemblée de 1626 publia contre les Livres d'Eudemont & de Keller. Mais cette première attaque n'eut pas de suite. Le Roi en marqua son mécontentement au Duc de Bellegarde , parent de cet Archevêque : & le courtisan Prélat

ne pensa qu'à réparer sa faute. A sa prière , l'Assemblée députa vers Sa Majesté , pour l'assurer qu'il détestoit la doctrine censurée par le Clergé : & le Roi parut satisfait.

Ce ne fut qu'une trêve; & elle ne dura pas long-tems. L'Assemblée tenoit encore que quelques Prélats brouillons , excités par le Nonce & par les Jésuites , tentèrent de faire révoquer la Censure. Le Parlement , toujours attentif à ce qui peut blesser l'autorité souveraine , fut informé de ce projet , & se hâta de le faire échouer.

Les Gens du Roi, M. Servin portant la parole , après avoir exposé tout ce qui s'étoit passé au sujet des Libelles condamnés , représentèrent que „ la Censure & la Déclaration „ du Clergé contenoient une saine & „ ample doctrine , conforme aux „ saints Decrets , aux Constitutions „ canoniques , & aux Loix de l'Etat , „ dont les ennemis de cette Couron- „ ne , étrangers & autres , ne pou- „ vant souffrir que les vraies maxi- „ mes soient publiées , auroient fait „ des Assemblées & des menées pour „ pratiquer

» pratiquer une autre Déclaration ;
 » & rétracter sous main ce qui s'étoit
 » passé en la délibération du 12 Dé-
 » cembre 1625. afin par ce moyen
 » de circonvenir les esprits foibles , &
 » faire glisser... le poison des fausses
 » Propositions portées par les Libel-
 » les condamnés..... Ils déclarèrent
 ensuite, que *pour la conséquence du*
fait , qui va entièrement à l'assurance
de la vie du Roi , au bien & au repos
de l'Etat & salut public , » ils ont crû
 » être obligés de faire leur proposition
 » & de prendre les Conclusions qu'ils
 » avoient prises.

» La Cour , (les trois Chambres as-
 » semblées) * ordonna (conformément
 » à ces Conclusions) que le Procureur
 » Général du Roi auroit commission
 » pour informer des menées , prati-
 » ques , sollicitations & assemblées
 » secrètes , faites contre l'autorité
 » Royale & loix de l'Etat ; fit inhibi-
 » tions & défenses à toutes personnes
 » de s'assembler , écrire , imprimer ,
 » ni publier aucune autre Déclara-
 » tion que celle de l'Assemblée dudit

* 21. Janvier 1626.

» Clergé dudit jour 13 Décembre, à
 » peine contre les contrevenans d'être
 » punis comme perturbateurs du repos
 » public ; ordonna que le présent
 » Arrêt , seroit signifié au Syndic des
 » Libraires , &c.

Cet Arrêt ne contient que trois semaines les mal intentionnés.

L'Assemblée générale du Clergé fut close le 12 Février ; & le 16 le Prévôt des Marchands, accompagné des Echevins, étant venus prendre congé de l'Assemblée, la remercia d'avoir » écrit
 » & fait publier en son nom une si
 » saine Doctrine , que celle qui étoit
 » contenue en ladite Déclaration.

Miron, Evêque d'Angers, (ce Prélat si furieux contre les appels comme d'abus, qui auroit seul suffi pour en établir la nécessité,) revint exprès de son Diocèse, pour remuer contre la censure. Il se fit commettre avec l'Evêque d'Auxerre, l'Archevêque de Sens, & celui d'Héraclée, pour l'examiner de nouveau.

Les Gens du Roi, qui veilloient exactement à tout ce qui se passoit dans l'Assemblée du Clergé, ne manquèrent

pas de requérir que l'Arrêt » du 26
 » Janvier précédent fût exécuté ; qu'il
 » fût fait défenses à toutes personnes
 » d'y contrevenir sous les peines y
 » contenues ; & que tous actes de dé-
 » libération des Gens du Clergé , si
 » aucuns avoient été faits ; fussent
 » cassés , révoqués & annullés comme
 » attentats. « Tout cela fut ordonné
 par un Arrêt du 18 Février 1626. *

Les Evêques , blessés de cet Arrêt ,
 s'assemblèrent pour concerter les
 moyens qu'ils *pourroient prendre pour*
en tirer raison. (Ce sont les termes de
 leur procès-verbal du dix-neuf Février
 1626.) Ils nommèrent des Commissai-
 res pour travailler chez l'Archevêque
 de Rouen. Le fruit de leur travail fut
 une censure très-courte , très-foible &
 dénuée de toute instruction , que les
 Prélats résolurent de substituer à celle
 rédigée par l'Evêque de Chartres , qui
 avoit mérité les applaudissemens de
 tout le Royaume.

Le 26 Février ils s'assemblèrent
 avec plusieurs Ecclésiastiques du se-
 cond Ordre chez le Cardinal de la

Rochefoucault qui n'avoit point été de l'Assemblée du Clergé. Cette convocation , faite après la clôture de l'Assemblée générale , étoit contre toute règle & toutes formes : que pouvoit-elle produire que des effets de même espèce ? Ils firent un Acte de désaveu dont tous les termes sont remarquables : les voici.

» * Nous soussignés Cardinaux , Archevêques , Evêques & autres Ecclésiastiques , tant députés de l'Assemblée générale du Clergé, n'a guères tenue à Paris , qu'autres Prélats trouvés de présent audit Paris & suite de la Cour , déclarons à tous qu'il appartiendra , qu'encore que nous détestions & condamnions deux certains Libelles Latins , publiés contre l'honneur & autorité du Roi & repos de son Etat ; intitulés : *Admonitio ad Regem* , & *Mysteria politica* ; & approuvions tous la censure faite par ladite Assemblée , y lue & approuvée le 12 de Janvier dernier , signée de Monseigneur le Cardinal de la Vallée y président , &

» de Richard Secrétaire d'icelle , pour
 » l'annoncer par tous les Diocèses ;
 » de laquelle copie sera inférée à la fin
 » des présentes.

» Néanmoins nous ne pouvons ap-
 » prouver certain discours latin , pu-
 » blié sous le titre de *Cardinalium, Ar-*
 » *chiepiscoporum, & Episcoporum pro-*
 » *vincialium cæterorumque qui ex uni-*
 » *versis regni Provinciis Ecclesiasticis*
 » *comitiis interfuerunt , de anonimis*
 » *quibusdam & famosis Libellis sen-*
 » *tentia. Lutetie Parisiorum apud An-*
 » *tonium Stephanum , Tipographum*
 » *Regium* mil six cent vingt-six , daté
 » du trentième jour du mois de Dé-
 » cembre ; & en désavouons & im-
 » prouvons respectivement la publi-
 » cation & impression, comme faite
 » sans charge & pouvoir de l'Assem-
 » blée ni de nous. Et ledit Libelle
 » n'ayant jamais été vû ni lû dans la-
 » dite Assemblée, ni par aucun de
 » nous , que depuis ladite publication,
 » nonobstant certain Acte prétendu
 » signé dudit Richard sur l'un des
 » exemplaires imprimés, & les Ar-
 » rêts aussi donnés par surprise sur ce

» sujet , des 21 Janvier dernier & 18
 » du présent mois. Fait en l'Assemblée,
 » tenue à Sainte Gèneviève le 16 & 17
 » Février 1626. *Signés.*

» F. Cardinal de la Rochefoucault,
 » L. Cardinal de la Vallette.
 » L. Archevêque d'Ausçh.
 » F. Archevêque de Rouen.
 » C. Archevêque d'Héraclée , Coad-
 » juteur de Narbonne.
 » G. Archevêque d'Ambrun ,
 » O. ancien Archevêque de Bour-
 » ges. «

Cet Acte est encore signé par vingt-
 quatre Evêques ; avant & après la
 copie du (prétendu) Discours latin
 qu'on désavoue , ont signé par com-
 mandemens de Nosseigneurs , présens,
 de Saint-Sivié , de Bréteville , Agens
 généraux du Clergé.

Rien n'étoit plus irrégulier que cet
 acte dans la forme , & plus criminel
 au fond. Tout y respire le mensonge
 & l'imposture. On y reconnoit ex-
 pressément que l'Assemblée générale
 étoit finie. Ceux qui l'ont dressé , n'a-
 voient donc aucun pouvoir de s'assem-
 bler. Ils en avoient encore moins de

détruire , révoquer & annuler ce qui avoit été fait par cette Assemblée. Plusieurs de ces Prélats n'y ayant point assisté , comment pouvoient-ils attester que le Discours Latin , qu'ils osent traiter de *libelle* , n'y avoit été *ni vu ni lu* ?

Mais quel motif pouvoit les porter à substituer leur pitoyable censure à celle de l'Assemblée , si digne d'Evêques , & d'Evêques François , qui exposoit avec solidité les preuves de nos précieuses maximes , & combattoit avec force les erreurs opposées ? C'est , disoient-ils , qu'étant plus courte * , elle seroit plus commodément affichée. Un prétexte si ridicule montre pleinement la vérité de ce que disoit M. l'Evêque de Chartres , que » le vrai but de ces Prélats , qui » vouloient effacer la censure (qu'il » avoit dressée) étoit de se tirer de » tout de la Justice Royale ; de ne re- » connoître personne , non pas le Roi » même.

Cet Evêque les força à avouer en

* Mss. Dupuy. n. 376.

quelque sorte , que telles étoient leurs vûes. De concert avec les Evêques d'Avranches & de Soissons , pour les démasquer , il leur offrit de signer tout ce qu'ils avoient fait à Sainte GENEVIÈVE , pourvû que de leur côté ils voulussent signer les trois propositions suivantes.

» I. Pour quelque cause & occasion
 » que ce puisse être , * il n'est permis
 » de se rebeller , ni prendre les armes
 » contre son Roi.

» II. Tous Sujets sont tenus d'obéir
 » au Roi , & personne ne peut se dis-
 » penser du serment de fidélité.

» III. Le Roi ne peut être déposé
 » par quelque Puissance que ce soit ,
 » sous quelque prétexte & occasion
 » que ce puisse être.

Les Prélats refusèrent absolument de signer ces propositions , qui n'étoient qu'un sommaire de la doctrine combattue dans les livres Jésuitiques , & avouèrent par ce refus , que ce qu'ils avoient dit dans leur censure même contre ces livres , n'étoit

rien moins que sincère. L'Evêque de Chartres indigné alla rendre compte au Roi de tout ce qui s'étoit passé. * Un Prince plus ferme auroit puni sévèrement de si mauvais Sujets. Louis XIII. se contenta de dire » que tout » ce qui se faisoit en l'Assemblée (de » Sainte GENEVIEVE, qu'il auroit dû » défendre) n'étoit que monopole ; » & que tout ce qu'avoit fait l'Evê- » que de Chartres pour son service, » lui étoit agréable.

On comprend bien que le Parlement ne demeura pas dans l'inaction à la vûe de l'Acte scandaleux de cette fur-tive Assemblée. Il étoit informé que le Roi avoit envoyé le sieur Blondeau son Aumônier, & ci-devant l'un des Agens généraux, au Cardinal de la Rochefoucault pour lui ordonner de lui apporter l'Acte de désaveu. Cependant cette Cour qui sçait aussi (dit M. de Chartres) que *telles affaires sont souvent traversées près du Roi, & que les bronillons & les factieux ont partout de l'avantage*, s'assembla le 3 Mars

* Mss. Dupuy. n. 376.

pour délibérer sur cet Acte.

» Le Procureur Général du Roi *
 » remontra à la Cour, (les Grand'-
 » Chambre, Tournelle, & de l'Edit
 » assemblées) qu'au préjudice des Ar-
 » rêts d'icelle, des 21 Janvier, & 18
 » Février dernier, les Evêques & Ec-
 » clésiastiques se sont assemblés en
 » maison privée : requiert, attendu
 » leur entreprise, y être par ladite
 » Cour pourvû pour la conséquence
 » de la matière, & qu'il soit enjoint
 » ausdits Evêques & Prélats qui sont
 » en cette Ville de se retirer en leurs
 » Diocèses pour y résider. La matière
 » mise en délibération, ladite Cour a
 » déclaré & déclare les assemblées,
 » convocations & délibérations faites
 » par les Archevêques, Evêques, &
 » autres Ecclésiastiques, au préjudi-
 » ce des défenses à eux faites par les-
 » dits Arrêts, nulles, illicites, & fai-
 » tes d'autorité privée : a cassé, révo-
 » qué & annullé, comme attentats,
 » les Actes faits depuis & au préjudice
 » desdits Arrêts ; fait de nouveau in-

» hibitions & défenses ausdits Arche-
 » vèques & Evêques étant en cette
 » Ville , d'eux assembler en quelque
 » maison & lieu que ce soit , & à tou-
 » tes autres personnes de quelque qua-
 » lité, dignité & condition qu'ils soient,
 » les convoquer ; aux Agens du Cler-
 » gé , les appeller pour ce faire , sur
 » les peines portées par lesdits Arrêts ,
 » & autres plus grandes s'il y échet.
 » Ordonne que des contraventions
 » ausdits Arrêts , il sera informé à la
 » requête dudit Procureur Général ;
 » & que le présent Arrêt sera aussi à
 » la requête signifié ausdits Archevê-
 » ques & Evêques , étant en cette
 » Ville , parlant à leurs personnes ou
 » domiciles , & aux Agens dudit
 » Clergé. Et faisant droit sur les con-
 » clusions dudit Procureur Général ,
 » enjoint à tous lesdits Archevêques
 » & Evêques , d'eux retirer dans quin-
 » zaine en leurs Diocèses pour y rési-
 » der , à peine , ledit tems passé , d'y
 » être contraints par saisie de leur tem-
 » porel. Fait en Parlement, le troisième
 » jour de Mars 1626.

» Signé, DU TILLET.

Cet Arrêt, loin de rappeler nos Prélats à leur devoir, ne fit qu'aigrir leur fierté. Dès le jour qu'il fut rendu, ils s'assemblèrent par une rébellion manifeste chez l'Archevêque d'Ausche. Pour se mettre en état de soutenir les mensonges contenus dans leur Acte de désaveu, ils commirent des faussetés encore plus criantes. Ils firent rayer sur les procès-verbaux de l'Assemblée générale tous les Actes qui avoient rapport à la censure, & y firent substituer en marge une Déclaration telle qu'il la jugèrent convenable pour leur dessein. Le Secrétaire eut la lâcheté de se prêter à tout, moyennant la décharge & la garantie qu'ils lui donnèrent. Il seroit trop long de rapporter ici toutes ces pièces fabriquées après coup: elles sont en entier dans la relation de l'Evêque de Chartres. *

Les Huissiers chargés de faire la signification de l'Arrêt, allèrent le sept Mars chez l'Archevêque d'Ausche où étoit un grand nombre d'Evêques, & notamment celui d'Angers, *Chef de cette brouillerie.* (C'est M. de Chartres

qui parle.) » Il prit cette occasion au poil, pour engager le Clergé en la plus insolente & plus hardie entreprise qui fût jamais. Car lui-même, après avoir gourmandé ces Huissiers, leur dicta la réponse que cette Assemblée faisoit à cette signification. « En voici les termes bien réellement insolens.

» Lequel Seigneur Archevêque d'Ausck, trouvé en son logis avec six de Messieurs les Archevêques, vingt Evêques, & autres Ecclesiastiques, a fait réponse en présence & par l'avis unanime de tous, que Messieurs du Parlement de Paris n'ont aucune autorité sur le Clergé de France, qu'ils représentent, soumis au Roi seul; que les Arrêts dont il s'agit, sont un attentat intolérable contre l'honneur de Dieu, & l'autorité de sa Majesté; lequel va à la subversion de la Religion & de l'Etat; que lesdits Prélats ont pouvoir & obligation de tout droit divin & humain, de s'assembler pour les affaires de Religion & de l'Eglise, quand les occasions le requièrent; & qu'à

» présent ils sont assemblés , tant pour
 » résoudre la cérémonie qu'ils doivent
 » observer en la procession qu'ils doi-
 » vent faire demain à l'ouverture du
 » Jubilé, que pour aviser à ce qu'ils
 » peuvent & doivent faire aussi pour
 » obtenir du Roi la cassation des Ar-
 » rêts dont il s'agit , comme préjudi-
 » ciables à l'autorité de l'Eglise & de
 » Sa Majesté , & de faire défenses au-
 » dit Parlement d'en donner de sem-
 » blables à l'avenir ; & afin de détrom-
 » per les Peuples de la croyance qu'ils
 » y pourroient avoir au préjudice du
 » salut de leurs ames , & du respect dû
 » à la Religion.

Ne seroit ce pas dans ce beau mo-
 nument de l'humilité de nos Prélats ,
 & de leur respect pour l'autorité Roya-
 le , que M. de Beaumont auroit puisé
 sa réponse du 13 Décembre 1752 , au
 Parlement : *Je ne suis comptable qu'à*
Dieu seul du pouvoir qu'il m'a confié ?
 Elle est si conforme à celle de l'Evê-
 que d'Angers , que tout le monde
 dira , que M. de Chartres les a quali-
 fiées toutes les deux à la fois.

» A cette si hardie & téméraire ré-

» pônse , continue ce Prélat , * il ne
 » falloit autre contredit que le feu ;
 » aussi la Cour par son Arrêt du neuf
 » Mars , l'ordonna ainsi qu'il ensuit.

» Du Lundi neuf Mars 1626. ** Vû
 » par la Cour , (les Grand'Chambre ,
 » Tournelle & de l'Edit assemblées)
 » le procès-verbal fait par Duval &
 » Lahau , Huissiers en icelle , du 17 du
 » présent mois de Mars , contenant les
 » violences , mépris & désobéissances
 » commises par les y dénommés aux
 » Conclusions du Procureur Général
 » du Roi , & tout considéré. Ladite
 » Cour a déclaré & déclare la réponse
 » contenue audit procès-verbal , in-
 » jurieuse & calomnieuse , tendante
 » à la destruction des Loix fondamen-
 » tales de l'Etat ; & comme telle , or-
 » donne qu'elle sera extraite , lacérée
 » & brûlée par l'Exécuteur de la Hau-
 » te-Justice ; ordonne que les nommés
 » Destrape Archevêque d'Ausche , &
 » Miron Evêque d'Angers , seront
 » ajournés à comparoître en personnes
 » en icelle au premier jour , pour ré-

* Mss. Dupuy. n. 376.

** Mercure Jésuit. p. 880.

» pondre aux Conclusions que le Pro-
 » cureur Général voudra contre eux
 » prendre ; & jusqu'à ce qu'ils soient
 » comparus, sera le revenu temporel
 » de leurs Bénéfices saisi à la requête du
 » Procureur Général ; enjoint ladite
 » Cour à tous les Archevêques, Evê-
 » ques & autres Ecclésiastiques de ce
 » Royaume, reconnoître les Parlemens
 » comme Puissance Souveraine, pour
 » sous son autorité rendre justice à
 » tous ses Sujets, de quelque état &
 » condition qu'ils soient, à peine d'être
 » déclarés criminels de léze-Ma-
 » jesté, & de procéder à l'encontre
 » d'eux suivant la rigueur des Ordon-
 » nances.

Quelque multipliés qu'en soient les
 exemples, on est toujours surpris &
 affligé de voir l'autorité Royale ne
 jamais manquer de soustraire à la juste
 sévérité des Loix ceux qui veulent s'en
 rendre indépendans, & l'ancantir, s'il
 étoit possible.

Dès le lendemain du jour que cet
 Arrêt avoit été rendu, M. de Brèves,
 premier Ecuyer de la Reine mere, fut
 envoyé au Parlement pour en faire
 surseoir l'exécution.

» Ledit

» Ledit sieur de Breves dit , * que le
 » Roi ayant eu avis de *l'insolente ré-*
 » *ponse* faite par ceux du Clergé à la
 » signification de l'Arrêt de la Cour
 » qui seroit intervenu , pour l'import-
 » tance de l'affaire , auroit envoyé un
 » Gentilhomme vers la Reine sa mere,
 » pour faire sçavoir à ladite Cour que
 » ledit Seigneur vouloit que l'exécu-
 » tion dudit Arrêt fût surseüe, ensemble
 » l'Assemblée des Gens du Clergé , à
 » peine d'encourir son indignation.
 » Les Gens du Roi ouïs , la matière
 » mise en délibération.

» Ladite Cour a arrêté que l'Arrêt
 » d'icelle sera exécuté. Ledit sieur de
 » Breves mandé , M. le Premier Pré-
 » sident lui a fait entendre cette déli-
 » bération , & lui a dit , que ce qui a
 » été fait en cette affaire a été pour
 » maintenir l'autorité du Roi ; au
 » moyen de quoi *n'ont pû encourir l'in-*
 » *dignation dudit Seigneur Roi.*

Le même jour le sieur de la Ville-
 aux-Clercs , Secrétaire d'Etat , apporta
 des Lettres de cachet conçues en ces
 termes.

* Reg. du Parlement. 10. Mars 1626.

De par le Roi.

» Nos amés & féaux. * Ayant été
 » informés par la Reine notre très-
 » honorée Dame & Mere , depuis
 » notre retour en cette bonne Ville de
 » Paris , que , suivant ce que nous lui
 » avons écrit ci-devant , elle auroit
 » envoyé vers vous le sieur de Brèves
 » pour vous faire entendre de notre
 » part , qu'ayant été informé de l'Ar-
 » rêt du jour d'hier pris par vous sur
 » une réponse faite à la signification
 » d'un autre Arrêt , tant par l'Ar-
 » chevêque d'Auschi , que autres Evê-
 » ques & Ecclésiastiques qui se trou-
 » vèrent assemblés avec lui ; vous
 » auriez ordonné que la réponse se-
 » roit lacérée , puis brûlée par l'Exé-
 » cuteur de la Haute-Justice. Que
 » notre bon plaisir étoit que , jusqu'à
 » ce que par nous autrement en fût
 » ordonné , il fût sursis à l'exécution
 » d'icelui Décret. A quoi ayant fait
 » réponse , que ce qui avoit été fait

* Reglement du Parlement.

» jusqu'à maintenant , n'auroit été
 » fait que pour le bien de notre servi-
 » ce , sans vous expliquer davantage ,
 » si en conformité de ce qui vous
 » avoit été dit de notre part , vous
 » y acquiesceriez ; ce qui étant de
 » conséquence pour le bien de notre
 » service , nous n'avons voulu tar-
 » der plus long-tems à vous faire de
 » nouveau sçavoir ce qui est de notre
 » intention ; & pour cet effet com-
 » mandé au sieur de la Ville-aux-
 » Clercs , Conseiller de notre Conseil
 » & Secrétaire d'Etat , de vous aller
 » trouver de notre part , & vous réi-
 » térer le même ordre , auquel nous
 » mandons , & très-expressement en-
 » joignons d'ajouter entière créance
 » ès choses qu'il vous proposera de
 » notre part. Si n'y faites faute ; car
 » tel est notre plaisir. Donné à Paris
 » le dixième jour de Mars mil six cent
 » vingt-six.

» Ledit sieur de la Ville-aux-Clercs
 » mandé , dit que le Roi lui avoit
 » commandé d'apporter à ladite Cour
 » lesdites Lettres de cachet avec créan-
 » ce , pour sçavoir au vrai la délibé-

» ration de ladite Cour faite ce ma-
 » tin , sur l'exécution de l'Arrêt donné
 » le jour d'hier , portant condamna-
 » tion de la réponse faite par aucuns
 » du Clergé , à la signification de l'Ar-
 » rêt du deuxième jour du présent
 » mois. Lui retiré , la matière mise en
 » délibération :

Ladite Cour arrêta , qu'attendu
 » qu'elle étoit assemblée en petit nom-
 » bre , il seroit délibéré le lendemain
 » sur ledit sujet.

Avant que les Chambres se fussent
 rassemblées pour procéder à cette dé-
 libération , * M. de Roissy se trouva au
 Palais , chargé de nouvelles Lettres de
 cachet. A voir tous ces mouvemens ,
 toutes ces inquiétudes de la Cour ,
 ne diroit-on pas qu'il s'agissoit de fai-
 re brûler , non-seulement la réponse
 que le Roi appelloit lui-même *inso-
 lente* , &c. qui contenoit une rébel-
 lion formelle , mais l'Evêque lui-même
 qui avoit osé la dicter ? Eh que
 pouvoit faire de moins le Parlement ;
 pour la réparation d'une insulte , faite à

* Règlement du Parlement.

l'autorité souveraine, qu'il n'est pas permis au Roi même de laisser impunie ? Cependant on lui faisoit employer cette autorité pour arrêter le cours de toute justice.

De par le Roi.

» Nos amés & féaux, nous vous
 » avons fait entendre que nous avons
 » reçu des plaintes de *quelques Evê-*
ques, touchant un Arrêt donné par
 » notre Cour de Parlement, pour rai-
 » son de la réponse faite par aucuns
 » d'eux à la signification d'un autre
 » Arrêt de notredite Cour ; auquel-
 » les nous n'avons pas jugé à propos
 » d'entendre, jusqu'à ce que nous
 » soyons amplement & pleinement in-
 » formés de l'état & circonstance de
 » cette affaire. C'est pourquoi nous
 » avons commandé au sieur de Roissy,
 » Conseiller en notre Conseil, de
 » vous faire sçavoir notre intention,
 » à ce que vous ayez à députer vers
 » nous pour nous faire entendre le
 » contenu audit Arrêt, & les raisons
 » qui vous ont mû de le donner. Et

» cependant nous voulons qu'il soit
 » surfis à l'exécution d'icelui ; ce que
 » nous vous ordonnons de faire , jus-
 » qu'à ce qu'après avoir oui vos Dé-
 » putés , nous en ayons autrement or-
 » donné. Et n'y faites faute : car tel
 » est notre plaisir. Donné à Paris le
 » dixième Mars 1626.

Il ne fut pas difficile au Parlement
 de comprendre que cette Lettre avoit
 été surprise par de faux exposés ; &
 qu'ainsi il étoit de son devoir de n'y
 avoir aucun égard. Il rendit donc
 l'Arrêt suivant. » La Cour (les Grand-
 » Chambre , Tournelle & de l'Edit as-
 » semblées) délibérant sur les Lettres
 » susdites , a arrêté que l'Arrêt du
 » neuf du présent mois , donné sur la
 » réponse faite par aucuns du Clergé
 » à la signification d'autre Arrêt du
 » second jour de Mars , sera exécuté
 » selon sa forme & teneur.

Plus le Parlement montroit de fer-
 meté , plus les Evêques sollicitoient
 vivement pour obtenir qu'on l'arrêtât.
 Celui d'Angers proposa de faire une
 députation au Roi. Il eut l'impudence
 (lui qui étoit le plus coupable) de s'of-

frir pour porter la parole ; & les autres eurent la foiblesse d'y consentir. Le Roi en fut indigné , & déclara qu'il ne vouloit point être harangué par ce furieux. Les Prélats ayant insisté , Sa Majesté leur fit dire qu'elle ne vouloit plus recevoir ni députation ni remontrances de leur part. C'est que la Cour avoit pris son parti. Mais quel parti Celui de laisser impunies les assemblées illicites des Evêques , leur réponse insolente , leurs manœuvres contre l'excellente censure dressée par M. de Chartres ; & de se borner à soutenir cette censure comme l'ouvrage de l'Assemblée générale du Clergé. Tout ce beau plan fut exécuté par un Arrêt du Conseil , du 26 Mars 1626. dont voici la teneur.

» Le Roi ayant été averti des Arrêts donnés en sa Cour de Parlement , touchant la censure publiée sous le nom de l'Assemblée du Clergé , lors de la tenue d'icelle , contre certains libelles téméraires & pernicious à l'Etat & à la personne de Sa Majesté , & des délibérations sur ce intervenues en ladite Assemblée &

5, depuis, ensemble d'une réponse faite
 3, par quelques Evêques à la significa-
 2, tion d'un autre Arrêt de la Cour :
 3, Vû ladite censure, l'exploit de la-
 2, dite signification & réponse, & les-
 2, dits Arrêts ; tout considéré, Sa Ma-
 2, jesté séant en son Conseil, a évoqué
 2, & évoque à sa propre Personne le
 2, fait de la matière dont est question.
 2, Et sans avoir égard aux délibéra-
 2, tions, actes passés sous le nom des
 2, Prélats depuis la séparation de l'As-
 2, semblée du Clergé, & à ladite ré-
 2, ponse, a sursis & surseoit l'exécution
 2, de tous Arrêts intervenus pour rai-
 2, son de ce. Fait Sa Majesté défenses
 2, à toutes personnes d'écrire ou pu-
 2, blier aucune chose contre la censure
 2, & condamnation desdits libelles.
 2, Fait au Conseil d'Etat du Roi, Sa
 2, Majesté y séant, à Paris le dix-sep-
 2, tième jour de Mars 1626.

Cet Arrêt qu'on ne peut regarder que
 comme un excès de condescendance
 pour nos Prélats, blessa vivement
 leur délicatesse. Douze d'entr'eux fu-
 rent députés pour aller s'en plaindre
 à M. le Chancelier, comme de l'injuro

la plus atroce que pouvoit recevoir l'Ordre Episcopal. Le croira-t'on ? M. le Chancelier écouta ces plaintes , & y eut égard , au point de supprimer cet Arrêt, & d'y en substituer un autre conçu en ces termes :

» Le Roi ayant eu avis des Arrêts *
 » donnés en sa Cour de Parlement ,
 » touchant la censure publiée sous le
 » nom de l'Assemblée du Clergé , con-
 » tre quelques libelles méchans & sé-
 » ditieux ; des actes signés par quel-
 » ques-uns des Prélats de son Royau-
 » me après l'assemblée finie ; & de la
 » réponse faite à la signification de
 » l'un deldits Arrêts ; voulant que l'Or-
 » dre & l'Etat Ecclésiastique soit tou-
 » jours maintenu en sa vraie dignité :
 » désirant aussi conserver l'ancien éta-
 » blissement de ses Cours Souverai-
 » nes : & s'assurant que ses Sujets , de
 » quelque'état & qualité qu'ils soient ,
 » rendront toujours l'obéissance qu'ils
 » doivent à Sa Majesté , & pour au-
 » tres grandes & importantes considé-
 » rations , Sadite Majesté a évoqué &

» évoque à sa propre Personne la con-
 » noissance de cette affaire : & cepen-
 » dant a ordonné que toutes choses
 » seront tenues en surséance , avec dé-
 » fenses de publier aucune chose con-
 » tre la censure portant condamnation
 » desdits libelles. Fait au Conseil d'Etat
 » du Roi , Sa Majesté y séant , à Paris ,
 » le vingt-fixième jour de Mars 1626.
 » Signé de Lomenie.

Comme on prévoyoit bien que le
 Parlement ignoreroit de cet Arrêt , &
 iroit son chemin , le surlendemain 23 ,
 on y envoya M. Sauveterre de la part
 du Roi , pour dire que Sa Majesté vou-
 loit que dans le jour même son Parle-
 ment lui fît une députation , & que
 cependant il fursît toute délibération
 sur l'affaire du Clergé.

Quatre Présidens & quatre Con-
 seillers furent députés. Mais avant
 qu'ils partissent , il » fut arrêté par la
 » Cour (les Grand'Chambre , Tour-
 » nelle & de l'Edit assemblées) que
 » *au cas d'évocation par le Roi , du dis-*
 » *férend concernant l'entreprise faite*
 » *par aucuns du Clergé sur son autorité,*
 » ledit Seigneur Roi sera très-hum-

„ blement supplié trouver bon que
 „ *ladite Cour ne se peut départir* de l'exé-
 „ cution des Arrêts donnés contre
 „ aucuns d'eux , & qu'ils feront exécu-
 „ tés selon leur forme & teneur. Et
 „ mondit sieur le Premier Président
 „ fera entendre au Roi les causes dudit
 „ Arrêt.

„ Il fut en outre ordonné par un
 „ nouvel Arrêt du même jour 28
 „ Mars *, que suivant celui du 9
 „ dudit mois, l'Archevêque d'Aus-
 „ ch & l'Evêque d'Angers seront ajour-
 „ nés à comparoir en personne au
 „ premier jour pour répondre aux
 „ Conclusions que le Procureur Gé-
 „ néral voudra contr'eux prendre ,
 „ & qu'il sera enjoint à tous Arche-
 „ vêques , Evêques & Prélats , *se re-*
 „ *tirer en leurs Diocèses dans Pâques***
 „ prochain , à peine de saisie de leur
 „ temporel.

Le Lundi 30 Mars, M. le Premier
 Président rendit compte aux Cham-
 bres de la députation , & dit qu'il
 avoit été introduit avec les autres

* Mercure Jesuit. p. 883.

** Pâques étoit le 13 Avril.

Députés dans le petit cabinet du Roi
 où il étoit « accompagné de Monsieur
 » son frère , MM. le Chancelier, le Ma-
 » réchal d'Ornano , de Marillac Sur-
 » Intendant des Finances , de Château-
 » Neuf , de Leon , . Fouquet , Vigui-
 » Conseiller d'Etat. Où étant, ledit Sei-
 » gneur lui auroit dit qu'il évoquoit
 » à sa connoissance les poursuites faites
 » par la Cour de Parlement contre
 » aucuns Ecclésiastiques. A quoi ledit
 » sieur Prémier Président , de la part
 » de ladite Cour , auroit remontré
 » audit Seigneur, que de tout tems son
 » Parlement avoit pris connoissance
 » de telles affaires ; *qu'il importoit*
 » *plus en ce tems * qu'en aucun autre de*
 » *faire connoître auxdits Ecclésiastiques*
 » *la sujettion qu'ils doivent à la Justice*
 » *Royale ; & que ledit Seigneur avoit*
 » fait l'honneur de promettre à son
 » Parlement de l'oüir en ses Remon-
 » trances , en cas qu'il fût poursuivi
 » par lesdits Ecclésiastiques d'évoquer

* Le Livre de Santarel venoit de paroître ; le Parlement l'avoit condamné au feu , l'Université l'avoit censuré , & le Clergé le protégeoit.

» dudit Parlement ; ce qu'il supplioit
 » très-humblement vouloir faire :
 » cependant d'avoir agréable que son-
 » dit Parlement lui dît, *que puisqu'il*
 » *étoit question de choses si importan-*
 » *tes, qu'elles regardoient la sûreté de*
 » *sa personne & de son Etat, qu'il n'im-*
 » *putât point à désobéissance, si quel-*
 » *qu'évocation ou interdiction qui pût*
 » *intervenir à son Parlement d'en con-*
 » *noître, il n'y pouvoit déférer ; ce que*
 » M. le Chancelier devoit faire trou-
 » ver bon à Sa Majesté, à l'exemple
 » de ses Prédécesseurs qui n'avoient
 » pas redouté l'indignation de leurs
 » Maîtres, pour les servir utilement
 » en affaires de telle conséquence, &
 » dont ils auroient été puis après
 » loués de leurs Maîtres. A quoi M.
 » le Chancelier auroit dit, qu'il ne
 » manqueroit de courage pour servir
 » le Roi en cette occasion ; mais que
 » le Parlement devoit considérer qu'il
 » ne pouvoit pas avoir toutes les
 » connoissances de l'Etat, ainsi que
 » le Roi les embrassoit toutes ensem-
 » ble : & bien qu'il louât le Parle-
 » ment de son zèle à son service,

» néanmoins il étoit contraint d'en
 » user ainsi qu'il faisoit pour le bien de
 » les affaires présentes. Sur ce mondit
 » sieur Premier-Président lui auroit dit
 » que si les copies qui se publient des
 » Arrêts d'évocation étoient vérita-
 » bles , ledit Seigneur toléroit des as-
 » semblées illicites en son Royaume ,
 » & que de plus les 'Ecclésiastiques ,
 » par actes ont fait *signifier qu'ils ne*
 » *sont plus Sujets dudit Seigneur , puis-*
 » *qu'ils n'avoient point de Juges , &*
 » *avoient tout pouvoir de s'assembler*
 » de droit divin & humain , & en
 » outre par équivoque ou maligne
 » interprétation , on publioit par cet
 » Arrêt d'évocation que ledit Sei-
 » gneur avoit approuvé la Censure
 » faite au Clergé depuis celle souf-
 » critte par l'Evêque de Chartres , &
 » pour détruire celle du 13 Décem-
 » bre qui contient les bonnes & vé-
 » ritables maximes que veulent dé-
 » truire les ennemis de la Couronne.
 » Sur quoi ledit Seigneur dit par deux
 » fois qu'il entendoit tenir par son
 » Arrêt d'évocation la Censure souf-
 » critte par ledit Evêque de Chartres ,

» Sur ce mondit sieur Premier Pré-
 » sident auroit dit audit Seigneur que
 » son Parlement avoit apporté en
 » cette affaire toute la modération
 » possible, & même que sur le pré-
 » mier Mandement dudit Seigneur
 » avoit sursis l'exécution de son Ar-
 » rêt pour le le brûlement de cette
 » réponse faite par les Evêques à la
 » signification d'un Arrêt à l'Arche-
 » vêque d'Ausck, portant injonction
 » de se retirer en son Diocèse; &
 » que pour le surplus le Roi n'avoit
 » empêché l'exécution des Arrêts de
 » la Cour. A quoi M. le Chancelier
 » répondit par deux fois que le Roi
 » n'avoit *fait surseoir* l'Arrêt de la
 » Cour que pour le *brûlement de la ré-*
 » *ponse* des Evêques seulement; &
 » qu'au surplus n'y ayant que la signa-
 » ture d'un Secrétaire d'Etat à l'Arrêt
 » d'évocation délivré aux Gens du
 » Clergé, & non le Sceau, ce seroit
 » chose facile à retirer; & qu'il faudroit
 » aviser aux moyens les plus doux
 » pour terminer cette affaire. Sur ce
 » se seroient retirés mesdits sieurs
 » Députés dudit Parlement, après

,, avoir fait une très-humble révé-
 ,, rence.

Tout ce que l'on vient d'entendre dire au Roi & au Chancelier par M. le Premier Président , faisoit espérer que le Parlement poursuivroit cette affaire. Cependant elle en demeura là. Cette surseance épargna aux Evêques d'achever de se couvrir de honte par la publication des Requêtes qu'ils se dispoisoient à présenter au Roi , pour demander la cassation des Arrêts du Parlement. Elles étoient l'ouvrage de l'Evêque d'Angers , c'est tout dire : & elles ressembloient parfaitement à la réponse au Parlement. La prétendue indépendance du Clergé de toute Jurisdiction séculière y étoit soutenue sans détour & dans le stile le plus emporté.

On s'imagineroit peut-être que ces actes d'une excessive bonté de la part du Roi (pour ne rien dire de plus) lui attachèrent enfin ces Prélats , & que la reconnoissance les rendit plus fidèles Sujets que n'auroit fait la rigueur des Loix. On vit bientôt le contraire. L'impunité ne fit que les en-

hardir. Plus ils reçurent de bienfaits , plus ils devinrent ingrats. Ils se liguerent plus étroitement avec les ennemis déclarés de l'autorité souveraine du Roi, depuis qu'ils purent se promettre qu'elle s'emploieroit sans réserve à arracher à tous les Tribunaux la connoissance & la vengeance de leurs crimes. Nous les avons vû mettre en œuvre les voyes les plus iniques , pour émousser le coup porté par la Censure de l'Assemblée générale aux monstrueux Libelles des Jésuites contre la puissance & les droits de la Royauté: nous les allons voir travailler avec la même ardeur à arrêter ou à amortir un semblable coup contre ces libelles de la part de l'Université de Paris.

Pour abrégér , nous passerons sous silence les peines & les contradictions infinies qu'eurent à essuyer les Docteurs qui avoient entrepris de faire censurer le Livre de Santarel par la Faculté de Théologie. (On peut en voir le détail dans une relation imprimée dès ce tems-là, & qu'on croit être du célèbre Richer.) Cette Censure

fut enfin conclue le 4 Avril 1626. & le même jour quatre Docteurs furent chargés de la porter à M. le Chancelier (d'Aligre) & à M. le Premier Président (de Verdun). Ce dernier, qu'ils trouvèrent au Louvre, leur conseilla de faire demander au Roi la permission de lui présenter leur censure. Fillezac , qui y avoit eu plus de part , porta la parole , lût cette censure à Sa Majesté qui en marqua sa satisfaction ; & en sa présence le Docteur la remit à M. le Chancelier , selon les vœux de la Faculté.

Dès que cette censure parut , (le 6 Avril) tout le monde voulut l'avoir. » L'Imprimeur ne pouvoit fournir au desir de la grande multitude de » ceux qui en demandoient des exemplaires pour la voir & l'envoyer de » tous côtés , tant dehors que dedans » le Royaume , tellement qu'il fallut » la réimprimer par plusieurs fois en peu de jours. » Ce fut un empressement tel à - peu - près que celui que nous avons vû pour l'Arrêt de Règlement du 18 Avril 1752. Que ce cri subit de la multitude est admirable !

Il n'est jamais équivoque. C'est toujours un cri d'applaudissement pour le vrai & pour le bon , & un cri d'horreur pour le faux & pour le mauvais.

Cette acclamation générale , loin de ramener les Docteurs , * qui , poussés par le Nonce & par nos Prélats avoient traversé si long-tems le projet de la censure , ne fit que les irriter en les piquant de jalousie. Ils résolurent de tout tenter pour la faire rétracter , ou au moins modifier. Les impostures furent le premier moyen qu'ils employèrent. Ils répandirent de toutes parts que la Reine Mère désapprouvoit la censure ; que le Pape l'avoit jugée digne du feu ; que tous les bons Catholiques la détestoient ; qu'elle n'avoit pour Auteurs & Approbateurs que des hérétiques & des schismatiques , des ennemis du Pape , de l'Episcopat & de l'Eglise. Mauclerc & Duval (ce Duval qui persécuta Richer toute sa vie , à cause de l'excellent Livre qu'il avoit fait contre

* Mauclerc , Duval , Poullot , Isambert , Reverdy.

celui de Bellarmin) pour donner quelque couleur à ces faux bruits , signèrent entre les mains du Nonce un délavement de la censure & le firent souscrire par autant de Docteurs empruntés qu'il leur fut possible de séduire. Ils osèrent proposer cette souscription , ou même une retractation en forme à toute la Faculté assemblée le 2 Mai. N'ayant pû réussir , ils y substituèrent une protestation qu'ils firent imprimer sans signature. Au *primâ mensis* de Juin ils firent une nouvelle tentative qui fut également inutile , quoiqu'ils eussent fait venir un grand nombre de Religieux Mandians qui remplirent l'Assemblée de troubles & de tumultes. En sorte qu'on se vit obligé de recourir au Parlement , pour qu'il réglât le nombre de Religieux de chaque Ordre qui pourroient se trouver aux Assemblées.

Cette demande , si elle eût été exaucée , deconcertoit tous les projets de Duval. Il en avertit les Prélats qui le mettoient en œuvre. Ceux-ci eurent recours à leur ressource ordinaire , je veux dire à la Cour : & elle

ne leur manqua point. Ils obtinrent un Arrêt du Conseil en date du 18 Juillet 1626. par lequel le Roi ordonnoit que la censure du 4 Avril , & tous les autres actes faits depuis , lui fussent apportés ; évoquoit tous les différends qui étoient entre les Docteurs au sujet de la censure du 4 Avril , & ce qui concernoit le nombre & l'entrée des Religieux Docteurs. Fait *Sa Majesté défenses à sa Cour du Parlement de Paris, & à tous autres ses Juges d'en prendre aucune Jurisdiction ni connoissance.*

Le Parlement , quoique prévenu par le Conseil , rendit un Arrêt le 24 Juillet en forme de règlement , qui détermine que deux Docteurs seulement de chacun des Couvents de Religieux Mandians assisteront & auront voix délibérative aux assemblées de la Faculté de Théologie.

Cependant les Religieux , à qui Duval avoit promis l'impunité sur le crédit de ses Prélats , ne laisserent pas de se trouver en très-grand nombre au *prima mensis* d'Août. Ils y commirent bien des insolences , particulièrement

envers le Doyen qui leur voulut faire lecture de l'Arrêt du Parlement. Le tumulte fut si grand, que le Procureur Général crut devoir dans le jour même requérir la Cour d'y pourvoir. Sur le champ elle députa deux Commissaires pour se transporter en la Faculté de Théologie, & dresser procès-verbal; ce qui fut exécuté.

Ces Religieux mutains se réduisirent à supplier le Parlement d'interpréter son Arrêt, & de déclarer s'il entendoit exclure leurs Supérieurs des assemblées. Le procès-verbal rapporté à la Cour, elle rendit un nouvel Arrêt, portant que les Supérieurs des maisons pourroient être admis dans les assemblées, pourvu qu'ils fussent des deux ordonnés de chaque maison.

Nouvelles sollicitations des Prélats à la Cour, dont le succès fut un Arrêt du Conseil du 2 Novembre 1626, par lequel le Roi, sans avoir égard aux Arrêts du Parlement, ordonne l'exécution de celui de son Conseil du 18 Juiller; & par provision que les assemblées seront tenues comme par le passé.

Cet Arrêt ayant comme assuré la possession des Mandians aux défenseurs de la Doctrine de Santarel & des autres Jésuites contre la souveraineté & la sûreté des Rois , ils résolurent de les faire servir à la défense de cette Doctrine , non - seulement par leurs suffrages , mais en leur en faisant soutenir hautement les principes ; ce qu'ils n'auroient pas osé faire eux-mêmes.

La principale preuve sur laquelle Suarés , Bellarmin , Eudemond , Keller , Santarel & autres Jésuites ont appuyé leur détestable Doctrine contre les Souverains , c'est l'autorité prétendue de la Bulle *Unam Sanctam* de Boniface VIII. Or ce Pape y établit le pouvoir qu'il vouloit s'attribuer sur tous les Rois & les Royaumes de la terre par plusieurs passages de l'Ecriture Sainte qu'il interprète de la manière la plus ridicule. Cette Bulle est parmi les Décrétales des Papes. Que firent les ennemis secrets de la Royauté pour faire respecter ces interprétations , toutes ridicules qu'elles sont ? Ils s'aviserent de faire mettre

dans une Thèse qui fut soutenue par Testefort Dominicain, au mois de Novembre 1626, la proposition suivante : *La Sainte Ecriture est contenue partie dans la Bible, partie dans les Décrétales des Papes, en tant que ces Décrétales expliquent la Sainte Ecriture.*

Une Proposition si extravagante excita un soulèvement général. Le Recteur se hâta de donner satisfaction au Public, par un Décret très-solide qu'il publia contre cette folle assertion. Il ne manqua point d'observer qu'elle tendoit à autoriser les interprétations de plusieurs passages de la Bible, données par Boniface VIII. dans sa Bulle *Unam sanctam* au préjudice des Rois & des Royaumes; & que la Doctrine de Santarel « n'est appuyée » que sur cette Décrétale. Il statue en » conséquence que Testefort sera tenu de déclarer expressément & par » écrit que les Epîtres Décrétales ne » sont point l'Ecriture Sainte ni partie » d'icelle; & que le vrai sens & explication de l'Ecriture n'est point » tenu aux Décrétales ci-dessus citées & autres, sur lesquelles est fondée

dée

,, dée & enseignée la pernicieuse Doc-
 ,, trine contre les Rois & les Royau-
 ,, mes. A faute par ledit Testefort d'o-
 ,, béir au présent Décret, il demeure-
 ,, ra déchu & privé de tous les droits,
 ,, honneurs, profits, libertés, franchi-
 ,, ses, degrés & rangs de l'Univer-
 ,, sité,,

Rien de plus précis que ce Décret :
 il combat uniquement le principe fon-
 damental de la Doctrine de Santarel ;
 il ne peut fournir aucun autre prétexte
 de l'attaquer. Ainsi se déclarer contre
 ce Décret, c'est se déclarer nettement
 & sans détour en faveur de cette af-
 freuse Doctrine. Qui sera donc assez
 osé pour le faire ? Nos Prélats. Ils n'ont
 agi que sourdement contre la censure
 de la Faculté ; mais le Décret du Rec-
 teur sappe le fondement de la Doctri-
 ne chérie des immunités de l'Eglise,
 de leur indépendance absolue de toute
 Jurisdiction séculière ; ils ne peu-
 vent plus se contenir, il faut qu'ils éclatent.
 Ils vont à la Cour jeter les hauts
 cris, ils prient, ils supplient, ils me-
 nacent. Mais ils seront sans doute re-
 poussés avec indignation. Point de

tout , on leur accorde tout ce qu'ils demandent.

D'abord ce sont des Lettres-Patentes , par lesquelles Sa Majesté déclare que lui ayant été fait plainte *par un grand nombre de Prélats de son Royaume* , étant de présent assemblés à Paris , & autres , du Décret du 3 Décembre & de tout son contenu , *désirant conserver entière la Robe de l'Eglise* , elle casse & annulle ledit Décret ; fait défenses au Recteur d'en rendre de semblables ; défend de soutenir aucune proposition *affirmative* ou négative concernant le pouvoir & autorité souveraine ; & ne statue rien sur la Thèse de Testefort.

O prodige de séduction & de surprise ! En croit-on à ses propres yeux , quand on lit , que c'est par le Roi même qu'on fait supprimer , annuler un Décret , portant condamnation du monstre d'erreur qui a plongé le poignard dans le sein de ses prédécesseurs , fait périr une partie de ses Sujets par les guerres civiles les plus opiniâtres , & mis son Etat à deux doigts de sa perte ? Quand on voit que c'est par le

Roi-même qu'on fait défendre d'enseigner , que sa *puissance temporelle* n'est nullement subordonnée à la *puissance spirituelle* ; qu'il ne reconnoît personne sur la terre au-dessus de lui ; que les droits de la Royauté ne peuvent ni prescrire ni être enlevés sous quelque prétexte que ce soit (a) ; que sa juridiction s'étend sur tous les Sujets indistinctement , & qu'ils ne peuvent jamais être dispensés du serment de fidélité. Dogmes essentiels à toute société , puisqu'elle ne sçauroit subsister sans une autorité qu'on ne puisse méconnoître.

Ces étonnantes Lettres ne satisfirent pas encore les Evêques. Ils portèrent le Roi à envoyer celui de Nantes à l'assemblée de la Faculté du 2 Janvier 1627, muni d'une Lettre de cachet. Elle portoit en substance , que Sa Majesté trouvoit mauvais , qu'on n'eût pas enregistré les Arrêts du Conseil , & que sur ceux qui regardoient l'entrée des Docteurs Mandians , la Faculté eût ordonné qu'on en avertiroit le Parlement.

[a] Charles VII. Voyez la page 56.

Ce Prélat n'avoit garde de manquer une si belle occasion d'infirmar la censure du 4 Avril, qui peinoit toujours le Corps Episcopal. Il dit donc qu'il avoit ordre verbal du Roi de sçavoir ceux qui se plaignoient de cette censure. Les Docteurs bien intentionnés, comprenant que le dessein de l'Evêque étoit de la faire remettre en délibération, & rejeter par la pluralité des suffrages dont il se tenoit assuré au moyen des Mandians, représenterent qu'il avoit été défendu à la Faculté par deux Arrêts du Conseil & par des Lettres - Patentes de renouveler les contentions & délibérations touchant ladite censure. Au mépris de ces Arrêts le Prélat força les Docteurs par les menaces & les violences les plus indécentes à dire leurs avis; ce qu'ils ne firent que tumultueusement. Sans compter les voix, il contraignit le Doyen à écrire tout ce qu'il lui dicta par forme de conclusion, portant que le plus grand nombre des Docteurs présens étoient complaignans de la censure du 4 Avril. Il se fait ensuite de la minute de cet

Acte, en l'arrachant des mains du Greffier, quelques remontrances qu'il pût lui faire sur la violence de son procédé.

Un désordre si criant vint bientôt à la connoissance du Parlement : & il voulut y pourvoir promptement. Le 4 Janvier, il rendit un Arrêt, portant que sur la plainte rendue par les Gens du Roi, de ce que Samedi „ dernier, deuxième du présent mois, „ auroit été proposé en la Faculté de „ Sorbonne, aux Docteurs y assistans, „ s'ils avouoient la censure de la Fa- „ culté du 4 Avril dernier ; & y au- „ roient été reçus à opiner plusieurs „ Docteurs qui n'étoient présens lors „ de ladite censure : Et par une forme „ inaudite, l'Evêque de Nantes, après „ ladite délibération, se feroit saisi de „ la minute originale d'icelle délibéra- „ tion : Et d'autant que ce qui a été „ fait, est une entreprise contre l'auto- „ rité du Roi, la sûreté de sa Personne „ & de son Etat, requéroient (lesdits „ Gens du Roi) y être pourvû.

„ Sur quoi, la Cour, après avoir „ mandé deux anciens Docteurs, &

„ les avoir ouïs , a ordonné & ordonne
 „ que le Décret de ladite Faculté du 4
 „ Avril 1626 , sera enregistré au
 „ Greffe d'icelle , pour y avoir re-
 „ cours quand besoin sera. Fait très-
 „ expresse inhibitions & défenses à
 „ toutes personnes , de quelque état
 „ & qualité qu'elles soient , d'écrire ou
 „ mettre en dispute proposition con-
 „ traire à ladite censure , à peine de
 „ crime de Léze-Majesté ; a cassé &
 „ annullé la délibération faite en la-
 „ dite Faculté , le 2 de ce mois , com-
 „ me contraire à l'Arrêt d'icelle du
 „ 13 Mars dernier ; ordonne que la
 „ minute de ladite délibération dudit
 „ jour 2 Janvier , sera remise ès
 „ mains du Grand Bèdeau de la Fa-
 „ culté , & que les Arrêts du Conseil
 „ & Lettres - Patentes , signifiés au
 „ Syndic de ladite Faculté , concer-
 „ nans tant ladite censure que cassa-
 „ tion du Décret fait par le Recteur
 „ de l'Université , seront mis ès mains
 „ du Procureur Général du Roi , pour
 „ sur le tout en délibérer au premier
 „ jour , toutes affaires cessantes : & aura
 „ le Procureur Général commission

», pour informer des *monopoles & intimidations* faites à aucuns desdits
 », Docteurs & des contraventions au-
 », dit Arrêt, &c.

Cet Arrêt , si équitable à tous égards , mit en fureur nos Prélats. A force de crier à la Cour , ils obtinrent des Lettres-Patentes datées du 13 Janvier (a) par lesquelles il étoit fait défenses à la Faculté de Théologie de délivrer aucuns Actes de la censure du 4 Avril , sans l'expresse permission du Roi.

Le Parlement , toujours infatigable à soutenir l'autorité Royale comme malgré elle , repliqua à ces Lettres par un Arrêt (b) du 25 Janvier. Il y est dit , que « la Cour informée des » pratiques & monopoles qui se font » par quelques particuliers , pour empêcher l'exécution de l'Arrêt du 4 » de ce mois , & pour faire rétracter » la censure de la Faculté de Théologie des 1 & 4 Avril dernier contre » le Livre de Santarellus , ordonne

(a) Elles sont du 13 Janvier 1627.

(b) Cet Arrêt est du 25 Janvier 1627.

» que ledit Arrêt du 4 sera exécuté ;
 » fait défenses à tous Docteurs de la-
 » dite Faculté de signer aucuns actes
 » contraires à ladite censure, à peine
 » de punition exemplaire : & commet
 » deux Conseillers pour informer de
 » ces desordres.

Les Prélats , voyant que le Parle-
 ment n'étoit arrêté, ni par les Lettres-
 Patentes , ni par les Arrêts du Con-
 seil , dont *on leur donnoit tant qu'ils*
vouloient, crurent qu'il auroit plus d'é-
 gard à une évocation de cette affaire
 au Conseil Royal. Ils la demanderent
 & l'obtinent avec la même facilité.
 L'Arrêt est du 29 Janvier. Outre l'é-
 vocation , il *ordonne qu'il sera décidé &*
jugé par les Cardinaux , Prélats & au-
tres que S. M. députera à cet effet , en
quels temps sera conçue la Censure de la
détestable & pernicieuse doctrine conte-
nue au Livre de Santarel.

C'étoit précisément prendre ses
 Parties pour Juges , & livrer la déci-
 sion des droits & de l'étendue de la
 Puissance Royale à ses plus cruels en-
 nemis. L'Arrêt d'évocation portoit
 donc un caractère visible de surprise.
 Le

Le Parlement ne pouvoit y avoir égard , sans se rendre coupable de la plus énorme contravention aux Ordonnances qui lui défendent d'*obtempérer* à de semblables évocations ; puisque celle-ci étoit préjudiciable à la sûreté de la vie du Roi & à la conservation de sa Personne. Qu'il étoit éloigné d'une telle prévarication ! Plus les ennemis de la Royauté faisoient d'efforts pour l'abattre , plus il devenoit ferme & intrépide. L'arrêt qu'il rendit en cette occasion en est une bonne preuve. Il est du premier Février , & mérite d'être lu tout entier.

» Ce jour , (les Grand'Chambre ,
 » Tournelle & de l'Edit assemblées)
 » les Gens du Roi ont dit à la-Cour ,
 » qu'ayant pris communication , de
 » l'Ordonnance d'icelle , de l'Arrêt du
 » Conseil du 29 Janvier dernier ils
 » ont appris que le Roi étant en son
 » Conseil , a évoqué à soi & à son dit
 » Conseil, tous différends concernans la
 » censure du livre de Santarellus : fait
 » défenses à la Cour d'en plus connoître , & aux Commissaires nommés

„ par l'Arrêt du 25 Janvier passer
 „ outre à l'information par eux en-
 „ commencée ; enjoit à son Procu-
 „ reur Général tenir la main à ce
 „ qu'il ne soit contrevenu audit Arrêt.
 „ Et pour terminer toutes sortes de
 „ contentions qui pourroient naître
 „ sur ce sujet , ordonne qu'il seroit
 „ jugé & décidé par les sieurs Car-
 „ dinaux , Prélats & autres qu'il dé-
 „ putera , en quels termes sera con-
 „ çue la censure de la détestable &
 „ pernicieuse doctrine contenue au li-
 „ vre dudit Santarellus ; pour , ce
 „ fait , en être par lui ordonné ce qu'il
 „ appartiendra. Et d'autant que pour
 „ satisfaire au devoir de leurs charges ,
 „ ils auroient ci-devant requis que
 „ très-humbles Remontrances fussent
 „ faites au Roi sur ce sujet des Lettres
 „ d'évocation du dix-huit Juillet der-
 „ nier : ce que ladite Cour auroit or-
 „ donné par son Arrêt du 24 dudit
 „ mois : depuis lequel temps plusieurs
 „ Arrêts ont été donnés , & Lettres
 „ d'évocation expédiées du 2 Novem-
 „ bre , par lesquelles , entr'autres cho-
 „ ses , défenses auroient été faites à

„ tous les Sujets du Roi de traiter ni
 „ disputer de l'affirmative ou négative
 „ des Propositions concernans le pou-
 „ voir & l'autorité Souveraine du Roi ,
 „ & des autres Rois & Souverains, sans
 „ expresse permission du Roi & par ses
 „ Lettres-Patentes en commandement, à
 „ peine d'être punis comme séditieux, &
 „ perturbateurs du repos public. A quoi
 „ Frere Jean Testefort, Religieux Do-
 „ minicain, ayant contrevenu par les
 „ Propositions insérées dans les Thè-
 „ ses de grande ordinaire soutenues
 „ par lui le 26 dudit mois de Novem-
 „ bre, sur le Décret qui auroit été
 „ fait contre lui par le Recteur de l'U-
 „ niversité en l'assemblée par lui te-
 „ nue au Mathurins, seroient inter-
 „ venues autres Lettres d'évocation
 „ du 14 Décembre dernier, par les-
 „ quelles le Décret de l'Université est
 „ cassé, & les défenses contenues aux
 „ précédentes Lettres du 2 Novem-
 „ bre réitérées. Ensuite de quoi le 2
 „ Janvier dernier, l'on auroit voulu
 „ proposer en la Faculté de Théolo-
 „ gie aux Docteurs y assistans, s'ils
 „ avoient quelque chose à dire contre

„ la Censure faite le premier Avril ,
 „ confirmée le 4 du même mois , con-
 „ tre le livre dudit Santarellus ; & par
 „ Lettres du 13 Janvier dernier défen-
 „ ses auroient été faites aux Doyen ,
 „ Syndic , & Docteurs de la Faculté de
 „ Théologie , publier aucun acte de
 „ leurs délibérations des 1 & 4 Avril ,
 „ à peine de nullité & de désobéissan-
 „ ce , & d'encourir l'indignation du
 „ Roi Pendant lequel temps auroient
 „ été donnés les Arrêts des 4 & 25 Jan-
 „ vier dernier , pour informer des mo-
 „ nopoles , factions , intelligences se-
 „ crettes qu'ont fait quelques particu-
 „ liers sujets du Roi , au préjudice du
 „ bien de son service. Sur quoi seroit
 „ intervenu l'Arrêt du 29 Janvier der-
 „ nier , qui leur a été présentement mis
 „ ès mains. C'est pourquoi vu la consé-
 „ quence de l'affaire , en laquelle il s'a-
 „ git de l'exécution de l'Arrêt donné au
 „ mois de Mars dernier contre le livre
 „ de Santarellus , contenant plusieurs
 „ fausses & détestables Propositions , les-
 „ quelles tendent à la subversion des
 „ Etats , à combattre les Puissances Sou-
 „ veraines ordonnées & établies de Dieu ;

» par lequel Arrêt, & par la Censure de
 » la Faculté de Théologie, la vie des Rois
 » est mise en sûreté, & leur Etat assuré
 » contre ceux que l'on voudroit induire à
 » attenter à leurs Personnes sacrées ; ce
 » qui ne peut être blâmé que par les en-
 » nemis de l'Etat, & par ceux qui n'é-
 » tant de cœur & d'affection tels qu'ils
 » se disent Sujets du Roi, manquant de
 » fidélité au Roi leur Souverain Seigneur
 » & Maître, se rendent par leur dé-
 » loiyauté coupables de crime de Léze-
 » Majesté, lorsqu'par certaines prati-
 » ques & sollicitations qu'ils font dans
 » la Ville capitale de son Royaume, ils
 » s'efforcent de diminuer son autorité
 » souveraine, séduisant tous ceux qu'ils
 » peuvent suborner, afin de leur faire
 » signer des desaveux, des consentemens
 » & déclarations particulières, qui sont
 » autant d'espèces de conjurations, &
 » d'entreprises contre l'Etat, dont il im-
 » porte que la vérité soit connue, ainsi
 » qu'ils esperent qu'elle paroîtra par la
 » suite de l'information, laquelle est com-
 » mencée par les Conseillers-Commis-
 » saires : & partant requierent qu'en exéc-
 » tion de l'Arrêt du 24 Juillet dernier,

» très-humbles remontrances soient
 » faites au Roi sur le sujet des Arrêts ,
 » & Lettres d'évocation du 18 Juillet ,
 » deux Novembre & 14 Décembre
 » mil six cent vingt-sept, ensemble sur
 » le contenu des Lettres du treize , &
 » de l'Arrêt du 29 Janvier dernier
 » concernant la censure du Livre de
 » Santarellus : ce qu'ils font pour la
 » décharge de leur conscience tant en-
 » vers Dieu qu'envers le Roi , afin
 » de faire punir tous ceux qui se trou-
 » veront coupables des fonctions &
 » monopoles que l'on fait contre ledit
 » Seigneur ; & d'autant *que , où il va*
 » *de la sûreté de la vie du Roi , & de la*
 » *conservation de sa Personne sacrée , il*
 » *n'est pas loisible d'user de demeure &*
 » *de dilation , supplient la Cour , atten-*
 » *du qu'il s'agit de crime de Lèse-Ma-*
 » *jesté , d'ordonner que lesdits Conseillers*
 » *Commissaires continueront l'informa-*
 » *tion par eux commencée : & cepen-*
 » *dant sur l'avis qu'ils ont , qu'en l'as-*
 » *semblée de la Faculté de Théologie*
 » pourroit être faite ce matin quelque
 » Déclaration préjudiciable à l'auto-
 » rité du Roi , & aux droits de sa Cou-
 » ronne , requièrent que l'un des Pré-

„ fidents & quatre Confeillers de la-
 „ dite Cour foient commis , pour eux
 „ préfentement transporter au Collé-
 „ ge de Sorbonne , afin d'y pourvoir
 „ & d'empêcher qu'aucune chofe foit
 „ faite par faction au defavange du
 „ Roi. La matiere mife en délibéra-
 „ tion , ladite Cour a ordonné & or-
 „ donne que très-humbles remontran-
 „ ces feront faites au Roi tant de vive
 „ voix que par écrit fur le fujet des-
 „ dites évocations concernant la cen-
 „ fure du Livre de Santarellus , & que
 „ pour cet effet feront toutes les
 „ Chambres afsemblées. Cependant
 „ pour la conféquence de l'affaire, que
 „ l'un des Présidens & quatre Con-
 „ feillers d'icelle fe transporteront
 „ préfentement au Collège de Sor-
 „ bonne pour empêcher les défordres
 „ qui y pourroient furvenir , & que
 „ les Confeillers commis par l'Arrêt
 „ du 25 Janvier dernier continueront
 „ l'information commencée contre
 „ ceux qui ont contrevenu aux Arrêts
 „ de ladite Cour. Fait en Parlement
 „ le premier Février 1627.

Le même jour premier Février , le

Président le Jay & quatre Conseillers de la Grand'Chambre , députés par la Cour , se transportèrent au Collège de Sorbonne pour empêcher les désordres ; & dressèrent procès-verbal de ce qui s'y passoit. Ce procès-verbal est fort curieux , & la relation encore davantage. Duval, l'ame damnée du Nonce & des Prélats , y joue un grand rôle. Ce fanatique s'emporta jusqu'à dire *que si la censure étoit bonne, le Pape étoit l'Antechrist*. Le Président le Jay l'interrompit , & lui ordonna de déclarer nettement s'il approuvoit la Doctrine de Santarel : ayant répondu qu'il la condamnoit comme *détestable & pernicieuse*, Durand, l'un des Conseillers, lui demanda pourquoi il ne vouloit pas qu'une Doctrine qu'il jugeoit lui-même *détestable & pernicieuse*, fût qualifiée *erronée & contraire à la parole de Dieu* : Il repliqua qu'elle étoit *détestable in moribus* , mais qu'elle *n'étoit pas erronée in Doctrinâ*. C'étoit sous des prétextes aussi impertinens que les Ecclésiastiques couvroient leurs emportemens contre les censures de la Doctrine de Santarel qu'ils n'osoient pas.

avouer hautement : mais on voyoit bien que ces emportemens ne venoient que de leur attachement bien réel à cet infâme Doctrine.

Les Commissaires furent enfin obligés d'imposer silence à Duval. C'étoit l'enfant perdu & l'organe des Partisans de la Cour de Rome. Ils faisoient tous les jours de nouveaux actes de désobéissance & d'infidélité envers leur Souverain : & loin d'être punis, ils accabloient par leur crédit ceux qui s'exposoient à tout pour servir le Roi & l'Etat. Testefort lui-même dont l'assertion aussi monstrueuse que nouvelle, méritoit une tout autre punition que la simple exclusion des degrés, alloit cependant soutenir la Sorbonique, lorsque convaincu par un procès-verbal du 4 Novembre 1627: d'avoir été surpris couché avec une Religieuse ; il fit rougir ses protecteurs, qui ne purent le garantir d'être conduit aux prisons de l'Officialité, & ensuite remis à ses Supérieurs pour en faire justice.

La guerre que ces forcenés firent à la belle censure de la Faculté de Théo-

logie , avoit commencé , comme nous l'avons vû , dès la fin de 1626 ; & elle duroit encore avec la même fureur en 1631. L'Université craignant de succomber enfin sous des efforts si opiniâtres , pénétrée de douleur de voir la religion du Roi surprise au point d'appuyer de tout son pouvoir les ennemis jurés de sa Souveraineté , de son indépendance & de la sûreté de sa Personne , résolut de tenter , à l'exemple du Parlement , de détromper son Prince. Dans cette vûe , elle dressa une Requête au Roi. Cette pièce étoit digne d'elle à tous égards. Le Recteur la prononça au Roi qui l'écouta avec attention. Elle produisit son effet. Sa Majesté reconnut qu'on lui avoit tout déguisé & fait tourner ses armes contre ses plus fidèles Sujets. Elle en fut si touchée , qu'elle fit rendre un Arrêt en son Conseil , qui *maintient & garde* l'Université en la possession & jouissance de ses privilèges , facultés , exemptions & immunités Elle révoqua les Lettres-patentes , closes & Arrêts de son Conseil contraires à celui-ci. Par-là tout

fut rétabli dans l'ordre , & la censure subsista , n'ayant plus eu à se défendre que contre quelques cabales des Mandians , que le Parlement reprima par plusieurs Arrêts.

Cependant nos Prélats , toujours enivrés des douceurs de l'indépendance , ne cédèrent que pour un tems. Bien instruits de la foiblesse du Gouvernement , ils n'attendirent que l'occasion de remuer. Elle se présenta bien-tôt ; & à force d'intrigues & de menaces ils réussirent encore à porter le Roi à donner quelque atteinte à ses propres droits.

Deux Citoyens zélés * publièrent en 1639. les traités des droits & libertés de l'Eglise Gallicane avec les preuves de ces libertés. Rien n'étoit plus propre à faire sentir l'injustice & les dangers des usurpations si opiniâtrément réclamées par le Clergé , que de les comparer , comme font ces Auteurs , avec les Ordonnances , les Arrêts & les Réglemens que la Puissance séculière y opposa dans tous les tems ,

* M. Pitou & M. Dupuy.

& qui sont fondés sur toutes les Loix naturelles & positives, divines & humaines, & sur les droits les plus sacrés de la Souveraineté. Mais plus ces traités étoient convaincans, plus ils irritèrent la fierté des Evêques. Dix-neuf d'entr'eux, ayant à leur tête le Cardinal de la Rochefoucault Grand Aumônier, publièrent contre ce Livre une censure, nous osons le dire, pleine de passion & d'indécence. * Les compilateurs y sont traités d'hérétiques, & leur collection d'assemblage de tout ce que l'Enfer avoit vomie de plus affreux contre l'Eglise. Selon les illustres Censeurs, jamais la foi Chrétienne, l'Eglise Catholique, la Discipline Ecclésiastique, le salut du Roi & du Royaume ne furent plus dangereusement attaqués.

A juger de l'ouvrage par des notes si infamantes, ne diroit-on pas qu'il renverse les principes fondamentaux de notre Religion ? Cependant, le croira-t-on ? Tout ce qu'il renferme ne tend qu'à établir ces maximes si

* Cette censure est à la tête des Traités joints aux Preuves des libertés. Edit. de 1731.

précieuses , que le Concile est par dessus le Pape ; que le Roi ne connoît aucun Supérieur au temporel ; que le Roi a le droit de Régale ; qu'il ne se peut faire aucune Assemblée en son Royaume sans la permission ; que les Bulles des Papes ne se peuvent ni se doivent exécuter en France sans Lettres - Patentes ; que les Sujets du Roi ne peuvent être cités à Rome pour y être jugés ; qu'ils peuvent avoir recours à sa protection contre les vexations des Ecclesiastiques ; par la voie de l'appel comme d'abus dont les Ecclesiastiques se sont eux-mêmes utilement servi en plusieurs occasions , &c.

Ces maximes , loin d'attaquer ; comme le prétendoient les Censeurs , la foi & la discipline , l'Eglise & l'Etat , le salut du Roi & de ses Sujets , sont regardées parmi nous comme les principes les plus nécessaires pour les défendre. Peut on concevoir comment le Ministère se laissa allarmer par les cris que jetterent de toutes parts les Ecclesiastiques , au point de prohiber la publication des Traités & des Preuves qui établissoient ces maximes ? Observons néanmoins d'après M. de

Marca (a) que l'unique prétexte de cette inhibition fut que le livre avoit été imprimé sans privilège ; & qu'il ne faut pas croire que le Roi ait eu intention d'abandonner les Libertés de son Royaume. Mais Louis XIV. connut mieux le prix d'un pareil ouvrage. Vingt ans après, en 1651, il fit mettre à la tête son privilège qui en fait les plus magnifiques éloges.

„ Le Livre, (dit Louis le Grand)
 „ intitulé , *Preuves des Libertés de*
 „ *l'Eglise Gallicane* , imprimé des l'an
 „ née 1639 , augmenté de grand nom-
 „ bre d'actes & de titres fort considé-
 „ rables , & de plusieurs illustrations ,
 „ sert à l'éclaircissement des droits de
 „ notre Couronne , & à la preuve en-
 „ tière desdites libertés ; en sorte que
 „ ces beaux droits si augustes & si il-
 „ lustres , se trouvent tellement jus-
 „ tifiés , que ceux qui les avoient es-
 „ timés vains & sans fondement ,
 „ pour n'avoir pas pénétré jusques
 „ dans leurs sources , sont obligés par

(a) Voyez l'Hist. du 17^e. Siècle. T. 1. par Elic Dupin.

» la force de la vérité de les recon-
 » noître aussi anciens que notre Mo-
 » narchie.

Ces justes éloges étoient comme une déclaration bien formelle que faisoit ce grand Monarque , dès le commencement de son règne , qu'il connoissoit l'étendue de ses droits , & qu'il étoit résolu de les soutenir. Cependant , combien de tentatives ne firent pas les Evêques sous ce regne même , pour faire valoir leurs prétentions ! Combien d'actes favorables à ces prétentions , surprirent-ils à ce Prince !

On sçait l'autorité que donne aux Evêques dans le Languedoc la Constitution de cette Province. En 1650 ils furent violemment soupçonnés d'être les vrais auteurs des concussions inouïes qui s'y commettoient sous le nom du Roi. Le Parlement de Toulouse envoya des Commissaires en différentes Villes , pour informer à ce sujet. Ils furent outragés , & même en danger de leur vie à Narbonne & à Beziers. Par de nouvelles informations il fut bien constaté que

l'Archevêque & l'Evêque de ces deux Villes étoient les auteurs de ces violences. Le Parlement de Toulouse , sur le vû des pièces , rendit , le 22 Mai 1651 , un Arrêt portant décret de prise de corps contre le premier , & d'ajournement personnel contre le deuxième. Les voilà donc bien juridiquement convaincus de concussion & de révolte : on va voir le Clergé prendre leur parti avec vivacité , par le pernicious principe de l'indépendance des Evêques de la juridiction séculière.

M. Godeau , Evêque de Grasse & de Vence , assisté de tous les Archevêques & Evêques qui se trouvoient à Paris , fit des remontrances au Roi , où l'on retrouve toutes les prétentions du Clergé. “ Le Parlement de Toulouse , Sire , (disoit au Roi ce Prélat) “ par un malheur , que nous déplorons , vient de flétrir par ses Arrêts l'honneur du Royaume très-Chrétien ; de sapper la Religion que vous professez , par un de ses plus solides & plus vénérables fondemens. Tous les Evêques

„ Evêques ne faisant qu'un Evêque ;
 „ l'injure de l'un est l'injure de l'au-
 „ tre , ou plutôt de toute l'Eglise ; la
 „ tête ne pouvant être offensée que
 „ le corps ne se ressente de son offense.
 „ Vous voyez bien , SIRE , que sans
 „ faire un schisme horrible *dans celui*
 „ *du fils de Dieu* , pour me servir des
 „ termes de S. Paul , nous ne pour-
 „ rions dissimuler les blessures de ses
 „ principaux membres. Nous
 „ pourrions , à l'exemple du Sauveur ,
 „ prendre le fouet pour chasser de
 „ la maison de Dieu ceux qui traitent
 „ les Pasteurs de son Eglise avec
 „ tant d'ignominie , & qui les *accu-*
 „ *sent si hardiment* d'avarice , de lar-
 „ cin , de tyrannie & de corruption ;
 „ je veux dire que nous pourrions
 „ nous servir en cette occasion des
 „ armes spirituelles que Dieu a mises
 „ entre nos mains , pour châtier l'en-
 „ treprise de quelques particuliers qui
 „ s'écartoient si fort du respect dû à
 „ l'Eglise. Mais , SIRE , toute l'E-
 „ glise de France étant intéressée en
 „ l'injure de M. l'Archêvêque de Nar-
 „ bonne d'une façon très-sensible

„ & très-importante, elle ne croit
 „ pas devoir se contenter d'une répa-
 „ ration particulière, elle en vient
 „ demander une à Votre Majesté,
 „ qui lave la tache dont elle est flé-
 „ trie, & qui remédiant au passé em-
 „ pêche encore qu'à l'avenir une en-
 „ treprise.....ne passe pour un
 „ titre légitime ou pour un bon exem-
 „ ple. Je ne veux point alléguer les
 „ oracles des Saints Conciles, qui ont
 „ tous si uniformément réglé la façon
 „ de juger les Evêques. Je ne veux
 „ point parler des Chilpéric, des
 „ Childeberts, de Charles le Chauve
 „ & des autres Rois vos prédécesseurs,
 „ qui ont décidé dans les Synodes
 „ des Prélats criminels de Léze - Ma-
 „ jesté, pour leur faire faire leur pro-
 „ cès, &c.

Comment le Roi eut-il la patience
 d'entendre ce discours jusqu'à la fin !
 Lira-t-on même sans indignation l'ex-
 trait que nous venons d'en donner ?
 Il s'agit de concussionnaires & de re-
 belles ; & parce que ce sont des Evê-
 ques, on ose avancer qu'on n'a pû
 commencer à faire leur procès sans

deshonorer la sainteté de notre Religion ! Mais seroit-elle sainte , cette Religion , si elle défendoit de punir de tels crimes dans ses Ministres ? Avancer un pareil principe , c'est donc véritablement deshonorer la Religion , & *donner occasion de blasphémer aux ennemis du Seigneur* qui l'a établie. On avoit rendu le nom du Prince odieux à ses peuples , en le faisant servir à les opprimer : & parce que des Magistrats ont voulu venger l'injure faite à ce nom si respectable , des Evêques ne rougissent pas de dire au Prince lui-même , qu'ils auroient pû prendre le fouet pour chasser ces Magistrats du Temple ! Ils s'autorisent des exemples de quelques anciens Rois , pour établir la fausse maxime que des Prélats , même criminels de Lèze-Majesté , ne peuvent être jugés que dans des Conciles. Il seroit trop long de discuter ici ces faits. Nous nous contenterons d'observer que les Prélats qui demandoient que le Jugement de deux Evêques fût renvoyé à un Concile , manifestèrent dès-lors que leur dessein étoit de procurer l'im-

punité de leurs crimes. Ils étoient constatés par une information juridique : & néanmoins leurs confrères les supposent déjà si innocens , qu'ils disent au Roi que c'est pour les avoir *accusés* si hardiment , que les Magistrats auroient mérité d'être excommuniés. Ils ne les avoient accusés que sur le vu des pièces : où étoit donc la hardiesse & la témérité ? Nous ne nous arrêterons pas plus long-tems à relever les excès de cette harangue. Peut-être ferons-nous imprimer à la fin de cet ouvrage les Remontrances que le Parlement de Toulouse présenta au Roi pour la combattre. C'est un des beaux morceaux qu'on puisse lire pour la solidité & pour l'éloquence.

Quelque révoltant que soit le fait que nous venons de voir , celui que nous allons rapporter l'est infiniment plus. Il l'est au point que nous craindrions de n'être pas crûs si nous parlions de nous-mêmes. Nous ne ferons donc que copier le procès-verbal de l'Assemblée du Clergé , tenue les années 1655. & 1656. où les Evêques ont eu soin de les consigner. Il

fut imprimé à Paris chez Vitré avec privilège du Roi.

Louis XIV. avoit adressé au Parlement le 21 Septembre 1654. une Commission par laquelle il lui ordonnoit d'informer contre le Cardinal de Retz, & les informations rapportées au Parlement, de procéder à l'instruction du procès de ce Cardinal *sur le crime de Lèse-Majesté.*

Le Clergé de France, assemblé le 25 Octobre 1655. avoit reçu deux Lettres de ce Prélat fugitif. La deuxième datée du lieu de sa retraite le 12 Octobre 1656. fut, par délibération du Clergé du Mardi 24 Octobre, insérée dans son procès-verbal. On l'y trouve page 913. 914. & 915.

Le Roi en ayant été informé, écrivit à l'Assemblée en ces termes. :

„ Messieurs; ayant appris que le
„ Curé de S. Severin, Vicaire en
„ l'Archevêché de Paris, vous a ren-
„ du une deuxième Lettre du Cardi-
„ nal de Retz, qu'il vous a dit con-
„ tenir un remerciement sur ce qu'il

» prétend que vous avez résolu de lui
 » faire office auprès de moi , pour
 » obtenir la jouissance du temporel
 » dudit Archevêché, & une pressante
 » instance d'exécuter ce dessein : bien
 » que je ne doute pas qu'après tout
 » ce qui vous a été dit de ma part
 » sur le sujet dudit Cardinal de Retz
 » & touchant les Lettres qu'il pour-
 » roit écrire à votre Assemblée.....
 » vous ne ferez rien de contraire à
 » mes intentions que j'ai fait si clai-
 » rement connoître à vos Députés....
 » néanmoins j'ai encore voulu vous
 » faire cette Lettre , pour vous dire
 » que je trouverois fort mauvais
 » qu'aucun d'entre vous proposât
 » quoi que ce pût être en faveur dudit
 » Cardinal..... D'autant plus que
 » j'ai tous les jours des avis assurés
 » de la continuation de ses entreprises
 » au préjudice du repos de mes Su-
 » jets, & de ses nouvelles liaisons
 » avec les ennemis de cet Etat , qui
 » m'obligent à faire procéder contre
 » lui , ainsi que ses crimes le méri-
 » tent.

Ayant cette Lettre , le Roi avoit

déjà chargé les Députés que le Clergé
lui avoit envoyés, “ de faire enten-
,, dre à l’Assemblée qu’il avoit dé-
,, fendu à tous ses Sujets d’avoir au-
,, cune communication avec le Cardi-
,, nal de Retz, par Lettres ni par ses
,, envoyés, *sous peine de crime de Lèze-
,, Majesté.* „

Le Clergé ne pouvoit donc plus
ignorer la volonté du Roi, ni combien
elle étoit fondée. Cependant on va voir
comment il s’y conforma.

Le Lundi 31 Juillet 1656. * M. le
Promoteur dit.... “ qu’il estimoit que
,, comme les Commissaires du Roi
,, avoient représenté la nécessité de
,, l’Etat, il étoit nécessaire que la
,, Compagnie leur représentât la né-
,, cessité de l’Eglise, totalement affoi-
,, blie aujourd’hui... dans le *spirituel*
,, par la ruine de la *Jurisdiction*, de ses
,, libertés & de toutes ses immuni-
,, tés personnelles..... que les entre-
,, prises de la *Puissance séculière* faites
,, sur la personne de M. le Cardinal de

„ Retz, soumis à la Jurisdiction du Par-
 „ lement par une Déclaration du Roi
 „ vérifiée & insérée dans ses Registres,
 „ qui soumet la tête des Evêques avec
 „ tous leurs biens au jugement des Tribu-
 „ naux laïcs, étoient demeurés sans au-
 „ cune réparation, quelque poursuite
 „ qu'on en eût faite. Que si l'immunité
 „ Ecclésiastique, attaquée en la per-
 „ sonne d'un Cardinal Archevê-
 „ que de Paris, demeure ainsi violée,
 „ ces exemples feront une loi de pres-
 „ cription & d'autorité contre tous les
 „ autres Ecclésiastiques.

„ Sur ces représentations, la Com-
 „ pagnie délibération prise par
 „ Provinces, résolut que MM. les Dé-
 „ putés qui iroient rendre réponse à
 „ MM. les Commissaires du Roi, leur
 „ diroient, que la Compagnie ne
 „ pouvoit & ne devoit entrer en aucune
 „ délibération sur les propositions qu'ils
 „ lui étoient venus faire de là part de Sa
 „ Majesté, qu'après qu'elle auroit eu
 „ la bonté de lui donner une entière sa-
 „ tisfaction sur les infractions qui
 „ avoient été faites aux privilèges &
 immunités.

» immunités Ecclésiastiques.

C'étoit dire nettement au Roi que s'il vouloit s'attribuer le droit de punir un de ses Sujets, criminel de Léze-Majesté au premier chef, & persévérant dans sa rebellion, le Clergé refuseroit toute contribution pour les besoins les plus pressans de l'Etat. Mais ce n'est pas tout.

» Le Mardi 3 Octobre 1656. * Mes-
 » dits Seigneurs les Commissaires lû-
 » rent le Mémoire des Déclarations &
 » Arrêts, (& entr'autres) une Dé-
 » claration du Roi qui porte que les
 » Juges séculiers ne peuvent en au-
 » cun cas prendre connoissance des
 » personnes des Evêques, & révo-
 » cation de tout ce qui a été fait au con-
 » traire, tant au Parlement de Paris,
 » qu'en celui de *Toulouse* depuis l'an-
 » née 1648. sur quoi il fut reso-
 » lu que les instances commencées
 » par Messieurs de Toulouse &
 » de Montauban, par délibération
 » des assemblées particulières, se-
 » roient continuées par mesdits

* Procès-verbal, &c. pag. 871. & 872.

» Seigneurs les Commissaires au nom
 » de l'Assemblée.

Le Mercredi 22 Novembre 1656,
 » * M. l'Evêque de Couserans , qui
 » avoit été chargé par la Compagnie
 » de l'informer des entreprises faites
 » contre la Jurisdiction Ecclésiasti-
 » que pendant les cinq années de son
 » Agence... dit.... que le trouble
 » s'étant mis dans l'Etat durant le tenis
 » de leur Agence, la licence & l'au-
 » torité de ceux qui ont coutume
 » d'entreprendre contre la Jurisdic-
 » tion de l'Eglise, s'étoient aussi pour
 » cela extrêmement accrues : que leurs
 » entreprises principales se rédui-
 » soient à trois chefs. Le premier re-
 » gardoit la personne de M l'Arche-
 » vêque de Narbonne.... le troisié-
 » me une Commission registrée au
 » Parlement de Paris , suivie de plu-
 » sieurs Arrêts rendus au Conseil &
 » autres procédures extraordinaires
 » faites au sujet de M. le Cardinal de
 » Retz.

* Procès-verbal , &c. pag. 968.

« Le Jeudi 23 Novembre 1656.
 « M. l'Evêque de Couserans conti-
 « nuant son rapport * ajouta
 « que l'on ne pourroit remédier uti-
 « lement ni efficacement qu'en obte-
 « nant de Sa Majesté la révocation de
 « la Commission de l'année 1654.
 « couchée sur les Registres du Parle-
 « ment , qui lui donne pouvoir d'in-
 « former & ensuite de procéder juri-
 « diquement contre M. le Cardinal de
 « Retz ; d'autant que ladite Commis-
 « sion subsistant dans les Registres ,
 « c'étoit y laisser un titre permanent
 « qui prouve que tout Ecclésiastique ,
 « de quelque condition éminente qu'il
 « puisse être , *est soumis à la Jurisdic-*
 « *tion du Tribunal Séculier , & que le*
 « *Parlement est son Juge , non par voye*
 « *de fait ni par entreprise , mais par la*
 « *volonté du Prince* , qui lui a envoyé
 « sa Patente & sa Commission pour
 « lui donner pouvoir de procéder au
 « jugement.

« Il exposa ensuite..... les diligen-
 « ces qu'ils avoient faites alors com-

* Procès-verbal , &c. p. 968.

» me Agens, pour s'opposer à toutes
 » ces entreprises; le voyage que M.
 » l'Abbé de Villars son Confrère,
 » avoit fait à la Cour avec une inf-
 » truction de MM. les Prélats qu'ils
 » avoient ici assemblés pour remédier
 » à ladite Commission; les Lettres qu'il
 » avoit rapportées de son Eminence
 » pour MM. le Chancelier, le Garde
 » des Sceaux & le Procureur Géné-
 » ral, qui en conférèrent ici avec
 » quelques-uns de MM. les Prélats;
 » l'Arrêt (du Conseil) qui fut donné
 » ensuite pour empêcher l'effet de la-
 » dite Commission, lequel ayant été lu
 » fut improuvé par la Compagnie, d'au-
 » tant qu'il laissoit le Roi Juge des Evê-
 » ques, & semble soumettre leurs Immu-
 » nités à ses Juges. Après avoir exposé
 » ces choses, il parla d'une Lettre de
 » M. le Cardinal de Retz aux Archevê-
 » ques & Evêques de France, qui fut
 » brûlée publiquement en Greve par
 » Sentence du Châtelet, de quoi les
 » Agens porterent leurs plaintes à une
 » Assemblée de Prélats. La Com-
 » pagnie resolut, que sur cela, comme
 » sur tous les autres chefs, il seroit dé-

„ libéré au fond après le rapport des
 „ affaires spirituelles qui ont connè-
 „ xion & liaison avec celles-ci , qui
 „ devoit être fait un des jours suivans
 „ par M. l'Archevêque d'Arles.

„ Le Samedi 17 Février 1657. * M.
 „ l'Archevêque d'Arles dit : qu'ayant
 „ été commis avec MM. les Evêques
 „ de Bayonne , de Vence & de Van-
 „ nes , & MM. les Abbés de Ligny ,
 „ de Bouzy , de Couvran & de Mouf-
 „ fleines , pour examiner les entre-
 „ prises faites sur les Immunités de
 „ l'Eglise , durant le cours de la der-
 „ niere Agence , lesquelles n'avoient
 „ pas encore été réparées on lui
 „ avoit remis entre les mains des Ar-
 „ rêts & Déclarations données au su-
 „ jet de M. le Cardinal de Retz . . .
 „ *Que le plus grand grief que l'Eglise*
 „ *avoit reçu* , & dont il falloit conti-
 „ nuellement se plaindre , jusqu'à ce
 „ qu'il fût réparé , étoit la Commis-
 „ sion du Roi donnée à Paris le 21
 „ Septembre 1654. par laquelle Sa
 „ Majesté ordonnoit à son Parlement

* Procès-verbal , &c. p. 1161. 1163. 1164.
 1165. 1166. 1168. 1169. 1170 & 1171.

5, de Paris d'informer contre ledit
 „ Seigneur Cardinal de Retz , & les
 „ informations rapportées audit Par-
 „ lement , procéder à l'instruction du
 „ procès dudit Seigneur Cardinal de
 „ Retz sur *le crime de léze-Majesté* ,
 „ que cette Commission disoit être un
 „ cas *notoirement privilégié, & qui fait*
 „ *cesser toute exemption & privilège, se-*
 „ *lon les Loix & usages de tout tems pra-*
 „ *tiqués dans le Royaume.* Sur quoi la
 „ Compagnie devoit remarquer que
 „ cette *Commission* n'avoit *pû ni dû être*
 „ *ordonnée* au préjudice des Immunités
 „ de l'Eglise , qui exemptent les Car-
 „ dinaux , les Archevêques & les
 „ Evêques *de toute sorte de Jurisdiction*
 „ *Seculière; le crime de léze-Majesté ne*
 „ *faisant pas cesser ladite exemption* ,
 „ les Rois mêmes ne l'ayant jamais
 „ prétendu , puisqu'aucune de leurs
 „ Ordonnances n'en a parlé. Que *si*
 „ *quelquefois les Parlemens avoient vou-*
 „ *lu faire des entreprises sur cette ma-*
 „ *tière* , elles avoient été réparées par
 „ les Arrêts du Conseil , & par ainsi
 „ il étoit de la dernière importance de
 „ demander que ladite Commission

„fût tirée des Registres du Parlement ;
 „ou du moins qu'elle fût revoquée ,
 „comme aussi l'Arrêt d'enregistre-
 „ment, du 22 Septembre 1654.

„Le rapport achevé , la Compa-
 „gnie fit faire lecture des pièces men-
 „tionnées en icelui , après laquelle M.
 „l'Abbé Ponce Promoteur dit :....
 „Quant à ce qui concerne *la playe*
 „*que l'Eglise* a reçue en la personne
 „de M. le Cardinal de Retz ; si d'un
 „côté l'on considère.... une Com-
 „mission envoyée par le Roi au Par-
 „lement, pour informer contre sa
 „personne, au préjudice des Immu-
 „nités de l'Eglise & de ses privilé-
 „ges..... ses lettres de communi-
 „cation avec les Prélats de France ses
 „confrères réputées criminelles &
 „passées par le feu ; ses Grands Vi-
 „caires empêchés dans leurs fonc-
 „tions ; l'un d'eux crié à son de trom-
 „pe à la porte de son Eglise , banni
 „& privé de ses Bénéfices ; en un
 „mot tout commerce libre rompu
 „entre le Pasteur & ses ouailles par
 „des Ordonnances publiques, & les
 „Immunités violées , dont il se sen-

» toit obligé de demander la répara-
 » tion avec instance , & laquelle dès-
 » à-présent il requéroit comme d'une
 » *injure faite à l'Eglise* , en la personne
 » d'un Archevêque & d'un Cardinal.

» La Compagnie ensuite s'entretint
 » long tems sur l'importance de cette
 » matiere ; & après avoir fait toutes
 » les considérations & réflexions né-
 » cessaires , elle resolut que MM. les
 » Commissaires verront son Emi-
 » nence (le Cardinal Mazarin) pour
 » lui faire entendre les justes
 » plaintes de l'Assemblée contre les
 » Arrêts , Déclarations & autres cho-
 » ses dont il avoit été fait rapport en
 » l'affaire de M. le Cardinal de Retz ;
 » afin qu'il lui plût d'employer son
 » crédit & son autorité auprès de Sa
 » Majesté , pour faire que *l'Eglise qui*
 » *avoit été extrêmement blessée par tou-*
 » *tes ces entreprises* , mais particuliere-
 » ment par la Commission envoyée
 » au Parlement de Paris qui renver-
 » soit entièrement les Immunités per-
 » sonnelles , fût satisfaite ; & que pour
 » cet effet ladite Commission adressée
 » au Parlement de Paris fût tirée des

5, Registres , ou du moins révoquée.
 „ Le Jeudi 8. Mars 1657. M. l'Ar-
 „ chevêque d'Arles dit * Que
 „ *Son Eminence* avoit tout-à-fait
 „ donné dans les sentimens de l'As-
 „ semblée (cela n'est pas bien éton-
 „ nant : il étoit Cardinal & Italien)
 „ pour la Commission du Roi en-
 „ voyée au Parlement , qui portoit
 „ pouvoir d'informer contre M. le
 „ Cardinal de Retz , & contenoit tou-
 „ tes les autres clauses dont il avoit
 „ été amplement parlé dans le rap-
 „ port : & partant qu'il y falloit ap-
 „ porter quelque remède solide , pour
 „ empêcher qu'elle ne pût porter de
 „ préjudice ni tirer à conséquence ; &
 „ qu'elle s'employeroit de très-bon
 „ cœur près de Sa Majesté pour faire
 „ avoir à la Compagnie toute la sa-
 „ tisfaction qu'elle pouvoit souhaiter ;
 „ mais qu'il seroit très-à-propos d'en
 „ conférer avec M. le Chancelier ,
 „ comme aussi de toutes les autres
 „ plaintes contenues au rapport sur
 „ le même sujet , *ne croyant pas néan-*

* Procès-verbal , &c. pag. 1205.

» moins qu'on dût espérer de faire tirer
 » ladite Déclaration des Registres du
 » Parlement , mais bien de pouvoir
 » rendre ladite Commission tout-à-fait
 » inutile , & rétablir les Immunités
 » personnelles de MM. les Prélats ,
 » en sorte que l'atteinte qu'elle pour-
 » roit avoir reçue par ladite Commis-
 » sion fût entierement réparée.

» Le Jeudi 19 Avril 1657. Mgrs.
 » qui avoient été nommés pour assis-
 » ter à la Conférence qui se devoit
 » tenir chez M. le Chancelier tou-
 » chant les immunités , s'étant mis au
 » Bureau , Monseigneur l'Archevê-
 » que d'Arles dit.... qu'ayant aussi re-
 » présenté à (M. le Chancelier) de
 » quelle conséquence étoit pour l'E-
 » glise la commission envoyée au Par-
 » lement pour faire le procès à Mon-
 » seigneur le Cardinal de Retz , il fut
 » arrêté qu'il seroit expédié une Dé-
 » claration par laquelle le Roi révo-
 » querait ladite commission , & déclai-
 » reroit qu'il n'entendoit pas que l'on
 » pût faire le procès aux Archevê-
 » ques & Evêques , que selon les Saints
 » Décrets & usages du Royaume.

» Ensuite de quoi l'Assemblée pria
 » Monseigneur l'Archevêque de Tou-
 » louse de dresser les minutes des Dé-
 » claration & Arrêt touchant les im-
 » munités personnelles des Evêques.

» Le Mardi 24 Avril 1657. Mon-
 » seigneur l'Archevêque de Toulouse
 » fit lecture de la minute de l'Arrêt
 » qui regardoit les immunités person-
 » nelles des Cardinaux , Archevê-
 » ques & Evêques , avec la Déclara-
 » tion du Roi sur icelui ; lesquels Ar-
 » rêts & Déclarations furent approu-
 » vés par l'Assemblée , qui ordonna à
 » Messieurs les Agens d'en poursuivre
 » l'expédition *aux mêmes termes* qui
 » suivent.

» Sur la remontrance faite au Roi ,
 » étant en son Conseil , par les Cardi-
 » naux , Archevêques , Evêques &
 » autres Députés de l'assemblée du
 » Clergé de France contenant que
 » les immunités qui sont acquises aux
 » Cardinaux , Archevêques & Evê-
 » ques , lesquelles exemptant leurs
 » personnes de toute Jurisdiction se-
 » culière , *au cas même qu'ils soient ac-*
 » cusés de crime de Lèze-Majesté, & les

» soumettant au seul jugement Ecclé-
 » siastique , prennent leur origine du
 » droit divin , & ensuite ont été dé-
 » clarés & confirmés par les Ca-
 » nons des Conciles généraux qui
 » étoient reçus dans les Gaules avant
 » l'établissement de la Monarchie de
 » France , & furent acceptées depuis
 » par le Roi Clovis & ses successeurs ,
 » aussi bien que par les Conciles des
 » Gaules ; lesquelles Constitutions Ca-
 » noniques & Séculières ont été for-
 » mées par diverses Ordonnances tant
 » du Roi Saint Louis que des Rois ses
 » successeurs : de sorte que les Evê-
 » ques accusés du crime de Léze-Ma-
 » jesté ont été jugés durant la premiè-
 » re , la deuxième , & la troisième ra-
 » ce sans interruption jusqu'à pré-
 » sent par les Evêques assemblés pour
 » rendre le jugement Ecclésiastique
 » & conformément à ces anciens
 » droits , & à la Pragmatique autori-
 » sée par le cours de tant de siècles.
 » Le feu Roi de très-glorieuse mémoi-
 » re voulant que la rébellion *prétendue*
 » de quelques Evêques du Royaume
 » fût jugée , s'adressa pour cet effet

» à la Jurisdiction Ecclésiastique , &
 » obtint de N. S. P. le Pape Urbain
 » VIII. deux Brefs de délégation
 » adressés aux Archevêques & Evê-
 » ques y dénommés pour faire le pro-
 » cès aux accusés jusqu'à Sentence dé-
 » finitive inclusivement ; sur lesquels
 » Brefs Sa Majesté fit expédier ses
 » Lettres-Patentes adressées aux Com-
 » missaires Ecclésiastiques pour *faci-*
 » *liter* l'exécution de leur commission ,
 » lesquels ensuite informèrent du cri-
 » me de Léze-Majesté , instruisirent
 » le procès contre les coupables , &
 » prononcèrent contr'eux Sentence de
 » privation des Evêchés , en conse-
 » quence de laquelle le Roi nomma
 » à ces Evêchés ; & Sa Sainteté fit ex-
 » pédier les provisions appliquées en
 » faveur des personnes nommées. Et
 » quoique l'Assemblée de l'an 1650 ait
 » fait sa plainte , & se soit opposée
 » contre la forme de ces Brefs & de ces
 » Jugemens , elle a néanmoins accepté
 » que la procédure ait été faite par la
 » Jurisdiction Ecclésiastique , & non
 » par la Séculière , d'autant que par ce
 » moyen les Evêques ont été mainte-

» nus en la possession de leurs immuni-
 » tés. Néanmoins au préjudice de ces
 » droits il a été expédié au grand Sceau
 » une commission du 21 Septembre
 » 1654. laquelle a été adressée à la
 » Chambre des Vacations du Parle-
 » ment de Paris, qui a donné l'enregis-
 » trement, afin que par les Conseillers
 » de la Cour, qu'elle commettrait,
 » il fût informé sur certains chefs con-
 » tre le sieur Cardinal de Retz Arche-
 » vêque de Paris; & que les informa-
 » tions seroient rapportées au Parle-
 » ment, lorsqu'il tiendrait, pour être
 » procédé à l'instruction du procès cri-
 » minel pour raison du crime de Léze-
 » Majesté, ajoutant que le cas notoi-
 » rement privilégié fait cesser toute
 » exemption & privilèges. Cette com-
 » mission pour instruire, & informer
 » le procès, & la cause qui n'a jamais
 » été mise dans aucun Edit ni Arrêt
 » contre les Evêques, sçavoir que le
 » crime de Léze-Majesté fait cesser
 » toute exemption, assujettissent ou-
 » vertement la personne d'un Cardi-
 » nal & d'un Archevêque à la Jurisdic-
 » tion du Parlement, au préjudice des

» immunités qui les exemptent *en tous*
 » crimes de Jurisdiction Séculière. A ces
 » causes requéroient lesdits Députés de
 » l'Assemblée , qu'il plût au Roi, com-
 » me protecteur & défenseur desdits
 » droits , révoquer ladite commission,
 » comme contraire ausd. immunités ;
 » maintenir les Cardinaux , Archevê-
 » ques & Evêques de son Royaume
 » en la possession & jouissance paisibles
 » desdites exemptions & privilèges
 » canoniques , & faire défenses à ses
 » Cours de Parlement & à tous autres
 » Juges Séculiers de prendre aucune
 » jurisdiction ni connoissance contre
 » leur personne pour raison du crime
 » de Léze-Majesté, dont ils pourroient
 » être accusés ; sauf d'en faire la pour-
 » suite pour la punition des coupables
 » pardevant les Juges Ecclésiastiques
 » auxquels il appartient d'en connoi-
 » tre suivant les Saints Décrets &
 » Constitutions Canoniques. «

Il n'est personne , qui en lisant cette
 relation ne nous prévienne sur toutes
 les réflexions que nous pourrions fai-
 re : elles se présentent d'elles-mêmes.
 On a vû que le Clergé conteste au
 Roi le droit de punir un Ecclésiastique

pour quelque crime que ce puisse être, même pour celui de soulever ses Sujets contre lui, & d'entretenir des intelligences avec les ennemis de l'Etat, comme avoit fait le Cardinal de Retz toute sa vie. Enforte que, si non seulement un Evêque, mais tous ceux du Royaume entreprennent de former une ligue pour détrôner le Roi, il n'aura aucun moien pour les réprimer. Ce qu'on a peine à concevoir, c'est que le Clergé ait osé mettre une prétention aussi révoltante sous les yeux du Roi lui-même. Mais c'est que c'étoit un Cardinal, & un Cardinal Italien, qui étoit à la tête des affaires. Que ne pouvoient pas hasarder les Evêques ? ils étoient sûrs de leur fait. L'Eminence fit rendre, conformément à leur demande, un Arrêt du Conseil & une Déclaration le 26 Avril 1657, où la Remontrance du Clergé qu'on vient de lire, fut inférée en entier. Mais on fut si persuadé que la fidélité du Parlement à son Souverain, son attachement invincible aux Loix & aux maximes du Royaume, ne lui permettroient
jamais

jamais d'enregistrer cette énorme Déclaration, qu'on n'entreprit pas seulement de la lui envoyer. En sorte que ces deux pièces ne sont d'aucune autorité, & qu'elles ne peuvent être regardées que comme l'ouvrage du Clergé, qui a jugé dans sa propre cause. Il ne pourra donc jamais en tirer avantage : mais elles seront un monument authentique pour tous les siècles, de son amour criminel pour l'indépendance. Et ce qui consommera sa honte, c'est d'avoir laissé impuni un Cardinal de Retz, après s'être fait attribuer la juridiction exclusive de le juger.

Un fait aussi frappant, n'eût-il pas été précédé de mille autres, suffiroit bien pour justifier la précaution qu'on a prise d'exiger du Corps Ecclesiastique des gages authentiques de sa fidélité envers son Souverain, gages qu'on n'exige d'aucun autre Corps. Mais combien cette précaution paroît-elle plus nécessaire, quand on fait attention, que depuis plus de huit siècles, ce Corps a montré en tout occasion un esprit d'indépendance réduit en

système qu'il a soutenu par toutes sortes de moyens & avec une obstination qui tient du prodige ?

Les Articles de la Déclaration du 4 Août 1663 , & ceux de l'Edit de 1682 forment par eux-mêmes une nouvelle preuve que la fureté du Roi & la tranquillité de l'Etat demandoient qu'on s'assurât de la fidélité des Ecclésiastiques. Cette preuve devient sans réplique , quand on se rappelle les circonstances qui donnerent lieu à ces articles , & celles qui les accompagnèrent & qui les suivirent. L'affectation de faire reparoître publiquement de tems à autre une Doctrine séditieuse tant de fois proscrite , fut ce qui détermina enfin à dresser ces articles. Mais lorsqu'on voulut obliger tous les Ecclésiastiques à les avouer , que de difficultés n'eut-on pas à essuyer ? Il fallut arracher le consentement de plusieurs d'entr'eux. D'autres y formerent des obstacles que toute l'autorité du Parlement eut bien de la peine à vaincre. On eut besoin de tout le zèle & de toutes les lumières de quelques Prélats & de

quelques Docteurs attachés aux véritables maximes , pour ramener le grand nombre d'Ultramontains qui se trouverent dans le Clergé de France. On compte jusqu'à 17 Arrêts (a) que le Parlement fut obligé de rendre pour forcer la Faculté de Théologie à enregistrer les Réglemens de 1663 , ou les Docteurs à s'y conformer.

Les sçavans Prélats qui dressèrent la célèbre Déclaration de 1682 , n'éprouverent pas moins de contradictions pour la faire adopter. Les articles qui la composent , sont dictés par la saine raison , fondés sur les textes les plus précis de l'Ecriture Sainte , sur la tradition d'un langage toujours uniforme dans l'Eglise Gallicane , sur le témoignage même de plusieurs Papes : cependant , par combien d'Ecrits & de Traités ne fallut-il pas les défendre contre les mauvaises difficultés qu'on ne cessoit d'y opposer ? Quelque convaincans que fussent ces

(a) Reg. du Parl. des 19 , 22 , 31. Janvier , 3 , 5 , 8 , 11 , 12 Février , 13 , 14 , 16 Avril , 29 , 30 Mai 1663 , 25 Février 1664 , 13 , 14 Février 1675 , 9 Février 1677.

ouvrages , ils ne purent persuader des hommes qui fermoient les yeux à la lumière , pour n'écouter que leurs préventions. Les Ecclésiastiques ne cessèrent de remuer jusqu'à ce que le Parlement usa de son autorité pour les contenir. Cette auguste Compagnie , blessée de voir nos précieuses maximes exposées à tant de traits , cassa , supprima , condamna tout ce qui tendoit directement ou indirectement à les attaquer. Elle se fit toujours un devoir de veiller à l'exécution de la Déclaration de 1682 , & de prendre sous sa protection quiconque étoit exposé à la vexation (a) pour s'y être conformé.

Lorsque le Parlement voulut faire enregistrer l'Edit de 1682 dans les Facultés , (b) les prétextes & les subterfuges pour s'en dispenser se multiplièrent sans fin. M. le P. P. six Conseillers , M. de Harlay Procureur Général , avec le premier & principal Commis au Greffe , furent obligés

(a) Comme un Carme , de la part de ses Supérieurs. Voyez , reg. du Parlement , 9 , 11 . 13 , 14 . Avril 1682.

(b) Reg. du Parl. 16 Juin 1682.

de se transporter à l'Assemblée de l'Université convoquée aux Mathurins le 24 Avril, en exécution de l'Arrêt du 20 du même mois; à celle de la Faculté de Théologie, qui se tint le 2 Mai en Sorbonne; & six jours après à celle de la Faculté de Droit.

Les discours que fit M. de Harlay dans ces trois assemblées, & qui furent imprimés, seront toujours lûs & toujours admirés. Sur son Réquisitoire » il fut ordonné que l'Edit du » Roi du mois de Mars 1682, la déclaration des sentimens du Clergé » de France touchant la puissance » Ecclésiastique, attachée sous le » contre-scel, & l'Arrêt d'enregistrement du 3 du même mois, seroient enregistrés dans les Registres » de l'Université, pour être exécutés » selon leur forme & teneur.

L'Université & la Faculté de Droit, se soumirent sans aucune difficulté. Mais il fallut en venir aux voies d'autorité, pour faire obéir la Faculté de Théologie. Le 16 Juin, M. le Procureur Général exposa à la Grand' Chambre, que des Docteurs de cette Faculté » au lieu d'exécuter les

» ordres de la Cour , s'étoient enga-
 » gés en plusieurs contestations inu-
 » tiles , contraires au respect qu'ils
 » doivent aux Arrêts de la Cour , &
 » aux exemples de soumission de leurs
 » prédécesseurs : « & il requit qu'il y
 fût pourvu par la Cour.

» Elle ordonna que le Doyen , le
 » Syndic , six anciens Docteurs du
 » Collège de Sorbonne , & les Pro-
 » fesseurs en Théologie , ensemble
 » le Grand-Maître & les Profes-
 » seurs en Théologie du Collège
 » de Navarre , & aucuns autres
 » Docteurs , qui seroient nommés
 » par le Procureur Général du Roi ,
 » seroient présentement mandés par
 » des Huissiers de la Cour pour re-
 » cevoir ses ordres , avec le Scribe
 » de ladite Faculté , lequel apportera
 » le Registre des délibérations de
 » ladite Faculté. Cependant fit défen-
 » ses à ladite Faculté de Théologie de
 » continuer son assemblée , & d'en
 » tenir aucune , jusqu'à ce que par la
 » Cour en eût été autrement ordon-
 » né : & que le présent Arrêt seroit
 » signifié aux Doyen & Syndic de
 » ladite Faculté.

» il fut de plus arrêté , que M. le
 » P. P. feroit entendre aux Docteurs
 » mandés , que la Cour étoit mal sa-
 » tisfaite de leur conduite ; les blâ-
 » meroit de leur désobéissance à
 » l'exécution de ses Arrêts , & leur
 » diroit qu'elle pourvoira à la ré-
 » formation de leur Corps , par les
 » voyes qu'elle estimera les plus con-
 » venables : & cependant que la Cour
 » leur défendoit de s'assembler , jus-
 » qu'à ce qu'elle eût réglé la manière
 » de leurs assemblées.

» Sur les huit heures du matin , le
 » Doyen , le Syndic & les autres
 » Docteurs mandés avec le Scribe de
 » l'Université étant venus , M. le
 » P. P. leur dit , en présence du Pro-
 » cureur Général du Roi : Nous ap-
 » prenons avec douleur que l'esprit
 » de paix ne regne plus parmi vous ,
 » & que la cabale empêche la soumis-
 » sion que vous devez aux ordres de
 » la Cour. On vous méconnoît parmi
 » ces voix indiscrettes , que le plus
 » grand nombre auroit dû étouffer.
 » Ce n'est plus cette sage conduite ,
 » qui fit rechercher les avis de vos

» prédécesseurs , & qui leur acquit
 » sans aucun titre la liberté de s'assem-
 » bler dans les matières de Doctrine.
 » La Cour n'auroit jamais cru que
 » vous eussiez osé différer l'enregis-
 » trement qu'elle vous avoit ordonné.
 » Votre désobéissance lui fait regret-
 » ter les marques d'estime dont elle
 » vous avoit honorés. Persuadée que
 » vous ne méritez plus sa con-
 » fiance , elle vous défend de vous
 » plus assembler , jusqu'à ce qu'elle
 » vous en ait prescrit la manière. Elle
 » aura soin de pourvoir à celle du
 » premier Juillet. Ensuite M. le P. P.
 » ordonna au Scribe de la Faculté de
 » passer au greffe & d'enregistrer dans
 » son registre l'Edit du Roi du mois
 » de Mars dernier ; la déclaration des
 » sentimens du Clergé de France
 » touchant la Puissance Ecclésiasti-
 » que , attachée sous le contre-scel ,
 » & l'Arrêt d'enregistrement de la
 » Cour. Ce qui fut fait. Et lesdits
 » Docteurs se retirèrent.

Le 29 Juillet suivant , la Faculté de
 Théologie présenta au Parlement
 une Requête signée de 163 Docteurs ,
 laquelle

laquelle contient l'exposé de ce qui s'étoit passé ; où les Arrêts de la Cour sont rapportés , tendant à obtenir la liberté de continuer ses assemblées. Comme cette Requête étoit accompagnée de protestations , qu'ils n'avoient jamais eu dessein de s'éloigner du respect dû , tant à la Déclaration du Clergé qu'à l'Edit du Roi , qui en autorise l'exécution , la Cour leur permit de continuer leurs assemblées ordinaires , les premiers jours de chaque mois & autres jours nécessaires pour donner leur avis doctrinal , & délibérer sur les matières qui ont accoutumé d'y être traitées.

* Après que la Déclaration du Clergé & l'Edit du Roi eurent été reconnus pour Loi de l'Etat par l'enregistrement qui en fut fait dans tout le Royaume , on se flattoit qu'enfin les Ecclésiastiques les respecteroient. Cependant les Parlemens furent encore souvent occupés à proscrire les Thèses & les Libelles qu'on publioit de toutes parts pour en décrier la Doctrine.

* Reg. du Parlement. 29 Janvier. , 23 Juin.
10 Décembre 1683. 14. 20 Décembre 1695.

On ne fut point étonné , que la Cour de Rome fît éclatter son mécontentement contre une Déclaration qui combattoit si formellement les anciennes prétentions. Mais quel scandale ne donnèrent pas les Evêques , qui oubliant qu'ils étoient François , se détachèrent du reste de la nation , pour reconnoître ces injustes prétentions , & demander humblement pardon de ce qui s'étoit fait dans l'Assemblée du Clergé de 1682 ! Quelques-uns de ceux-mêmes qui avoient travaillé à rédiger la Déclaration , & qui , par un Edit , avoient été chargés de son exécution , commirent cette lâcheté. On trouvera la preuve de ce fait hon-
 teux dans une Lettre écrite en 1693. par plusieurs Evêques à Innocent XII. nous la renvoyons à la fin de cet Ecrit. On y verra que ces Prélats , prosternés aux pieds de Sa Sainteté , lui protestent qu'ils tiennent comme non avenü tout ce qui pourroit être censé avoir été délibéré & statué dans l'Assemblée du Clergé de 1682. & qu'ils n'ont jamais eu intention de rien ordonner qui fût contraire à la profonde

obéissance envers le Pape , dont ils font profession.

Cette démarche étoit d'autant plus criminelle , qu'ils ne pouvoient pas ignorer ce qui s'étoit passé deux ans auparavant au sujet d'un Bref d'Alexandre VIII. qui cassoit l'Edit que le Roi avoit fait en 1682. pour le droit de régale ; & sur la déclaration que les députés du Clergé avoient présentée au Roi touchant les Puissances Ecclésiastique & Séculière. Les Gens du Roi furent mandés le 26 Février 1691. pour exposer à la Cour ce qu'ils pouvoient sçavoir à ce sujet , & pour les charger de s'en informer exactement. Dans le beau discours que leur fit M. le P. P. il observa » que si l'on re-
 » gardoit ces Edits par le seul rapport
 » qu'ils ont aux droits du Roi , on ne
 » devroit pas avoir un grand attache-
 » ment à les maintenir , puisque le pré-
 » mier restreint le droit de Régale
 » d'une manière si opposée à celle
 » dont les prédécesseurs du Roi les
 » plus religieux en ont joui sans scrupule ; & que l'autre apporte quelques précautions pour assurer

» des vérités trop fidèlement établies
 » sur la parole de Dieu même , pour
 » avoir lieu de craindre qu'elles puis-
 » sent jamais être ébranlées par les
 » efforts que les flatteurs de la Cour de
 » Rome ont faits dans les derniers
 » siècles pour y donner atteinte. Mais
 » que les dispositions de ces Edits ne
 » peuvent pas diminuer dans nos es-
 » prits ni dans ceux de tous les Fran-
 » çois la juste indignation qu'excite
 » une entreprise faite sur la puissance
 » que le Roi a reçue de Dieu pour
 » donner des Loix à son Royaume ,
 » & pour conserver les droits de cette
 » Monarchie. «

» Le profond respect que nous con-
 » serverons toujours pour le S. Sié-
 » ge (ajouta ce grand Magistrat)
 » ne nous permet pas d'imputer le-
 » gèrement au Pape des actions aussi
 » contraires que ce Bref le seroit
 » aux règles les plus saintes de la Re-
 » ligion & de la Justice ; & qui blef-
 » seroient d'une manière aussi énorme
 » les droits de tous les Souverains ,
 » entre lesquels la Providence a per-
 » mis que les Papes tinssent un rang

» considérable par la libéralité & la
 » protection de nos Rois.

» Qu'ainsi , pour ne faire aucune
 » démarche précipitée la Cour
 » avoit jugé à propos de les mander ,
 » non pour exciter leur zèle & leur
 » diligence , mais pour les charger de
 » s'informer des faits touchant ce
 » Bref , & de faire tout ce qui dépen-
 » droit de leurs soins , même auprès
 » du Roi , pour en recouvrer un
 » exemplaire ; afin que , s'il se trou-
 » voit véritable , la Cour y pût ap-
 » porter des remèdes proportionnés
 » à la nouveauté & à l'énormité de
 » ses dispositions.

Les Gens du Roi , M. Chrestien-
 François de Lamoignon , Avocat
 dudit Seigneur , portant la paro-
 le , ont dit : Qu'ils avoient déjà ap-
 » pris par le bruit public ce que la
 » Cour venoit de leur dire mais
 » qu'ils n'avoient encore pû trouver
 » aucun exemplaire de ce Bref ; qu'on
 » a peine à croire que ce prétendu
 » Bref puisse contenir toutes les choses
 » qu'on dit y être comprises , ce qu'on
 » rapporte étant si contraire aux

„ droits qui appartiennent légitime-
 „ ment au Roi. qu'il n'est point
 „ permis de présumer que ce Bref soit
 „ véritable. En effet, si l'on souffroit
 „ que les Papes pussent casser des
 „ Edits, des Déclarations & des Ar-
 „ rêts qui portent le nom du Roi &
 „ le caractère de ce pouvoir souve-
 „ rain qu'il ne tient que de Dieu, ce
 „ seroit leur donner une puissance sur
 „ le temporel des Rois, qu'ils préten-
 „ dent depuis si long-tems, & que ja-
 „ mais ils n'ont usurpée impuné-
 „ ment. qu'ils redoubleront leurs
 „ soins pour découvrir la vérité d'un
 „ fait qui paroît jusqu'ici fort incer-
 „ tain, & qu'ils prient la Cour de
 „ trouver bon qu'ils supplient le Roi
 „ au nom de la Cour, que si ses Am-
 „ bassadeurs lui ont envoyé quelques
 „ copies en forme de ce prétendu
 „ Bref, ou qu'il y en ait quelqu'une
 „ entre les mains de MM. les Secrè-
 „ taires d'Etat, Sa Majesté comman-
 „ de qu'on la leur donne pour en
 „ faire ensuite ce qu'ils croiront être
 „ de leur devoir pour maintenir l'in-
 „ dépendance de la Couronne, & les

„ véritables Loix de l'Eglise & de l'Etat.
 „ Le premier Mars 1691. les Gens
 „ du Roi dirent qu'ils s'étoient rendus
 „ à Versailles , & que Sa Majesté
 „ étant seule , leur avoit dit qu'elle
 „ les avoit mandés pour leur dire
 „ qu'elle étoit très-satisfaite du zèle
 „ que la Cour avoit eu pour la dé-
 „ fense des droits de la Couronne , au
 „ sujet d'un Bref qu'on disoit que le
 „ défunt Pape avoit fait peu de jours
 „ avant sa mort ; que S. M. avoit bien
 „ agréable qu'on s'informât s'il y en
 „ avoit quelque copie en forme dans
 „ le Royaume : mais que jusqu'à ce
 „ qu'on l'eut trouvée , S. M. ne vou-
 „ loit pas que la Cour prît aucune déli-
 „ bération , ni qu'eux fissent aucune
 „ réquisition sur des copies informes
 „ d'un acte qui ne paroïssoit point dans
 „ le Public , parce qu'il étoit à présu-
 „ mer que cet acte n'étoit point , ou
 „ que s'il étoit , les Cardinaux , assen-
 „ blés dans le Conclave pour l'élec-
 „ tion d'un Pape , feroient un si bon
 „ choix , que celui qui seroit élu , re-
 „ pareroit tout ce qui n'a pas été bien
 „ fait par son prédécesseur : que Sa

„ Majesté avoit bien voulu ajouter
 „ encore qu'elle étoit satisfaite de
 „ leurs bonnes intentions , & de l'ap-
 „ plication qu'ils avoient pour soute-
 „ nir les droits de sa Couronne , &
 „ les Libertés de l'Eglise Gallicane. «

M. le Premier Président répondit :
 „ qu'on n'avoit point vû de Papes
 „ donner atteinte à ce que leurs Pré-
 „ décesseurs avoient fait pour l'ac-
 „ croissement de leur grandeur & de
 „ leur autorité ; & qu'ainsi il croyoit
 „ que la Cour ne le désavoueroit pas ,
 „ s'il représentoit au Roi , de sa part ,
 „ l'importance de cette affaire , à la
 „ première occasion qu'il auroit de le
 „ faire , & s'il supplioit Sa Majesté
 „ de trouver bon que la Compagnie
 „ s'acquittât le plutôt qu'il lui seroit
 „ possible de ce qu'elle devoit à son
 „ service , & à la conservation des
 „ droits & de la dignité de la Cou-
 „ ronne.

Ce Magistrat ne tarda pas à aller
 „ trouver le Roi. Il lui fit un discours
 „ plein de force & d'élévation * , pour

* Voyez ce Discours à la fin de ce Mémoire.

lui persuader de ne pas empêcher son Parlement de continuer la délibération qu'il avoit commencée , sur ce que „ son service & la dignité de la Couronne exigeoient de lui dans ces „ circonstances.

Le Roi , après l'avoir écouté avec bonté , lui dit : „ Qu'il recevoit avec „ plaisir ce que son Parlement lui faisoit représenter ; qu'il connoissoit „ l'importance & les suites que pouvoit avoir un Bref aussi extraordinaire que celui dont il s'agissoit : „ mais qu'il estimoit à propos de surseoir la délibération commencée sur „ ce sujet , par les mêmes considérations qui l'avoient obligé de l'ordonner il y avoit quelques jours : „ que rien ne dépérissloit par ce délai , & qu'il trouvoit bon que M. le „ Premier Président vînt , sans nouvelle permission , recevoir ses ordres „ quelque tems après qu'on auroit élu un Pape , & lorsque Sa Majesté „ pourroit être informée des intentions qu'il auroit sur ce sujet.

Après une entreprise aussi caracté-

risée de la Cour de Rome, qui avoit excité avec tant de raison tout le zèle des Magistrats, désavouer les quatre Articles, comme firent les Evêques dans leur Lettre à Innocent XII. & promettre au Pape une profonde obéissance par opposition à ces Articles, n'étoit-ce pas abandonner lâchement son Souverain, & se rendre coupable d'une infidélité formelle envers lui ? Une démarche aussi criminelle ne montrait que trop visiblement que la plupart de ceux qui avoient signé la Déclaration du Clergé en 1682. ne s'y étoient prêtés que par respect humain, & que dans le fond du cœur ils conservoient ces sentimens ultramontains qui, en attribuant au Pape une puissance arbitraire sur les Rois, assureroient à tous ceux qui partagent l'Episcopat avec lui, cette indépendance à laquelle ils ont toujours aspiré.

Il est vrai que cette démarche n'a point empêché que les quatre Articles n'aient été toujours soutenus sous le regne de Louis XIV. , & dans les

„ Livres & dans les Thèses : preuve *
 „ qu'il n'a pas prétendu y renoncer.
 „ Et le Parlement de Paris a toujours
 „ agi sur le fondement que ces Arti-
 „ cles étoient si essentiels à nos Li-
 „ bertés , qu'on ne pouvoit s'en écar-
 „ ter. “ Mais ces saintes Libertés ,
 loin de trouver du zèle dans nos Pré-
 lats pour leur défense , elles n'éprou-
 vèrent presque jamais que des contra-
 dictions de leur part. Nous en avons
 vû de nos jours de nouvelles preuves
 bien frappantes.

On sçait que des points bien essen-
 tiels de ces Libertés sont qu'aucun
 Decret de Rome ne peut être publié
 & reçu en France , qu'il n'ait été re-
 vêtu de Lettres-Patentes vérifiées au
 Parlement ; & que les appels comme
 d'abus contre ces Décrets , quand il
 y a lieu , sont non-seulement légitimes ,
 mais nécessaires.

Lorsque près de vingt Evêques &
 un nombre prodigieux de Curés , de
 Docteurs , de Religieux & d'autres

* Le T. l'Avrigny cité dans l'Abrégé chro-
 nologique " Histoire Eccl. imp. chez Hérif-
 fant à Paris 11.

Ecclésiastiques eurent interjetté un appel trop fondé de la Constitution *Unigenitus*; dans le tems que le Ministère, sous la Régence du Duc d'Orléans, étoit occupé à appaiser les troubles que cette Bulle avoit excités dans tout le Royaume, & à prévenir, s'il étoit possible, par de bonnes explications, les abus que les vrais partisans de la même Bulle vouloient en faire; dans ces circonstances, le Pape Clement XI. auteur de ce funeste Decret, comme pour consommer son œuvre, publia ses fameuses Lettres *Pastoralis officii*. Par ces Lettres en date du 28. Août 1718. il déclaroit les Evêques & autres qui n'avoient point accepté sa Bulle, séparés de la Communion & de celle de l'Eglise de Rome: il exhortoit tous les Evêques du monde Chrétien à suivre son exemple (schismatique;) & leur ordonnoit, comme aux simples fidèles, fondé sur le faux principe de son infailibilité, de rendre à la Bulle *Unigenitus* une entière obéissance, *omnimodam obedientiam*.

De pareilles Lettres ne pouvoient

manquer de causer un soulèvement général dans le Royaume. Tous les Parlemens s'empressèrent de les proscrire. A peine s'en fut-il répandu furtivement des exemplaires , que sur le Réquisitoire de M. Joly de Fleury Procureur Général , la Chambre des Vacations en ordonna la suppression par un Arrêt du 3 Octobre 1718. Et comme les abus de ces Lettres étoient aussi énormes que multipliés , à peine le Parlement fut-il rentré , qu'il reçut le Procureur Général Appellant comme d'abus par un autre Arrêt du 10 Janvier 1719. Le zèle des Magistrats pour nos Libertés violées en tant de points par ces Lettres , les tint continuellement en garde contre tout ce qui auroit pû tendre à leur donner quelque exécution.

Leur vigilance ne peut cependant contenir les Ecclésiastiques. Combien d'entreprise ne firent-ils pas en faveur des Lettres *Pastoralis officii* ? Dans la seule année 1719. le Parlement fut obligé de rendre jusqu'à dix *

* Reg. du Parl. 10. 14. Janv. 11. Mars 16. Mai. 7. 22. Juin. 4. Juill. 9. Août 6. Sept. 1719.

Arrêts pour les réprimer. Le détail feroit ici trop long : nous nous bornerons à quelques remarques sur les Arrêts des 14, 26 Janvier & 6 Septembre.

Les deux premiers renouvelloient les anciennes défenses de publier aucun Décret de Rome dans le Royaume sans Lettres-Patentes. C'est que le Pape avoit fait envoyer ses Lettres *Pastoralis officii*, aux Supérieurs des Maisons religieuses ; & que plusieurs de ces Supérieurs Regnicoles, au mépris de l'autorité Royale, vouloient s'y conformer. Celui du 26 Janvier nous apprend de plus qu'il avoit été publié à Rome un Décret de l'Inquisition, qui rappelloit les dispositions de ces Lettres si opposées à la charité pastorale, auxquelles il donnoit même le titre de Constitution Apostolique ; & qui enjoignoit à toutes sortes de personnes de dénoncer au Saint Office ceux qui refuseroient de se soumettre à cette (prétendue) Constitution, & à la Bulle *Unigenitus*, afin qu'il fût procédé contre eux suivant les formes ordinaires de ce redoutable Tribunal. L'Arrêt du 26 Janvier ordonnoit la

suppression de ce Décret , & défendoit de l'imprimer & colporter , sous peine contre les contrevenans d'être punis comme perturbateurs du repos public. Le Parlement arrêta en même tems que le Roi seroit très-humblement supplié de pourvoir aux inconvéniens qui pourroient naître de ce Décret , & à l'abus qu'on en pourroit faire par rapport à ses Sujets , & de faire défenses à tous Abbés & Religieux , de quelque Ordre que ce soit , de sortir hors du Royaume sans permission expresse de Sa Majesté.

L'Arrêt du 6 Septembre porte suppression d'un autre Décret de l'Inquisition Romaine , qui condamnoit une Instruction Pastorale du Cardinal de Noailles.

Tous les Evêques n'auroient-ils pas dû se faire un devoir de concourir avec les Magistrats pour proscrire & rejeter des Décrets de cette espèce ? Mais la plupart montrèrent par leur silence qu'ils les approuvoient. Plusieurs allèrent jusqu'à publier des Mandemens qui contenoient les mêmes dispositions que les Lettres *Paste-*

ralis officii , & leur donnoient une entière exécution.

M. Languet , alors Evêque de Soissons , se signala entre tous ses Collègues par l'ardeur qu'il montra pour le Schisme dans son Mandement du 8 Décembre 1718 , dans un avis qu'il adressa aux Curés de son Diocèse , le 30 Mars 1719. & dans plusieurs autres Ecrits. Ce fougueux Prélat rejettoit par son Mandement les modifications apposées par le Parlement à la Bulle *Unigenitus* , & toutes les explications qu'on avoit imaginé de donner à cette Bulle pour la rendre chrétienne & recevable , & par ce moyen retablir la paix. Il vouloit une acceptation pure & simple , & enjoignoit à tous les Prêtres & Ecclésiastiques Séculiers & Réguliers , *exempts & non exempts , & à tous les Fidèles de son Diocèse de se soumettre de cœur & d'esprit à cette Constitution comme étant un jugement dogmatique de l'Eglise universelle duquel tout appel est nul , frivole , illusoire , téméraire , scandaleux , injurieux au Saint Siège & au Corps des Evêques , contraire à l'autorité de l'Eglise ,*
schismatique ,

*schismatique , & tendant à renouveler
& à fomenter des erreurs condamnées.*

*Il défendoit à tous ceux du Diocèse
de Soissons , sous peine d'excommunica-
tion encourue par le seul fait , dont il
reservoit le pouvoir d'absoudre à lui & à
ses Vicaires Généraux , d'interjetter au-
cun appel de ladite Constitution ; com-
me aussi de rien dire , écrire ou faire de
contraire au respect & à l'obéissance due
à cette Constitution (qu'il nomme) Ju-
gement de l'Eglise Catholique ; ou qui
favorise l'appel de ladite Constitution.
Comme si ce Mandement n'eût pas été
suffisant pour montrer toute l'amer-
tume de son zèle , M Languet l'ac-
compagna d'une Lettre aux Ecclé-
siastiques de son Diocèse , pour leur
faire part de celle qu'il avoit écrite à
l'Evêque d'Angoulême au sujet de l'ap-
pel de ce Prélat & de son Mandement
publié à Angoulême au mois
de Décembre 1718.*

*Le Parlement , par Arrêt du 7 Juin
1719 , déclara qu'il y avoit abus aux-
dits avis & Mandement ; ordonna que
les deux Lettres demeureroient sup-
primées , comme séditieuses , injurieu-*

ses à l'autorité Royale , contraires aux libertés de l'Eglise Gallicane , & induisant à diminuer la supériorité du Concile Œcuménique sur le Pape , &c.

L'Evêque de Soissons regarda comme un attentat, que le Parlement eût eu la hardiesse de le noter , & s'en plaignit au Régent par une Lettre en date du 24 Juin 1719.

M. l'Avocat Général (de Lamoignon aujourd'hui Chancelier) la déféra au Parlement. Quoique son Réquisitoire ait déjà été rapporté dans plusieurs Ecrits, nous ne pouvons nous dispenser d'en donner ici des extraits. Il caractérise parfaitement la Lettre de M. Languet. » A la vûe de cette » Lettre (disoit M. de Lamoignon) on » ne peut s'empêcher d'être surpris » de voir imprimer & répandre dans » le public une Lettre particulière » écrite à M. le Duc d'Orleans par » un Evêque du Royaume sur une » affaire qui le concerne. Il est vrai » que l'Auteur de cet Ecrit commen- » ce d'abord par déclarer qu'il a lû » avec respect la Déclaration du 5 Juin » 1719. (qui suspendoit pour un an

toutes les disputes) à l'occasion de
 » la Constitution. Mais la première
 » marque qu'il donne de ce respect ,
 » est de rompre le silence qu'elle im-
 » pose si expressément , pour combat-
 » tre ses sages dispositions.

M. de Lamoignon s'élève ensuite
 avec force contre ce que l'Auteur sou-
 tient que les *libertés de la France* n'assu-
 jettissent point les *Evêques aux entrepri-
 ses des Parlemens*. » Quel peut être le
 » fondement de cette proposition , s'é-
 » cria le Magistrat ? Ne sont-ce pas les
 » Parlemens qui ont toujours été les
 » plus zélés défenseurs des droits de l'E-
 » piscopat ? N'est-ce pas à la fermeté
 » qu'ils ont fait paroître en toutes les
 » occasions pour les soutenir , que nos
 » Prélats ont été redevables du main-
 » tien de leur autorité ? Si les Parle-
 » mens se sont opposés aux démar-
 » ches de quelques-uns d'entr'eux ;
 » s'ils ont renfermé leur Jurisdiction
 » dans certaines bornes , ils n'ont fait
 » en cela que se conformer aux an-
 » ciens Décrets des Conciles , à ces
 » louables coutumes que nos Peres
 » ont toujours conservées , & qu'il

„ ont regardées comme le soutien de
 „ la discipline de l'Eglise.

„ *Que ne étendue que soit l'autorité*
 „ *des Evêques dans les choses spirituel-*
 „ *les, elle n'est pas néanmoins absolue ;*
 „ *elle doit être restreinte suivant les an-*
 „ *ciennes r. gles de l'Eglise. Les Magis-*
 „ *trats doivent avoir une attention sin-*
 „ *gulière de faire observer par toutes sor-*
 „ *tes de personnes les Ordonnances du*
 „ *Royaume & les anciens Canons, aont*
 „ *le Roi, au nom duquel ils ont l'hon-*
 „ *neur de rendre la justice, est le pro-*
 „ *tecteur & le conservateur dans son*
 „ *Roya me.*

„ Les Parlemens ne font donc aucu-
 „ n entreprise, lorsqu'ils obligent les
 „ Evêques de se soumettre à nos li-
 „ bertés & à nos Ordonnances : mais
 „ lorsque les *Evêques ne veulent pas y*
 „ *désérer, c'est un entreprise de leur*
 „ *part qui doit être réprimée par les*
 „ *Parlemens.*

„ Nous ne pouvons trop nous élever
 „ contre cette maxime proposée dans
 „ l'Ecrit que nous apportons à la
 „ Cour. *Quand l'Evêque dit qu'il y a*
 „ *péché dans certaine action, les Magis-*

» *trats seront-ils crus sur leur parole ;*
 » *lorsqu'ils diront que cette action est*
 » *innocente ?*

» Pour la détruire il suffit d'en faire
 » voir les conséquences.

» Si le jugement de l'Evêque qui
 » aura déclaré qu'il y a péché dans
 » une certaine action ne peut jamais
 » être reformée par les Magistrats, sa
 » décision sera toujours souveraine ;
 » on sera obligé de s'y soumettre.

» Ainsi lorsque dans ces tems où
 » l'on a vû régner le désordre & la
 » confusion dans l'Etat , quelques
 » Prélats faisoient entendre à leurs
 » Diocésains , que c'étoit un crime de
 » se soumettre à leur légitime Souve-
 » rain , les Diocésains étoient obligés
 » de suivre la voix de leurs Pasteurs ,
 » au préjudice de leurs devoirs les plus
 » essentiels. Et les Magistrats n'a-
 » voient point d'autorité pour les y
 » rappeler , parce que la Loi de leur
 » conscience leur imposoit la nécessité
 » d'obéir à leurs Evêques.

» Ne nous rappellons pas , si l'on
 » veut , le souvenir de ces années
 » malheureuses , agitées par des guer-

» res intestines & par différentes fac-
 » tions : mais n'est-il pas à craindre
 » que les Sectateurs des principes Ul-
 » tramontains ne veuillent les intro-
 » duire parmi les Peuples , en leur fai-
 » sant entendre que c'est un péché d'a-
 » hérer à nos libertés ; qu'il n'est pas
 » permis de les soutenir , & qu'on
 » doit respecter ces décisions fameu-
 » ses qui ont eu pour objet ou d'abais-
 » ser l'autorité des Rois , ou de rédui-
 » re les Ecclésiastiques dans les ma-
 » tières spirituelles à une obéissance
 » aveugle , &c ?

M. de Lamoignon avoit trop bien
 développé par ce discours les vices de
 la Lettre , pour que le Parlement ne fît
 pas droit sur ses conclusions. Il or-
 donna qu'elle seroit lacérée & brûlée
 au pied du grand escalier, par l'Exécu-
 teur de la haute Justice. Mais comme
 l'Auteur ne devoit pas demeurer
 impuni , pour s'assurer qu'elle étoit
 véritablement l'ouvrage de celui
 dont elle portoit le nom , la Cour
 ordonna que deux Notaires Royaux ,
 qui seroient nommés par le Lieute-
 nant-Général de Soissons , représente-

roient un exemplaire de cette Lettre à l'Evêque de cette Ville, afin que, après en avoir pris lecture & communication entre leurs mains, il pût l'avouer ou la désavouer; & déclarer, si c'étoit par ses ordres qu'elle avoit été imprimée & publiée, &c. L'Evêque dit aux Notaires, qu'il enverroit sa réponse au Greffe de Soissons dans la huitaine; & en effet il la fit remettre dès le 15 Août 1719. On va voir que cette réponse étoit un nouveau délit plus punissable que la Lettre même.

„ Je J. Joseph, par la grace de
 „ Dieu, &c. à tous ceux qui ces pré-
 „ sentes verront, Salut.

„ Nous ne rougirons jamais des
 „ ouvrages par nous faits pour le sou-
 „ tien de la *Religion*, & pour la dé-
 „ fense de la dignité dont nous som-
 „ mes revêtus. Si l'on s'efforce de
 „ nous faire des insultes à cette occa-
 „ sion, nous les tenons à honneur,
 „ & nous les regardons comme le pré-
 „ cieux appanage du ministère saint
 „ qui nous est confié. A ces causes,
 „ nous déclarons sans peine comme

„ *sans crainte*, à tous ceux qu'il appar-
 „ tiendra, que nous avons écrit, signé
 „ & *composé* nous-mêmes la Lettre qui
 „ porte notre nom, adressée à son Al-
 „ tesse Royale, datée du 24 Juin,
 „ & qui commence par ces mots, *j'ai*
 „ *la &c.* & de plus, nous ne vou-
 „ lons pas en désapprouver l'impres-
 „ sion, que les accusations injustes
 „ formées contre nous avoient ren-
 „ dues nécessaires pour détromper le
 „ Public Quoique nous donnions cette
 „ présente déclaration à l'occasion de
 „ l'Arrêt du Parlement du 9 Août der-
 „ nier, nous n'avons néanmoins, en
 „ la donnant, d'autre intention que
 „ de rendre hommage à la vérité, &
 „ nous protestons que nous ne prétendons
 „ pas par cette dite déclaration approuver
 „ ledit Arrêt, ni préjudicier aux droits
 „ & immunités de notre dignité Epis-
 „ copale, ni soumettre notre personne à
 „ un Tribunal qui n'est point compé-
 „ tent pour nous juger, quand même
 „ nous serions coupables. Par Arrêt du
 „ Conseil d'Etat du 26 Avril 1657,
 „ & par la Déclaration dudit jour, il
 „ est défendu d'en connoître, même en

„ *cas de crime de Lèze-Majesté*, à pei-
 „ ne de cassation de procédure, nullité
 „ des Arrêts, & de tous dépens, dom-
 „ mages & intérêts, ainsi qu'il est porté
 „ ausdits Arrêt & Déclaration. Donné
 „ à l'Abbaye de Longpont, sous notre
 „ seing & petit Sceau de notre Cham-
 „ bre, & contre-seing de notre Secrè-
 „ taire, le 15 Août, fête de l'Assomp-
 „ tion de la Sainte Vierge, l'an de
 „ grace 1719.

Signé J. JOSEPH Evêq. de Soissons.

Et plus bas, SAULNIER.

L'Arrêt que nous allons rapporter, rendu contre l'Auteur de cette Lettre, fixera beaucoup mieux le jugement qu'on en doit porter que toutes les réflexions que nous pourrions faire. Nous nous contenterons d'observer, que ce Prélat, qui prétend ici que le Parlement est incompétent pour juger un Evêque, même en cas de crime de Lèze-Majesté, a rétracté cette erreur dans la *deuxième Lettre*, qu'il a adressée depuis peu à M*** Conseiller au Parlement.

» Le Parlement ayant pris lecture
 » de cette réponse le 6 Septembre
 » 1719, * pour la contravention com-
 » mise par l'Evêque de Soissons aux
 » Ordonnances , Edits & Déclara-
 » tions du Roi , & notamment à celle
 » du 5 Juin 1719 , par les maximes
 » contraires aux Loix du Royaume
 » & à l'autorité Royale , & tendantes
 » à troubler la tranquillité de l'Etat ,
 » avancées par ledit Evêque , tant
 » dans l'écrit intitulé à son *Altesse*
 » *Royale* , que dans sa déclaration du
 » 15 Août audit an 1719 , & pour son
 » manque de respect à l'autorité de la
 » Cour & à celle de ses Arrêts , con-
 » damne ledit Evêque à 10000 liv.
 » d'aumône applicable aux Hôpitaux
 » ou Pauvres des Paroisses de la Ville
 » & Diocèse de Soissons , suivant
 » qu'il sera arbitré par ladite Cour sur
 » l'avis du Lieutenant-Général & du
 » Substitut du Procureur Général du
 » Roi au Baillage de Soissons. Et sera
 » à cet effet le temporel dudit Evêque
 » saisi à la requête du Procureur Gé-

* Reg. du Parlement.

» ral du Roi , pour le payement de
 » ladite aumône. Ordonne que dans
 » huitaine , du jour de la signification
 » du présent Arrêt à la personne du-
 » dit Evêque ou à son domicile dans
 » sa maison Episcopale , il sera tenu
 » de donner acte au Greffe de la Cour ,
 » portant rétractation dudit Ecrit &
 » de ladite Déclaration , sinon & à
 » faute de le faire dans ledit tems , la
 » saisie dudit temporel tiendra jusqu'à
 » ce que ladite rétractation rapportée
 » en la Cour & communiquée au Pro-
 » cureur Général du Roi , il en ait été
 » autrement ordonné , sauf à être fait
 » droit sur la distribution dudit tem-
 » porel , après le payement de ladite
 » aumône , ainsi qu'il appartiendra.
 » Fait inhibitions & défenses audit
 » Evêque de récidiver sous plus gran-
 » des peines. Permet au Procureur
 » Général du Roi de faire informer
 » contre ceux qui ont imprimé ou dis-
 » tribué ledit Ecrit , ensemble contre
 » ceux qui ont publié ou distribué la
 » Déclaration dudit Evêque , dudit
 » jour 15 Août audit an ; pour l'in-
 » formation faite , rapportée & à lui

, communiquée , être par la Cour
 ,, ordonné ce qu'il appartiendra.

M. le Régent empêcha l'exécution de cet Arrêt , parce qu'il ne vouloit pas , dit-il , procurer à cet Evêque un chapeau de Cardinal. Il est vrai qu'il avoit assez bien servi l'ambition de la Cour de Rome pour en être récompensé : mais par la même raison , il devoit être puni par l'autorité Royale contre laquelle il s'étoit si hautement déclaré , au lieu d'être élevé à un Siège plus éminent.

Nous nous sommes étendus sur la conduite audacieuse de l'Evêque de Soissons , parce que c'est elle qui fit le plus d'éclat : mais il ne fut pas à beaucoup près le seul Evêque qui en cette occasion abandonna nos précieuses libertés pour suivre les maximes ultramontaines. On vit paroître de toutes les parties du Royaume des Mandemens schismatiques plus ou moins conformes aux Lettres *Pastoralis Officii*. Et nos Tribunaux ne retentirent que des Discours des Gens du Roi , qui en relevoient les excès , & des Arrêts qui les supprimoient. Pendant

long temps le Magistrat ne fut occupé qu'à éteindre le feu du schisme & de la division que l'Evêque s'obstinoit à allumer dans l'Eglise & dans l'Etat.

Mais ce qui nous occupe uniquement dans cet écrit, c'est de montrer que les Ecclésiastiques n'ont jamais perdu de vûe le projet de soumettre la Puissance temporelle à la spirituelle. L'époque de la Légende de Grégoire VII. en est une nouvelle preuve bien décisive. Elle demande quelque détail.

C'est un spectacle bien affligeant pour tout Chrétien qui aime l'Eglise, & qui est sincèrement attaché au S. Siège Apostolique comme au centre de l'unité, de voir la Cour Romaine faire servir ce que la Religion a de plus saint, pour répandre & accréditer des prétentions aussi évidemment contraires à la révélation qu'aux premiers principes de la raison.

L'invocation des Saints fait partie de notre culte. Le dessein de l'Eglise, en exposant, par la canonisation, des serviteurs de Dieu à la vénération

des Fidèles, est non-seulement de leur indiquer de puissans intercesseurs dont ils puissent implorer le secours, mais plus encore de leur proposer des modèles qu'ils puissent imiter, des exemples qu'ils puissent suivre sans crainte de s'égarer. C'est que cette tendre Mere sçait que les exemples sont infiniment plus puissans que la simple proposition de la Loi. Mais plus ils sont puissans, plus il est dangereux d'en proposer de mauvais ou même d'équivoques. Quel scandale ne fut-ce donc pas de voir déclarer au nombre des Saints un Grégoire VII. le premier des Papes qui entreprit de détrôner un Souverain, & de défendre à tous ses Sujets de le reconnoître & de lui obéir ? De voir répandre dans toute l'Eglise une Légende où la sainteté de ce Pape est principalement fondée sur cette entreprise ? On y lisoit que *ce Pape s'est montré en tout un athlète intrépide contre les efforts impies de l'Empereur Henri ; qu'il s'est opposé comme un mur pour la défense de la maison d'Israël ; qu'il a excommunié &*

privé de son Royaume le même Henri qui étoit tombé dans un abîme de maux ; & qu'il a absous les Sujets de ce Prince du serment de fidélité. Si un Pape a mérité d'être couronné de gloire , pour avoir dispensé les Sujets de la fidélité qu'ils doivent à leur Souverain , les Sujets mériteront la même récompense en refusant d'obéir à leur Souverain dès qu'un Pape le leur défendra. Et voilà tous les Sujets préparés & animés à la révolte par le puissant motif de gagner le Ciel , au premier signal que leur en donnera un Pape entreprenant. Voilà une nouvelle tentative de faire passer en dogme de foi la prétention ultramontaine , qui révolta toujours toutes les Nations. Car c'est dans un Breviaire , * dans la formule de prié-

* C'est un des moyens dont les Papes se sont servi plus d'une fois pour accréditer leur prétendue puissance sur les Royaumes de la terre. On voit dans un petit Livre intitulé , *la Grandeur de nos Rois* , imprimé à Paris au mois de Janvier 1615. durant la tenue des Etats , que le Pape Alexandre VI. ayant donné l'an 1492. les Indes Occidentales à Ferdinand Roi d'Arragon , & les Orientales au Prince de Portugal , comme le porte la Bulle du 4 Mai 1492. le Roi du Pé-

res qui doit servir dans toute l'Eglise ; qu'on consacre, qu'on canonise cette prétention : & tout le monde sçait cette maxime de S. Augustin , que la règle de nos prières est la règle de notre croyance , *lex orandi statuat legem credendi*.

Ici se réunissent donc plusieurs devoirs également indispensables pour obliger nos Evêques à élever leurs voix de manière à se faire entendre jusqu'aux extrémités de la terre contre la Légende de Grégoire VII. le devoir de garder le sacré dépôt de la foi , celui d'être Sujets fidèles & bons Citoyens. Cependant , presque tous gardent un profond silence ; ce sont des chiens muets qui ne jettent pas un seul cris , *canes muti non valentes latrare*. De ce grand nombre de Prélats que l'Eglise

rou trouva étrange ce procédé , disant qu'il ne pouvoit faire cas du Pape qui donnoit ce qui n'étoit pas à lui. Un Moine lui présenta un Bréviaire qui contenoit que Jesus-Christ partant du monde, avoit laissé un Pape pour distribuer les Royaumes suivant sa volonté. Ce Roi lui jeta son Bréviaire au nez. Le Moine se mit à crier ; & le Prince fut assassiné quelque temps après.

& l'Etat comblent de leurs largesses, on n'entend que la voix de cinq ou six : & ce sont ceux que leurs collègues accusoient d'être d'infidèles Pasteurs & des Sujets rebelles. Que le silence des autres est éloquent à qui veut le comprendre ! qu'il les démasque bien ! Il nous dit en particulier que quand ils assurent que c'est par un motif de religion qu'ils mettent tout à feu & à sang pour faire recevoir un prétendu jugement de l'Eglise universelle qui condamne cette proposition, *la crainte d'une excommunication injuste ne doit pas nous empêcher de faire notre devoir* ; & qu'ils rejettent les modifications que le Parlement a apposées à la condamnation de cette proposition ; il nous dit, répétons-le , que la Religion n'est qu'un voile dont ils couvrent leur infidélité envers le Roi & envers l'Etat , & leur invincible penchant à renverser les limites qui séparent le Sacerdoce & l'Empire , à détruire le second pour donner toute puissance au premier. Il nous dit encore , ce silence , que dans la plûpart des Evêques la main seule a agi, & que

c'est la crainte qui l'a fait agir, lorsqu'ils ont adopté les quatre articles de la célèbre Déclaration de 1682 : mais que le cœur a parlé, lorsque dans leur Lettre à Innocent XII. ils ont désavoué ces quatre articles.

En effet ces quatre articles ne furent point dressés proprement pour décider sur les questions qu'ils énoncent ; on sçavoit déjà à quoi s'en tenir. *L'indépendance de notre Couronne*, dit Louis XIV. dans son Edit, *de toute autre Puissance que de Dieu, est une vérité constante & incontestable*. Mais ils furent dressés comme une formule propre à faire professer d'une manière précise des vérités si importantes, & à discerner les erreurs opposées qu'on voudroit répandre. Aussi ce Monarque enjoint, dans le même Edit, à tous les Evêques du Royaume d'employer leur autorité pour faire enseigner ces maximes dans leurs Diocèses, & empêcher qu'on y avançât aucune proposition contraire à ces maximes. Or, je le demande, les erreurs opposées à ces maximes pouvoient-elles jamais être insinuées d'une manière

plus dangereuse , plus capable de séduire l'esprit & le cœur des Peuples , que par la Légende de Grégoire VII ? D'où il suit que garder un profond silence à la vue de cette Légende ; souffrir tranquillement qu'elle passât dans les mains des Prêtres ignorans & des simples fideles , c'étoit contrevenir formellement , & à la Déclaration du Clergé & à l'Edit du Roi.

L'un & l'autre ordonne aux Evêques de s'élever avec force contre tout ce qui pourroit altérer cette Doctrine , “ que les Rois & les Princes ne
 „ sont soumis dans les choses temporelles à aucune Puissance Ecclésiastique ; qu'ils ne peuvent être déposés directement ni indirectement par
 „ l'autorité des Clefs de l'Eglise ; que leurs Sujets ne peuvent être exemptés de la soumission qu'ils leur doivent , ou du serment de fidélité ; que
 „ cette doctrine nécessaire pour la paix publique , & autant avantageuse à l'Eglise qu'à l'Etat , doit être tenue
 „ comme conforme à l'Ecriture Sainte , à la tradition des Peres de l'Eglise , & aux exemples des Saints ,

Les Evêques voient attaquer cette Doctrine nécessaire ; & ils ne font pas la moindre démarche pour la défendre.

Le zèle des Magistrats , dans cette occasion comme dans les autres , auroit bien dû faire rougir l'Evêque de son indifférence. A peine la Légende de Grégoire VII. eut paru en France , que les Parlemens se réunirent pour la repousser au de-là des Monts. Celui de Paris en ordonna la suppression le 20 Juillet 1729 , celui de Bretagne le 17 Août , celui de Metz le 15 Septembre , celui de Bordeaux le 12 du même mois. Les autres suivirent de près leurs exemples.

Le Pape (Benoît XIII.) s'irrita de trouver des Sujets si fidèles à leur Roi. Par plusieurs Brefs & autres Actes il entreprit de casser & annuler de sa pleine puissance tous Edits , Ordonnances , Arrêts , &c. émanés à ce sujet des Puissances Séculières , même Souveraines ; & les Mandemens que l'Evêque d'Auxerre & six autres Prélats avoient publiés.

Les François ne purent voir sans indignation ces entreprises de la Cour

de Rome contre la puissance Royale. Ils ne purent tolérer l'injure faite à l'Episcopat même par des Brefs qui déclaroient tout ce qui étoit contenu dans les Mandemens des sept Prélats, nul, vain, illusoire, & attentatoire, n'ayant & ne pouvant jamais avoir aucune force ni aucun poids. En sorte que les Parlemens se hâtèrent d'ordonner * la suppression des Brefs donnés par Benoît XIII. le 17 Septembre & 19 Décembre 1729.

On vit renouveler ce qui s'étoit passé en 1664 & 1665. à l'occasion des Livres de Vernant & d'Amedæus Guymeneus. La Faculté de Théologie de Paris avoit censuré plusieurs propositions extraites de ces Livres, notamment celles-ci : *Le Souverain Pontife a une puissance divine sur les Rois de la terre. Il n'est pas obligé de procéder en France selon les Droits & Priviléges de l'Eglise Gallicane. Nous devons tenir pour certain qu'il ne peut nous tromper ni être trompé.*

Alexandre V I I. écrivit au Roi

* Reg. du Parl. 23. Février 1730.

pour qu'il fit révoquer des censures qu'il regardoit comme injurieuses au Saint Siège. Le Roi consulta ses Procureur & Avocats Généraux.* Ils donnerent un avis très-étendu , par lequel ils démontrèrent que Sa Majesté ne pouvoit , sans blesser les Droits de la Couronne & faire breche à son autorité , accorder au Pape la satisfaction qu'il demandoit ; que les sentimens de la Faculté de Théologie étant les mêmes que ceux des Peres & des Conciles , de tous les Parlemens & de toutes les Universités du Royaume , bien loin qu'on la dût condamner , cette Faculté devoit être puissamment excitée à y persévérer. Cet avis renferme les principes les plus lumineux contre la prétendue infailibilité du Pape , & plusieurs faits historiques qui montrent avec quelle vigueur cette chimérique prétention a toujours été rejetée.

Le Pape , voyant qu'il ne pouvoit rien obtenir du Roi , prit le parti de condamner lui-même par une Bulle

* Elic Dupin Hist. Eccl. du 17^e. siècle.

les censures de la Faculté de Théologie. Mais par Arrêt du 29 Juillet 1665. le Parlement « donna Acte au Procureur Général de l'appel comme d'abus par lui interjetté de cette Bulle ; en ordonna la suppression ; maintint la Faculté de Théologie de Paris en son droit & possession de censurer tous les Livres qui contiendront des propositions contraires à l'autorité & discipline de l'Eglise , à la pureté de la morale chrétienne , aux droits de la Couronne , & aux libertés de l'Eglise Gallicanne : ordonna que les censures des Livres de Vernant & d'Amedæus Guymeneus seroient registrées au Greffe de la Cour : fit défenses de soutenir & enseigner les propositions censurées : ordonna que deux Conseillers se transporteroient avec un des Substituts du Procureur Général dans l'Assemblée de la Faculté de Théologie, & exhorteroient ladite Faculté de continuer ses censures , lorsque les occasions se présenteroient , avec le même zèle qu'elle avoit fait par le passé ; & qu'ils feroient lire en leur présence, & re-

» gistrer l'Arrêt dans les Registres de
» la Faculté.

Ce fut en cette occasion que M. de Harlay , Substitut de M. le Procureur Général son Pere , & depuis Premier Président , fit ce beau Discours qui montra dès-lors qu'il ne dégénéroit point de ses ancêtres. « Il seroit à sou-
» haiter , dit-il , que nous n'eussions
» jamais que des occasions de témoi-
» gner avec combien de respect nous
» honorons le Chef visible de l'Eglise :
» mais comme une longue & fâcheuse
» expérience nous a fait connoître que
» l'Elévation à la Chaire de S. Pierre
» n'éteint pas toutes les passions hu-
» maines , nous sommes contraints ,
» malgré nous , de distinguer les effets
» de la puissance , de ceux qui la rem-
» plissent ; & reconnoissant qu'elle leur
» a été donnée sans bornes pour l'édi-
» fication & la conservation des Ca-
» nons ; & comme un ancien Evêque
» nous l'enseigne , *pro veritate plus cœ-*
» *teris suis consacerdotibus potest* , nous
» recevons avec soumission tous les
» ouvrages qui portent cet auguste
» caractère de légitime successeur du
premier

„ premier des Apôtres. Mais comme
 „ nous avons appris de Saint Paul que
 „ *omnis Pontifex ex hominibus assump-*
 „ *tus circumdatus est infirmitate* , nous
 „ rejettons avec vigueur ces ouvrages
 „ d'ambition & de colere , que nous
 „ avons vû paroître trop souvent dans
 „ le Royaume.

En voyant la tranquillité avec laquelle nos Prélats regardent sans s'émouvoir l'activité de ces zélés Magistrats en 1665 & en 1729 , qui peut s'empêcher de leur crier avec indignation : *Ut quid statis otiosi ?* D'où vient donc cette létargie , Pasteurs , ou plutôt , Idoles que vous êtes , *Pastor & Idolum ?*

Tout le Royaume étonné , & ne pouvant croire que le Clergé persévérât dans (a) une inaction si criminelle , pensoit qu'il n'attendoit que l'assemblée de 1730 , pour signaler sa fidélité envers son Roi. Sa Majesté elle-même lui fit connoître par son premier Ministre , que telle étoit son intention. Mais l'étonnement, ou pour

(a) Procès-verbal du Clergé , du 22 Juin 1730.

mieux dire, l'indignation publique redoubla, quand on vit le Clergé n'ouvrir la bouche que pour soutenir en face au Roi-même la détestable maxime, qu'il pourroit être déposé s'il tomboit dans l'hérésie. Voici comment ces Evêques s'exprimèrent par la bouche de celui de Nîmes (M. de la Parisiere.)

» Nous venons à vous, (a) Sire,
 » pour maintenir l'ouvrage de J. C.
 » même, & pour nous conserver la
 » liberté d'un ministère dont l'usur-
 » pation & la violence (b) peuvent bien
 » arrêter l'exercice, mais qu'on ne
 » peut essentiellement nous ravir.
 » C'est aussi le seul intérêt que nous
 » ayons à cœur de soutenir, & pour
 » lequel le sacrifice de nos vies ne
 » nous paroîtroit pas trop cher. Sur
 » tout autre intérêt nous n'a-
 » vons nulle peine à nous rendre....
 » Que nos biens qui sont deve-
 » nus le *patrimoine de J. C.* soient utiles
 » à V. M. pour en faire l'usage que :

(a) Procès-verbal du Clergé, du 22 Juin 1730.

(b) C'est des Parlemens que les Evêques se plaignt.

„ nous en ferions nous-mêmes ; elle en
 „ connoît l'immunité & la destination ;
 „ elle ſçait avec quelles précautions il eſt
 „ permis d'y toucher : la religion ne lui
 „ laiſſe rien ignorer ſur ce point ; cela
 „ nous ſuffit pour vous les prodi-
 „ guer d'avance , ſans attendre les
 „ effets précis de votre protection, qui
 „ vous donne le droit de nous les de-
 „ mander. . . . Tout ce qui n'eſt qu'hu-
 „ main peut être à la merci des hom-
 „ mes : mais pour le dépôt de la foi , &
 „ notre juridiction qui en eſt une ſuite
 „ néceſſaire , c'eſt notre tréſor , notre
 „ gloire , notre engagement. Nous ne
 „ pourrions jamais conſentir qu'on
 „ nous l'enleve. Nous en ſommes re-
 „ devables à Dieu , à l'Egliſe , aux
 „ Peuples , **A VOTRE MAJESTÉ**
 „ **DONT LE REGNE EST FONDÉ**
 „ **SUR LA CATHOLICITÉ, ET DOIT**
 „ **TOUJOURS SE SOUTENIR SUR**
 „ **LES MESMES PRINCIPES.** , ,

C'eſt peut être la ſeule fois que
 le confus & énigmatique M. de la Pa-
 riſiere ait parlé clairement. De tous
 ſes diſcours , le ſeul peut-être qu'on
 ait pû comprendre ſans explications ,

c'est celui qu'il adresse au Roi en personne , pour lui porter de vives plaintes contre ses Cours Souveraines , qui, au défaut des Evêques , venoient de maintenir son autorité contre la nouvelle entreprise faite par la Légende de Gregoire VII. Pour lui notifier sans détour , que le Clergé ne se départira jamais du détestable principe , qui fut la source de toutes les horreurs de la Ligue. Car dire que le regne du Prince est fondé sur la Catholicité , & doit se soutenir sur le même principe , n'est-ce pas dire , que dès qu'il cessera d'être Catholique , il doit cesser de regner , & que s'il veut demeurer sur le Trône , on ne doit plus soutenir son regne ? Dès que ce qui sert de fondement vient à manquer , ce qui est établi sur ce fondement , doit nécessairement s'écrouler. Ainsi le Trône qui est fondé sur la Catholicité doit nécessairement tomber , dès que la Catholicité elle-même manquera. *Roi hérétique* , ce seront deux termes contradictoires , selon le Clergé ; parce que l'hérétique ne sçauroit être Roi. La Ligue étoit donc non seulement per-

mise mais nécessaire. Henri IV ne pouvoit être reconnu pour Roi, tant qu'il persista dans son hérésie. Sixte V. eut raison de le déclarer inhabile à succéder à la Couronne. * Clement VIII. ** avoit raison de vouloir insérer dans sa Bulle d'absolution pour ce Prince, une réhabilitation au droit de posséder la Couronne de France. Et le Cardinal d'Ossat eut grand tort de s'opposer à cette clause comme contraire aux Loix fondamentales du Royaume.

Qui peut entendre sans frémir, l'affreuse Doctrine que je viens simplement de développer ? Mais la frayeur augmente ; & on ne voit plus ni sûreté pour la personne du Roi, ni tranquillité pour l'Etat, quand on fait attention que le même Clergé qui établit ce principe, qu'un Roi doit cesser de regner dès qu'il cesse d'être Catholique, s'attribue en même tems le droit exclusif de juger de la Catholicité ou de l'Héréticité du Prince, c'est-à-

* Bulle du 9 Septembre 1585.

** Lettres du Cardinal d'Ossat, II & 12, ann. 1594 & 1595.

dire de le déclarer déchu ou non déchu du droit de la Couronne. Car , queſte qui peut nous aſſurer que ce jugement ſera toujours fondé ſur la juſtice & ſur la vérité , & qu'il ne ſera jamais dicté par la paſſion & par l'intérêt ? Loin de pouvoir en être aſſurés , des faits tous récents nous font appréhender le contraire.

En 1750 , le Roi ordonne aux Eccléſiaſtiques de déclarer les revenus de leurs Bénéfices. Dans le préambule de ſa Déclaration , il établit que „ la prérogative qu'a le Clergé de faire „ la répartition & le recouvrement „ des ſubſides dont ſa fidélité lui impoſe l'obligation , eſt une pure *conceſſion* de ſes auguſtes prédéceſſeurs , „ qui en cela l'ont rendu *dépoſitaire* „ d'une partie de l'autorité Royale. „ Si ce n'eſt qu'une *conceſſion* , le Roi pourroit la révoquer , & faire contribuer le Clergé de la même manière que le reſte de ſes Sujets , aux beſoins de l'Eſtat. Cette propoſition a revolté le Clergé ; & il a déclaré que juſqu'à ce que le Roi l'eût rétractée , & reconnu que les contributions du Clergé ſont

un don purement gratuit , & non une dette exigible , il refuseroit & les déclarations de ses biens , & les impositions demandées. Mais sur quoi fonde-t-il un refus que rien n'a été capable de vaincre ? Sur cette maxime , * que l'immunité des biens Ecclésiastiques est de droit divin ; qu'elle est établie par l'ancien & le nouveau Testament , par toute la Tradition , & décidée expressement par plusieurs Conciles n.ême Œcuméniques , c'est-à-dire , par cette *autorité* que J. C. a établie pour guider les Rois & les Peuples dans la voie du salut. Et partant elle est un article de foi. Ce principe une fois posé , que manquoit-il encore , sinon de déclarer formellement le Roi hérétique , & comme tel déchû de sa Couronne , s'il eût été ferme à soutenir ses droits , & qu'il eût voulu pousser à bout les Evêques dans une affaire d'intérêt , où ils paroissent déterminés à tout , plutôt que de cé-

* On trouve cette maxime dans les Remontrances que l'Assemblée du Clergé de 1750 fit au Roi le 10 Septembre , & dans plusieurs écrits qui ont été publiés pour sa défense.

der? Envain on auroit entrepris de leur démontrer, comme l'*Auteur de l'Examen impartial*, que cet article de foi prétendu est une véritable erreur. Ils auroient répondu qu'ils sont seuls compétens pour en juger, qu'ils sont l'*Eglise enseignante*, & qu'après leur décision, le reste des Fidèles, les Magistrats, les Ministres, le Roi lui-même n'ont plus d'autre parti à prendre que de se soumettre; & que s'ils résistent, ils sont hérétiques & hérétiques obstinés.

Depuis quelques années il a plu à M. l'Archevêque de Paris de s'attribuer une puissance que n'ont ni le Pape, ni l'Eglise dans le spirituel, ni tous les Souverains de l'Univers dans le temporel; c'est d'établir de vive voix, & pour ainsi dire, au tuyau de l'oreille, sans conseil, sans publication, sans aucune formalité, une loi qui prononce la plus griève de toutes les peines, pour la faute qui, si c'en étoit une, seroit de toutes la plus légère. Cette loi ordonne de refuser impitoyablement les derniers Sacramens à tout malade, à qui son Confesseur

fesseur aura refusé de donner un certificat de Confession , ou qui ne voudra point déclarer le nom de son Confesseur , quand même il ne le sçauroit point (comme la Sœur Perpétue.) La personne la plus édifiante, reconnue du Public pour être d'une sainteté consommée , ne doit point être crüe sur sa parole , ni échapper à la rigueur de la loi. Dans une multitude d'Ecrits , on a montré avec la dernière évidence , (& cela n'est pas difficile ,) & le défaut d'un tel pouvoir dans le Législateur , & l'injustice criante de la Loi. Les Parlemens & les Juges Royaux , dépositaires de l'autorité Souveraine , dont la principale fonction est de défendre les Sujets contre toute vexation , & de les maintenir dans la possession de leurs droits , ont voulu s'opposer à cette étrange loi , & forcer les Ministres à donner les Sacremens aux malades , à qui ils n'auroient à reprocher que le défaut de représentation d'un billet de Confession. Aussitôt l'Episcopat presque entier crie au feu de toutes parts : il s'élève contre les démarches des Ju-

ges Séculars , comme contre l'entreprise la plus sacrilège. Il fait plus : il soutient que cette entreprise ne peut être fondée que sur une hérésie manifeste ; & si ces Juges persistent , ils pourront par conséquent être déclarés hérétiques , aussi bien que le Roi , s'il les soutient , ou s'il les laisse agir. Eh ! comment cela ? Le voici. * Il est de foi que la dispensation des saints Mystères n'appartient qu'aux Ministres de l'Eglise ; que le droit de juger des dispositions nécessaires pour approcher des Sacremens appartient aux Evêques exclusivement à tous autres. Or les Juges Séculars ne peuvent ordonner d'administrer les Sacremens à un malade , qu'en jugeant qu'il a les dispositions nécessaires pour les recevoir. Donc ces Juges ne peuvent faire ces Ordonnances , qu'en soutenant cette hérésie , que le droit de juger des dispositions nécessaires pour les Sacremens appartient à d'autres qu'aux Evêques. Donc ils seront hérétiques , s'ils persistent à soutenir , contre le

* La Lettre des Evêques au Roi , que le Parlement a condamnée au feu , ne renferme que ce raisonnement.

jugement des Evêques , que la représentation d'un billet de Confession, ou la déclaration du nom du Confesseur , n'est point une disposition absolument nécessaire pour recevoir les derniers Sacremens.

Nous avons vû plus haut que le Clergé portant ses plaintes au Roi , lorsque la puissance Séculière a voulu juger l'Archevêque de Narbonne , l'Evêque d'Alby & le Cardinal de Retz , pour crime de concussion , de rebellion , & de Lèze-Majesté au premier chef , il a posé pour principe , que l'immunité personnelle des Evêques étoit de droit divin , décidée par des Conciles ; qu'on ne pouvoit la violer , sans violer la Religion même. La conséquence suivoit nécessairement , que contester cette immunité , dans le cas même des plus grands crimes , c'est une hérésie ; & qu'ainsi le Roi même peut être déclaré hérétique , s'il veut s'attribuer le droit de punir des Evêques , quoique ses Sujets , qui seront coupables de ces crimes.

En remontant plus haut , nous trouvons cette maxime établie dans plusieurs Ecrits du Clergé , que le pouvoir

exclusif de l'Eglise pour juger les Ecclésiastiques & dans leurs personnes , & dans leurs biens ; que la puissance de déposer un Prince pour cause d'hérésie, font partie du pouvoir des Clefs : & que ce pouvoir étant incontestablement tout spirituel , il est de foi qu'il n'appartient qu'aux Evêques de juger de son étendue & de ses bornes. D'où il suit que tout Laïc, quel qu'il soit, qui se croira en droit seulement d'examiner si l'indépendance des Clercs, & la puissance de déposer les Rois , font partie du pouvoir des Clefs , niera dès-là-même cet article de foi, qu'il n'appartient qu'aux Evêques de juger de l'étendue & des bornes de ce pouvoir , & que par conséquent il sera hérétique.

Et qu'on ne croye pas qu'il faille remonter à ces siècles d'ignorance , où le Clergé a cru pouvoir tout entreprendre , pour trouver cette affreuse maxime. Elle est disertement exposée dans des Remontrances du Clergé, imprimées chez Frédéric Léonard en 1675. Il résulte de ces Remontrances * que la

* Mémoire du Clergé mis au jour par M. Legentil , t. v. p. 8 p. 222. On ne rapporte que le sens, & non les propres termes de cette page.

prétendue puissance de déposer les Rois, & de dispenser leurs Sujets du serment de fidélité, est une partie de celle des Clefs, qui a été donnée aux Evêques par J.C. qu'elle est toute spirituelle; que ce n'est point aux Laïcs à juger de ses bornes, ni à décider jusqu'où elle s'étend. * S'ils entreprennent de le faire, » ce se-
 » roit, disent les Prélats, (a) usurper le
 » Sacerdoce, mettre la main à l'arche,
 » prendre l'encensoir, & commettre les
 » mêmes attentats, pour lesquels les
 » malédictions de Dieu sont ancienne-
 » ment tombées sur les Rois mêmes. «

Dans quels malheurs nous précipiteroit ce monstrueux principe ! Le Souverain déclaré hérétique, excom-

* Nous fûmes si pressés de donner au Public la première édition de cet Ouvrage, qu'il ne nous fut pas possible de vérifier l'endroit cité des Mémoires du Clergé, que nous n'avions pas sous la main. Nous l'avons cité d'après un Ecrit in-4^o daté du 15 Février 1681, intitulé : *VIIe. Lettre pour la défense du Pape & du Roi, à Messieurs de l'Assemblée du Clergé, qui ont signé la Lettre au Roi, datée de S. Germain en Laye le 10 Juillet 1680.* D'après cette Lettre, pag. 2. n. v. nous avons marqué de guillemets ce que nous rapportons de la page 222, comme étant les propres termes de ces Remontrances. Mais nous avons fait depuis la vérification ; & nous avons trouvé que ce que l'Auteur rapporte de la page 222, n'exprime que le sens & non les propres termes de cet endroit. Nous nous hâtons de rendre hommage à la vérité. Ce que nous avons cité d'après le même Auteur de la page 202, est en propres termes dans cet endroit.

(a) Ibid. pag. 202.

munié , & déchû de sa Couronne par des Evêques dont il auroit voulu réprimer les excès , ne trouveroit plus de ressource pour se maintenir dans le reste de ses Sujets. Ils ne pourroient plus lui demeurer fidèles , sans devenir rebelles à l'Eglise , sans faire naufrage dans la foi. Il est vrai que la célèbre Déclaration de 1682 renversoit sans ressource cette pernicieuse doctrine : mais combien de faits nous autorisent à suspecter au moins l'attachement sincère de nos Evêques à cette Déclaration ! La proposition de l'Evêque de Nîmes , ou plutôt de l'Assemblée de 1730 , en est une preuve trop convainquante , puisqu'elle est une retrac-tation formelle de cette Déclaration.

Mais la méthode générale de raisonner , inventée par les Ecclésiastiques pour tout renfermer dans les objets de la foi , mérite une attention singulière. Par cette méthode ils s'établissent toujours Juges , & seuls Juges dans leur propre cause. Quelque exorbitans que puissent être les droits & les privilèges qu'ils voudront s'attribuer ; quelques entreprises qu'ils veuillent faire ; quelques vexations qu'ils veuillent exer-

cer dans l'Eglise & dans l'Etat, si l'autorité Séculière veut les arrêter, ils crieront au sacrilège, à l'hérétique. S'ils sont interpellés de rendre compte de leur conduite, ils le refuseront avec hauteur, sous prétexte qu'ils n'ont *de compte à rendre qu'à Dieu du pouvoir qu'il leur a confié*, * & que, selon eux, la matière dont il s'agira, sera toujours un objet de ce pouvoir. Les voilà donc maîtres de tout renverser, sans qu'on puisse y mettre obstacle. Et le Souverain sera réduit à être spectateur tranquille & oisif de tous ces désordres, s'il ne veut s'exposer à être lui-même enveloppé dans les malheurs de ses Sujets.

Que l'on réfléchisse sur ces dangers trop prouvés dans cet Ecrit, & l'on reconnoîtra combien il est important & nécessaire pour l'ordre & la tranquillité de la Monarchie, qu'il y ait des Corps toujours subsistans, destinés à veiller sans cesse, & sans distraction, sur tout ce qui peut en conserver ou

* M. l'Archevêque de Paris n'est pas le seul qui ait fait cette réponse. MM. l'Archevêque de Tours, l'Evêque d'Amiens, & l'Evêque de Troyes, l'ont répétée en d'autres termes peut-être plus forts.

en troubler l'harmonie ; & surtout à prévenir les usurpations des Ecclésiastiques. Elles sont d'autant plus dangereuses , que les tentatives en sont plus multipliées , & les artifices plus variés. Jamais ils ne se lassent. De leurs défaites mêmes semble toujours renaître une nouvelle ardeur. Quelle activité ne faut-il pas leur opposer ? Où peut-on la trouver , que dans des Corps chargés uniquement de faire observer les loix , & de contenir tous les Sujets indistinctement dans les devoirs & dans les bornes de leur état. Il faut donc les laisser agir suivant toute l'étendue de l'autorité qui leur est confiée , ou se résoudre à voir régner partout le désordre & la confusion.

Quiconque aura lû ce Mémoire , ne pourra plus se dissimuler le projet formé par les Ecclésiastiques , non-seulement de se rendre indépendans de toute autorité , mais de tout soumettre à la leur. Ils n'ont manifesté l'étendue de ce projet , qu'à proportion qu'i's ont vû d'apparence de le faire réussir : mais les dernières époques prouvent qu'il subsiste encore tout entier dans leur volonté. Leur

permettra-t'on enfin de secouer toute espèce de joug ? L'ignorance des siècles passés enfanta ce monstrueux projet, seroit-il réservé à un siècle aussi éclairé que le nôtre, d'en voir le malheureux succès. Ce malheur seroit à craindre, si l'on arrêtoit les Parlemens ; puisqu'il ne fut jamais écarté que par leur courage & leur vigilance. Nous l'avons vû, la Religion des Rois fut toujours surprise par les Ministres de la Religion même. Ces surprises, suite du profond respect qu'ils ont pour elle, leur font autant d'honneur, qu'elles en font peu aux Ecclésiastiques : mais elles sont comme nécessaires. Le Souverain sans cesse occupé de grands objets, comment pourroit-il donner son attention à mille événemens qui paroissent sans conséquence, & qui néanmoins, par une sourde politique qui les conduit, causent tout-à-coup les plus grands embrasemens ?

Puissent ces réflexions, & les faits si frappans que nous avons recueillis, ouvrir enfin les yeux à ceux qui approchent de plus près la Personne du Roi, & qui ont l'honneur d'être les dépositaires de sa confiance ! Pour-

ront-ils s'empêcher de voir dans les efforts redoublés du Clergé , un plan bien concerté , & soutenu avec un acharnement inconcevable , d'envahir les droits les plus sacrés de la Souveraineté , & de se soumettre les Souverains eux-mêmes ? Quel malheur pour les Peuples , si ce plan réussissoit ! Il a réussi jusqu'à un certain point ; & il a fait des malheureux à proportion du succès qu'il a eu. On l'a dit depuis long-tems , & nous l'éprouvons. Rien de plus cruel que des Ecclésiastiques qui renoncent à l'esprit de leur état , qui est un esprit d'humilité & de modestie , pour prendre celui de domination. Depuis qu'ils ont surpris la religion du Roi sous l'ombre de la Religion même , que de cruautés inouïes n'ont pas été exercées !

Le Prince qui nous gouverne aime la Religion. Il croit qu'elle est aimée de ceux qui en sont les Ministres ; il leur confie son autorité pour la protéger. Quelle seroit son indignation s'il sçavoit qu'ils ne la font servir que pour éteindre dans tous ses Etats l'esprit de cette sainte Religion ! Il aime ses Sujets , il ne veut faire usage de son au-

torité que pour les rendre heureux. Quelle seroit sa douleur s'il voyoit que l'on fait tomber sur eux tout le poids de cette autorité ! Dépositaire d'une puissance qui est la vive image de la puissance de Dieu même , il veut & il doit en conserver tout l'éclat , toutes les prérogatives , toute l'indépendance. Souffriroit-il que l'on fit tourner cette puissance contre elle-même , pour maintenir l'usurpation qu'on veut faire de ses droits les plus sacrés & les plus inaliénables ; pour la démembrer , pour l'avilir , pour la rendre dépendance ; pour rendre martyrs de cette puissance même ceux qui y étant soumis , *non par crainte , mais par un devoir de conscience* , se font une loi de la soutenir contre les entreprises des usurpateurs.

Ceci ne paroîtra point exagéré à quiconque est attentif sur tout ce qui se passe. Mais, il faut l'avouer, ce sera toujours un paradoxe aussi difficile à comprendre , qu'il est véritable , que depuis dix siècles l'autorité Royale ne paroisse avoir de forces que pour rendre efficaces les coups que ses vrais ennemis ne cessent de lui porter ; & de sévérité que

pour punir comme un crime le zèle de tous ceux qui la défendent. Pour ne parler que de ce qui se passe sous nos yeux : pourquoi les Parlemens font-ils si attentifs à conserver la modification par eux apposée sur la quatre-vingt-onzième proposition ? *La crainte d'une excommunication injuste ne doit pas nous empêcher de faire notre devoir ?* sinon parce qu'il s'ensuivroit que des Sujets auxquels le Pape ou l'Episcopat défendrait, sous peine d'excommunication, de demeurer fidèles à leur Souverain, devroient l'abandonner & se révolter contre lui. Il n'est donc pas douteux qu'ils combattent pour l'indépendance de l'autorité Royale : & cette autorité ne cesse de leur être contraire. Par une conséquence non moins évidente, le zèle des Evêques pour la Bulle qui condamne cette proposition, n'est qu'une suite du plan formé depuis tant de siècles de rendre l'Empire dépendant du Sacerdoce, & l'Empire leur livre tout son pouvoir pour favoriser un zèle si criminel.

Que de dégouts les Parlemens n'ont-ils pas essuyés toutes les fois qu'ils ont eu à

eu à s'opposer aux entreprises du Clergé? Aussi infatigables à défendre cette autorité, que les Ecclésiastiques à l'attaquer, ils ont toujours eu à combattre contre elle même pour la faire triompher. Nos fastes ne nous présentent partout que cet affligeant contraste : les Ecclésiastiques appuyés de toute l'autorité Royale dans les tentatives qu'ils ont faites pour l'anéantir ; les Magistrats repoussés par les coups les plus vifs de l'autorité Royale dans les efforts qu'ils ont faits pour la soutenir. Quel peut-être la cause de cette étrange méprise? Est-ce qu'on regarde les Ecclésiastiques comme trop foibles pour pouvoir se rendre redoutables? On a donc oublié les malheurs de la Ligue. On ne fait donc pas attention au crédit que donnent au Clergé ses biens immenses, l'ascendant que le Saint Ministère donne aux Prêtres sur l'esprit du peuple, l'autorité que donne aux Evêques l'Ordination & la nomination de tant de Bénéfices. A-t-on à craindre, au contraire, que les Parlemens deviennent jamais le rivaux du Souverain, de

qui ils reconnoissent tenir tout leur pouvoit ? Il se sont toujours montrés aussi fidèles Sujets que les Ecclésiastiques ont été rebelles. Nos Histoires n'attestent-elles pas que le respect , la soumission & l'obéissance des Parlemens furent toujours inviolables ? **Le Prince ne regne que par les Loix ;** c'est à leur vigilance que nous en devons la conservation : pourquoi faut-il qu'ils soient exposés à encourir ses disgrâces ? S'ils résistent à des ordres particuliers arrachés au Prince par séduction ou importunité , que cette résistance coûte à leur cœur ! Loin de pouvoir leur en faire un crime , c'est la dernière épreuve de la fidélité qu'ils lui ont jurée , d'observer les Ordonnances. Elles leur défendent d'avoir égard à des ordres particuliers qui renverseroient l'ordre public , & l'économie des Loix. Elles leur ordonnent d'avertir le Prince des surprises qui lui seroient faites. Pour en donner un exemple , qu'elle atteinte mortelle n'auroit pas reçue l'autorité Souveraine , si malgré les Lettres de Cachet , les Lettres-Patentes , les Arrêts

du Conseil, qui ordonnoient des sur-
séances & des évocations, le Parle-
ment n'avoit soutenu avec vigueur
les censures du Clergé & de l'Univer-
sité contre les détestables livres de
Santarel, de Bellarmin & autres :
censures qu'on vouloit faire désa-
vouer ou même retracter ?

Cette intrépide fermeté des Magis-
trats à maintenir l'autorité du Roi &
la liberté de ses Sujets, mérite d'au-
tant plus nos éloges & notre recon-
noissance, qu'elle est plus désintéres-
sée. Les attentats persévérans des
Evêques contre l'une & l'autre sont
d'autant plus criminels, que l'Etat leur
a prodigué ses biens & ses honneurs.
Eh plutôt à Dieu qu'ils en eussent
moins ! L'Eglise a perdu avec sa pau-
vreté ce véritable éclat qu'elle tiroit
de l'humilité & de la modestie de ses
Ministres. Les Richesses & les gran-
deurs leur ont inspiré le désir de do-
miner : & cette domination si déplacée
a jetté partout le trouble & le désor-
dre. S'ils veulent faire de ces biens
consacrés par la piété un usage si con-
traire à sa destination, qu'il se sou-

viennent au moins que » les Loix de
 » la Religion Chrétienne * n'ont rien
 » diminué de la souveraine puissance
 » temporelle ; que J. C. a conservé ,
 » même à ceux des Souverains Payens
 » qui embrassoient le Christianisme ,
 » toute l'autorité temporelle que Dieu
 » leur avoit donnée , avant qu'ils fus-
 » sent devenus Chrétiens. Qu'ils se
 » souviennent que (a) J. C. qui est
 » l'auteur de la Loi nouvelle ; qui est
 » l'auteur des Sacremens , comme il
 » est l'auteur & le consommateur de
 » notre foi , n'a point diminué le
 » pouvoir absolu des Rois ; qu'au
 » contraire , l'Evangile & la Loi nou-
 » velle qu'il a apportée sur la terre ,
 » augmentent encore l'obéissance & la
 » soumission à l'égard de leurs Princes ,
 » en les y attachant par un nouveau
 » lien , qui est celui de la Religion. «
 Qu'ils se souviennent enfin , & tout
 sera rétabli , de cette belle maxime
 du Pape S. Celestin : » que les règles
 » nous dominant , au lieu de domi-

* Mem. du Clergé , Tom. II. init.

(a) Premier Février 1677 , Discours de M.
 le P. P. de Lamoignon , Reg. du Parl.

» ner sur les règles. Soyons soumis aux
 » Canons , nous qui sommes les dé-
 » positaires des Préceptes Canoni-
 » ques : « *Dominentur nobis Regula ,*
non regulis dominemur : simus subjecti
Canonibus , qui Canonum præcepta ser-
vamus. Cælest. 1. Epist. ad Illiric.
 Episc.

Bref d'Alexandre VIII. contre la Déclaration du Clergé de 1682.

Pour servir de mémoire à perpétuité.

PARMI les soins dont nous sommes
 sans cesse accablés , celui qui nous
 occupe singulièrement , est de con-
 server en leur entier les droits de
 notre Siège Apostolique , de l'Eglise
 universelle , & même ceux des Ec-
 clésiastiques , & d'user de toute la
 puissance que Dieu nous a donnée
 pour défendre ces droits contre tout
 ce qui pourroit y donner la moindre
 atteinte. Tout bien examiné devant

le Seigneur , nous croyons que la justice & la raison exigent de nous cette attention.

A peine le Très-Haut , par un secret impénétrable de sa providence , nous eut élevé sur le premier Siége de l'Eglise , que , outre toutes les autres affaires qui se présenterent en foule à notre sollicitude Pastorale , il nous en survint du côté de la France , qui étoient de la plus grande importance , & qui nous affligèrent d'autant plus , que nous portons dans nos entrailles , notre très-cher fils en J. C. Louis , Roi très-Chrétien des François , & son Royaume très-florissant. Nous apprîmes que quelques uns de nos vénérables freres , les Archevêques & Evêques , & d'autres Ecclésiastiques de ce Royaume , députés à l'assemblée du Clergé l'an 1682 , avoient blessé grièvement les droits de plusieurs Eglises de France , & l'autorité , non seulement du Pontife Romain , mais de l'Eglise universelle , soit par le consentement qu'ils ont donné à ce que le droit appelé *Regale* , s'étendît à toutes les Eglises dudit Royaume ,

soit par une déclaration qu'ils ont dressée, contenant quatre articles sur la Puissance Ecclésiastique. Ces entreprises de l'Assemblée ont été adoptées ou confirmées par des Mandemens, des Arrêts, des Déclarations, des Lettres, des Edits, & des Décrets, émanés de diverses personnes, tant Ecclésiastiques que Laïques. Mais de quelque autorité & puissance que soient revêtus ceux qui ont donné & publié tous ces actes, & les autres qui parurent dans le même Royaume, il y a quelques années, & qui pouvoient aussi porter quelque préjudice à notre Saint Siège, à l'Eglise Romaine, ou à d'autres Eglises, à quelque Monastère, à quelque lieu Saint, ou aux personnes, meubles, immeubles, droits & autres choses leur appartenant respectivement, ou enfin à la juridiction, immunité, ou liberté de l'Eglise, en quelque façon que ce puisse être. Nous nous croyons en droit d'en juger; puisque Dieu, nous a établis pour soutenir les droits de l'Eglise dans tout l'univers. Occupés nuit & jour dans l'amertume de

notre ame de l'étendue de ce devoir , nous avons levé les mains , & poussé des soupirs & des larmes vers le Seigneur ; nous l'avons supplié de tout notre cœur de nous assister du puissant secours de sa grace , afin que nous pussions nous acquitter dignement de cette partie du Ministère Apostolique qu'il nous a confié. C'est dans cette vûe , & pour n'être pas accusés de négligence dans notre administration par le Souverain Juge auquel nous en rendrons bientôt compte , que nous n'avons rien omis , pour obtenir de la Divine Bonté , qu'elle inspirât à ceux qui ont donné ces actes préjudiciables , de les retracter dans le fond de leur cœur. Mais comme nous devons encore mettre en sûreté pour toujours d'une manière efficace , la juridiction & l'immunité du Saint Siège & de l'Eglise universelle , la liberté Ecclésiastique , celle des Eglises particulières , des Monastères , des lieux Saints , & de toutes les personnes que nous avons déjà nommées ; après avoir pris l'avis de plusieurs de nos vénérables freres Cardinaux de

la Sainte Eglise Romaine, de quelques Docteurs en Théologie & en Droit Canon, que nous avons spécialement chargés d'examiner cette affaire, & qui l'ont discutée devant nous; désirant de marcher sur les traces de notre prédécesseur Innocent XI. d'heureuse mémoire, qui en faisant réponse aux Lettres que lui avoient écrites les Archevêques, Evêques & autre Ecclésiastiques ci-dessus nommés, pour l'informer de tout ce qui s'étoit passé dans leur assemblée au sujet de la Regale, l'improva par son Bref, le cassa & l'annulla avec tout ce qui s'en étoit suivi ou pourroit s'ensuivre; voulant qu'on regarde comme aussi certaines & aussi véritables, que si elles étoient pleinement exprimées & insérées ici mot pour mot, ou exactement spécifiées, la teneur & les dates de l'acte de consentement pour l'extention de la Regale, donné par ladite Assemblée du Clergé de France en 1682, de sa Déclaration sur la Puissance Ecclésiastique, de tous & chacun des Mandemens, Arrêts, Confirmation, Dé-

claration , Lettres , Décrets , donnés & publiés par les Puissances Ecclésiastique & Séculière , comme aussi des autres actes préjudiciables qui ont été faits dans le susdit Royaume , & dont nous avons parlé ci-dessus , en quelque tems , par qui que ce soit , pour quelque cause , & en quelque manière qu'ils aient été faits & donnés , & de tout ce qui s'en est ensuivi , qui pourroit demander une mention spéciale & individuelle ; de notre propre mouvement & certaine science , après une mûre délibération , & de la plénitude de notre autorité Apostolique , nous déclarons & ordonnons par la teneur des présentes , qu'on regarde comme nul & de nul effet tout ce qui s'est passé , & tout ce qui a été arrêté dans ladite Assemblée du Clergé de France en 1682 , tant au sujet de l'extention du Droit de Regale , que de la Déclaration contenant quatre articles sur la Puissance Ecclésiastique , avec tous & chacun des Mandemens , Arrêts , Confirmations , Déclaration , Lettres , Edits , Décrets , par quelques personnes que ce soit , Ec-

clésiastiques ou Laïcs , qu'ils aient été publiés , & quoique émanés d'une autorité & Puissance qui demanderoit une mention spéciale. Nous déclarons également nul & de nul effet , tout ce qui s'est fait dans ce même Royaume , capable de donner quelque atteinte à la juridiction du St. Siège & de l'Eglise Romaine , à l'immunité & liberté de l'Eglise en général , ou de quelques Eglises particulières , à des Monastères , à des lieux Saints , ou aux personnes , meubles , immeubles , privilèges , prérogatives & droits quelconques qui leur appartiennent , avec tout ce qui pourroit s'être ensuivi , ou qui pourroit s'ensuivre dans la suite. Nous déclarons que tous ces Actes ont été , dès leur existence , non seulement invalides de plein droit , mais incapables de jamais avoir aucune force ni effet. Ensorte que personne ne peut être tenu de les observer , s'y fût-on obligé même par serment ; qu'on ne peut pareillement s'en faire un droit , ou une action pour posséder , ou une cause de prescription , quelque longue

possession, même de tems immémoriale qu'on eût acquise ou qu'on pourroit acquérir, même sans interprétation ni interruption: que tous ces titres ne peuvent non-plus avoir fondé ou fonder dans la suite un état, que s'ils n'eussent jamais existé. Nous voulons qu'ils soient regardés comme tels. Et même, pour plus grande précaution, de notre propre mouvement, certaine science, après une mûre délibération, de la plénitude de notre puissance, comme ci-dessus, nous improuvons, autant que besoin est, cassons, annulons, privons de toutes forces & effets tous lesdits actes ci-dessus mentionnés, & nous protestons devant Dieu contr'eux & de leur nullité. Donné à Rome, à Sainte Marie, sous l'anneau du Pêcheur, le 4 Août 1690, & la première année de notre Pontificat.

*Le présent Bref a été publié à Rome,
le 30 Janvier 1691.*

*Discours de M. le Premier Président, au
sujet du Bref d' Alexandre VIII.*

Du 7 Mars 1691.

Ce jour M. le Premier Président a dit à la Cour, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées, qu'ayant fait demander audience au Roi pour exécuter l'ordre que la Cour lui avoit donné le premier de ce mois, ledit Seigneur Roi avoit eu la bonté de la lui accorder Mardi dernier; que s'étant rendu à Versailles à l'heure qui lui avoit été prescrite, il avoit eu l'honneur de dire au Roi dans son Cabinet, où ledit Seigneur Roi étoit seul : SIRE, vos Avocats & Procureur Général ayant dit à votre Cour de Parlement, que V. M. leur avoit commandé de lui faire sçavoir qu'elle étoit satisfaite du zèle qu'elle avoit témoigné pour votre service, au sujet d'un Bref par lequel on prétend que le feu Pape Alexandre VIII. a cassé deux Edits que V. M. fit en l'année 1682; que vous ne vouliez pas, SIRE, que votre Parlement passât plus avant sur

ce sujet, jusqu'à ce qu'on lui représentât un Exemplaire authentique de ce Bref, parce qu'il y avoit lieu de présumer que l'acte que l'on débitoit n'étoit pas véritable; & qu'en cas qu'il le fût, les Cardinaux assemblés pour l'élection d'un Pape, feroient un si bon choix, que celui qui seroit élu répareroit ce qui auroit été fait contre l'ordre par son Prédécesseur.

Votre Cour de Parlement m'a chargé de venir rendre de sa part ses très-humbles respects, qu'elle doit à V. M. de la bonté excessive avec laquelle il lui plaît de nous savoir quelque gré d'un soin que nous ne pourrions omettre sans manquer à l'un de nos devoirs les plus indispensables; puisque les Rois prédécesseurs de V. M. ont établi cette Compagnie pour conserver sous leur autorité, les droits de leur Couronne, de même que pour rendre à leur décharge la Justice qu'ils doivent à leurs Sujets.

Mais, SIRE, quoique votre Parlement regarde cette seconde partie de ses fonctions comme une marque très-honorable de la confiance de V. M. le desir de l'exercer ne lui fera jamais

oublier combien il est important au bien de la Religion, & à celui de l'État, d'entretenir une bonne intelligence entre le Souverain Pontife & le Roi très-Chrétien. Et comme nous employerons avec joie l'autorité qu'il plaît à V. M. de nous donner pour faire rendre au S. Siège & aux personnes de nos Saints Pères les Papes le respect & l'obéissance qui leur sont légitimement dûs par vos Sujets, ce sera avec une extrême douleur que nous nous verrons contraints d'employer cette même autorité, pour repousser les entreprises injustes que la Cour de Rome voudra faire sur les droits de votre Couronne, & sur la liberté Canonique de l'Eglise Gallicane dont vous êtes le protecteur.

Nous ne nous plaignons point, SIR E, des idées que les Canonistes lui donnent de l'étendue infinie de son autorité, & pourvû qu'elles demeurent au de-là des monts qui nous séparent, nous leur laissons, sur ces matières qui ne regardent point la foi, la liberté que nous voulons avoir de notre part pour conserver dans votre

Royaume des vérités plus assurées, que nos Pères nous ont transmises. Mais lorsque des Papes voudront faire passer les Alpes à ces maximes, lorsqu'ils entreprendront de nous persuader qu'ils renferment dans leurs seules personnes les lumières infailibles que Dieu a données à son Eglise pour tout ce qui regarde la foi; lorsqu'ils prétendront que la Couronne que Dieu seul a mis sur la tête de V. M. est soumise, même indirectement, à leur chaire; qu'ils peuvent proscrire & déposséder des Souverains, & donner leurs Etats à celui qui aura des forces suffisantes pour s'en emparer; ou qu'enfin agissant sur un principe aussi erroné, ils s'y constitueront Juges de V. M. & qu'ils se donneront la liberté de casser vos Edits, permettez-nous, SIRE, de protester à V. M. que nous sommes nés François, instruits des vérités de la Religion dans les sources les plus pures, fortifiés dans nos devoirs par les exemples de nos Prédécesseurs; & que nous répandrons, s'il est besoin, jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour empêcher le progrès

d'une Doctrine si dangereuse pour les Personnes sacrées des Rois, & si préjudiciable à la dignité de leur caractère, & à leur autorité.

La puissance, S I R E, de V. M. a la même origine que celle des Souverains Pontifes, & Dieu qui leur a donné la première place & la plus grande autorité dans son Eglise, pour décider des choses qui regardent la foi, a donné à V. M. un pouvoir souverain & indépendant pour le gouvernement de son Royaume. V. M. SIRE, ne doit compte qu'à Dieu seul de l'usage qu'elle fait de cette autorité: & lorsque des Princes à qui Dieu n'avoit pas donné la piété, les lumières & la justice qu'il a mises si abondamment dans le cœur de V. M. ont blessé les droits & la discipline de l'Eglise, les Papes les plus saints n'ont pas crû qu'ils pussent employer d'autres armes contre leurs Loix, que des supplications & des remontrances. C'est ainsi que Saint Grégoire, plus digne d'en être crû que les Canonistes des derniers siècles, se contenta de supplier l'Empereur Maurice de révo-

quer la défense qu'il avoit faite de consacrer au service de Dieu tous ceux qui étoient engagés dans ses troupes ; & ce grand Pape voulut même rendre cette supplication plus favorable , en publiant la foi de l'Empereur avant que de se plaindre de sa disposition.

Quelle comparaison, SIRE, peut-on faire d'une loi de cette nature, avec une Déclaration qui restreint le droit de Régale d'une manière si favorable à l'Eglise , ou avec cet Edit qui apporte dans une conjoncture fâcheuse, quelques précautions pour affermir dans le Royaume l'ancienne & véritable doctrine ; trop solidement établie sur la parole de Dieu même pour avoir besoin de ces nouveaux secours ? Quelle comparaison d'un Empereur élevé sur le Trône par la seule faveur de la fortune, avec un Prince qui vient, comme V. M. à la plus noble Monarchie de l'Univers par la plus longue & la plus illustre suite de Rois que l'on ait jamais comptée ; qui honore sa Couronne par ses vertus & par ses actions, en même tems qu'il edifie l'Eglise par sa piété, qu'il en

protège les Ministres par sa puissance ; & qu'il préfère tout ce qui regarde la gloire de Dieu à ses intérêts les plus importants :

Cependant , SIRE , dans le tems où le zèle de VOTRE MAJESTÉ , & la jalousie que vos ennemis ont conçue de sa grandeur , ont excité contre elle une guerre si sanglante , dans ce tems où l'on voit un Prince dépossédé de trois Royaumes à cause de la Religion dont il fait profession , & où les ennemis les plus redoutables de la Chrétienté commencent à reprendre par la division leurs forces abattues ; ces deux Edits faits il y a plusieurs années par VOTRE MAJESTÉ sur des matières qui ne regardent point la foi , ont paru au Pape Alexandre VIII. les objets les plus dignes de son application , & les choses dont il pouvoit justement appréhender d'être plus obligé de rendre compte à Dieu.

Nous souhaitons , SIRE , que le sacré Collège des Cardinaux , éclairé par l'Esprit saint dont Dieu a promis l'assistance éternelle à son Eglise , mette sur la Chaire de S. Pierre un Pape

qui connoisse & qui remplisse dans toute la Chrétienté les grandes & terribles obligations qu'une si haute élévation lui impose : nous souhaitons qu'il fasse en particulier à VOTRE MAJESTÉ la justice & la réparation qu'elle a droit d'attendre d'un Pape équitable & éclairé.

Mais, SIRE, si les vertus qu'il a plû à Dieu de réunir si éminemment dans la Personne de VOTRE MAJESTÉ & les choses merveilleuses que nous avons vû arriver sous son règne par sa sagesse & par sa valeur, nous donnent lieu d'attendre les événemens les plus extraordinaires, la conduite que les Papes des derniers siècles ont tenue dans les choses qui ont regardé la grandeur & l'autorité qu'ils se sont voulu donner, diminue les espérances que nous pourrions si justement concevoir.

Cependant, SIRE, puisque VOTRE MAJESTÉ, par un excès de cette modération que nous admirons encore en sa personne sacrée, nous ordonne de surseoir les délibérations que nous avions commencé de prendre sur le

Bref du feu Pape Alexandre VIII. nous nous soumettons à ses ordres avec le respect que nous y devons ; & nous ne déferons pas moins volontiers à la prudence qui vous élève si fort au-dessus de nous , qu'à l'autorité que vous avez de nous commander comme notre Maître.

Plaise à Dieu , SIRE , que nous nous trompions dans nos conjectures. Mais si le Pape qui sera élu ne répare par lui-même , d'une manière convenable , l'excès dans lequel son Prédécesseur a voulu tomber , trouvez bon, SIRE , que nous nous présentions aux pieds de V. M. pour la supplier de laisser à son Parlement la liberté de s'acquitter de ce qu'il doit sur un sujet si important , & permettez-nous enfin , SIRE , de représenter à V. M. que la sagesse & constante fermeté de la République de Venise fit seule sur l'esprit du Pape Paul V. dans une matière semblable à celle dont il s'agit, ce que la justice de sa cause , les prières & les négociations n'avoient pû produire en sa faveur ; & que la Cour de Rome , qui ne met plus de bornes

à son autorité , lorsqu'elle ne trouve point d'obstacles à ses prétentions , se contente de la puissance qui lui appartient légitimement , lorsqu'on lui oppose les digues que nos Pères ont entretenues avec tant de soin , pour en arrêter les débordemens & pour l'entretenir à notre égard dans son cours naturel & légitime.

Le Roi ayant écouté ce Discours trop long avec sa patience & sa bonté ordinaire , me fit l'honneur de me dire qu'il recevoit avec plaisir ce que son Parlement lui faisoit représenter ; qu'il connoissoit l'importance & les suites que pouvoit avoir un Bref aussi extraordinaire que celui dont il s'agissoit , mais qu'il estimoit à propos de surseoir la délibération que nous avions commencé sur ce sujet , par les mêmes considérations qui l'avoient obligé de nous l'ordonner , il y a quelques jours ; que rien ne dépérissût par ce délai , & qu'il trouvoit bon que je vinsse sans une nouvelle permission recevoir ses ordres quelque tems après que l'on auroit élu un Pape , & lorsque S. M. pourroit être in-

formée des intentions qu'il auroit sur ce sujet.

Je me retirerai après cette réponse , & je crois que nous n'avons rien à faire davantage jusqu'au tems qu'il a plû au Roi de nous prescrire.

Sur quoi, M. le Président de Longueuil a remercié M. le Premier Président de la peine qu'il avoit prise , & lui a témoigné la satisfaction que la Compagnie avoit de la manière avec laquelle il avoit expliqué au Roi les sentimens que tous ceux qui la composent , ont également pour le service du Roi , & pour la conservation de la Couronne.

Lettre écrite en 1693 au Pape Innocent XII. par quelques Evêques de France , par laquelle ils lui font satisfaction de tout ce qui avoit été fait au sujet des contestations entre la France & la Cour de Rome.

Très-Saint Père , *Beatissime Pater,*

LES fruits CUM in hâc
abondans que re- tandem exultantis

Ecclesia felicitate, gregis Christiani omnes paternæ providentiæ fructus percipiant, facilemque in sinum paternæ beneficentiæ vestræ aditum experiantur, nihil accidere molestius nobis potuit quàm quod eo etiamnum loco res nostræ sint, ut aditus in gratiam Sanctitatis vestræ nobis hætenus interclusus quodam modo videatur. Cujus quidem rei cum eam fuisse rationem perceperimus quòd nos Cleri Gallicani Comitibus anno 1682 habitis interfuerimus, idcirco ad pedes Beatitudinis vestræ provoluti profitemur &

tirent tous les Fidèles de vos soins & de votre vigilance Pastorale ; le facile accès que tous ont la consolation de trouver jusqu'à votre sein paternel , nous font sentir tout le malheur de notre situation , d'avoir été jusqu'ici presque entièrement exclus de votre bienveillance.

C'est pourquoi, nous étant aperçus que la cause qui nous avoit attiré une disgrâce si affligeante , étoit d'avoir assisté à l'Assemblée du Clergé de France , qui s'est tenue en 1682 , nous venons , prosternés

aux piés de Votre Sainteté, lui confesser & lui déclarer que notre cœur est pénétré d'une douleur inexprimable de tout ce qui s'est fait dans cette assemblée, & qui a si fort déplu à Votre Sainteté & à ses Prédécesseurs. Nous regardons donc, & nous déclarons que l'on doit regarder tout ce qui a paru statué par ladite Assemblée, touchant la Puissance Ecclésiastique & l'au-

declaramus nos vehementer quidem, & supra omne id quod dici potest, ex animo dolere de rebus gestis in comitiis prædictis quæ Sanctitati vestræ ejusque prædecessoribus summopere displicuerunt, ac proinde quidquid in eisdem comitiis circa Ecclesiasticam potestatem & Pontificiam auctoritatem decretum censeri potuit, pro non decreto habemus & habendum declaramus: præterea pro non deliberato (a)

(a) Dans le Manuscrit où l'on a copié cette Lettre on lit la note suivante, ces mots : *contra, decretum & deliberatum fuit*, ont fait à Rome une contestation de six semaines ; & enfin au lieu d'iceux il a passé qu'on mettroit *circa* au lieu de *contra*, *decretum censeri potuit*, au lieu de *decretum fuit*, comme aussi au lieu de *deliberatum fuit*, *deliberatum censeri potuit*.

habemus illud quod in præjudicium Ecclesiarum deliberatum censeri potuit. Mens nempe nostra non fuit quicquam decernere, & Ecclesiis nostris præjudicium inferre. Prompti sane in insigne profundissimi obsequii quod Sanctitati vestra profitemur, & reverentie debitæ pignus ita nos gerere, ut debitam usque ad extremum vitam nostram sensum Sanctitati vestre impensissime obedientiam præstare non cessamus. Ita ut de nostro promerendis Ecclesiarum juribus zelo nihil unquam possit desiderari. Sic itaque præelectis nostris

torité Pontificale, comme non statué ; & même, comme non délibéré tout ce qui a paru avoir été délibéré au préjudice des Eglises. En effet, notre intention ne fut point de rien définir, moins encore de porter quelque préjudice à nos Eglises. Toujours prêts à donner les preuves les plus signalées d'un profond respect, & d'une parfaite vénération envers Votre Sainteté, nous voulons lui rendre, dans toute notre conduite jusqu'au dernier soupir de notre vie, toute l'o-

béissance qui lui
 est due ; singulière-
 ment en mon-
 trant tout le zèle
 qu'elle peut dé-
 sirer pour la dé-
 fense des droits de
 nos Eglises. Nous
 osons espérer (&
 nous en supplions
 très-humblement
 Votre Sainteté)
 qu'après avoir lu
 notre Lettre, elle
 nous rendra ses
 bonnes grâces &
 sa bienveillance ;
 & qu'elle daignera
 nous donner le
 gouvernement des
 Eglises auxquelles
 notre Roi très-
 Chrétien nous a
 nommés ; afin que
 nous puissions
 donner tous nos
 soins & toute no-
 tre attention au sa-

*litteris speramus,
 & sanctitatem vest-
 ram humilime
 obtestamur ut nos
 in gratiam, & be-
 nevolentiam suam
 tandem receptos,
 Ecclesiis ad quas
 Rex noster Chris-
 tianissimus nos no-
 minavit, perficere
 non dedignetur, quo
 maturius anima-
 rum saluti & Chris-
 tianæ Religionis u-
 tilitati ; ipsarum-
 quæ Ecclesiarum ju-
 ribus & dignitati
 (quod Sanctitati
 vestræ profitemur)
 studium omne cu-
 ramque impenda-
 mus. Interim Bea-
 titudini vestra tan-
 quam Petri Aposto-
 lorum Principis
 successori, Christi
 Domini Vicario,*

totius militantis Ecclesiæ capiti veram & sinceram obedientiam quam jam promissimus, iterum promittimus, vovemus, & juramus; ac multos & felices annos pro bono totius Ecclesiæ ex animo precamur.

lut des ames, à l'utilité de la Religion Chrétienne, & même (ce que nous promettons bien à Votre Sainteté) à la conservation des droits & de la dignité de ces Eglises. Cependant nous promettons encore à votre Sainteté, com-

me nous la lui avons déjà promise, une véritable & sincère obéissance comme au successeur de Saint Pierre le Prince des Apôtres, au Vicaire de Jesus-Christ & au Chef de toute l'Eglise militante: nous vous la vouons, nous vous la jurons; & nous vous souhaitons des années longues & heureuses pour le bien de toute l'Eglise.

ARREST rendu sur la Requête du Procureur Général, qui lui permet de faire informer sur certains faits contenus en ladite Requête contre le Cardinal de Bouillon.

28. Mai 1710.

VU par la Cour, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées, la Requête présentée par le Procureur Général du Roi, contenant qu'il a appris que le Cardinal de Bouillon ayant mérité par ses défobéissances, que le Roi lui ordonnât en l'année 1700 de se retirer à Tournus ou à Cluny, avec défenses d'en sortir jusqu'à nouvel ordre, ledit Seigneur Roi auroit eu l'indulgence, depuis quelques années, de lui permettre de demeurer en tels autres endroits du Royaume qu'il lui plairoit, pourvû qu'ils fussent à trente lieues de Paris : mais qu'aulieu de profiter de cette grâce, & abusant au contraire de la facilité qu'elle lui donnoit de s'approcher des frontières du Royaume, il a conçu & exécuté le dessein d'en sortir, non-seulement sans la participation, mais contre la volonté connue & certaine du Roi, en contrevenant également à la disposition de l'Edit du mois d'Août 1669, de celui du mois de Juillet 1705, & des Déclarations données en exécution de cet Edit, qu'à ce premier crime il en a joint un second encore plus grand que le premier, en passant chez les Ennemis à la faveur & avec le secours de leurs troupes; & qu'enfin ajoutant

la félonie à la défobéiffance & au crime de Léze-Majefté, il a écrit une Lettre au Roi, qui contient une abdication exprefle de la qualité de Sujet, & un défavou formel de fon Souverain Seigneur, auquel il envoie la démiſſion qu'il appelle volontaire, de ſes dignités de Grand-Aumônier, & de Commandeur de l'Ordre du Saint-Eſprit, dont il a été privé dès l'année 1700, comme s'il n'étoit engagé au Roi & à l'Etat, que par les ſer-mens qu'il a faits en entrant en poſſeſſion de ces deux dignités, & comme s'il pouvoit rompre par cette démiſſion inutile, les nœuds indiffolubles qui l'attachent en qualité de Sujet à ſon Roi & à ſa Patrie; que, pour excuſer une entre-prise ſi téméraire, il veut ſe couvrir également & de l'ombre d'une prétendue Souveraineté qui n'exiſte que dans ſon ſouvenir, & de l'éclat d'une dignité qu'il doit à la protection du Roi; ce qui joint en ſa Perſonne, aux engagements qui lui ſont communs avec les autres Sujets dudit Seigneur Roi, les liens d'une reconnoiſſance particulière qui doivent l'attacher inviolablement à ſon Souverain comme à ſon bienfaiteur autant que ſon Maître. Mais qu'il a eu le malheur d'oublier en un moment tant de titres également reſpectables. Le Procureur Général croiroit manquer à ce qu'il doit au Roi, à l'Etat & à l'honneur de ſon Miniſtère ſ'il ne ſuivoit les traces de ſes Prédeceſſeurs qui, ſachant que, ſuivant la parole de Dieu même, *toute ame doit être ſoumiſe aux Puiffances temporelles que le Ciel a établies pour gouverner les hommes*, ont cru devoir exciter la Cour dans des occaſions ſemblables à employer.

le pouvoir qu'elle tient du Roi, pour faire respecter SA MAJESTÉ ROYALE, pour réprimer par de grands exemples ceux dont l'élévation rend le crime plus grand, & l'impunité plus dangereuse.

C'est par ces motifs si pressans que le Procureur Général se croit indispensablement obligé d'avoir recours à l'autorité de la Cour contre l'entreprise du Cardinal de Bouillon ; & comme le Roi a fait remettre entre ses mains la Lettre que ce Cardinal a écrite audit Seigneur Roi, avec une autre Lettre qu'il a écrite en même tems au Marquis de Torcy, Ministre & Secrétaire d'Etat, le Procureur Général trouvera dans les deux Lettres, lorsqu'elles seront vérifiées, & le crime & la conviction de celui qui les a écrites ; croit devoir demander aussi à la Cour qu'il lui plaise d'en ordonner la vérification. Requéroit qu'il plaise à la Cour permettre au Procureur Général du Roi, de faire informer des faits contenus en ladite Requête, circonstances & dépendances, pardevant le Conseiller Rapporteur ; ordonner que les deux Lettres datées d'Arras du 22 Mai 1710, écrites par le Cardinal de Bouillon, l'une au Roi, & l'autre audit sieur de Torcy, seront mises au Greffe Criminel de la Cour, comme pièces servant à conviction, procès-verbal préalablement dressé de l'état desdites pièces par ledit Conseiller Rapporteur, en présence d'un des Substituts du Procureur Général, qui seront paraphées par ledit Conseiller, & ledit Substitut, suivant l'Ordonnance. Pardevant lequel Conseiller Rapporteur, il sera procédé à la vérification desdites Lettres, comme écrites de la main dudit Cardinal de

Bouillon , par tels Experts qu'il plaira à la Cour nommer d'Office : lesquels Experts seront entendus , chacun séparément , par forme de déposition , & ce sur pièces de comparaison , dont sera convenu avec le Procureur Général , ou , faute de convention , qui seront reçues dans la forme prescrite par l'Ordonnance : pour , ce fait , le tout communiqué au Procureur Général du Roi , & vû par la Cour , être ordonné ce que de raison , ladite Requête signée Daguesseau Procureur Général du Roi ; oui le rapport de Me. Jean le Nain Conseiller. Tout considéré :

Ladite Cour permet au Procureur Général du Roi de faire informer des faits contenus en ladite Requête, circonstances & dépendances, par-devant le Conseiller Rapporteur pour les témoins qui sont en cette Ville ; & pour ceux qui sont sur les lieux pardevant le Lieutenant Criminel d'Abbeville , lequel à cette fin se transportera partout où besoin sera , même hors l'étendue de son ressort : ordonne que les deux Lettres datées d'Arras du 22 Mai 1710 , écrites par le Cardinal de Bouillon , l'une au Roi , & l'autre au sieur de Torcy , seront mises au Greffe Criminel de la Cour , comme pièces servant à conviction , procès-verbal préalablement dressé de l'état desdites Pièces par ledit Conseiller Rapporteur , en présence de l'un des Substituts du Procureur Général ; qui seront paraphées par ledit Conseiller Rapporteur suivant l'Ordonnance. Par lequel Conseiller Rapporteur il sera procédé à la vérification desdites Lettres , comme écrites de la main dudit Cardinal de Bouillon , par Prevost & Renard Maître

Ecrivains pris à Paris, que la Cour a nommés d'Office pour Experts, lesquels seront entendus chacun séparément par forme de déposition, & ce sur pièces de comparaison, dont sera convenu avec le Procureur Général, ou faute de conventions, qui seront reçues dans la forme prescrite par l'Ordonnance. Pour, ce fait, l'information du Juge d'Abbeville rapportée, & le tout communiqué au Procureur Général du Roi, & vû par la Cour, être ordonné ce que de raison. Fait en Parlement le 28 Mai 1710.

ARREST du Parlement de Paris, les Grand'-Chambre & Tournelle assemblées, rendu le 20 Juin 1710, portant prise-de-corps contre le Cardinal de Bouillon, Doyen du Sacré Collège, Evêque d'Ostie. Et contre le P. de Monthiers & le Chevalier de Serte.

Vû par la Cour, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées, l'information faite de l'Ordonnance de la Cour par Me. Jean le Nain, Conseiller en icelle, le 31. Mai dernier, 2. & 3. du présent mois de Juin, en exécution de l'Arrêt du 28. du mois de Mai, rendu à la requête du Procureur Général du Roi, contre le Cardinal de Bouillon & ses complices; autre information faite par le Lieutenant Criminel d'Abbeville lesdits jours 2. & 3. du présent mois de Juin, 4. 5. 6. 8. 9. 10. & 11. du même mois, suivant ledit Arrêt dudit jour 28 de Mai; autre

information faite par ledit Me. le Nain Conseiller, le 17. du présent mois de Juin, pour raison de la vérification des deux Lettres missives & signées dudit Cardinal de Bouillon, datées du 22. dudit mois de Mai.

Vû aussi lescdites deux Lettres comme pièces servantes à conviction, les Conclusions du Procureur Général du Roi : oui le rapport dudit Me. Jean le Nain Conseiller, tout considéré : la-dite Cour ordonne que le Cardinal de Bouillon, frere de Monthiers Jésuite, & le nommé de Serte, qualifié Gentilhomme au service dudit Cardinal de Bouillon, seront pris au corps, & amenés aux prisons de la Conciergerie du Palais pour être ouïs & interrogés sur le contenu desdites informations pardevant le Conseiller Rapporteur du présent Arrêt, si pris & appréhendés peuvent être, sinon assignés, & les biens dudit Cardinal de Bouillon & dudit de Serte saisis & annotés, & Commissaires y établis jusqu'à ce qu'ils aient obéi, suivant l'Ordonnance; & sera tenu Jean Lucas, Notaire Royal d'Abbeville, d'envoyer incessamment au Greffe Criminel de la Cour des expéditions en forme des actes de cession & transports faits par ledit Cardinal de Bouillon, par lui reçus comme Notaire, & qui sont en sa possession. A ce faire ledit Lucas contraint par corps; à lui enjoint d'obéir au premier commandement, à peine de cent livres d'amende & d'interdiction. Pour ce fait & le tout communiqué au Procureur Général du Roi, être ordonné ce que de raison. Fait en Parlement le 20. de Juin 1710.
Signé DONCOIS.

*DECLARATION du Roi , concernant la
disposition des Bénéfices qui sont à la nomi-
nation du Cardinal de Bouillon.*

Donnée à Versailles le 17. Juillet 1710.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Le Cardinal de Bouillon ayant été accusé en notre Cour de Parlement de Paris, à la requête de notre Procureur Général, des crimes de désobéissance, de félonie & de lèse-Majesté, notre dite Cour a décerné un décret de prise de corps contre lui & contre les complices; & comme la nature de son crime & la qualité de ce décret le privent également des revenus de ses Abbayes & de la disposition des Bénéfices qui en dépendent, nous avons cru qu'il étoit de notre devoir d'interposer à cet égard notre autorité dans cette affaire, non pour nous réserver le droit de présenter à ces Bénéfices, suivant ce qui s'est pratiqué dans d'autres occasions, mais seulement pour y faire observer les règles canoniques, & en remettre la collation entre les mains de ceux que le droit commun, ou des titres particuliers & légitimes y appellent; afin que ces Bénéfices soient conférés, suivant l'esprit de l'Eglise, à des sujets de la fidélité & capacité desquels nous puissions être assurés. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, nous avons dit & déclaré, disons &

déclarons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, qu'en cas de vacance de Bénéfices dont la présentation, provision, collation ou autre disposition appartenait audit Cardinal de Bouillon, à cause des Abbayes dont il étoit titulaire & possesseur, il y seroit pourvû par les Evêques des lieux dans lesquels lesdits Bénéfices, de quelque nature & qualité qu'ils soient, se trouveront situés. Déclarons nul & de nul effet tout ce qui pourroit avoir été ou être fait & attenté au contraire. Défendons à nos Juges & à toutes autres personnes d'y avoir aucun égard, le tout sans préjudice, à l'égard des Bénéfices dépendans de Cluny, des prétentions & droits des prétendus Grands Vicaires du Grand Prieur, du Vicaire Général de la Réforme, & des Supérieurs & Religieux de la Voulte de Cluny, comme aussi sans préjudice des droits des Prieurs & Religieux desdites Abbayes, & de tous autres auxquels la présentation ou collation desdits Bénéfices peut appartenir par l'absence & incapacité, dudit Cardinal de Bouillon. Voulons que pour raison desdits droits & prétentions ils puissent se pourvoir en notre Cour de Parlement de Paris, pour y être statué ainsi qu'il appartiendra sur les Conclusions de notre Procureur Général, les Parties intéressées présentes ou dûment appelées; ce qui aura lieu, même à l'égard des Abbayes & des Bénéfices qui se trouveront situés hors du ressort de notre dite Cour, laquelle connoîtra pareillement de toutes les contestations qui pourront naître pour raison du

du régime & gouvernement de l'Ordre de Cluny, prétendu, pendant l'incapacité de l'Abbé, par lesdits prétendus Grands Vicaires, Grand Prieur, Vicaire Général de la Réforme, & les Supérieurs & Religieux composans la Voulte de Cluny & tous autres. A l'effet de quoi ensemble de tout ce qui concerne l'exécution de notre présente Déclaration, nous attribuons à notredit Cour de Parlement toute juridiction & connoissance, & l'interdisons à nos autres Cours & Juges, même à notre Grand Conseil, nonobstant tous privilèges, évocations & attributions générales ou particulières, auxquelles nous avons dérogé, pour ce regard seulement. N'entendons pareillement que ces Présentes puissent nuire ni préjudicier à ceux qui ont été nommés audit Cardinal de Bouillon à cause desdites Abbayes, en vertu de l'Indult des Officiers de notre Parlement de Paris, & qui se trouveront n'avoir pas encore été pourvus de Bénéfices de la valeur requise pour remplir ledit Indult, ni aux Gradués des Universités de notre Royaume pour les Bénéfices qui vacqueront dans les mois à eux affectés par le Concordat. Voulons que les uns & les autres puissent requérir lesdits Bénéfices en vertu dudit Indult ou desdits degrés en la manière accoutumée, & en cas de contestations sur les provisions obtenues par les Indultaires, les Parties se pourvoieront en notredit Grand Conseil, suivant l'usage ordinaire; l'attribution ci-dessus faite en notre Parlement de Paris demeurant au surplus pour tous les autres cas &

différends , dans la force & vertu. Si donnons en mandement à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris , que cesPrésentes ils ayent à faire lire , publier & registrer , & le contenu en icelles garder & observer selon la forme & teneur : Car tel est notre plaisir , en témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scel à celdites Présentes. Donné à Versailles le septième jour de Juillet , l'an de grace mil sept cens dix , & de notre regne le soixante-huitième , *Signé* LOUIS , & sur le repli , par le Roi PHELYPEAUX , & scellé du grand Sceau de cire jaune,

Registrées , &c.

ARREST du Conseil & Lettres-Patentes sur icelui, portant qu'il sera pourvû par le Parlement de Paris, à la régie & administration de tous les biens, fruits & revenus du Cardinal de Bouillon.

Des 7 & 15 Juillet 1710.

Régistrés en Parlement le 30 Juillet 1710.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

Le Roi s'étant fait représenter l'Arrêt rendu en son Conseil d'Etat le 26 Mai dernier , au sujet de la sortie du Cardinal de Bouillon hors du Royaume , & de sa retraite chez les Ennemis de l'Etat , par lequel SA MAJESTÉ a ordonné la saisie des

revenus des biens dudit Cardinal , ensemble des fruits & revenus de ses Bénéfices ; & Sa Majesté étant informée que depuis cet Arrêt *son Parlement de Paris a commencé de faire le procès audit Cardinal de Bouillon* , à la requête de son Procureur Général , & a même *décerné un Décret de prise de corps contre lui* , en vertu duquel les biens & revenus devant être saisis & annotés, *il paroît à présent plus convenable qu'il soit pourvû par le dit Parlement de Paris* , à la régie & administration desdits biens , fruits & revenus , ainsi qu'il *appartiendra*. Sa Majesté étant en son Conseil, a ordonné & ordonne , que par son Parlement de Paris il sera pourvû , à la requête de son Procureur Général , à la régie & administration de tous les biens , fruits & revenus du Cardinal de Bouillon , en quelque endroit de son Royaume qu'ils soient situés , même hors du ressort dudit Parlement, & ce tant sur les saisies ci-devant faites en vertu dudit Arrêt du 26 Mai dernier, que de celles qui ont été ou qui pourront être faites en vertu des Arrêts dudit Parlement, auquel Sa Majesté, entant que besoin est ou seroit , en attribue toute Cour , Jurisdiction & connoissance , & l'interdit à toutes autres Cours & Juges. Et seront expédiées toutes Lettres-Patentes nécessaires pour l'exécution du présent Arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roi , Sa Majesté y étant , tenu à Versailles le septième Juillet mil sept.cens dix. Signé Phelipeaux. Registré, &c.

L O U I S, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à nos amés & féaux les Gens teñans notre Cour de Parlement à Paris, Salut. Nous avons, par Arrêt de notre Conseil du 26 Mai dernier, pour les causes portées par icelui, ordonné la saisie des revenus des biens du Cardinal de Bouillon, ensemble des fruits & revenus de ses bénéfices; & ayant été informés que depuis cet Arrêt *notre Parlement de Paris a commencé de faire le procès audit Cardinal de Bouillon, à la requête de notre Procureur Général, & a même décerné un Décret de prise de corps contre lui, en vertu duquel les biens & revenus devant être saisis & annotés, il paroïssoit à présent plus convenable qu'il soit pourvu par notredit Parlement de Paris à la régie & administration de sd. biens, ainsi qu'il appartiendra*: à quoi voulant pourvoir par Arrêt de notredit Conseil du 7 du présent mois & an, cy-attaché sous le Contre-scel de notre Chancellerie, nous aurions, entant que besoin est ou seroit, attribué à notre Cour de Parlement de Paris, le droit de pourvoir à la régie & administration de tous les biens, fruits & revenus dudit Cardinal de Bouillon, en quelque endroit de notre Royaume qu'ils soient situés, même hors le ressort de notredit Parlement de Paris, & ce tant sur les saisies cy-devant faites en vertu dudit Arrêt de notre Conseil du 26 Mai dernier, que sur celles qui ont été ou pourront être faites en vertu des Arrêts de notredit Parlement de Paris; à l'effet de quoi toutes Lettres nécessaires seroient expédiées.

A ces causes, nous vous mandons & enjoignons par ces Présentes signées de notre main, que

vous ayez à faire registrer l'Arrêt de notre Conseil du sept du présent mois & an , cy attaché sous le Contrescel de notre Chancellerie , & icelui garder & observer selon sa forme & teneur , nonobstant tous empêchemens contraires ; car tel est notre plaisir. Donné à Marly le quinzième Juillet , l'an de grace mil sept cens dix , & de notre règne le soixante-huitième. Signé , LOUIS. Et plus bas , par le Roi , Phéliepeaux. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées , oui & ce requérant le Procureur Général du Roi , pour être exécutées selon leur forme & teneur , suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement le 30 Juillet 1710. Signé , DONGOIS.

ERRATA ET ADDITIONS.

Page 16. Après ces mots : qu'il n'eût pas laissé de s'en mettre en possession , ajoutez :

Comment dans ces siècles d'ignorance & d'aveuglement , ce Pape * auroit-il pû s'abstenir de donner ses Ordres absolus au Roi de France , & de disposer souverainement de l'étendue de ses Etats , lorsqu'il avoit connoissance de l'humble Requête présentée par Charles-le-Chauve au Concile de Savonieres en 859 , contre Ventilon , Archevêque de Sens , qui avoit embrassé le parti de Louis de Germanie. „ Lorsque je „ partageai le Royaume avec mes freres , dit ce foible Monarque , il promit comme les autres Evêques , avec serment , l'observation du partage , depuis il m'a sacré Roi , „ avec promesse de ne me point déposer de la dignité Royale , „ au moins sans le consentement des Evêques qui m'avoient „ sacré avec lui , & au jugement desquels je m'étois soumis . „ comme je m'y soumetts encore .“ Quel langage pour un Souverain qui ne tient sa puissance que de Dieu ! *A qua Consecratione vel Regni sublimitate , supplantari vel projici à nullo debueram , saltem sine audientia & iudicio Episcoporum , quorum ministerio in Regem sum consecratus , & qui Throni Dei sunt dicti , in quibus Deus sedet , & per quos sua decernit judicia , quorum paternis correctionibus & castigatoriis judiciis me subdere sum paratus , & in presenti sum subditus. Concil. Labb. tom. 8. pag. 679.*

Pag. 257. Après ces mots : il ne pourra donc jamais en tirer avantage , &c. ajoutez : D'autant moins que le Roi lui-même n'a point entendu lui donner d'exécution , puisque par ses Déclarations des 7 & 13 Juillet 1710 , contre le Cardinal de Bouillon accusé de crime de Lèse-Majesté , il confirme l'Arrêt de la Cour qui ordonnoit un Décret de prise de corps contre ce Cardinal . & que SA MAJESTÉ veut que les poursuites continuent d'être faites au Parlement , lui attribuant , entant que besoin est ou seroit , le droit de pouvoir

* M. Fleuri , Hist. Ecclésiastique , liv. 48. n°. 48.

à la régie & administration de tous les biens, fruits & revenus dudit Cardinal de Bouillon, en quelque endroit qu'ils fussent situés, même hors du Ressort, &c. Voyez ces Déclarations à la fin de ce Mémoire.

Page 301. Après ces mots : *la suppression des Brefs donnés par Benoît XIII. les 17. Septembre & 19. Décembre 1729.* ajoutez : après avoir déclaré y avoir abus.

Page 315. ligne 11. d'Alby, lisez de Béziers.

T A B L E

Des Faits contenus dans ce Volume.

AU commencement de l'Eglise les Ecclésiastiques méritent la confiance des Peuples par leur désintéressement, page 8

Les Seigneuries temporelles accordées à l'Eglise, donnent part aux Evêques dans le gouvernement de l'Etat, 9

Ils croient avoir, comme Evêques, un droit qu'ils n'avoient que comme Seigneurs, & ils le portent jusqu'à vouloir juger les Rois, 10

Ils déposent Louis-le-Débonnaire en 833, 10 & f.

Agobard, Evêque de Lyon, & Vala, Abbé de Corbie, sont les deux principaux Moteurs de cette entreprise, ibid.

Vamba, Roi d'Espagne, est déposé par les Evêques assemblés à Tolède en 681, 13

Ervice, son Successeur, reconnoît tenir la Couronne de leurs mains, ibid.

Lothaire est déposé par les Evêques en 843. Ils donnent son Royaume à ses deux frères, Charles-le-Chauve, & Louis de Bavière, en leur commandant de le gouverner, 14

Les Papes se croient encore plus de droit que les Evêques de déposer les Rois, ibid.

Adrien II. défend à Charles-le-Chauve de s'emparer du Royaume de Lothaire, son neveu, 16

Les Evêques s'opposent à ce que Louis-le-Gros nomme aux Bénéfices, & fasse contribuer les Ecclésiastiques aux besoins de l'Etat. Ils l'excommunient en 1130, 16 & 17

S. Louis en 1233 fait saisir le temporel de l'Evêque de Beauvais, qui avoit refusé de payer le droit de gîte. Les Evêques mettent son Royaume en interdit, 17 & 18

S. Louis fait saisir le temporel du Chapitre de Soissons, qui ne vouloit pas reconnoître la Jurisdiction Séculière, ibid.

S. Louis oblige l'Archevêque de Rheims à porter devant ses Juges le différend qu'il a avec ses Vassaux. Ce Prélat se soumet, 18 & 23

Les Evêques somment S. Louis de rappeler un Ecclesiastique qu'il avoit banni, & de prêter secours à l'Archevêque de Reims contre ses Vassaux, sans s'immiscer à juger du fonds de l'affaire, 20 & f.

Les Grands du Royaume se plaignent au Pape des usurpations des Evêques sur les droits de la Couronne, & sur les leurs, *ibid.*

Ordonnance de S. Louis contre les usurpations des Ecclesiastiques, 22

S. Louis soutient son Ordonnance malgré les plaintes & les menaces de Grégoire IX, 23

Les Grands du Royaume conviennent de ne plus avoir égard aux Excommunications injustes, *ibid.*

Moyen singulier employé par les Ecclesiastiques, pour forcer les Laïcs à leur accorder tout ce qu'ils vouloient, 24

Ils n'osent plus disposer de la Couronne; mais ils s'emparent de toute l'administration de la Justice, sous prétexte que toute action & tout contrat est susceptible de péché, 25 & f.

Ils se confirment dans cette usurpation par seize articles, qui furent dressés dans un Concile tenu à Bourges en 1276 où présida Simon de Brie, Légat de Grégoire X, 26 & 27

Célébre Conférence du Bois de Vincennes, où Pierre de Cuguères combat les usurpations des Ecclesiastiques; Pierre Roger & Pierre Bertrand les défendent, 28 & f.

Les Diocésains d'Amiens portent des plaintes contre les horribles vexations exercées par plusieurs de leurs Evêques successivement, qui les continuent malgré les défenses du Roi, 34 & 35

Le Parlement réprime ces vexations par plusieurs Arrêts, 35 & 36

Les Evêques, par la concession de nos Rois, s'emparent de la succession de ceux dont les Héritiers ne remplissoient pas les dernières volontés, 37

Les Papes confirment ce droit, & les Evêques le regardent ensuite comme émané du Saint Siège, 37 & 38

Les Evêques font une loi générale de faire dans les Testamens des legs à l'Eglise, 38

Ils s'attribuent le droit de faire des Testamens pour ceux qui mourroient sans en faire, & de forcer les Héritiers à s'y tenir, 39 & 40

Ils laissent sans sépulture les corps des intestats, 41 & f.

- Le Parlement supprime cet abus par plusieurs Arrêts , 42 & f.
- Querelle entre Boniface VIII. & Philippe-le-Bel , au sujet de la prétendue indépendance des personnes & des biens Ecclésiastiques , 47 & f.
- Le Parlement commence sous Charles V. à faire cesser efficacement les usurpations des Ecclésiastiques , 49 & f.
- L'Archevêque de Bourges se reconnoît coupable du crime de Lèze-Majesté , & obtient des Lettres de grace , pour avoir avancé que les Laïcs ne peuvent juger un Clerc , 51
- L'autorité Royale défend d'user d'excommunication contre les Juges , & force à les lever , 52
- Même défense à l'égard des Clercs qui s'adressoient aux Juges Laïcs , 53 & f.
- Lettres de Charles VII , où les droits de l'autorité Royale sont très-bien exposés , 55
- Bulle de Bénédict lacérée en 1408 , 56
- Pragmatique & Déclaration de Charles VII , pour défendre d'excommunier les Officiers de ses Cours , 57
- L'Evêque de Nantes en 1454 , décline la Jurisdiction Séculière , 58
- Premier Arrêt qui lui défend de jamais proposer pareil déclinatorioire , *ibid.*
- Second Arrêt en 1455 , qui le déclare Contumax , & le condamne à l'amende , pour avoir appelé du Parlement à la Cour de Rome , 59
- Conclusions à l'amende honorable , au bannissement , à l'amende , à la confiscation , pour n'avoir pas voulu reconnoître la Justice Royale , 60 & 61
- Troisième Arrêt en 1457 , qui défend l'exécution des Rescrits de Rome , obtenus par ledit Evêque , ou par tout autre , & ordonne l'exécution des deux Arrêts précédens , 63
- L'Evêque du Puy exerce des vexations horribles dans son Diocèse. Arrêt contre lui , 64
- L'Evêque de Troyes use de censures contre les Officiers du Roi. Arrêt qui le lui défend , 65
- Arrêt en 1485 , qui défend l'exécution des Bulles obtenues par les Evêques contre l'obéissance dûe au Roi , 66
- Lettre Circulaire des Evêques de la Province de Rheims , où ils proposent une union pour s'opposer , par toutes les censures & autres voyes , au payement des Subsidés deman-

- dés au Clergé par le Roi Henri III , 70 & f.
- Mandement du Chapitre de Rheims , le Siège vacant , qui défend d'accorder aucun Sacrement à quiconque refuseroit de jurer la Ligue contre Henri III , 73 & f.
- Jean Petit justifie l'assassinat du Duc d'Orléans , 78
- Il enseigne qu'on peut & qu'on doit ruer un Tyran , 79
- Traitemens faits par les Ecclésiastiques à ceux qui refusoient de professer cette détestable doctrine , *ibid.*
- Elle est condamnée par des Lettres Patentes en 1414 , *ibid.*
- Censure de l'Université en 1411 , contre la Proposition de Jean Petir , 80
- Plusieurs Evêques se déclarent hautement contre Henri IV , & aucun pour lui , *ibid.*
- Le Cardinal Pellevé obtient en 1585 un Bref de Sixte V , qui excommunie Henri IV , le Prince de Condé , & tous ceux qui leur prêteront secours , 81
- Henri IV appelle comme d'abus de ce Bref à la Cour des Pairs de France , 82
- Bongars affiche cet appel aux portes du Vatican , 83
- Belles Remontrances du Parlement à Henri IV contre ce Bref , 83 & f.
- Bulles de Grégoire XIV , qui excommunient tous ceux qui prêteront secours à Henri IV. Silence des Evêques sur cette Bulle , 86
- Arrêt du Parlement en 1591 contre ces Bulles , & contre le Nonce Landriano , qu'elles avoient publiées , 87
- Autre Arrêt de la même année contre ces Bulles , contre ce Nonce , & contre tous les Prélats qui avoient approuvé l'assassinat d'Henri III , & s'étoient retirés à Rome , 87 & f.
- Le Clergé assemblé à Mantres & à Chartres , blâme ces Arrêts , & prend des résolutions qui leur sont contraires , 90 & f.
- Il se plaint au Roi même par le Cardinal de Bourbon , que le Parlement a passé son pouvoir , 91 & 92
- Grand nombre d'Ecclésiastiques refusent de prier même au Canon de la Messe , pour Henri IV , quoiqu'il eût fait son abjuration , 93
- Arrêt du Parlement de Toulouse en 1606 , pour les y obliger , 94
- Autre Arrêt de la même Cour pour le même objet , 95
- Les Religieux n'obéissent point à ces Arrêts , *ibid.*

Célébre Arrêt du Parlement de Paris en 1593, qui assure la Couronne à Henri IV, 96

Arrêt du Parlement d'Aix en 1594, qui ordonne aux Ecclésiastiques de prier pour le Roi, 97

Retranchemens faits dans les Missels, de tout ce qu'il pouvoit indiquer que les Ecclésiastiques dépendent de l'autorité Séculière, 97 & s.

Arrêt du Parlement contre ces retranchemens, 98

Analyse de la première des Bulles *In Cæna Domini*, donnée par Paul III en 1536, 100 & s.

Addition faite à ces Bulles par celle de Pie V en 1567, 103

Troubles causés par ces Bulles dans le Royaume de Naples, 103 & 104

Tentatives faites en 1580 pour faire publier ces Bulles en France, arrêtées par le Parlement, 104 & s.

Troisième Bulle *In Cæna Domini*, donnée par Paul V, en 1610, 106

Dernière Bulle *In Cæna Domini*, donnée par Urbain VIII, *ibid.*

Les Ecclésiastiques veulent mettre ces Bulles à exécution dans le Royaume, 107

Arrêt du Parlement de Toulouse en 1599, qui oblige l'Evêque de Castres à lever l'excommunication par lui prononcée contre deux Conseillers, 108

Arrêts du Parlement d'Aix en 1602, qui ordonne à l'Archevêque de lever la défense par lui faite d'entendre en Confession des Officiers de cette Cour, 109 & 110

Arrêt du Parlement de Bordeaux en 1602, qui ordonne à l'Archevêque de lever l'excommunication par lui prononcée contre le Premier Président & un autre, 110

Autre Arrêt de ce Parlement, qui ordonne à ce Prélat de révoquer la défense par lui faite de donner les Sacramens aux Officiers de cette Cour, & qui flétrit sa réponse, 111 & 112

Henri IV, protège la République de Venise contre les entreprises de Paul V, 113

Apologie par Richier, de la Doctrine de Gerson, contre Bellarmin, 113 & 114

Les Ecclésiastiques profitent de la consternation causée par l'assassinat d'Henri IV. pour répandre le Livre de Bellarmin, 114

Le Parlement ordonne à l'Université de renouveler son

Décret contre la Doctrine de Jean Petit. Discours du Premier Président aux Docteurs mandés , 115

Obstacles mis par les Prélats à la publication du Décret de l'Université , 116

Déclaration obtenue en 1610 , favorable aux prétentions du Clergé. Elle n'est enrégistrée en 1612 qu'avec des modifications , 117

Ligue des Prélats contre la prétendue Secte des Parlementaires , 117 118

Livre de Bellarmin répandu par les Ecclésiastiques , & condamné au feu par Arrêt du Parlement en 1610 , 118

Beau Discours du Premier Président à la Reine Régente , qui se plaignoit de cet Arrêt , 119

Thèse des Jacobins , favorable à l'infailibilité du Pape , protégée par les Prélats , courageusement attaquée par Richer , 120

Impertinente Proposition avancée par le Cardinal du Perron , en présence du Chancelier & des Ministres , 121

Censures des Evêques contre le Livre de Richer , pleines de mauvaise foi , & des prétentions établies par les Bulles *In Cœna Domini* , 122 123

La publication de celle de l'Archevêque d'Aix , est arrêtée par la fermeté de Guillaume du Vair , P. P. 123 124

Arrêt de la Chambre des Vacations en 1641 , pour empêcher la publication d'une Bulle qui renouvelloit les Bulles *In Cœna Domini* , 124 125

Arrêt du Parlement d'Aix en 1716 , contre une Ordonnance de l'Evêque de Marseille en faveur de la Jurisdiction Ecclésiastique , 125 126

Arrêt du Parlement en 1662 , qui déclare abusive la défense faite par l'Evêque de Clermont aux Officiers du Présidial de s'approcher de la sainte Table , parce qu'ils avoient fait emprisonner un Clerc criminel , 127

Henri IV refuse en 1606 la demande des Evêques , de faire un Règlement contre les Appels comme d'abus , 128

Miron , Evêque d'Angers , prêche contre les appels comme d'abus , *ibid.*

Arrêt du Parlement , qui ordonne à cet Evêque , sous peine de saisie de son temporel , de lever l'excommunication par lui lancée contre un Archidiacre , qui avoit appelé comme d'abus des procédures faites contre lui , 128 129

Sentence du Présidial d'Angers , qui défend la publication

d'un Bref obtenu par cet Evêque , faisant un cas réservé au Saint Siège , du recours aux Juges Séculiers par les Ecclésiastiques , 130 & 131

Projet des Evêques dans le Concile de Trente , de renouveler toutes leurs prétentions par 12 articles qui feroient un Chapitre , sous le titre simulé de la réformation des Princes , 132

Les oppositions du Roi & de l'Empereur font échouer ce projet , 133 & 134

Les Evêques renferment leurs prétentions dans un seul article , 134 & 135

Célébre protestation des Princes contre cet article , 135

Efforts redoublés des Evêques , pour faire publier le Concile de Trente en France , toujours repoullés par l'autorité Royale , en 1564 & 1572 , 136

En 1576 , nouvelle demande , même sous des modifications , refusée , *ibid.*

Mêmes refus en 1579 & 1582 , 138

Réponse négative de Henri III , au Pape & au Roi d'Espagne , qui le pressoient sur la publication de ce Concile , 139

Nouvelles tentatives du Clergé en 1585 , & du tems de la Ligue , 140 & 141

Publication de ce Concile , proposée aux Etats en 1593 , 142

On veut l'enjoindre pour Pénitence à Henri IV , lors de son abjuration , 143

Il en est pressé par le Clergé en 1599 , 1606 , 1608 & 1610 , 144

Cette publication proposée aux Etats en 1615 , est repoullée par le Tiers-Etat , *ibid.*

Article proposé par le Tiers-Etat , contenant nos Maximes sur l'indépendance de la Couronne , rejeté par le Clergé , 146 & 147

Arrêt du Parlement en 1614 , pour assûter ces Maximes , 147 & 148

Lettres-Patentes & Arrêt du Conseil , portant évocation des différends survenus à l'occasion de l'art. du Tiers-Etat , 148

Le Parlement refuse d'enregistrer ces Lettres-Patentes , 150

Bref de Remercement aux Evêques sur leur zèle pour la Puissance Ecclésiastique , *ibid.*

Acceptation solennelle du Concile de Trente , faite par les Evêques , sans la permission du Roi , 151

Sentence du Châtelet en 1615 contre cette acceptation , 152

Analyse des Articles du Concile de Trente , opposés à nos

Maximes ,

155 & 156

Livres des PP. Eudemont, Keller & Santarel, Jésuites, contre l'indépendance & la sûreté des Souverains, 157 & 158

Sentence du Châtelet, Censure de la Faculté de Théologie, Déclaration du Clergé contre les deux premiers, en 1625, 158 & 159

Arrêt du Parlement, qui condamne au feu celui de Santarel, 160

Réponses équivoques des Jésuites cités au Parlement pour désavouer la Doctrine de Santarel, *ibid.*

Ces Pères font intervenir le Roi, pour faire surseoir à la Déclaration nette & précise que le Parlement leur demandoit, 161

Le Parlement refuse de surseoir, & propose aux Jésuites des articles à signer, 162 & 163

Le Parlement se restreint à n'exiger que la souscription de la censure de la Faculté de Théologie, & un désaveu des maximes de Santarel, par tous les Prêtres & Ecoliers de la Société, 164 & 165

Le désaveu donné par les Jésuites est plein de restrictions & d'équivoques, 165 & 166

Censure de la Sorbonne contre le Livre de Santarel, adoptée par l'Université de Paris. Toutes celles du Royaume suivent son exemple, 166 & 167

Les Evêques se déclarent contre ces censures, & premièrement l'Archevêque de Sens, 167 & 168

Réquisitoire & Arrêt du 21 Janvier 1626, contre les fourdes menées des Evêques, tendantes à faire désavouer la censure du Clergé, dressée par Monsieur l'Evêque de Chartres, 168 & *f.*

Autre Arrêt du dix-huit Février 1626, pour le même objet, 771

Les Evêques substituent une petite censure superficielle à celle de l'Assemblée, 172 & *f.*

Sept Archevêques & vingt-un Evêques assemblés sans permission chez le Cardinal de la Rochefoucault, désavouent la censure de l'Assemblée du Clergé, 58 & 59

Ces Prélats refusent de signer trois articles proposés par l'Evêque de Chartres, qui n'exprimoient que l'indépendance du Roi de toute autre Puissance, 176

Réquisitoire & Arrêt du Parlement du 3 Mars 1626, qui déclare l'assemblée de ces Prélats illicite, leur désavoue

& leur ordonne de se retirer dans quinzaine, chacun dans leur Diocèse , 178 & 179

Ces Prélats rassemblés font rayer de dessus le procès verbal tout ce qui pouvoit prouver que l'assemblée avoit adopté la censure dressée par M. de Chartres ; & font à la signification de l'Arrêt du Parlement une réponse insolente , 180 & 181

Arrêt du Parlement , qui qualifie cette réponse , & la condamne au feu ; décrète d'ajournement personnel l'Evêque d'Angers (Miron) qui l'avoit dictée, & l'Archevêque d'Auch chez qui les Evêques étoient assemblés , 183 & 184

Le Roi ordonne de surseoir l'exécution de cet Arrêt. Le Parlement arrête qu'il sera exécuté , 185

Le Roi défend par deux Lettres de Cachet cette exécution. Le Parlement l'ordonne , 186

Le Roi refuse de recevoir une députation du Clergé , 191

Arrêt du Conseil pour terminer cette affaire , qui se borne à soutenir la censure de l'assemblée du Clergé , 191 & 192

Les Evêques mécontents de cet Arrêt en font substituer un autre , 193 & 194

Députation du Parlement vers le Roi , à la demande de Sa Majesté , 194 & 195

Discours ferme du Premier Président au Roi , qui insiste pour l'accommodement de cette affaire , 196

Les Arrêts du Parlement demeurent sans exécution , 200

Censure de la Faculté de Théologie contre le Livre de Santarel , 202

Empièglement du Public pour avoir cette censure , *ibid.*

Déclamations des Docteurs oppos. contre cette censure , 203

Ils font un désaveu , puis une protestation contre cette censure , 204

Ils veulent faire adopter ce désaveu par la Faculté , au *prima Mensis* de Mai & de Juin , *ibid.*

On demande au Parlement de fixer le nombre des Mandians qui pourront assister aux assemblées de la Faculté , *ibid.*

Arrêt du Conseil , qui les maintient tous dans le droit d'y assister , 205

Arrêt du Parlement , qui ne donne ce droit qu'à deux de chaque Couvent , *ibid.*

Les Mandians ne laissent pas d'y aller tous , & y excitent des troubles. Commisaires envoyés par le Parlement pour les contenir , 206

Autre Arrêt du Conseil, qui maintient les Mandians malgré l'Arrêt du Parlement, *ibid.*

Thèses de Testefort, Jacobin, où les Décrétales sont mises de niveau avec l'Ecriture Sainte. Décret du Recteur contre cette Thèse, 208 & 209

Lettres-Patentes qui cassent ce Décret, & qui défendent de soutenir aucune proposition affirmative ou négative sur l'autorité Souveraine, 210

Les Evêques non contens de ces Lettres, font nommer l'Evêque de Nantes Commissaire du Roi, au *primâ Mensis* de Janvier 1627, où ce Prélat fait dresser une conclusion fausse, portant que le plus grand nombre des Docteurs est complaignant de la censure du 4 Avril 1626, & s'empare par violence de la minute, 211 & 212

Arrêt du Parlement contre toute cette manœuvre, & qui ordonne que la censure du 4 Avril 1626, seroit registrée au Greffe de la Cour, 213 & s.

Lettres-Patentes qui défendent de porter cette censure au Greffe du Parlement, 215

Arrêt du Parlement, qui ordonne l'exécution du précédent, 215 & 216

Arrêt du Conseil, qui évoque cette affaire, & ordonne qu'il seroit décidé par les Prélats en quels termes devoit être censuré le Livre de Santarel. 216

Célébre Arrêt du Parlement, qui ordonne des Remontrances au Roi, l'exécution des Arrêts précédens, & nomme des Commissaires pour aller à l'Assemblée de la Faculté de Théologie, 217 & s.

Procès-verbal de ces Commissaires, emportemens des Docteurs Ultramontains. Duval soutient que la Doctrine de Santarel n'est pas erronée *in Doctrinâ*, 224

Crédit énorme des Docteurs Ultramontains. Persecution des autres, 225

Requête de l'Université au Roi. Elle fait cesser la guerre contre la Censure, & porte Sa Majesté à confirmer tous les privilèges de l'Université, 226

Le Livre contenant les Traités des Libertés de l'Eglise Gallicane, & les preuves, paroît en 1636, 227

Censure passionnée de dix-neuf Evêques contre ce Livre, 228 & s.

Arrêt du Conseil, qui défend la publication de ce Livre, 229

- Beau Privilège accordé à ce Livre en 1651 par Louis XIV , 230
- Information ordonnée par le Parlement de Toulouse par laquelle l Archevêque de Narbonne & l'Evêque de Beziers sont convaincus de concussion , 231
- Révolte de ces Prélats contre les Commissaires. Ces Prélats sont décrétés, l'un de prise de corps, l'autre d'ajournement personnel , 232
- Harangue de M. de Godeau au Roi contre ces Décrets , 233 & f.
- Reflexions sur cette Harangue , 234 & 235
- Commission du Roi au Parlement pour juger le Cardinal de R etz , 237
- Lettre du Cardinal de Retz à l'assemblée du Clergé , *ibid.*
- Lettre du Roi à l'assemblée du Clergé , pour lui défendre d s'intéresser auprès de lui en faveur de ce Cardinal criminel de Lèze-Majesté , 237 & 238
- Résolution de l'Assemblée de ne point délibérer sur le don ratuit demandé par le Roi, qu'il n'eût retiré la Commission envoyée au Parlement pour faire le procès à ce Cardinal , 239 & f.
- Les Députés de l'assemblée vers le Cardinal Mazarin & vers le Chancelier obtiennent que la commission sera révoquée , & les immunités des Prélats reconnues par un Arrêt du Conseil & une Déclaration , 248 & f.
- L'Archevêque de Toulouse est commis pour dresser les minutes de cet Arrêt & de cette Déclaration , qui sont expédiées dans les mêmes termes , 251 & f.
- La Déclaration n'a pas seulement été envoyée au Parlement pour être enregistrée ; ainsi elle n'est d'aucune autorité , 257
- Articles dressés en 1663 sur les maximes de l'Eglise Gallicane. Difficultés pour faire adopter ces articles par la Faculté de Théologie , 258
- Déclaration de l'assemblée du Clergé de 1682. Contradictions qu'elle éprouve , 259 & 260
- Difficultés que le Parlement trouve pour faire enregistrer cette Déclaration & l'Edit du mois de Mars 1682 par la Faculté de Théologie , 261
- Le Parlement mande les Docteurs , les réprimande , leur fait faire l'enregistrement , & leur interdit toute assemblée de la Faculté , 264 & f.

Sur la Requête & les soumissions de la Faculté, le Parlement lui permet de continuer ses assemblées , 262 & s.

Arrêts des Parlemens contre les Thèses & les Libelles qui attaquent la Déclaration de 1682 , quoique reçue comme Loi de l'Etat , 165

La Cour de Rome éclate contre cette Déclaration. Plusieurs Evêques écrivent au Pape en 1693 , pour lui demander pardon d'y avoir eu part , 266

Démarches vigoureuses du Parlement contre le Bref d'Alexandre VIII , portant cassation des Edits, Arrêts, &c. au sujet du droit de Régale, & de la Déclarat. de 1682 , 267

Lettres *Pastoralis Officii*. Tous les Parlemens en défendent la publication & l'exécution, & en reçoivent les Procureurs Généraux appellans comme d'abus , 277

Les Evêques publient des Mandemens conformes à ces Lettres. Les Parlemens les suppriment. Décret de l'Inquisition conforme aux mêmes Lettres , 275

Mandement , avis & autres Ecrits de M. Languet, Evêque de Soissons , contenant les mêmes dispositions que les Lettres *Pastoralis Officii*. Le Parlement les supprime par Arrêt du 7 Juin 1719 , 280

Lettre de M. de Soissons à M. le Régent pour se plaindre de cet Arrêt. Beau Réquisitoire de M. de Lamoignon contre cette Lettre , 281 & s.

Arrêt du Parlement qui condamne cette Lettre au feu , & ordonne que M. de Soissons sera sommé de l'avouer ou la désavouer , 286

Déclaration de M. de Soissons , qui avoue la Lettre & l'impression. Arrêt qui le condamne en 10000 liv. d'aumône , & ordonne la saisie de son temporel , jusqu'à ce qu'il ait rétracté sa Lettre & sa Déclaration , 287 & s.

Légende de Grégoire VII répandue dans le Royaume. Il n'y a que sept Evêques qui se déclarent contre cette Légende. Tous les autres gardent le silence , 293

Arrêts des Parlemens contre cette Légende. Le Pape les casse par des Brefs. Les Parlemens suppriment ces Brefs , 300

Cette alternative de Brefs & d'Arrêts semblable à celle qu'occasionnerent en 1665 les propositions de Vernant & d'Amedæus Guimeneus contre l'indépendance des Souverains , elles furent censurées par la Faculté de Théologie. Alexandre VII condamne cette censure par une Bulle. Le Parlement reçoit le Procureur Général appellant comme d'a-

bus de cette Bulle ,	301 & suiv.
Le Clergé assemblé en 1730 , loin d'agir contre la Légende de Grégoire VII, soutient au Roi même que son Règne n'est fondé que sur la Catholicité ,	306 & s.
Conséquences dangereuses de ce principe joint à la méthode des Evêques , de tout rappeler aux objets de la Foi, pour être seuls Juges dans leurs propres causes ,	308 & suiv.
Nécessité qu'il y ait des Parlemens , & qu'ils soient libres dans l'exercice de leur autorité, pour s'opposer aux entreprises du Clergé ,	319 & s.
Malheur des Sujets mêmes si on laissoit dominer le Clergé ,	321 & s.
Effet affligeant de la séduction ; l'autorité Royale favorise ceux qui la combattent , & poursuit ceux qui la défendent	325 & suiv.
Conclusion de cet Ouvrage ,	327 & s.
Bref d'Alexandre VIII contre la Déclaration du Clergé de 1682 ,	329 & suiv.
Discours de M. le P. P. au Roi contre ce Bref ,	337 & suiv.
Lettre de plusieurs Prélats à Innocent XII, pour défavouer la Déclaration de 1682 ,	347
Arrêt du Parlement , qui permet au Procureur Général de faire informer de certains faits dont il avoit porté plainte contre le Cardinal de Bouillon	353
Arrêt du Parlement , portant prise de corps contre le Cardinal de Bouillon ,	357
Déclaration du Roi concernant la disposition des Bénéfices qui étoient à la nomination du Cardinal de Bouillon ,	359
Arrêt du Conseil , & Lettres-Patentes qui commettent le Parlement pour pourvoir à la régie des biens , fruits & revenus du Cardinal de Bouillon ,	360
Errata & additions ,	363











